

EN VISITE A PARIS
**Le président Dacko
souhaite une aide accrue
pour le Centrafrique**
LIBRE PAGE 3

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2.20 F
Algérie, 1,20 DA ; Maroc, 2 dir. ; Tunisie, 2 m. ;
Allemagne, 1,20 DM ; Autriche, 13 sch. ; Belgique,
17 l. ; Canada, 9,55 ; Côte-d'Ivoire, 220 F CFA ;
Danemark, 4,36 kr. ; Espagne, 50 pes. ; Grande-
Bretagne, 50 p. ; Grèce, 35 dr. ; Iran, 125 r. ;
Italie, 600 l. ; Liban, 275 p. ; Luxembourg, 17 fr. ;
Norvège, 3,75 kr. ; Pays-Bas, 1,25 fl. ; Portugal,
20 esc. ; Sénégal, 200 F CFA ; Suède, 2,40 kr. ;
Suisse, 1,20 fr. ; U.S.A., 95 cts ; Yougoslavie, 20 din.
Tarif des abonnements page 2
5, RUE DES ITALIENS
75002 PARIS CEDEX 09
C. G. P. 4207-23 PARIS
Tél. : 46-72-23
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DU JOUR

Du bon usage d'une crise

La chute du cabinet italien verra-t-elle une crise européenne plus grave ? M. Cossiga, chef du gouvernement démissionnaire et président du conseil de la Communauté pendant le semestre en cours, a fait en tout cas le meilleur usage d'une crise ministérielle d'espèce banale que connaît son pays pour donner à l'Europe des Neuf une nouvelle chance.

Les deux raisons invoquées à Rome pour ajourner le conseil européen — réunion des Neuf au sommet prévue pour le 31 mars et le 1^{er} avril à Bruxelles — sont toutes deux valables, et leur conjonction rendait la situation inextricable. La carence d'un gouvernement, même s'il assume la présidence, n'aurait pas suffi à motiver un ajournement du conseil européen si cette instance suprême des Neuf n'avait en à traiter que de gestion ordinaire, mais ce n'est pas le cas. Les revendications britanniques soulevées des questions fondamentales. Chef d'un gouvernement à la fois démissionnaire et président, M. Cossiga ne pouvait jouer son rôle européen en recherchant, comme l'ont fait ses prédécesseurs en de telles circonstances, la conciliation par des visites dans les capitales étrangères.

L'ajournement était donc la sagesse. Mais il ne va pas, bien sûr, sans inconvénient. Un précédent est créé, alors que la régularité de ces réunions est essentielle à la bonne gestion communautaire. L'ajournement n'est pourtant pas contraire à l'acte constitutif du conseil européen, qui prévoit seulement que les chefs des gouvernements des Neuf se réunissent « trois fois par an et chaque fois que nécessaire ».

Aussi les gouvernements de la Communauté ont-ils accueilli la décision de M. Cossiga avec sérénité. Seul celui de Londres a exprimé, on l'a vu, une certaine déception, mais elle n'est que l'effet d'un effet. Il sera impossible de tenir compte dans son prochain budget (l'année budgétaire britannique commence le 1^{er} avril) des avantages financiers qu'il entendait obtenir de ses partenaires. D'autre part et surtout, l'ajournement coupe à Mme Thatcher tous ses effets. N'a-t-elle pas fondé — fâcheusement — sa tactique sur une colère qu'elle doit rentrer pour la troisième fois ? Elle avait en effet quasiment exigé satisfaction avant la fin de l'année dernière ; puis elle avait accepté d'attendre le conseil de Bruxelles en demandant qu'il fut avancé d'un mois, à fin février ; elle doit finalement se résigner à ce qu'il soit reporté sans doute au moins jusqu'à la fin avril.

Reste à mettre à profit ces déboires non seulement pour faire retomber une colère et une tension franco-britannique, également malvenues, mais surtout pour chercher une solution. Sans doute essaiera-t-on d'abord d'évacuer des problèmes importants mais annexes qui alourdissent considérablement l'ordre du jour de Bruxelles : guerre du monton, crise agricole, etc. Quant aux revendications britanniques, elles ne pourront être satisfaites qu'à une condition : que Londres se contente d'une satisfaction financière temporaire (encore faudra-t-il se mettre d'accord sur son montant) qui ne mette pas en cause le fondement du traité de Rome — les préférences communautaires pour l'agriculture comme pour le reste. Si une telle solution est impossible, les partenaires de la Grande-Bretagne devront en tirer les conséquences.

On relèvera cependant la réflexion du ministre britannique du Trésor, M. Lawson, jugeant intéressantes de nouvelles propositions de la Commission dont personne n'a connaissance ni à Bruxelles ni ailleurs. Le ministre britannique n'a-t-il pas voulu, en invoquant des propositions anciennes, saisir la première perche de procédure à portée de la main pour amorcer enfin une véritable négociation ?

(Lire nos informations page 10.)

MM. Mitterrand et Berlinguer se sont rencontrés à Strasbourg pour promouvoir l'eurogauche

M. Marchais : un moment mal choisi

MM. François Mitterrand, premier secrétaire du P.S., et Enrico Berlinguer, secrétaire général du P.C.I., se sont entretenus pendant deux heures, lundi 24 mars, à Strasbourg. La déclaration commune publiée à l'issue de cette rencontre insiste sur la nécessité, pour les signataires, de prendre des initiatives « qui pourraient contribuer au désarmement, à la détente et à la coopération en Europe et dans le monde, ainsi qu'au respect de l'indépendance de tous les pays ». Ce texte précise également qu'il convient de « préparer dès maintenant des conditions favorables à la réunion et au succès de la conférence de Madrid ».

Au-delà des avantages qu'ils espèrent en retirer respectivement, les deux partis cherchent à travers de telles rencontres à organiser l'eurogauche pour proposer, à ce niveau, une réponse à la « crise internationale ».

M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., a réagi dès lundi soir en jugeant que « le lieu et le moment » de cette rencontre « sont plutôt mal choisis ». En revanche, l'Unité, organe central du P.C.I., souligne « la large convergence de vues » avec le P.S. sur « le rôle du mouvement ouvrier dans la crise internationale » et M. Berlinguer a déclaré : « Nous sommes décidés à intensifier nos contacts ».

De notre envoyé spécial

Strasbourg. — Préparée de longue date par MM. Claude Estier, vice-président du groupe socialiste de l'Assemblée des Communautés européennes, et Guido Fantl, président du groupe communiste, la rencontre entre le premier secrétaire du P.S. et le secrétaire général du P.C.I. a été entourée d'une grande discrétion, chacun souhaitant éviter de froisser les partis « frères ». Il était difficile à M. Mitterrand de se rendre à Rome, sans à l'induire en erreur. Il était tout autant à M. Berlinguer de venir à Paris. Le siège de l'Assemblée européenne avait donc été retenu, l'occasion en étant fournie par une visite de M. Mitterrand aux élus socialistes français.

Les deux chefs de file, assistés de MM. Estier et Fantl, étaient d'ailleurs convenus de ne pas évoquer, ou très rapidement, les conjonctures politiques nationales. Les propos de M. Mitterrand sur l'attitude du P.C.F. à l'égard du P.S. sont donc restés sans réponse. M. Berlinguer s'abstenant de prononcer un jugement sur le parti français.

L'essentiel de la conversation « longue et cordiale », selon la déclaration commune, a porté sur « les problèmes les plus urgents de la situation internationale ». MM. Berlinguer et Mitterrand ont convenus d'insister sur « le rôle qui, dans la phase difficile que connaissent actuellement les relations internationales, revient au mouvement ouvrier ».

Les propos de M. Mitterrand ont été accueillis avec une certaine réserve par les représentants partis qui ont l'expérience et aux forces de gauche populaires et démocratiques de l'Europe occidentale.

An-déjà de la déclaration commune publiée lundi soir, il convient d'observer que la rencontre de MM. Berlinguer et Mitterrand vaut surtout par le rapprochement à long terme qu'elle esquisse au sein de la gauche européenne.

Pour le P.S. cette entrevue a d'abord pour vertu de vider de sa substance l'accusation de « trahison à droite » que lui a intentée le P.C.F. La réaction immédiate, et défavorable, de M. Georges Marchais est à cet égard significative. Admettant, elle satisfait les socialistes, qui constatent que M. Marchais a été contraint de « marquer le coup », quitte à admettre que quelque peu les « camarades italiens », malgré les précautions qu'ils ont prises. L'Unité, organe du P.C.I., souligne « qu'étant donné la crise de l'Union de la gauche », en France, cette rencontre « n'est pas conçue contre quelqu'un ».

socialistes, qui constatent que M. Marchais a été contraint de « marquer le coup », quitte à admettre que quelque peu les « camarades italiens », malgré les précautions qu'ils ont prises. L'Unité, organe du P.C.I., souligne « qu'étant donné la crise de l'Union de la gauche », en France, cette rencontre « n'est pas conçue contre quelqu'un ».

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(Lire la suite page 11.)

La guerre en Afghanistan

« NOUS COMBATTONS LES RUSSES
JUSQU'À CE QU'ILS SOIENT CONTRAINTS DE SE RETIRER »
nous déclare l'un des principaux dirigeants
de l'insurrection
(Lire page 6.)

Comment associer les Français au choix nucléaire

par BRUNO DETHOMAS

Il est vrai pour entraver le déroulement de l'enquête — auront beau jeu de continuer d'en dénoncer le caractère « bidon ». Mais que l'avis soit défavorable — et que le gouvernement le suive, — rien ne dit qu'une nouvelle enquête en Bretagne, à Plogoff ou ailleurs, se passera mieux.

Il est donc temps de tenter de lever les diverses hypothèses qui risquent d'affecter le développement de l'atome civil. Et d'abord d'interroger pour savoir si cette forme d'énergie apparaît à la majorité de la population comme étant d'intérêt général.

Les scientifiques et les techniciens du Commissariat à l'énergie atomique et d'Electricité de France ont été les premiers convaincus. Ils ont réussi à en-

traîner l'adhésion des pouvoirs publics, d'abord timidement, puis sans réticence après mars 1974. Depuis lors, le gouvernement n'a cessé de déclarer prioritaire le programme nucléaire, ce qui permet au directeur général d'Electricité de France, M. Chevreton, de déclarer : « Si nous poursuivons la réalisation de notre programme nucléaire, conformément aux décisions des pouvoirs publics, c'est, bien sûr, pour répondre au risque croissant de raréfaction du pétrole, particulièrement sensible pour un pays comme le nôtre qui n'en possède pratiquement pas dans son sous-sol. Mais c'est aussi parce que le nucléaire est de plus en plus une énergie rentable ».

(Lire la suite page 42.)

Les Européens quittent le Tchad

Les forces françaises n'interviendront « en aucun cas »

Alors que plus de trois cents Européens, sur environ sept cents, ont été évacués par l'armée française vers le Cameroun, les combats se poursuivent ce mardi matin, 25 mars de façon sporadique, à N'Djamena, où les partisans de M. Fousseini Habré semblent faire face à une coalition de forces regroupées, pour la circonstance, autour du président Goukouni Oueddei.

A Paris, une réunion de travail consacrée à la situation au Tchad s'est tenue, mardi matin, à l'Élysée, sous la présidence de M. Giscard d'Estaing. M. Galley, ministre de la coopération, ainsi que le général Méry, chef d'état-major des armées, et M. Kirsch, conseiller à la présidence de la République pour les affaires africaines, participaient à cette réunion au cours de laquelle le chef de l'État a déclaré que « les forces françaises ne doivent en aucun cas intervenir dans le déroulement des affrontements » à N'Djamena.

La capitale tchadienne, où l'eau et l'électricité commencent à faire défaut, est transformée, depuis quatre jours, en un champ de bataille et toute circulation y est très dangereuse. Lundi, deux Transal de l'armée de l'air française ont évacué sur Douala (Cameroun) cent trente-cinq personnes. Ils ont décollé de l'aéroport de N'Djamena, qui demeure fermé au trafic civil. Un bac militaire a, de son côté, établi une navette entre les deux berges du Chari pour transporter sur la rive camerounaise du fleuve les autres Européens réfugiés — au nombre d'environ cinq cents — sur la base militaire française de N'Djamena qui jouxte l'aéroport.

Des partisans d'autres factions ont également fait mouvement vers N'Djamena. Dès dimanche soir, des éléments armés des Forces armées tchadiennes (FAT) du colonel Kamougue étaient entrés en contact avec les FAN à la base méridionale de la capitale. Des éléments armés du Front d'action commune (FAC) se dirigeaient également à marche forcée vers N'Djamena.

J.-C. P.

(Lire la suite page 3.)

LE CENTENAIRE D'UN GRAND MUSÉE

L'île Saint-Louis à Carnavalet

Pour célébrer le centenaire du musée Carnavalet, deux expositions ouvrent leurs portes ce mardi dans la plus belle des salles de la rue de Sévigné dans le Marais. La première est consacrée à la vie du musée depuis son achat par la Ville, en 1968, et retrace les grandes heures de cette maison, la seconde est entièrement dédiée à l'histoire de l'île Saint-Louis.

Quel Parisien n'a pas rêvé de vivre dans l'île Saint-Louis, ce vaillant hâlé par celui de la Cité et qui forme avec celle-ci un des paysages les plus prestigieux de Paris. Jusqu'au temps d'Henri IV, l'île Saint-Louis, qui était placée sous le vocable de Notre-Dame, était plantée dans une ornière où les lavandières étaient leur linge. On venait aussi d'y distiller, y tirer l'arc, y faire bombance et même y danser. Sa très proche voisine, l'île aux Vaches, servait de chantier, et un petit pont, le pont Rouge, faisait communiquer la pointe

ANDRÉE JACOB.

(Lire la suite page 20.)

le mur de Cartier
Paris
Perfection technique, raffinement esthétique,
garantie à vie.



AU JOUR LE JOUR PERSPECTIVES

Consultés par voie de sondage, deux Français sur trois déclarent ne pas être intéressés par le passé de Georges Marchais. Parmi ces 65 % de « non-concernés », il faut distinguer entre ceux qui ne veulent rien savoir et ceux qui s'en fâchent réellement. De même que, parmi les 33 % de nos concitoyens intéressés à la question, il faut distinguer entre ceux qui ne se préoccupent que du seul cas de Georges Marchais et ceux qui estiment que le passé de tout homme politique, quel qu'il soit, peut éclairer son présent.

Quant aux perspectives d'avenir, chacun aura compris qu'elles demeurent insaisissables.

BERNARD CHAPUIS.

Le Monde

étranger

AFRIQUE

AU TCHAD

Les Européens quittent le pays

(Suite de la première page.)

Lundi, en fin d'après-midi, des colonnes de fumée s'élevaient au-dessus de plusieurs quartiers de la capitale, où la bataille faisait toujours rage en dépit d'une tentative de médiation de l'imam de la grande mosquée, M. Ibrahim Moussa, et d'un appel lancé de Benghazi par les présidents Koumtché du Niger et Kadhaï de Libye.

Le correspondant de l'agence soudanaise de presse a été tué dimanche soir. M. Adoum Togo, chef d'état-major des PAP, a été blessé et hospitalisé sur la base militaire française. Les deux blessés légèrement blessés dimanche par des tirs d'obus mortiers (le Monde du 25 mars) sont les Pères Maurice Dechaud, de nationalité française, et Cosou, citoyen italien.

En dépit de la rareté et de la confusion des informations en provenance de N'Djaména, il

semble que l'épreuve de force engagée par M. Hissène Habré oppose ce dernier à une coalition de circonstance dirigée par M. Goukouni Oueddei, et qui comprend non seulement des éléments du FAC pro-lybén, mais aussi les FAT « sudistes » du colonel Kamougue. Autrement dit, il ne s'agit pas, pour l'instant, d'un affrontement entre le Nord musulman et le Sud chrétien, mais d'un regroupement autour du chef de l'Etat de toutes les forces qui veulent porter coup d'arrêt à l'ascension spectaculaire, depuis deux ans, de M. Hissène Habré.

Sur le plan militaire, l'issue de la bataille dépend en grande partie de la course de vitesse engagée entre les colonnes de renforts dépechées de toute urgence sur N'Djaména. Pour tenter de l'emporter, les FAN de M. Habré avaient pris les devants, la semaine dernière, en tentant de déloger un couloir entre la capi-

tales et leur fief d'Abéché, dans l'est du pays. Cette initiative ne semble pas, cependant, avoir permis aux FAN de s'emparer d'un avantage décisif dans la bataille en cours depuis quatre jours à N'Djaména même.

M. Hissène Habré a-t-il tablé sur un appui français qui lui a été refusé, quoi qu'en dise des dirigeants du FAC ? A-t-il cru pouvoir jouer de l'antagonisme entre le président Oueddei et le colonel Kamougue ? Il est encore difficile de répondre à ces questions, rien n'indiquant en revanche que cette nouvelle bataille de N'Djaména tourne à l'avantage du ministre de la défense. Les PAP paraissent avoir conservé le contrôle des positions qu'ils tenaient au départ, et M. Hissène Habré n'a pas pu tirer profit de l'accord de cessez-le-feu conclu dimanche matin et aussitôt violé.

Même si cette épreuve de force porte un coup d'arrêt aux ambitions de M. Hissène Habré, la situation politique tchadienne demeure inextricable. La coalition formée contre lui n'échappe en effet, au regroupement durable, l'imam Moussa ne s'est pas contenté, lundi, de demander à M. Goukouni Oueddei de conclure une trêve avec son ministre de la défense, il a également mis en garde le chef de l'Etat (musulman) contre une alliance « contre nature » avec le colonel Kamougue (chrétien). De plus, l'exercice des chrétiens vers le Sud, N'Djaména est une ville peuplée pour une dixième de musulmans.

En 1976, Paris avait renforcé ses effectifs militaires sur place et engagé des Jaurès dans les combats livrés au nord de la capitale tchadienne pour aider le président Félix Malloum à conserver le pouvoir avant d'imposer, ce dernier, deux ans plus tard, une réconciliation avec M. Hissène Habré. La fragilité de cette coalition devint, en février 1979, déboucher sur une première bataille de N'Djaména qui avait tourné à l'avantage des FAN de M. Habré.

Après que, en mars, le président Malloum eut quitté le pays, plusieurs conférences se tinrent au Nigeria, pour aboutir le 21 août 1979, à un accord passé avec Lagos entre onze « tendances ». Il prévoyait le retrait des troupes françaises, la formation d'un gouvernement d'union nationale et la neutralisation militaire de N'Djaména sous la contrainte d'une force de paix internationale.

Si les Français ont commencé à rapatrier leurs troupes, l'accord de Lagos n'a pas été appliqué. Formé en novembre, le « gouvernement d'union nationale » n'a jamais fonctionné. Son vice-président, le colonel Kamougue, se repliant sur le sud du pays. La « neutralisation » militaire — prévue à Lagos — de N'Djaména n'a connu qu'un début de mise en œuvre et les seuls militaires africains, chargés de prendre la relève des Français, ont été des Congolais, au nombre de cinq cent cinquante, qui ne sont aucunement intervenus dans les combats depuis jeudi.

J.-C. P.

Le ministre des affaires étrangères indique que des informations sur les dépôts des résistants français du Tchad peuvent être obtenues en appelant le numéro suivant : 850-34-60.

DIPLOMATIE

AU COURS DE SON VOYAGE EN FRANCE

Le roi Hassan II déclare : le président Sadate doit « repousser catégoriquement » les propositions américaines sur l'autonomie palestinienne

Le premier des trois entretiens prévus entre le roi Hassan II et le président Giscard d'Estaing a eu lieu lundi 24 mars (le Monde du 25 mars) et a porté surtout sur la question du Proche-Orient. Le roi a déclaré à l'issue d'une « courte mais riche » conversation que le roi « avait été enregistré » entre les deux chefs d'Etat, tandis que le souverain exprimait le vœu que « le président Sadate repousse catégoriquement » les propositions du plan Carter concernant l'autonomie des Palestiniens.

« Dans l'état actuel des choses, a dit le roi, les vues du président et les miennes sur l'autonomie sont juridiquement plus valables. Je souhaite que, pour le royaume d'Egypte, pour la « race » qui l'occupe et doit occuper dans le monde arabe, le président Sadate repousse catégoriquement les propositions d'autonomie qui ont été faites dans la forme où elles ont été faites. »

De son côté, M. Habib Chatti, secrétaire général de la Conférence islamique, dont Hassan II a assumé actuellement la présidence, a été reçu lundi par M. Jean François-Poncet, il s'est félicité des positions adoptées par

Paris en faveur du droit des Palestiniens à l'autodétermination et a affirmé que le monde islamique « compte sur la France et sur l'Europe pour aider à résoudre la question palestinienne ». Il a également précisé que le problème de la neutralité de l'Afghanistan proposée par la C.E.E. sera étudié à la réunion de la Conférence islamique qui se tiendra le 16 avril au Pakistan.

Il semble que le conflit du Sahara occidental sera plus particulièrement abordé mercredi lors d'un déjeuner entre le roi et le chef d'Etat. L'après-midi, des ministres des affaires étrangères.

Les combats qui se déroulent actuellement dans le Sud-marocain donnent un relief particulier à cette conversation, bien que le souverain ait subi des revers.

Répondant à une question sur un éventuel règlement du conflit, Hassan II a repris une formule qu'il a déjà utilisée récemment (le Monde du 14 mars). « On ne se bat que pour négocier, on ne se bat pas pour se battre. » Il a également précisé au sujet du

règlement éventuel du conflit que « le moment venu, le rôle historique de la France pour la paix et le rapprochement des peuples sera démontré de la façon la plus éloquente ».

Le roi du Maroc « essaye d'imprimer dans la France » dans la guerre du Sahara occidental, a affirmé M. Mohammed Salem Ould Salet, ministre sahraoui de l'information, dans une déclaration publiée lundi 24 mars à Alger. L'occasion de la visite du souverain marocain à Paris. Selon lui, le Maroc se trouve « dans l'impossibilité de continuer cette guerre coûteuse sans l'intervention de l'étranger ». Une sorte que le souverain cherche « à faire partager par d'autres les conséquences de la guerre ».

Pour le quotidien gouvernemental algérien El Moudjahid qui consacre un éditorial à la « dé-marche urgente d'un roi désemparé », le souverain cherche à « internationaliser » le conflit. Après avoir mis l'accent sur les pertes subies par le Maroc, le journal rappelle la position d'Alger : toute solution pacifique passe par des négociations entre Rabat et le Front Polisario.

EN « VISITE DE TRAVAIL » A PARIS

Le président Dacko souhaite obtenir des concours pour son plan de redressement de l'économie

Arrivé lundi soir 24 mars à Paris pour une « visite de travail » de trois jours, le président David Dacko, de Centrafrique, est l'hôte à déjeuner, ce mardi 25 mars, de M. Giscard d'Estaing. Les deux chefs d'Etat devraient s'entretenir ensuite en tête-à-tête. Le soir, M. François-Poncet offrira un dîner en l'honneur du président centrafricain, qui consacrera la journée de mercredi à des entretiens économiques avec le ministre de l'Economie et du Commerce, M. Barre et d'être l'hôte à un déjeuner de M. Robert Calley, ministre de la coopération. Avant de repartir Bangui vendredi, M. Dacko sera de nouveau reçu à l'Elysée, jeudi après-midi, pour une conférence de travail élargie.

Six mois après le rapatriement de Bokassa I^{er} par des militaires français, M. Dacko revient donc à Paris pour un premier bilan de l'étroite coopération franco-centrafricaine. Cette « visite de travail » se place sous le signe d'une relative discrétion : c'est le ministre de la coopération qui est allé accueillir M. Dacko à l'aéroport d'Orly. Mais la composition de la délégation centrafricaine — M. Dacko est accompagné par les ministres des transports, de l'éducation et de la coopération, ainsi que par le ministre délégué à la défense nationale — traduit l'ampleur des préoccupations d'un régime essouffé et qui considère la France comme son « meilleur partenaire » : un détachement de parachutistes français assure, depuis le succès de l'opération « Barracuda », en septembre 1979, la sécurité du régime, et une aide de Paris sera

vitale pour le redressement des finances centrafricaines.

A ce propos, M. Le Boudier, ministre centrafricain de la coopération et du plan, a présenté samedi un plan de relance économique et sociale s'étendant sur deux ans (1980 et 1981) et dont le financement s'élèverait à 900 millions de francs, dont le tiers sera consacré à l'amélioration des cultures vivrières et commerciales (café, coton), ainsi qu'à la formation d'un personnel d'encadrement et à l'élevage. Malgré les richesses de son sous-sol (diamants, uranium), la Centrafrique connaît une décadence, en effet, un pays dont les trois millions d'habitants sont, dans leur immense majorité, des paysans. Le plan de M. Le Boudier souligne à quel point la gestion de l'ancien empereur a été ruineuse puisque près de la moitié des crédits, soit 420 millions de francs, seront affectés à l'amélioration des infrastructures de transport et de communication, notamment à la réfection et à l'entretien des principaux axes routiers du pays.

A ce plan de redressement, établi en étroite coopération avec les Français, les Centrafriens souhaitent intéresser les milieux d'affaires ainsi que des organismes internationaux. M. Dacko rencontrera mercredi plusieurs industriels français et compte sur la demande de Dacko, pour que les capitaux étrangers aient de financer ses projets de développement. Reste le volet le plus délicat de la coopération bilatérale entre Paris et Bangui : dans combien de temps le régime de M. Dacko, dont l'assise semble encore limitée, pourra-t-il se passer d'un contingent militaire français, qui fait figure de garde prétorienne, sans que sa sécurité soit mise en danger ? Sur ce point, les officiels centrafricains n'ont guère manifesté, jusqu'ici, l'envie de se départir de ce contingent, qui est sans doute pas le plus populaire — de la France.

Avant de quitter Bangui, M. Dacko a démis de ses fonctions M. François Guérin, ministre de la justice, qui a été remplacé par M. Chabert-Doumbé, ministre délégué auprès du premier ministre. Aucune explication officielle n'ayant été fournie, une démission de six ans venait d'être demandée, lundi, à être reçue par le gouvernement. — J.-C. P.

Né en 1930, ancien instituteur, M. David Dacko a commencé très jeune une carrière politique mouvementée. élu député à l'Assemblée territoriale de l'Oubangui-Chari en avril 1957, sous le régime de la loi-cadre Defferre, il succéda, dans des conditions dramatiques, au président Barthélemy Boganda, « père de la nation centrafricaine », mort dans un accident d'avion en 1959. A la proclamation de l'indépendance, le 13 juillet 1960, il est élu président de la République.

Il est chassé du pouvoir par le colonel Bokassa dans la nuit du 31 décembre 1965 à la suite du coup d'Etat de « la Saint-Sylvestre ». Débuté pendant deux ans et assisté à résidence pendant six ans, il est libéré en 1974 et devient conseiller personnel en 1976 de l'ex-président de la République, M. Giscard d'Estaing. Le 20 septembre 1979, après avoir écarté de la lutte pour le pouvoir M. Ange Fasse et M. Ange Goumba, ses deux principaux rivaux, le président Dacko a fondé l'Union démocratique centrafricaine. (Le Monde a publié un portrait de M. Dacko dans ses éditions du 22 septembre 1979.)

CORRESPONDANCE

Une mise au point de M. Goumba dirigeant de l'opposition centrafricaine en exil

A la suite de l'entretien que nous avons accordé M. Goumba, dirigeant de l'opposition centrafricaine en exil (le Monde du 17 janvier), le gouvernement de Bangui nous avait adressé une mise au point (le Monde du 18 février). Usant de son droit de réponse, M. Goumba nous envoie, à son tour, une lettre dont voici les principaux extraits et qui met fin à cette polémique dans nos colonnes.

Le gouvernement Dacko signale que j'ai été condamné, en 1963, à Bangui, à six mois de prison, bannissement volontairement le motif exclusivement politique de cette condamnation, comme la durée réelle de la détention arbitraire de trois ans à laquelle j'ai été alors soumis. Je me dois de rétablir la vérité historique sur ces événements politiques de notre pays.

J'ai été arrêté, en tant que président du MEDAC (Mouvement d'évolution démocratique de l'Afrique centrale), le 24 décembre 1960, à la requête du procureur général de Bangui, sur la demande de Dacko, pour avoir participé au « délit de propagande à l'étranger », en faisant imprimer une affiche qui appelait la population à protester contre la suppression des libertés publiques par le gouvernement Dacko, ainsi que pour « intelligence avec les puissances étrangères » (sic) et pour « avoir nué au prestige international (celui de la République Centrafricaine) ». Je n'ai jamais été condamné, simplement en portant ces événements à la connaissance des chefs d'Etat de l'Afrique francophone réunis à Brazzaville.

Assigné à résidence malgré ma qualité de député national et de sénateur de la Communauté, puis déporté dans un poste de l'intérieur, ainsi que tous les dirigeants du MEDAC, dissous par décret, je n'ai comparu devant le tribunal qu'en 1962. L'avocat que j'avais pris pour ma défense et celle des membres de mon parti ayant été débarqué de force, à Marseille, de l'avocat qui l'emmenait à Bangui, la veille du procès. La condamnation prononcée, le 23 février 1963, par le tribunal correctionnel de Bangui a été confirmée en appel le 6 juin de la même année. Le lendemain, le procureur général de la Cour suprême faisait lui-même appel de ce jugement qu'il estimait complètement « dépourvu de base légale ».

Mon éloignement en France, après cette parodie de justice qui déconsidérait le gouvernement et discréditait son chef, a été forcément vu par Dacko comme un obstacle à la destruction des institutions démocratiques mises en place par Barthélemy Boganda en février 1960. Dacko pouvait ainsi se présenter, en 1964, comme candidat unique aux premières élections présidentielles organisées en ce pays et instaurer le régime dictatorial, appuyé par l'ancien colonisateur et source de tous les maux du peuple centrafricain.

EN LIBYE

Un cargo français est retenu depuis le mois d'octobre 1979

Un navire français, le Rove, appartenant à la société Marseille-Fret, qui a son siège social à Marseille, est bloqué dans le port de Benghazi en Libye depuis le 17 octobre 1979. Les autorités libyennes l'auraient saisi par « vengeance », à cause des mésaventures arrivées à un autre cargo, l'Astir, navire affrété de février à juin 1979 par Marseille-Fret qui l'avait réaffecté aux Libyens. L'Astir avait chargé des armes libyennes à destination de l'Ouganda via le Kenya. N'ayant pu les débarquer à Mombassa il était revenu vers la Méditerranée mais son chargement avait été saisi au cours d'une escale en Afrique du Sud. L'Astir était un navire battant pavillon de Singapour, c'est-à-dire un pavillon de complaisance, et il est aujourd'hui désarmé.

Selon des indications fournies par la société Marseille-Fret, l'équipage du Rove se compose de cinq personnes : le commandant, M. Cabanne, le chef mécanicien, le second capitaine et deux grutiers. On précise que Marseille-Fret que cet équipage n'est pas prisonnier. C'est le navire qui est saisi. Les marins ne sont pas détenus. Ils sont relâchés de temps à autre par des équipages libyens composés de volontaires.

On précise encore que le Rove n'a plus de marchandises à son

bord et que la société Marseille-Fret a engagé plusieurs procès, notamment avec les autorités sud-africaines.

Marseille-Fret est une compagnie spécialisée dans le trafic en Méditerranée et notamment en Libye depuis une dizaine d'années, mais elle ne dessert pas l'Afrique australe ni le Kenya.

On indique au Quai d'Orsay au sujet de l'affaire du cargo « Rove » qu'il s'agit d'un contentieux privé entre la société Marseille-Fret, la Libye et l'Afrique du Sud. L'Etat français n'est pas impliqué. Le commandant de Benghazi s'exprime bien entendu de l'affaire depuis le début, c'est-à-dire depuis cinq mois, en vue de régler le problème de la saisi du navire.

On rappelle au Quai d'Orsay que, depuis pas de longtemps, au sein du rapatriement du président Kadhaï, à la fin du mois dernier, (le Monde du 25 février), le contentieux franco-libyen (gritien de Tripoli, encore libyen de la France en Tunisie à la suite de l'affaire de Gafsa et préjudice causé à la France par le saisi de l'ambassade française) n'est réglé. En effet, le président Kadhaï a indiqué que son pays abandonnait ses griefs contre la France. Du côté français, des demandes d'indemnisation ont été formulées. La Libye paraît accepter de les prendre en considéra-

AU MOZAMBIQUE

La visite de lord Soames illustre l'amélioration des relations avec Londres

A l'issue de l'audience qu'il a accordée, lundi 24 mars à Maputo, à lord Soames, gouverneur britannique de Rhodesie, le président Machel a félicité la Grande-Bretagne pour la façon dont elle avait réglé le conflit dans sa colonie et déclaré que Mme Thatcher était « le meilleur premier ministre britannique de ces quinze dernières années ».

En Rhodesie, la conscription militaire n'est abolie et le gouvernement Mugabe n'a donné son aval aux relations sportives avec la République Sud-Africaine.

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — Deux semaines après M. Robert Mugabe, premier ministre du futur Zimbabwe, le président du Mozambique, M. Machel, a précisé à son tour qu'il n'auto-risera pas les dirigeants nationalistes sud-africains à établir des bases militaires dans le territoire de son pays. « Les problèmes de l'Afrique du Sud sont des problèmes internes et concernent l'Afrique du Sud elle-même. Une révolution ne peut triompher que l'intérieur », a notamment déclaré M. Machel. Il a souligné que la République Sud-Africaine est un « pays indépendant, reconnu par les Nations unies » — ce qui le distingue des yeux de la Rhodesie de M. Smith, dont l'indépendance unilatérale était illé-gale.

M. Machel a toutefois observé que le Congrès national africain (A.N.C.), organisation interdite qui mène le combat anti-apartheid contre le gouvernement de Pretoria, jouissait du soutien de « la communauté internationale ». L'attitude du Mozambique à l'égard des mouvements de libération en lutte contre le régime sud-africain ne surprend guère. Aux prises avec de graves difficultés d'organisation, le gouvernement de Maputo a besoin, nous répit, qu'il entend consacrer aux questions de développement. En outre, l'importance de ses liens économiques avec la République Sud-Africaine empêche le Mozambique de provoquer ouvertement son puissant voisin.

Le président Machel a reçu lundi à Maputo lord Soames. Le gouverneur britannique de Rhodesie devait remercier le chef de l'Etat mozambicain pour sa participation, jugée décisive par la

Grande-Bretagne, au règlement du conflit rhodésien. La présence à Salisbury, au cours des derniers mois, de M. Fernando Howana, représentant personnel du président Machel, a largement contribué à l'amélioration de ces relations.

M. M. Soames et Machel se sont entretenus en priorité des projets de réouverture des voies de communication, routières et ferroviaires, entre la Rhodesie et le Mozambique. La remise en fonction du chemin de fer Salisbury-Beira permettra d'alléger le trafic marchandises empruntant les deux autres voies d'exportation, le Tazara et le chemin de fer sud-africain. Avant la fermeture, en mars 1976, de sa frontière avec la Rhodesie, 250 millions de francs, représentant les droits de transit, tombaient chaque année dans l'escarcelle de l'Etat mozambicain.

Sur le plan intérieur, M. Machel avait rappelé samedi qu'en dépit de certaines récentes mesures de dénationalisation (le Monde du 23 mars) son pays demeure « socialiste et fidèle aux principes du marxisme-léninisme », mais, avait-il ajouté, « l'Etat ne peut tout gérer directement ». Ce point de vue a dû plaire à M. Léonid Litchev, vice-ministre soviétique des affaires étrangères, qui achevait samedi une visite officielle de trois jours au Mozambique, avant de se rendre en Zambie et en Tanzanie. M. Litchev a en des entretiens avec son homologue mozambicain, M. Joaquim Chissano, mais il n'a pas été reçu par le président Machel.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

Léonard de Vinci
ETUDE PSYCHANALYTIQUE
PARK REISSLER
BIBLIOTHEQUE DE PSYCHANALYSE DIRIGEE PAR JEAN LAPLANCHE
LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Non, toutes les sociétés de location de voitures ne se valent pas.

Les autres sociétés de location de voiture demandent que vous répondiez à toutes ces questions.

Hertz vous offre quelque chose qu'aucune autre société de location de voitures ne possède. Cela s'appelle le Club No.1 Hertz.

Même si vous ne louez qu'occasionnellement, une voiture, cela vaut la peine d'en faire partie.

Et si vous en louez souvent, vous nous en remercirez. Vous gagnerez du temps. Vous ne ferez plus la queue. Et vous ne vous énerverez plus.

Voici comment cela fonctionne:

Pour faire partie du Club, qui est d'ailleurs gratuit, vous nous donnez ces détails nécessaires sur vous et sur les voitures que vous aimez conduire.

Vous savez bien, le genre de renseignements qu'on inscrit d'habitude sur le contrat de location.

Nous mettons le tout sur ordinateur.

Hertz ne vous demande que votre signature.

Ensuite, chaque fois que vous réserverez une voiture, l'ordinateur ressortira toutes vos informations pour que nous puissions remplir votre contrat et qu'il soit prêt quand vous arriverez.

Et cela dans toutes les stations Hertz du Monde.

Il ne vous restera plus qu'à préciser votre mode de paiement, à nous montrer votre permis de conduire, à signer le contrat et à prendre le volant.

Demandez à votre secrétaire ou à votre agent de voyages de se procurer un bulletin d'adhésion dès aujourd'hui.

Dans n'importe quelle station Hertz ou en écrivant à Hertz France S.A., 2 rue de Marly, Parly II, 78150 Le Chesnay. Téléphone: 954.90.02.

Faites partie du Club No.1 Hertz.

Hertz loue des Ford et d'autres grandes marques.

هكذا من الأصل

Mot d'ordre de...
après la décision de...

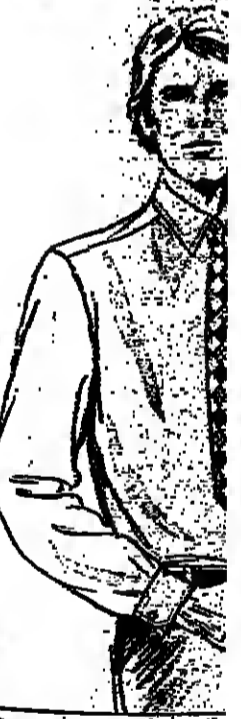
Jerusalem. — La ville a été presque totalement rasée le mardi 25 mars. Les généraux Le... ont demandé à plusieurs reprises à la... de se retirer. Pour les 4 à 5 millions de réfugiés palestiniens des territoires occupés, la première étape d'une... de protestation contre la prise par le gouvernement israélien d'une... de terre et une... de sembler le droit des habitants d'être partout sur la... d'Israël.

Après d'une... horreur à la... les élus locaux et... de la région... leur volonté de... l'occupation de cette... ordonnant, s'il le faut, u... passive dans toute... Le maire... M. K. Wasmuth, a invité la... à se retirer à... en cessant toutes... les forces israéliennes. Le... d'Hebron, a... démissionnerait de... décision israélienne, sera... que.

Il n'est pas encore... raison des réticences... apparues au sein même... net de M. Begin et de la... gouvernementale. Les... parlementaire des affaires... pires et de la défense est... à se prononcer sur cette... mais elle ne devrait pas... se réunir avant le... M. Begin à Washington... diverses indications, la... rencontre entre MM. J. Carter serait maintenue... pour le 13 avril. Le... président Sadate aurait... cédé de quelques jours... premier ministre israélien.

Samaritaine

Qu...
de l'



Samaritaine Capuc

afrique
savie

PROCHE-ORIENT

Israël

Mot d'ordre de grève générale à Hébron (Cisjordanie) après la décision d'y créer deux institutions rabbiniques

De notre correspondant

Jérusalem. — La ville d'Hébron a été presque totalement paralysée ce mardi 25 mars par une grève générale. Le mouvement s'est étendu à plusieurs villes de Cisjordanie, et notamment à Naplouse. Pour les dirigeants palestiniens des territoires occupés, il s'agissait de marquer la première étape d'une campagne de protestation contre la décision prise par le gouvernement d'Israël de créer au centr. d'Hébron un séminaire et une école, afin d'affirmer le droit des juifs à s'installer partout sur la « terre d'Israël ».

Au cours d'une réunion très houleuse à la mairie d'Hébron lundi, les élus locaux ont manifesté leur volonté d'opposer à l'application de cette décision une résistance passive dans toute la Cisjordanie. Le maire d'Hébron, M. Kawasme, a invité la population à se livrer à un boycott en cessant toutes relations avec les colonies israéliennes. Le conseil municipal d'Hébron a rappelé qu'il démissionnerait dès que la décision israélienne serait appliquée.

Il n'est pas encore le cas en raison des réticences qui sont apparues au sein même du cabinet de M. Begin et de la majorité gouvernementale. La commission parlementaire des affaires étrangères et de la défense est appelée à se prononcer sur cette question, mais elle ne devrait pas pouvoir se réunir avant le voyage de M. Begin à Washington. Selon diverses indications, la date de la Carter serait maintenant prévue pour le 13 avril; l'arrivée du président Sadate aurait alors précédé de quelques jours celle du premier ministre israélien.

Venu à Jérusalem pour préparer les entretiens que le président Carter aura début avril avec le président Sadate et M. Begin, M. Sol Linowitz, ambassadeur américain pour le Proche-Orient, a essayé un refus ce mardi 25 mars. Il proposait que le gouvernement israélien « pise » sa politique d'implantation jusqu'au 28 mai, date fixée pour la fin des négociations sur l'autonomie. Malgré le rejet qui lui a été notifié, M. Linowitz a fait état de progrès notables au cours de ses conversations avec les dirigeants israéliens. D'autre part il a qualifié de regrettable la décision de créer deux institutions juives et israéliennes dans la ville d'Hébron. Le gouvernement américain avait vivement protesté en février lorsque le cabinet israélien avait arrêté le principe d'une telle mesure. Plus récemment, après avoir voté la résolution du Conseil de sécurité condamnant les implantations, les Etats-Unis avaient dénoncé des expropriations à Jérusalem-Est.

Mais cette fois, alors qu'il est clair pour les observateurs que M. Begin a voulu lancer un défi aux Américains pour montrer qu'il n'était pas prêt à des concessions majeures au moment où le président Carter veut relancer les pourparlers sur l'autonomie, la Maison Blanche fait seulement savoir à demi-mot son « inquiétude », se contentant de rappeler ses prises de position antérieures. Cette modération paraît avoir été dictée par des préoccupations électorales immédiates. On est convaincu à Jérusalem que le président Carter n'a pas voulu heurter l'opinion juive américaine avant les primaires de ce mardi 25 mars dans l'Etat de New-York.

FRANCIS CORNU.

L'ASILE «PERMANENT» OFFERT AU CHAH PAR L'EGYPTE

Plusieurs dizaines de milliers de manifestants conspuent à Téhéran les présidents Carter et Sadate

Plusieurs dizaines de milliers de manifestants se sont rassemblés, ce mardi 25 mars, devant l'ambassade américaine de Téhéran pour protester contre le départ de Panama de l'ancien chah d'Iran et son accueil en Egypte. Aux cris de : « Mort au chah, mort à Sadate », des milliers de « Peuple d'Egypte », défilant « loi de son drapeau », ont couronné la manifestation de différents points de la capitale, ont convergé devant l'ambassade de la ville sainte de Qom, et de ceux de Téhéran, des gardiens de la révolution et des comités Khomayni.

L'ayatollah Sadegh Khalkhali, ancien président des tribunaux révolutionnaires islamiques, en visite à Rome, a accusé le président Sadate de « trahir l'islam et le Coran » en recevant en Egypte l'ancien souverain, « sur l'ordre de Carter ». « Nous condamnons fermement son action et nous lui donnerons la réponse nécessaire dans un avenir proche », a-t-il déclaré.

Au Caire, le chah, accueilli lundi à sa descente d'avion par le président Sadate, l'avait embrassé en lui disant : « Frère, je ne trouve pas de mots pour exprimer ma gratitude. » Le chef de l'Etat égyptien, qui était accompagné de son épouse, a répondu : « Nous n'avons fait que notre devoir, dicté par l'islam. » A l'hôpital militaire de Méadi, l'ancien souverain, visiblement épuisé, s'est tourné vers les journalistes et s'est efforcé de sourire. Le président Sadate le tenait par le bras pour qu'il poursuive sa marche vers l'ascenseur.

Pressé de questions, le chah a dit, d'une voix basse : « J'aurai tout le temps de vous parler après l'intervention chirurgicale. » Aux journalistes qui demandaient à l'ancien chah s'il allait rester en Egypte d'une manière permanente, le président Sadate a répondu à haute voix et très fermement : « Oui. »

Le général Sahri Ismail, directeur général de l'hôpital militaire de Méadi, a refusé de se prononcer sur la date à laquelle l'ancien

souverain subira l'ablation de la rate. On indique de source médicale que le malade sera opéré par une équipe de chirurgiens égyptiens, dirigée par le professeur Foad Nour, chef de la section de chirurgie-cancérologie.

Le rédacteur en chef du quotidien à grand tirage *Al Akhbar*, écrit pour sa part que l'ancien chah aurait décidé de quitter le pays « confidentiellement informé » que la C.I.A. complétait « pour l'empoisonner » et ce « pour mettre un terme à l'épreuve dramatique des cinquante otages américains de Téhéran ». On souligne, d'autre part, au Caire, que le chah n'est pas en mesure de choisir de l'Egypte comme terre d'asile à été motivé par le fait que Téhéran ne peut présenter une demande d'extradition au Caire, l'Egypte n'étant représentée en Iran, depuis juillet 1979, que par un fonctionnaire sans statut diplomatique, et les intérêts égyptiens y sont sous la sauvegarde de l'ambassade de France.

Il en va de même pour l'Iran dont les intérêts en Egypte sont représentés par la Suisse.

● Aux NATIONS UNIES, le secrétaire général M. Kurt Waldheim, a assuré que le départ inattendu du chah pour l'Egypte « va compliquer les efforts en cours pour résoudre la crise des otages », mais qu'il est « résolu à poursuivre ses efforts » pour aboutir à une solution pacifique.

● A PARIS, M. Chatil, secrétaire général de la conférence islamique, a déclaré que l'arrivée de l'ancien chah d'Iran en Egypte risquait d'accroître l'isolement de ce pays dans le monde arabo-musulman et d'entraîner de nouvelles mesures contre le régime du Caire, car, a-t-il affirmé, certains pays arabes considèrent ce nouveau développement « comme une provocation ».

● A PANAMA, l'Iran a demandé officiellement lundi au gouvernement l'extradition du chah, en dépit du départ de ce dernier. Cette démarche vise essentiellement à empêcher que le chah puisse jamais revenir à Panama, a expliqué un membre de la mission iranienne. — (A.F.P., Reuter, U.P.J.)

Yémen du Nord

Contrairement à des informations de source américaine

AUCUNE RÉDUCTION DE LA PRÉSENCE SOVIÉTIQUE N'EST VISIBLE A SANAA

Sanaa (A.P.). — Rien ne permet de constater une réduction de la présence soviétique au Yémen du Nord, malgré les récentes informations d'origine américaine selon lesquelles l'Arabie Saoudite aurait persuadé le gouvernement de Sanaa de renoncer à ses conseillers militaires soviétiques et à l'armement fourni par Moscou (le Monde du 21 mars).

Selon des sources bien informées, des blindés T-55, des chasseurs et des canons anti-aériens soviétiques continuent d'arriver au port de Boqéda, sur la mer Rouge. On compterait également deux cents conseillers militaires soviétiques dans le pays.

La présence soviétique est également visible dans le secteur civil. A l'hôpital militaire de Sanaa, un membre du personnel médical a déclaré que le nombre de médecins soviétiques avait triplé en quelques semaines. Des conseillers civils soviétiques continuent à travailler dans les régions de Wadi Al Kadan et de Wadi Sardud.

Le Monde d'Espagne et documents

L'ESPAGNE LE SYNDICALISME DES CADRES

Le numéro : 2,50 F Abonnement un an (dix numéros) : 35 F

demain l'Afrique

Cette quinzaine

ALBERT TEVOEDJRE s'explique sur le thème :

décoloniser le futur

Quel développement ? Quelle coopération ? Le point de vue de Michel ROCARD

EN VENTE 7 F CHEZ TOUS LES MARCHANDS DE JOURNAUX

Samaritaine Capucines

Samaritaine de Luxe

Quinzaine de l'homme

du 25 mars au 5 avril

Chemise fil à fil, 67 % polyester, 33 % coton 95f.

Non représentés : Chemise unie ou à rayures, pur coton, 115f.

Pyjama, pur coton 119f.

Cravates soie doublées de 25f. à 49f.

Les "dégriffées" soie 59f.

Les Club soie 75f.

Mouchoir pur coton, piqué machine, initiale brodée main 12f.

Mouchoirs, pur coton, ourlet mécanique, les 3 30f. Bleu, gris, beige

Samaritaine Capucines. Le bon goût en toute occasion

Egypte

LE PRÉSIDENT SADATE SE SÉPARE DE SON CHEF DE CABINET

Le Caire (A.F.P.). — Le président Sadate a supprimé, lundi 24 mars, le poste de son chef de cabinet, M. Hassan Kamel, indiquant que la presse égyptienne. Les quotidiens cairotes ne donnent aucune indication sur le limogeage de l'un des plus proches collaborateurs du chef de l'Etat égyptien, qui serait, dit, selon certaines sources, à un différend entre M. Kamel et M. Hosni Moubarak, vice-président de la République. Le président Sadate a nommé M. Mahmoud Abdel Nasser secrétaire général de la présidence de la République. Ce dernier était l'adjoint de M. Hassan Kamel.

M. Kamel avait été le premier responsable égyptien à se rendre en Israël en novembre 1977 pour préparer la visite du président Sadate à Jérusalem. Il l'accompagnait dans tous ses déplacements à l'étranger et en particulier en Israël.

● M. Giscard d'Estaing a adressé au président Sadate un message sur son récent voyage au Proche-Orient. Ce message doit lui être remis par M. Serge Boidevaux, directeur d'Afrique du Nord et du Levant au Quai d'Orsay, qui est arrivé lundi 24 mars au Caire.

Des céréales... à l'usine "clés en main," de la voiture à la fusée, le transport fluvial s'ouvre à tous les produits.

Même la technologie la plus avancée fait appel au mode de transport le plus traditionnel.



Veuillez m'envoyer, sans aucun engagement de ma part, votre documentation concernant le transport par voie navigable.

Nom _____ Prénom _____ Société _____
Secteur _____ Fonction _____ Téléphone _____
Adresse _____
Code postal _____ Ville _____

OFFICE NATIONAL DE LA NAVIGATION, 2, boulevard de Latour-Maubourg, 75007 Paris, Tél. 550.32.24.

LES VOIX DES ARMES

Un dossier complet sur la libération du Zimbabwe et ses répercussions en Afrique australe

TUNISIE : Opération récupération

PALESTINE : Les « petits pas » de Giscard

MADAGASCAR : Voyage à mille voix

ANGOLA : Dégradation des rapports avec Paris ?

IRAN : Entre l'urne et l'épée

AFGHANISTAN : Le mythe de la neutralisation

MYRIAM MAKEBA :

« La Z.A.N.U., un combat dans la tradition du Frelimo, du M.P.L.A., du P.A.I.G.C. »

Lisez, ébrouez-vous à « AFRIQUE-ASIE »

10, rue Auber, 75009 PARIS

afrique
asie

du Club No.1 Hertz

Nous combattrons les Russes jusqu'à ce qu'ils soient contraints de se retirer, nous déclare le président de l'Alliance islamique

D'une telle imposante, le visage serelin, presque mélancolique, M. Sayat nous déclare calmement : « Les armées soviétiques devraient prendre leurs responsabilités et joindre leurs forces à nos frères arméniens pour la mise en œuvre de mesures effectives et vigoureuses à l'égard de l'U.R.S.S. La Jihad (guerre sainte) n'est pas une affaire de religion, elle est commune à l'Afghanistan ; il concerne l'ensemble du monde. C'est le combat de l'islam contre les khaïrati tyrans, les communistes, les nazis, les pas envahis notre pays seulement encore M. Sayat nous prie de nous intéresser à la situation des arméniens dans les gènes, un Etat islamique réellement les persécutent. »

Invité à dire accusations de la Jihad, M. Sayat nous dit : « Les arméniens, les kurdes, les aïghans, les turcs... »

Commençons

M. Sayaf considère d'autre part la question des mouvements de réislamisation comme une nécessité. Il ne s'agit pas de réislamiser le monde, mais de réislamiser le monde arabe, en regard du fait que le flexibisme de l'islam (par islamique), prédominant avant la majorité des musulmans, a été remplacé par le radicalisme. Il se joint à l'Alliance. « Il n'y pas entre les groupes, nous dit encore M. Sayaf, de divergences de fond, mais de divergences de forme et de programme. Si nous ne sommes pas unis, la victoire se fera attendre plus longtemps. » M. Sayaf s'objecte à une telle vision de la situation. « Les musulmans ont des généralités : c'est établir un Etat islamique qui respecte les libertés individuelles, les libertés politiques et les libertés de l'homme... » Il invite à dire ce qu'il pense des incitations de Moscou, qui qualifie les musulmans de « frères musulmans » et d'« aghas ». M. Sayaf répond : « Comment peut-on appeler

GÉRARD VIRATELLE.

**« L'U.R.S.S. est entrée dans une nouvelle phase
de sa stratégie de domination mondiale »
déclare le président Hua Guoteng**

Le premier ministre chinois a de nouveau mis en parallèle les opérations soviétiques en Afghanistan et l'investiture du Caxaï par Moscou. Décrivant l'Europe comme l'objectif final de l'U.R.S.S., il a en outre dénoncé la politique de la Chine au continent africain, non seulement pour s'approprier les richesses mais aussi pour y semer la dissension par tous les moyens. « L'U.R.S.S. est le pays d'Afrique », a-t-il déclaré. M. Hua Guofeng a pu pouvoir se pointer au Zaïre en exemple pour la politique de la Chine en Afrique, la Chine nationale, ajoutant même, selon la Chine nouvelle, que « sa ferme opposition à l'impérialisme, au colonialisme et au racisme » (1) avait été acclamée à travers le monde. Une partie des mêmes thèmes étaient développés au moment même où le premier ministre chinois de défense, le maréchal Xu Xianglin, devant son collègue britannique, M. Francis Pym, à la X^e Conférence de la Défense, avait déclaré que la Chine n'acceptait aucun compromis avec l'U.R.S.S. au sujet de l'Afghanistan. « La cause profonde du problème afghan, a-t-il dit, est le système de la Chine qui rejette le règlement de cette crise en

Le président du conseil exécutif, M. Sahani, qui a vainement sollicité une audience de M. Reddy, a affirmé aux journa-

Mme Gandhi s'emploie à reconquérir les principaux centres du pouvoir politique

(1) Aux termes de la loi sur l'administration de Delhi (1966), le conseil municipal est élu pour cinq ans au suffrage universel direct par les habitants de Delhi. Un membre nommé par le président de la République parmi les membres du conseil agit en tant que président. Le rôle essentiellement consultatif des propositions sont transmises au gouvernement central par le conseil municipal. Le conseil municipal n'a en définitive, c'est le Parlement central qui légifère pour le territoire.

(2) La composition du conseil municipal est la suivante :
- Janata et 7 Lok Dal 10 congressistes (1) et 2 indépendants, 2 sièges réservés aux femmes.
- Les élections générales, le parti de M. Gandhi avait repris au Janata le siège de députés de la capitale.

Il est vrai que c'est ce dernier qui, en octobre 1977, avait arrêté Mme Gandhi et avait également, par la suite, enquêté dans une affaire où était impliqué son fils Sanjay. Sont enfin mentionnées les grandes manœuvres auxquelles donne lieu la nomination des présidents des deux compagnies d'aviation Indian Airlines et Air India.

PATRICK FRANCÈS.

● Une scission a eu lieu au sein du parti communiste prosoviétique indien (C.P.I.). Une partie des membres du C.P.I. a formé un nouveau mouvement, le parti communiste national indien (N.C.P.I.) qui a ouvert lundi 24 mars, sa première section à Nagpur, dans le Maharashtra. Le N.C.P.I. soutient M. S.-A. Dange, remplacé à la présidence du C.P.I. en février parce qu'il était un fervent partisan de la coopération des communistes avec Mme Gandhi. — (A.F.P.)

A TRAVERS LE MONDE

Irak

- UN OPPOSANT IRAKIEN.
M. Tahsine Al Chaikhali,
connu sous le nom de Yahya
Al Iraki, a été tué à bout

Mali

DES ETUDIANTS MALIENS ont occupés pendant quelques heures les locaux de leur ambassade à Dakar le lundi 24 mars à la suite de l'assassinat d'un dirigeant syndical étudiant par la police de Bamako (le *Monde* du 25 mars). A Paris, le Comité de défense des libertés, présidé par M. Marchais, a protesté

Polovina

**République
Sud-Africaine**

● **LE BANTOUSTAN DU TRANSKEI ET LA REPUBLIQUE SUD-APRICAINNE** ont rétabli leurs relations diplomatiques jeudi 20 mars, à l'occasion d'un entretien entre

Union soviétique

M. LEONID BREJNEV et les autres principaux dirigeants du bureau politique étaient absents mardi 25 mars à l'ouverture solennelle de la session du Soviet suprême de la République de Russie. Aucune explication n'a été fournie à l'absence de M. Brejnev, chef de l'Etat, ni du ministre de l'Intérieur, M. Mikhaïl Koussinev, président du conseil de l'U.R.S.S., et Mikhaïl Soussilov, secrétaire du comité central, qui sont tous les trois membres de la nouvelle assemblée. Le quatrième absent, M. André Kirilenko, est à Budapest pour le congrès du P.C. hongrois. M. Brejnev n'a pas paru en public depuis le 4 mars. (A.F.P.)

...technique vendait à l'étranger
...avait servi le
président régnant
...semblait-t-il, le trait de carac-
tère dominant, la déclaration
n'avait été relevée avec intérêt.
Depuis, M. Gandhi, fort occu-
pé, il est vrai par les problèmes
de politique étrangère, s'est appa-
remment désintéressé d'une
telle "objectif" et a voulu se
concentrer sur les maux de
son maximum de pouvoirs. Ses lou-
ables intentions en ont quelque
peu pâli. Mais comment ne pas
saluer un premier ministre qui
s'adonne si bien se faire desirer...

● Une scission a eu lieu au sein du parti communiste prosoviétique indien (C.P.I.). Une partie des membres du C.P.I. a formé un nouveau mouvement, le parti communiste national indien (N.C.P.I.) qui a ouvert lundi 24 mars, sa première section à Nagpur, dans le Maharashtra. Le N.C.P.I. soutient M. S.-A. Dange, remplacé à la présidence du C.P.I. en février parce qu'il était un fervent partisan de la coopération des communistes avec Mme Gandhi... (A.F.P.)

مَكْنَزٌ مِنَ الْأَصْلِ

هنا من الفصل

ASIE

Le risque philippin

II. — LA COURSE A LA SUCCESSION

De notre envoyé spécial PHILIPPE PONS

Après avoir évoqué la crise économique et sociale aux Philippines (« le Monde » du 25 mars), notre envoyé spécial traite de la situation politique et notamment du rôle de l'Eglise catholique.

Manille. — Bien que M. Marcos ait entamé en septembre sa huitième année de pouvoir sans apparemment entendre relâcher son contrôle sur le pays, et qu'il paraisse toujours maître du jeu, les forces politiques — opposition libérale et Eglise en particulier — commencent à manœuvrer comme si la situation était devenue beaucoup plus fluide. Quelle que soit la cause de cette évolution, le dégradation des conditions de vie, rumeurs sur la mauvaise santé du président, pressions américaines, — les Philippines menacent de penser que la course à la succession est ouverte.

Avec un habile manœuvrier comme M. Marcos, homme pragmatique qui connaît la force et les faiblesses de ses amis comme de ses ennemis, qui mesure le danger que représentent pour lui les subversions armées, et, en outre, gouverne un pays où le geste théâtral est un trait du caractère national, il est difficile de faire la part de la volonté politique et de ce qui relève de la manœuvre. Un fait n'en paraît pas moins établi : chacun prend position.

A commencer par M. Aquino. Arrêté la veille de la proclamation de la loi martiale en 1972, condamné à mort, l'ancien sénateur — autrefois l'un des « seigneurs de la guerre » — aurait vraisemblablement triomphé de M. Marcos si une élection avait eu lieu comme prévu en 1973. Depuis huit ans, derrière les murs de sa prison, il est le rival le plus direct du président. Aujourd'hui, à quarante-six ans, tant par sa stature nationale que son charisme, il apparaît comme le seul prétendant crédible. D'autant qu'il a le soutien des Américains.

Sans doute pour tester le danger que représente M. Aquino, mais aussi dans un geste qui se voulait magnanime, avant les élections locales du 30 janvier, M. Marcos a « sorti » son condamné à mort de sa geôle — au demeurant tout à fait confortable — à l'occasion du

Nouvel An. « Il n'y a aucun risque à élargir son ennemi pour lâcher ses armes », déclarait-il dans la Far Eastern Economic Review. M. Aquino a profité de cette période d'assignation à résidence pour tenir des conférences de presse et surtout rendre publique une proposition de gouvernement de transition qu'il avait fait parvenir en octobre à M. Marcos. Dans le jeu du chat et de la souris auquel se livrent les deux hommes, il y a un fait significatif : renonçant à sa superbe antérieure, M. Aquino accepte le principe du maintien de la loi martiale jusqu'en 1983. Mais pendant cette période doivent avoir lieu, selon lui, un plébiscite pour déterminer le système de gouvernement (présidentiel ou parlementaire) et des élections générales. Le rival de M. Marcos propose en outre la création d'un « conseil des sages » qui assisterait le président pour « résoudre les problèmes du pays ».

Reposée par M. Marcos en janvier, une semaine après la remise sous les verrous de son prisonnier, la proposition Aquino et surtout le fait que celui-ci soit prêt à se compromettre avec le régime au risque de s'aliéner certains de ses fidèles n'en sont pas moins révélateurs.

D'abord, cette proposition signifie que M. Aquino entend regagner sa liberté à n'importe quel prix, ses amis affirmant que la meilleure garantie de son maintien en vie est M. Marcos lui-même. Si celui-ci disparaît, ses successeurs s'empresseront, dit-on, d'exécuter un rival à leur merci. Il faut aussi tenir compte de l'ambition de M. Aquino : il pense apparemment qu'en liberté il sera en meilleure position pour écarter les autres prétendants à la succession, et notamment Mme Imelda Marcos. Certes, celle-ci affirme qu'elle n'a pas l'intention de succéder à son mari. On peut cependant s'interroger sur ses intentions. Déjà gouverneur du Grand Manille, elle a obtenu en 1978 la tête d'un super-ministère, celui des « établissements humains », qui confie plusieurs administrations. La plupart des observateurs s'attendant qu'elle soit nommée sous peu vice-premier ministre.

Soutien américain à M. Aquino ?

Le fait que M. Aquino se décolle de ses amis hostiles à la loi martiale laisse supposer qu'il a d'autres atouts. Beaucoup pensent qu'il agit — au demeurant sans consulter le reste de l'opposition — avec des garanties américaines : « Un rapprochement Aquino-Marcos, et un pouvoir de transition pendant quelques années, est la meilleure solution pour Washington. Aucune force « anti-impérialiste » ne fait partie du conseil des sages souhaité par M. Aquino. Son programme de gouvernement de transition n'est d'ailleurs en avance que d'un an sur le calendrier fixé par Marcos pour appeler des élections générales (1983). Pour les Américains, Aquino est la meilleure garantie d'une évolution qui ne menacera en rien leurs intérêts stratégiques et économiques aux Philippines », nous dit un opposant autrefois proche de M. Aquino. D'autre part, étant donné le marasme économique, le rival de M. Marcos a intérêt à conserver l'outil de gouvernement qu'est la loi martiale (on dit qu'il avait pensé proclamer celle-ci s'il avait accédé au pouvoir en 1972).

Les Etats-Unis, qui, du temps du précédent ambassadeur, M. Sullivan, soutenaient le régime Marcos à des pressions répétées, ne cherchent en rien à mettre le chef de l'Etat philippin en difficulté — contrairement à ce qu'ils firent dans le cas de Park en Corée du Sud pendant les mois qui précédèrent la mort de celui-ci. Le Congrès vient de rendre public un rapport, décrétant un « effort » aux Philippines pour l'« effort » entrepris en matière de droits de l'homme d'autre part. Bien que la situation économique démontre une gestion pour le moins suspecte, la commission d'aide aux Philippines, réunie en décembre, a recommandé, sans soulever ses précautions, un pays qui ne fait guère cas des recommandations du Fonds monétaire international ou de la Banque mondiale. Cela dit, les Américains ont une vision plus longue terme : M. Marcos a leur soutien tant qu'il démontre sa capacité à contrôler la situation ; s'il vacille, Washington a tout intérêt à avoir un homme déjà pratiquement en selle. Ninoy Aquino, pour prévenir d'éventuels troubles et éviter que la première dame, en qui ils n'ont guère confiance, n'accède au pouvoir et avec elle son « holding » familial, le clan Romualdez.

Si le jeu des Etats-Unis est un facteur déterminant de l'équation philippine, un autre élément entre en ligne de compte : l'armée. Celle-ci n'a pas une tra-

dition d'immixtion dans les affaires de l'Etat. Mais huit années de loi martiale n'ont pas moins fait un pôle de vie politique. Ses exécutés, les autres prétendants à la succession, et notamment Mme Imelda Marcos. Certes, celle-ci affirme qu'elle n'a pas l'intention de succéder à son mari. On peut cependant s'interroger sur ses intentions. Déjà gouverneur du Grand Manille, elle a obtenu en 1978 la tête d'un super-ministère, celui des « établissements humains », qui confie plusieurs administrations. La plupart des observateurs s'attendant qu'elle soit nommée sous peu vice-premier ministre.

En province, nous dit-on, il n'est pas rare que le simple soldat ait le droit de passage sur les produits vendus à la ville. Au cours d'une interview, le colonel Barbero, vice-ministre de la défense, reconnaît que près de mille plaintes lui ont été adressées. M. Marcos affirme qu'il a fait procéder à des épurations. Mais, en même temps, il augmente les soldes.

La loyauté de l'armée est un élément essentiel du pouvoir de M. Marcos. Il reste que, en janvier, à sa suite, dit-on à Manille, une tentative de coup d'Etat par des jeunes officiers et un ancien colonel. Le vice-ministre de la défense dément ces rumeurs. Mais, selon les avocats de certains prisonniers politiques, nombre d'officiers auraient été récemment emprisonnés. Les opposants n'excluent pas l'hypothèse d'un coup d'Etat militaire si le pouvoir de M. Marcos donne l'impression de vaciller.

Pour l'instant, les hauts grades manœuvrent d'attente, semblent-ils en vue d'une passation des pouvoirs sans violence. Les clans au sein de l'armée s'articulent surtout en fonction d'appartenance régionale. On distingue cependant deux clans principaux : d'abord le groupe formé autour de M. Ponce Enrile, ministre de la défense, et l'homme le plus intelligent de l'équipe au pouvoir, dit-on, à qui on prête les plus grandes ambitions. Il a à ses côtés le général Ramos, commandant de la gendarmerie, vieux professionnel formé à West-Point. Un autre groupe est dirigé par le général Ver, responsable de la garde présidentielle et des services de renseignements. Personnellement beaucoup plus rude que les précédents, il croit uniquement en la force. C'est sur lui que s'appuierait Mme Marcos qui est en rivalité ouverte avec M. Ponce Enrile.

L'Eglise et le « vide » politique

L'autre grande force « politique » est l'Eglise. Dans ce pays à majorité chrétienne (90 % de la population), où se pratique un catholicisme fervent et parfois mystique, les prêtres sont une force d'encadrement essentielle. Avec ce soutien populaire, l'Eglise est un « groupe de pression » avec lequel doit compter n'importe

quel dirigeant. « Nous ne tenons en rien, en tant qu'Eglise, d'intervenir dans les affaires de l'Etat », nous dit le cardinal Sin, chef de l'Eglise des Philippines, mais nous sommes pressés de demandes de la population. Celle-ci a faim, souffre, est victime d'abus et d'injustices. L'Eglise doit combler le vide du pouvoir politique, répon-

dre à l'attente de la population. La priorité est de restaurer l'ordre temporel ; ce n'est pas notre rôle. Mais il n'y a personne d'autre. C'est pourquoi nous avons adopté une attitude de collaboration critique avec le gouvernement.

Tout en ronds, chaleureux, tout à tour bonhomme ou prêtre prudent, Mgr Sin s'est lancé depuis un an dans des attaques contre le régime, allant jusqu'à parler de « possibilités de violence et de guerre civile ». « Soyez prudents mais courageux », lui aurait dit le pape en avril 1979. C'est exactement ce qu'il fait en dénonçant les abus, en défendant les droits de l'homme et en demandant l'abandon de la loi martiale. S'il s'en prend à la première dame et à ses dépenses pompeuses, il demeure cependant prudent en se gardant d'attaquer M. Marcos. Il y a plusieurs raisons à l'évolution de l'attitude du cardinal. Le haut clergé est longtemps resté conservateur. En ren-

vanché, depuis le début des années 1960, les prêtres ont eu une action sociale en profondeur, bien que leurs évêques — pratiquement les trois quarts d'entre eux — aient été hostiles à ces orientations, nous dit Mgr Claver, évêque de Malaybalay, à Mindanao. Avec la proclamation de la loi martiale, en 1972, et la suppression de l'habeas corpus, les prêtres se sont engagés davantage dans l'action à l'égard du peuple : leur action a pris un caractère plus « politique », a inspiré de celle de leurs homologues latino-américains. Le fossé entre le haut clergé et les prêtres s'est approfondi.

Sans arriver à un état d'affrontement ouvert, comme ce fut le cas au Pérou, par exemple, la division au sein de l'Eglise philippine n'en était pas moins de plus en plus évidente. Le mutisme de la majorité des prélats face aux exactions des autorités a cependant poussé certains prêtres à se ranger du côté de ceux qui prônent l'action violente.

La « fronde » des barons

L'un des objectifs de Mgr Sin (à qui on prête les ambitions les plus hautes : c'est l'un des plus jeunes cardinaux, chef de la quatrième Eglise du monde, tous les espoirs lui sont permis si un jour le pape est choisi parmi les cardinaux du tiers-monde) fut en premier lieu de reconstituer l'unité des fidèles. D'abord en démasquant l'Eglise de l'Etat, traditionnelle d'instrument de la colonisation, préoccupée de faire

fructifier ses biens. Ensuite, en ne laissant pas le monopole de la contestation à une frange extrémiste. Mgr Sin a aussi cherché à être en accord avec son temps et en particulier avec les idées sur le rôle social de l'Eglise, de la base à la pointe, avec les évêques latino-américains.

« L'Eglise ne doit pas être la reine d'un régime », nous dit-il. Au-delà des problèmes particuliers à l'Eglise des Philippines,

d'autres facteurs semblent avoir joué dans l'évolution de Mgr Sin. L'Eglise, compte tenu du régime et grâce à son implantation populaire, est la seule institution à savoir ce qui se passe dans la nation. Les prises de position de Mgr Sin sont une indication qu'il existe des risques de troubles.

Cela dit, jusqu'où Mgr Sin veut-il aller ? « Il a donné une impulsion nouvelle à son Eglise, mais c'est avant tout un « chanoine », habile manœuvrier, astucieux, qui dispose d'arrière-plans économiques et financiers, nous dit l'un de ses adversaires dans l'Eglise. Il oriente, rappelle au régime ses engagements et justifie qu'à un certain point est l'initiateur d'une contestation. Mais son action a ses limites : il cherche à éviter le pire, c'est-à-dire une guerre civile, mais aussi l'arrivée au pouvoir d'Imelda Marcos qui en serait peut-être le prétexte. » Depuis les élections locales du 30 janvier, Mgr Sin reste silencieux, poursuivant néanmoins son action en faveur des droits de l'homme.

L'attitude de Mgr Sin vis-à-vis du pouvoir a provoqué des réactions, dont l'une des plus notables est la « fronde » des barons du régime qui, depuis l'été, attaquent M. Marcos. Il était de bon ton, dans les grandes familles écartées du pouvoir depuis huit ans, de railler entre soi le pouvoir. Aujourd'hui, les attaques sont plus directes : le 3 septembre, notamment, au cours d'un banquet, auquel assistait Mme Marcos, les orateurs se sont succédés pour critiquer la loi martiale. L'ancien président de la Chambre basse, M. José Laurel, pour un allié de longue date du président, déclara : « Marcos n'est pas

la nation et il n'est même pas indispensable à la nation ! » Ces diatribes des nantis qui, lorsqu'ils étaient au pouvoir, n'ont guère été plus intègres que la famille Marcos — simplement le gâteau était plus largement partagé — reflètent moins l'apparition d'un nouveau pôle de contestation qu'elles ne sont le signe que le vent est en train de tourner. Les grandes familles prennent en marche le train de la contestation lancée par l'Eglise, sans laquelle elles ne peuvent espérer avoir un soutien populaire. « C'est un signe de l'affaiblissement du pouvoir de Marcos, nous dit l'ancien sénateur Diokna ; ses alliés d'hier l'attaquent parce qu'ils ont l'impression qu'il ne peut dans la situation présente prendre des mesures contre eux. »

Cela dit, cette « vague » anti-Marcos sert aussi ce dernier : l'opposition qui n'est guère dangereuse vocifère artificiellement pour donner l'impression d'une vie politique. Cette « politique », dans la tradition latine de verbiage, de diatribes et de gestes théâtraux ne retient guère l'attention de la population. Elle ne pèse pas d'un poids très grand. Pas plus que l'opposition réfugiée aux Etats-Unis (donc des Lopez et des Manglapus) qui serait à l'origine des attentats à la bombe de décembre et paraît plutôt déconsidérée. La grande inconnue de la situation est la possibilité d'une irruption de violence.

Prochain article :

UNE NOUVELLE
POUDRIERE ?

Avec l'aérogare privée TWA, New York est un plaisir dès l'arrivée.



Formalités de douanes et d'immigration plus rapides.



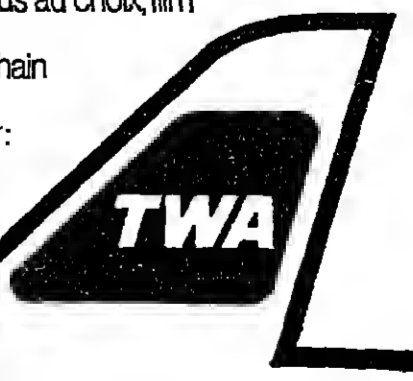
Réception des bagages améliorée.



Correspondances facilitées avec les grandes villes américaines.

A votre arrivée à New York, TWA vous réserve sa plus agréable surprise : nous ne vous laissons pas aux prises avec les foules des autres compagnies. Nous vous offrons une aérogare réservée aux passagers TWA. Vous réglez rapidement les formalités d'arrivée. Vous récupérez rapidement vos bagages. Les comptoirs TWA vous évitent les files d'attente et facilitent vos correspondances.

Bref, avec TWA même l'aéroport J.F. Kennedy devient un plaisir. Plaisir qui aura été précédé par beaucoup d'autres : vol confortable dans un de nos 747's ou Tristars, trois menus à choix, film et musique.* Pour votre prochain voyage à New York, offrez-vous ce plaisir : choisissez TWA.



*Un léger supplément est prévu pour les distributions en vol.

AMÉRIQUES

Etats-Unis

Les primaires de New-York et celles du Connecticut L'importance du « vote juif »

De notre correspondant

New-York. — Les « primaires » qui ont lieu dans l'Etat de New-York et dans le Connecticut, ce mardi 26 mars, ont provoqué un regain d'intérêt pour le « vote juif ».

New-York est la plus grande métropole juive des Etats-Unis, avec Los Angeles (445 000), Philadelphie (295 000), Miami (255 000), Chicago (225 000) et Boston (170 000).

Depuis les années 20, l'électorat juif est l'un des piliers du parti démocrate malgré quelques fluctuations à la fin des années 60, lorsque le « nouveau gauche » a pris position contre la politique israélienne, rejetant un certain nombre d'électeurs juifs vers le centre ou même le parti républicain. La coloration politique de cet électorat varie aussi d'est en ouest du pays, les juifs s'intégrant de plus en plus dans les schémas traditionnels de la politique américaine au fur et à mesure qu'ils s'éloignent du foyer d'immigration que reste la côte est.

A New-York, l'électorat juif reste profondément démocrate : en 1976 il a voté à 72 % pour M. Carter, 6 points de moins que la population latino-américaine (78 %), malgré un statut socio-économique généralement très supérieur. En 1972, alors qu'on parlait d'un « nouveau conservatisme juif », les deux tiers des électeurs juifs avaient voté pour M. McGovern.

On ne peut guère parler d'un véritable « vote juif » dans le sens où cette population ne constitue pas un élément homogène de la société américaine : les vagues d'immigration se sont échelonnées depuis deux siècles et elles étaient d'origines ethniques, culturelles et socio-économiques très diverses. Il n'y avait pas grand-chose de commun entre les artisans ou les petits-bourgeois libéraux arrivés d'Europe centrale après les révolutions manquées du siècle dernier, les paysans polonais ou ukrainiens fuyant, à peu près à la même époque, les famines et les pogroms, et les intellectuels ou les grands bourgeois allemands chassés par Hitler.

Même tous ces immigrants avaient une chose en commun : le souvenir des discriminations dont ils avaient été l'objet dans leur pays d'origine. C'est le raison pour laquelle l'électorat juif américain est resté, en général, socialement libéral même quand il est devenu économiquement conservateur.

Selon M. Alan Fischer, professeur à l'université de Californie, « malgré d'importantes différences de niveau social et économique, d'instruction, d'âge et de pratique religieuse, ces

cinquante dernières années, les juifs ont voté en grande majorité démocrate, longtemps après que la plupart d'entre eux eurent accédé au niveau économique qu'on associe généralement avec le parti républicain ».

Pour les primaires de New-York, l'électorat juif hésite entre MM. Carter et Kennedy. Il éprouve à l'égard du sénateur du Massachusetts les mêmes réserves que l'ensemble des électeurs. La cote de popularité de M. Carter ne lui a jamais paru très séduisante et les dernières péripéties de la politique proche-orientale du président l'ont scandalisé. La « sécurité d'Israël » reste au cœur des préoccupations de cet électorat, même quand il critique violemment la politique de M. Begin. Et la révélation de la Maison Blanche de l'ONU ne l'a ni convaincu ni rassuré.

NICOLE BERNHEIM.

Ancien conseiller économique de la Maison Blanche

M. ARTHUR OKUN EST MORT

Ancien président du comité des conseillers économiques de la Maison Blanche, M. Arthur Okun est mort à Washington le 23 mars des suites d'une crise cardiaque.

[Né à Jersey City en 1928, il fit ses études et obtint son doctorat à l'université Columbia (New-York). Nommé en 1961 à l'âge de trente-trois ans, au comité des conseillers économiques, il y siégea deux ans et y revint en 1964. En 1968, le président Johnson en fit le directeur de ce groupe de trois experts. Il était alors le plus jeune à avoir occupé ces fonctions. Un an plus tard, il arriva au pouvoir de l'administration républicaine de M. Richard Nixon, il entra à l'Institut de recherches Brookings, à Washington, où il publiait depuis 1970 les *Brookings Papers on Economic Activity*. M. Arthur Okun était un spécialiste des rapports entre productivité, taux de croissance et niveau de l'emploi. Il avait publié deux ouvrages qui font autorité et venaient de terminer une étude sur Valeur et Volumes dans le cycle économique.]

El Salvador

« La voix des sans-voix »

(Suite de la première page.)

Insistant sur le « Tu ne feras point de biblique », ce non-violent les avait « enrôlés », au nom de l'Eglise, de n'obéir à aucun ordre de tuer », les exhortant à se rappeler que « les paysans assassinés » sont aussi « leurs frères ».

Peu après, le colonel Marco Aurelio Gonzalez, porte-parole des forces armées, avait qualifié de « crime » cet appel du prêtre. Son dessein était scellé. Les étudiants de l'université nationale et de l'université centre-américaine (catholique) ont aussitôt accusé l'Union des guerilleros blancs (U.G.B.), une organisation para-policière d'extrême droite, d'être l'auteur de l'assassinat.

M. Romero ne se contentait pas de dénoncer chaque dimanche les atteintes au droit de l'homme par les troupes de l'ordre, les commandos d'extrême droite et les guerilleros d'extrême gauche. Il tentait, lors de ses homélies, qui constituaient tous les jours un événement politique, inter-

mineusement commenté, d'aider aux racines de la violence salvadorienne. Avec un réel talent didactique, il rappelait que les structures économiques inégalitaires ont à l'origine de tout : dans ce petit pays de cinq millions d'habitants, dont la densité démographique est l'une des plus fortes de la planète, 2 % des citoyens possèdent 80 % de la terre.

Adversaire déclaré des régimes purement répressifs des présidents Molina, puis Romero, il avait accueilli avec faveur le coup d'Etat du 15 octobre dernier, qui avait porté au pouvoir une jeune garde d'officiers, à laquelle ont d'abord participé toutes les forces politiques de la gauche traditionnelle, non révolutionnaires, puis, depuis le début de cette année, seulement la démocratie chrétienne.

Voyant, cependant, que la répression ne cessait pas (il y eut sept cent cinquante morts depuis le début de cette année, deux cents cas de disparitions, des centaines de blessés, des milliers de réfugiés), il avait accueilli comme des mesures

« de bon augure » les réformes promulguées le 6 mars par la Junta, visant à une meilleure répartition des terres au Salvador, à la nationalisation des banques et d'une partie du commerce extérieur. La répression menée contre les organisations paysannes de gauche parallèlement à la réforme agraire débutante lui fit dénoncer l'« occupation militaire des campagnes » et lancer l'appel à l'insubordination qui devait lui être fatal.

Petit, assez fort, le teint très mat, le cheveu blanc coiffé en brosse, portant lunettes, un perpétuel demi-sourire éclairant un visage carré, M. Romero n'avait rien, dans son apparence, de l'homme charismatique. Les mâchoires fortes révélèrent au contraire la détermination. Pourtant, il avait su devenir une des figures les plus importantes du Salvador. Les centaines de personnes qui se pressaient à la messe dominicale n'hésitaient pas à interrompre son homélie de leurs applaudissements.

Proposé au prix Nobel de la paix

M. Romero avait également gagné une audience internationale. En Amérique centrale, tout d'abord, où il était le président de la conférence des évêques de l'isthme. Plus largement son nom avait été connu du monde entier l'année dernière, lorsqu'il fut proposé par un groupe de parlementaires américains et britanniques comme candidat au prix Nobel de la paix. Les jurés ont finalement hésité entre lui et M. Teresa de Calcutta, pour finalement choisir cette dernière.

De passage récemment à Paris, il voulait encore croire, contre l'évidence, que le prêtre n'était pas inviolable, que l'écroulement pourrait encore être évité. Il notait, par exemple, que l'une des trois organisations révolutionnaires du pays voulait encore dialoguer avec le gouvernement démocrate-chrétien. Il rappelait : « Ce n'est, certes, pas à l'Eglise de décider de l'heure de l'insurrection ». Pourtant, cette institution ne saurait condamner la violence, « dès lors que tous les moyens pacifiques d'évolution sociale vers la justice ont été épuisés et que les dommages provoqués par l'insurrection seraient un moindre mal par rapport à la situation actuelle ». Un échec de l'actuel gouvernement nonnal « l'heure de la légitime violence du peuple », prophétisait le prêtre (le Monde du 7 février).

A Rome, il avait vu Jean-Paul II, qui l'avait encouragé à poursuivre sa défense des pauvres et des opprimés, tout en étant, selon lui, « dangereux d'infiltration marxiste, susceptible de saper la foi chrétienne du peuple ».

M. Romero avait, en effet, toujours été vigilant sur cet aspect des choses, qui a conduit, en Amérique latine, tant de laïcs et de clercs du catholicisme au marxisme éthéré. Il dénonçait inlassablement la « déification de l'organisation » propre à l'extrême gauche. Il n'approuvait pas les violences des révolutionnaires, mais il se refusait à mettre sur le même plan les excès perpétrés pour la défense d'un ordre social injuste et ceux commis pour l'amélioration du sort des opprimés.

L'assassinat de l'archevêque de San-Salvador est un événement d'une extrême gravité pour le pays, comme l'ont bien compris les citoyens de la capitale, qui se sont rassemblés chez eux, dès l'annonce du meurtre, rapportant les agences de presse. Il pose un défi majeur au gouvernement de l'actuelle Junta, composée, pour l'essentiel, de membres de la démocratie chrétienne. Le D. C. avait jusqu'ici, repoussé les dénonciations formulées à l'encontre des forces de l'ordre par les organisations humanitaires, récemment encore par Amnesty International. Quelle peut être aujourd'hui la réponse des démocrates-chrétiens salvadoriens face au martyre du premier représentant de l'Eglise catholique du Salvador ?

JEAN-PIERRE CLERC.

Chili

● LE CHILI a rompu le lundi 24 mars ses relations diplomatiques avec les Philippines, a annoncé le général Augusto Pinochet, à son retour à Santiago, après l'annulation de sa visite à Manille. « Aucun pays honorable ne peut offrir un autre pays de telle manière », a déclaré le président chilien aux milliers de personnes réunies devant le siège du gouvernement, qui brandissaient des banderoles hostiles au président Marcos. — (A.F.P.)

LE MONDE

met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des informations d'actualité. Vous y trouverez peut-être L'APPARTEMENT que vous recherchez.

PARIS-NICE-PARIS LE NOUVEAU SERVICE AIR FRANCE.

Pour vous proposer les tarifs les plus bas possible, malgré la hausse constante du prix du carburant, Air France met en place, avec Air Inter, un nouveau service sur la ligne Paris-Nice-Paris à partir du 6 avril. Il existe 2 classes et 5 formules tarifaires valables sur un ou plusieurs vols par jour.

LA CLASSE AFFAIRES. C'est une exclusivité Air France. Elle remplace la 1^{re} classe. Elle vous offre les avantages suivants : au sol, entière liberté de réservation, d'annulation et de modifications. Enregistrement et embarquement distincts de la classe économique. En vol, service de haut niveau avec prestations gratuites de qualité et distribution de journaux.

LA CLASSE ÉCONOMIQUE. Les plus bas tarifs de cette classe, proposés malgré l'augmentation du prix du carburant, s'expliquent par la diminution de l'espace réservé à chaque passager et par un service simplifié. Un coffret repas est vendu à l'embarquement lorsque l'horaire le justifie. A bord, des boissons non alcoolisées et de la bière sont offertes gratuitement sur tous les vols, ainsi que du vin aux heures des repas.

LES TARIFS.

PRIX	CONDITIONS
Classe affaires. Aller-retour 1200 F Aller simple 600 F	Aucune.
Classe économique. Aller-retour 1000 F Aller simple 500 F	Aucune.
Tarif Air France Vacances Aller-retour uniquement : 680 F (Tarif "Avion pour tous" Air Inter)	<ul style="list-style-type: none"> Valable sur vol bleu quotidien désigné dans les 2 sens. Durée de séjour 7 jours minimum, 35 jours maximum. Réservation, émission et règlement du billet simultanés. Retenue sur le prix du billet en cas d'annulation ou de modification.
Tarifs spéciaux Aller-retour 800 F Aller simple 400 F	<ul style="list-style-type: none"> Valable sur vols blancs Air France uniquement pour : <ul style="list-style-type: none"> groupes de 10 personnes au moins, hommes de 65 ans au moins, jeunes de 25 ans au plus, étudiants de 27 ans au plus, familles de 3 personnes au moins.
Aller-retour 680 F Aller simple 340 F	<ul style="list-style-type: none"> Valable sur vols bleus Air France uniquement pour : les mêmes catégories de passagers que ci-dessus + les conjoints, qui accompagnent un passager payant plein tarif en classe économique.

Pour tous renseignements complémentaires sur les conditions d'application de ces tarifs, consultez les agences Air France ou votre agent de voyages.



Canada

LES LIBÉRAUX GAGNENT UN SIÈGE AU PARLEMENT FÉDÉRAL

Ottawa (Reuters). — Le parti libéral a remporté lundi 24 mars une élection législative partielle dans la circonscription de Frontenac, au Québec. Ce qui porte à douze sièges sa majorité parlementaire. Les libéraux ont également remporté 147 des 282 sièges de la Chambre des communes, contre 103 au parti conservateur progressiste de M. Joe Clark et 32 au nouveau parti démocratique (social-démocrate).

L'élection de Frontenac avait été reportée à la suite de la mort d'un des candidats, tué avant les élections générales du 18 février dernier.

L'élection partielle de Frontenac permet à M. Trudeau de consolider un peu plus sa majorité, ce qui a son importance dans un régime parlementaire de type britannique, où presque tous les ministres sont députés et sont donc susceptibles d'être présents lors des votes, ce qui peut les gêner dans l'accomplissement de leur tâche. L'élargissement de la majorité libérale en pratique le travail du cabinet.

La victoire libérale de Frontenac est d'autre part un nouveau échec de M. Fabien Roy, leader du Crédit social (droite populiste), qui se présentait dans cette circonscription après avoir perdu son siège de Beauce le 18 février dernier. Les libéraux ne sont plus représentés à Ottawa depuis cette date.

● M. Mark MacGulgan, ministre canadien des affaires étrangères, est arrivé, ce mardi 26 mars à Paris, venant de Montréal. M. MacGulgan, dont c'est le premier voyage à l'étranger depuis sa nomination dans le cabinet de M. Trudeau, dirige une délégation qui participe à la conférence générale extraordinaire de l'Agence de coopération culturelle et technique, un organisme regroupant la plupart des pays francophones. M. MacGulgan devrait, d'autre part, participer, vendredi 28 mars, au gala d'Orsay, à un déjeuner de travail offert par M. Jean-François-Pouget, ministre français des affaires étrangères.

مكذاب من الأصل

EUROPE

Hongrie

AU DOUZIÈME CONGRÈS DU PARTI SOCIALISTE OUVRIER M. Kadar insiste sur le caractère indispensable des mesures d'austérité économique

Budapest. — Pas la moindre réserve, pas le plus petit sous-entendu. C'est en style fidèle et pleinement solidaire de Moscou que M. János Kadar s'est exprimé lundi 24 mars devant le douzième congrès du parti socialiste ouvrier hongrois. Ouvrant son rapport par le chapitre de politique étrangère, le premier secrétaire, mise grave à l'accomplissement, a d'abord longuement rendu hommage à l'U.R.S.S. (le principal soutien de la cause du progrès humain), puis fait porter l'entière responsabilité de l'aggravation de la situation internationale sur les forces impérialistes et sur les dirigeants du parti. Enfin, il a fermement justifié l'intervention en Afghanistan (« Chacun sait que le gouvernement légal du pays a demandé une aide militaire face à la menace extérieure... »). L'Union soviétique a fourni cette aide en accord avec le droit international.

Entre ce discours et celui de M. Gierok devant le congrès polonais (le 13 février), le contraste est frappant. Alors que Budapest est tout aussi inquiet que Varsovie des conséquences de l'affaire afghane sur les échanges Est-Ouest, l'alignement marqué a succédé, six semaines plus tard, au langage passionné en faveur du maintien du dialogue entre les deux blocs.

Autre histoire, autre style : la Hongrie, contrairement à la Pologne, n'a jamais aspiré à avoir une politique étrangère indépendante, mais que jamais dans la tempête actuelle. Engagée sur sa voie propre, elle estime en effet avoir besoin de tranquillité pour continuer à avancer. Les relations internationales bien vites traitées (un dixième du rapport), le propos se fait plus vif, sonne plus vif. M. Kadar est à son sujet la politique intérieure et il n'aura pas déçu le courant modératiste sous l'influence duquel le parti a entrepris depuis le début de l'année une relance difficile des réformes économiques. Le ton est au réalisme et à la rigueur. La situation actuelle ?

De notre envoyé spécial

Le plan en cours, réalisé dans des conditions plus difficiles que nous ne l'avions supposé, ne sera pas rempli et l'élevation du niveau de vie est « plus lente qu'il n'est prévu ». Il ne faut donc pas espérer plus que le « consolidé » durant le plan 1981-1985, avec une augmentation du revenu réel de « près de 6 % » sur cinq ans.

Une politique industrielle « sélective »

Les tâches de demain ? Pallier les « points faibles » de l'économie que la hausse du prix des matières premières et de l'énergie a fait ressortir de façon plus frappante : mettre en œuvre une politique industrielle « sélective » et « rentabiliser, voire supprimer » les productions défectueuses.

Les moyens d'y parvenir ? Stabiliser un système de prix « réels » (non subventionnés) à la production comme à la consommation, c'est-à-dire procéder à des hausses importantes ; augmenter la productivité et renforcer la discipline dans les usines. « Regrouper » la main-d'œuvre, autrement dit procéder à des licenciements dans les branches non rentables ; diffuser et « rationaliser » les salaires sur le rendement (« Il faut définitivement mettre un terme à la pratique trop commune de l'égalitarisme. Les salaires doivent refléter la contribution de la présence sur les lieux de travail ») ; et encore exiger des gestionnaires plus de prise de responsabilité et de responsabilité qui feront preuve d'initiative et feront respecter « l'ordre et la discipline ».

M. Kadar ne lance pas de slogans, n'impose pas d'ordres et n'est pas persuadé, mais il insiste sur le fait que chacun doit entendre par son pays, dont il juge la situation « équilibrée » et les différentes couches sociales et courants « unis dans un accord pour faire entrer des objectifs socialistes communs ». « Témoinant

de sa confiance, dit-il le parti expose à l'opinion publique, très ouvertement, les problèmes et les difficultés et tient compte de toutes les critiques utiles. » « Nous n'hésions pas à agir de la sorte, ajoute-t-il, faisant allusion aux petits cercles contestataires, bien qu'il existe une minorité erronée et désaccord (...) avec notre politique ».

Reste à savoir maintenant si ce consensus, fondé sur la tolérance et un bien-être relatif, résistera à ce programme d'austérité, alors que se manifestent — c'est le premier secrétaire qui parle — « certaines inquiétudes dans l'opinion liée aux problèmes économiques et à l'augmentation de la tension internationale ». Mais, pour l'heure, M. Kadar a acquis un succès de popularité en faisant pour la première fois allusion lui-même au sujet extrêmement sensible du sort de la minorité hongroise de Roumanie. « C'est un grand plaisir à-t-il dit, de voir qu'ils (les Hongrois vivant hors des frontières) ont participé dans la mesure de leurs possibilités à la culture nationale. »

C'était étonnant, car ces possibilités n'existent pas en Transylvanie roumaine. Ces quelques mots n'ont sûrement pas effacé les inquiétudes des Hongrois, mais ont été énormément à Budapest. A l'heure où la Roumanie est en dissidence ouverte à propos de l'Albanie, la Hongrie a dû se rendre compte que son pays n'est pas complètement isolé. M. Kirilenko, membre du bureau politique, a salué, lui aussi, la « culture nationale » des termes particulièrement chaleureux, et lancé une mise en garde à l'« Occident ». « Certains escamotent, a-t-il dit, que l'implantation de nouvelles usines militaires américaines en Europe (...) nous rendent plus dociles, face à la pression impérialiste (...). Ce n'est pas la première fois qu'on essaie de nous séduire, chacun sait à quel point ces tentatives ont échoué. (...) Le chantage et les menaces ne mènent à rien contre notre communauté ».

BERNARD GUETTA.

Belgique

LA GAUCHE PROTESTE CONTRE LA VENTE D'ARMES A L'URUGUAY

(De notre correspondant.)

Bruxelles. — Les milieux politiques de gauche se préparent à l'interpellation du gouvernement Martens à la suite d'une photo parue dans le quotidien socialiste flamand et le quotidien socialiste français, le 24 mars. On y voit une quinzaine de chars de tous tonnages sur le quai de Zeebrugge, près d'Ostende, attendant d'être embarqués à bord d'un cargo à destination de l'Uruguay.

En même temps, un consortium de huit entreprises belges d'armement parait vouloir la Belgique acheter des armes et équipements d'un montant de 300 millions de francs belges, à 40 millions de francs français. Le marché porte essentiellement sur des véhicules antitank, des grenades et des armes légères, destinées principalement aux forces de sécurité de l'Uruguay. Dès le 24 mars, plusieurs organisations ont protesté contre cette vente d'armes, et le soir « écho » que la France, « peu réticente en matière de ventes d'armes, attendait la décision de la Belgique » pour suivre l'exemple.

● L'Association internationale de défense des artistes victimes de la répression dans le monde (AIDAV) (1) a lancé un appel en faveur de la libération et l'immunité de la pianiste uruguayenne Alba González Souza, détenue en Colombie depuis plus d'un an. L'AIDAV demande également « la garantie que toute demande d'extradition sera refusée au gouvernement uruguayen » afin qu'Alba González Souza puisse bénéficier de l'immunité politique dans le pays de son choix. La pianiste uruguayenne a milité au sein du Front étroit de tous les partis et groupes progressistes qui, après le coup d'Etat militaire de 1973, a été mis hors la loi par les autorités militaires. Après s'être réfugiées en Argentine, au fin de ses fils à échapper, elle s'est réfugiée en Colombie sous une fausse identité. Arrêtée à Bogotá le 3 janvier 1979, Alba González Souza est accusée de « falsification d'identité » et de « liens avec le M 19 », groupe guerrillero colombien qui est l'auteur de la prise d'otages de diplomates à l'ambassade de la République Dominicaine, à Bogotá.

(1) Théâtre du Soleil, avenue de la Pyramide, Vincennes.

L'AJOURNEMENT DU SOMMET EUROPÉEN

Londres s'accommoderait d'un délai de quelques semaines

M. Cossiga, le président démissionnaire du gouvernement italien — qui préside pendant le semestre en cours le Conseil de la Communauté européenne — a décidé, lundi 24 mars, d'ajourner la réunion du Conseil européen (sommet des Neuf) prévue pour le 31 mars à Bruxelles. Deux raisons sont données à Rome pour ce report :

La première est que M. Cossiga a été chargé d'une première tentative pour former un nouveau gouvernement, charge qui ne lui aurait pas permis d'avoir les contacts nécessaires avec les autres chefs de gouvernement pour préparer la réunion de Bruxelles.

La seconde raison est la persistance au sein de la Communauté d'un climat politique peu favorable à un accord sérieux, notamment sur la question essentielle de la contribution britannique au budget communautaire.

An Conseil européen de Dublin, en novembre, M. Cossiga s'était engagé auprès de Mme Thatcher de faciliter une solution, mais toutes les tentatives faites dans les capitales

européennes, notamment par M. Zamberletti, sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères depuis le mois de novembre, ont pratiquement échoué. Lundi, à Bruxelles, une crise ouverte paraissait donc inévitable.

A Paris, le Quai d'Orsay a déclaré lundi que le report du Conseil européen « ne doit pas entraîner un relâchement des efforts qui sont menés pour parvenir, sur l'ensemble des problèmes à régler, et notamment sur les questions agricoles, à une solution d'ensemble satisfaisante ».

Aussi bien à l'Elysée qu'au Quai d'Orsay, on souligne que la France était prête à se rendre à Bruxelles aux dates prévues, mais qu'elle a pris note des conclusions de la présidence italienne à laquelle il appartenait d'apprécier s'il y avait lieu de retarder le sommet. La France n'a pas fait obstacle à ces conclusions, ajoute-t-on.

A Bonn, l'ajournement a été accueilli sans commentaires.

De notre correspondant

Le report du sommet européen a été annoncé par le Quai d'Orsay à Paris. Mais, comme l'écrivait David Wood dans le même journal : « Mme Thatcher est la voix la plus puissante de la communauté européenne, la voix du vrai patriotisme. Elle est profondément anglaise et considérera toujours la Communauté et le monde d'un point de vue britannique ».

Il est certain qu'ayant stimulé la puissance vague nationaliste et antisocialiste dans le public, Mme Thatcher a maintenant bien du mal à la maîtriser. Déjà, elle a tenté de rester dans la Communauté, elle livre une bataille difficile et épuisante (elle n'a jamais été une européenne convaincue) au Parlement et dans l'opinion contre les éléments de la droite britannique qui poussent à l'extrême dans leur camp. Néanmoins, elle a marqué un point aux Communes. A l'issue, lundi après-midi, d'un court débat, elle a obtenu la victoire sur une motion qui avait permis au gouvernement de faire approuver sa motion soutenant Mme Thatcher dans ses efforts pour obtenir une « réduction substantielle et durable » de la contribution britannique au budget communautaire. Mais surtout les Communes ont rejeté l'amendement des travaillistes insistant pour que « les dépenses britanniques ne soient pas plus grandes que les recettes », reprenant en somme la formule de l'équilibre budgétaire, inacceptable pour les autres membres de la Communauté. En compensation, le gouvernement a accepté d'inscrire

la recommandation que le Royaume-Uni pourrait envisager de suspendre ses paiements « en dernier ressort ».

l'essentiel est que Mme Thatcher ait déjoué le piège des travaillistes pratiquant systématiquement une sorte de surenchère en anticipant l'échec du premier ministre au prochain conseil européen. En fait, le gouvernement a réussi à contrôler un courant anti-européen très sensible, même dans les rangs conservateurs, en annonçant qu'il avait reçu un nouveau document de la Commission de Bruxelles permettant de résoudre le problème budgétaire. M. Lawson, ministre du Trésor, qui avait le débat, a indiqué que les propositions de la Commission « à condition que les autres Etats en aient la volonté politique » pourraient être la base d'une solution adéquate et acceptable au problème actuel. M. Lawson a refusé de donner d'autres précisions, mais plus tard on précisait à Downing Street qu'il s'agissait d'un document de 20 mars dernier, prévoyant une restructuration du budget communautaire qui permettrait d'augmenter les dépenses de la Communauté en fait, le gouvernement de compenser ainsi sa forte contribution. Pour M. Lawson, il s'agit d'un « important pas en avant » mais il semble que ce document ne reprend simplement diverses formules envisagées antérieurement par la Commission pour résoudre le problème budgétaire. En particulier aucune indication ne serait donnée sur les projets que la Communauté serait prête à financer en Grande-Bretagne, pas plus que sur le montant que la Grande-Bretagne pourrait ainsi espérer obtenir.

HENRI PIERRE.

SELON LES MILIEUX COMMUNAUTAIRES

Le report permet de déjouer les manœuvres britanniques

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Après l'annonce officielle à Rome de l'ajournement du Conseil européen, la Commission européenne a publié un bref communiqué dans lequel elle déclare « attacher toujours une grande importance à ce que soit trouvée une solution rapide au problème de la convergence et de la contribution britannique, ainsi qu'à la discussion des autres sujets prévus à l'occasion du prochain conseil européen, notamment de l'énergie. C'est le seul commentaire officiel de la Commission à la suite de la décision italienne de reporter la réunion des chefs d'Etat et de gouvernement prévue pour le 31 mars et le 1^{er} avril à Bruxelles.

Cependant les commentaires dans les couloirs du Berlaymont, l'immeuble qui abrite les services de la Commission, allaient bon train lundi en fin de journée. D'une façon générale, nombre de fonctionnaires européens estiment que le report du conseil européen a pour effet de déjouer la manœuvre minutieusement mise au point par le gouvernement de Mme Thatcher pour obtenir satisfaction et isoler la France, le partenaire le plus récalcitrant.

A l'appui de leur thèse, ils avancent les arguments suivants : ● La France va sans doute être condamnée pour la seconde fois par la Cour européenne de justice, parce qu'elle applique une taxe sur les importations de moutons en provenance de Grande-Bretagne. La Commission avait, à la requête de Londres, demandé, le 5 mars, aux juges de Luxembourg une procédure d'urgence pour confirmer leur premier arrêt de septembre 1979. A la veille de la réunion de Bruxelles, une telle confirmation n'aurait fait qu'affaiblir la position française.

● Alors que le gouvernement français lui demandait de faire des propositions chiffrées sur la réduction de la contribution britannique au budget communautaire, la commission a rendu publiques, le 21 mars, les prévisions de ses experts sur le solde négatif pour le Royaume-Uni en 1980 : 1 683 millions d'ECU (1 ECU = 5,80 francs), contre

849 millions l'année dernière, « ce qui, explique un haut fonctionnaire de la Commission, ne pouvait que conforter Mme Thatcher dans ses exigences ».

● Le report de la réunion de Bruxelles permettrait aux ministres de l'agriculture des Neuf de poursuivre la négociation sur les prix pour la campagne 1980-1981 (une session à ce sujet doit se tenir les 26 et 27 mars à Bruxelles), sans qu'elle soit hypothéquée par un échec du conseil européen. Dans le cas contraire, Mme Thatcher n'aurait pas obtenu satisfaction le 1^{er} avril, la délégation britannique à la session agricole aurait pu faire valoir le manque de solidarité des autres Etats membres pour bloquer les pourparlers sur la fixation des prix pour la prochaine campagne. Un tel argument ne peut être avancé par la Grande-Bretagne au cours des prochaines semaines, explique-t-on à Bruxelles, sans que leurs partenaires n'assentent les mains pour préserver le principal acquis de la C.E.E., à savoir la politique agricole commune. — M. S.

● La F.N.S.E.A. : il ne faudrait pas que le report du Conseil européen ait pour conséquence de bloquer les décisions qui attendent les agriculteurs européens et notamment français », a déclaré, lundi 24 mars, M. François Guillaume, président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (F.N.S.E.A.).

« Ce report confirme nos pronostics, a précisé M. Guillaume, car il ne pouvait y avoir de sommet dans la crise actuelle... Mais le conseil des ministres des 26 et 27 mars devra prendre une décision pour automatiquement déboucher sur une augmentation de 5 % des prix agricoles français par une dévaluation de la monnaie verte. » Pour la plupart des partenaires européens, l'attitude anglaise risque d'entraîner la destruction du Marché commun, notamment agricole, a conclu le président de la F.N.S.E.A. Il pense qu'il est urgent de bloquer les Etats justifiant la crise peut encore être évitée. »

Espagne

La police affirme avoir démantelé un important réseau de l'ETA

Madrid (A.F.P.). — La police a démantelé l'infrastructure que la branche politico-militaire de l'organisation séparatiste basque ETA (ETA-P.M.) maintenait dans les Asturies, à Valence et en Andalousie, a affirmé, lundi 24 mars, le directeur de la sécurité de l'Etat, M. Alberto Salazar Simpson. L'enquête de la police a permis d'établir que les seize membres de l'ETA-P.M. arrêtés récemment sont des dirigeants de ce mouvement qui avaient organisé notamment l'enlèvement, le 11 novembre dernier, du député centriste Javier Rupera, libéré le 13 décembre, ainsi que la campagne d'attentats contre des centres touristiques espagnols, l'été dernier.

Parmi les personnes arrêtées figurent M. José Ignacio Aramayo Eguola, dit « Satorra », qui serait le plus haut responsable de l'ETA-P.M. pour la province de Valence et l'Andalousie. M. Ara-

mayo avait participé à l'enlèvement de l'industriel Pedro Luis Turreguano en mai 1978, libéré par la suite après avoir été blessé par balles. Selon la police, M. Aramayo a reçu une instruction militaire de la part d'officiers de la police algérienne, avec vingt autres membres de l'ETA-P.M. Il aurait également été instruit dans le maniement des armes au Liban, en 1978.

Trois nouveaux attentats

D'autre part, trois nouveaux attentats ont eu lieu, lundi et mardi, faisant chacun un mort. A Durango, dans la province basque de Biscaye, un horticole âgé de quarante ans, M. Domingo Sanchez, a été tué à la mitrailleuse par deux inconnus circulant à bord d'une voiture. La victime avait été menacée plusieurs fois par l'ETA. A Escorial, au sud-est de Saint-Sébastien, un homme de quarante-deux ans a également été tué lundi soir, M. José Areedo, originaire de la province d'Almería et installé depuis longtemps au Pays basque, se trouvait dans sa voiture quand il a été mitraillé par deux inconnus qui ont pris la fuite. En fin de semaine, Areedo, sous-directeur de la compagnie d'assurances l'Union-Phénix, à Bilbao, a été assassiné ce mardi matin. Ces trois attentats portent à trente-sept le nombre des victimes du terrorisme depuis le début de l'année en Espagne.

Italie

ATTENTAT CONTRE UN PROFESSEUR A L'UNIVERSITÉ DE GENÈS

Genes (A.F.P.). — Un professeur d'économie et de commerce à l'université de Gênes, M. Giancarlo Moretti, quarante-deux ans, a été blessé de trois balles à la jambe droite, lundi 24 mars, dans le couloir d'entrée de la faculté d'économie. M. Moretti est également conseiller municipal démocrate-chrétien. Selon des témoins, l'auteur de l'attentat serait une jeune fille.

L'action a été revendiquée par les Brigades rouges, qui ont, en revanche, démenti avoir tué les trois carabinieri qui transportaient des fonds dans un autobus à Turin (le Monde du 25 mars). Le professeur Moretti est la quinzième personne blessée aux jambes par des terroristes à Gênes depuis juin 1977.

Union soviétique

Selon l'agence Tass

L'ÉPIDÉMIE QUI A EU LIEU A SVERDOVSK A ÉTÉ PROVOQUÉE PAR UNE MALADIE ANIMALE

Moscou (A.F.P.). — Après le démenti opposé la semaine dernière à Moscou à l'information selon laquelle une épidémie s'était déclarée à Sverdlovsk (Oural), la suite d'une fuite dans un dépôt d'armes bactériologiques, l'agence Tass a indiqué, lundi 24 mars, qu'une épidémie, dont l'origine est une maladie animale, s'était bien développée dans cette ville, en avril 1979.

Cette maladie infectieuse, appelée charbon sibirien, a également affecté la population, précise l'agence. On a diagnostiqué des variantes dermatologiques et intestinales de cette maladie, dues à l'absorption de mandales provenant d'un abattoir affecté sans le contrôle nécessaire.

L'agence note que la presse locale de Sverdlovsk avait publié, en avril 1979, un communiqué mettant en garde la population et l'invitant à respecter rigoureusement les règles d'hygiène. Cette épidémie de charbon sibirien dans une région « exposée à la menace d'épidémie depuis des siècles n'a rien de commun avec la convention internationale sur l'interdiction d'armes bactériologiques », affirme l'agence Tass.

مكتبة الأصل

MM. Mitterrand et Berlinguer se sont rencontrés à Strasbourg pour promouvoir l'eurogauche

(Suite de la première page.)

L'occasion est en outre donnée aux socialistes français de souligner l'isolement du P.C.F., qui était d'ailleurs souvent apparu lors des débats de l'Assemblée européenne, notamment sur des sujets tels que l'Afghanistan ou le sort de M. André Sakharov. Lors de la session du mois de janvier, communistes italiens et socialistes avaient élaboré une résolution commune condamnant l'intervention soviétique en Afghanistan. La rencontre de Strasbourg a permis au P.S. et au P.C.I. de mettre à nouveau l'accent sur le nécessaire respect de l'indépendance des peuples et de renouveler ainsi cette condamnation.

De son côté, M. Berlinguer, qui avait rencontré M. Willy Brandt, mais, est à la recherche d'une sorte de caution démocratique afin de conforter ses desseins intérieurs : le P.C.I. cherche à créer les conditions extérieures d'un gouvernement d'union nationale en Italie. Mais comme l'attitude de la démocratie chrétienne n'assure pas une telle perspective, le P.C.I. devrait rester dans l'opposition. Dans ces conditions, l'entretien qu'ont eu MM. Berlinguer et Mitterrand vaut surtout pour le long terme.

Les débats de l'Assemblée de Strasbourg sont, en quelque sorte, le laboratoire où s'ébauche concrètement l'eurogauche (le Monde du 18 février). MM. Mitterrand et Berlinguer sont convenus de prendre des initiatives pour avancer dans cette voie. Ainsi, proposé par le CESPI (Centre d'études sur les politiques internationales) dépendant du P.C.I., un colloque devrait réunir, à la fin de l'année à Rome, les spécialistes des partis communistes et socialistes qui accepteraient d'y participer.

Au centre de la démarche du P.C.I. se trouve l'idée qu'il n'y a de solution à la crise qu'euro-péenne et que celle-ci dépendra des réponses qu'y apporteront le mouvement ouvrier européen (1). M. Berlinguer plaide pour une unité accrue de ce mouvement

face à l'entente internationale du patronat et des forces conservatrices. Cette référence au « mouvement ouvrier », qui figure dans la déclaration commune, est d'abord pour le secrétaire général du P.C.I. un argument théorique qui lui permet de contourner l'obstacle que constitue pour lui l'attitude des communistes français et portugais. Dès lors qu'il invoque la classe ouvrière, même lorsque ses représentants sont socialistes ou sociaux-démocrates, il devient difficile au P.C.F. ou au P.C.P. d'aller trop avant dans la critique du P.C.I.

Ce parti a toujours recherché, même aux plus beaux jours de l'eurocommunisme, des contacts directs avec les forces socialistes et démocratiques de l'Europe du Nord, les seuls repré-

sentants de la classe ouvrière. Depuis que l'eurocommunisme s'est répandu, le secrétaire général du P.C.I. a poursuivi ses efforts : il a rencontré successivement MM. Mario Soares et Felipe Gonzalez lors d'un voyage à l'autisme 1979 dans la péninsule Ibérique, puis MM. Brandt et Mitterrand.

Plus d'ambition que de moyens

Au cours de ce dernier entretien, le secrétaire général du P.C.I. a exprimé une grande inquiétude sur l'évolution de la situation internationale en insistant sur son souhait de voir l'Europe réagir, afin de sauvegarder la détente. Dans une perspective, la prochaine conférence de Madrid sur la sécurité et la coopération en Europe revêt une particulière importance. Une fois marqué un commun refus d'accepter le fait accompli en Afghanistan, MM. Berlinguer et Mitterrand sont convenus de travailler à l'élaboration d'un appel commun de la gauche européenne en faveur de cette conférence, dont on sait encore si elle aura lieu comme prévu.

Si M. Mitterrand partage cette analyse et encourage ceux qui, au sein du groupe socialiste de l'Assemblée européenne, s'efforcent d'élaborer des textes susceptibles de rassembler la gauche et de faire avancer la construction européenne, son souci est également de ne pas laisser au couple Giscard-Schmidt le monopole de l'affirmation d'une voie européenne. De plus, le premier secrétaire cherche à rééquilibrer vers le sud cette gauche européenne dominée par le puissant parti social-démocrate allemand. C'est ainsi qu'il cherche à privilégier les relations du P.S. avec les socialistes italiens, espagnols et portugais. Enfin, M. Mitterrand s'efforce de placer le P.S. au plus près du centre de gravité de l'internationalisme socialiste, dont l'audience débord largement des frontières du cadre européen.

Les rapports entre « partis frères » communistes et socialistes sont précisément l'un des freins à ces efforts d'organisation de la gauche en Europe. En premier lieu, du fait des positions prises, à l'occasion des récents événements internationaux, par les communistes fran-

çais et portugais, qui les éloignent de l'eurocommunisme. En second lieu, en raison des rapports de force internes à chacun des pays : ces derniers font apparaître la renouveau de Strasbourg sinon comme la mise en commun de deux impuissances, celle du P.C.I. en Italie, celle du P.S. en France, du moins comme une volonté de contourner au plan européen l'obstacle que représente le P.S.I. pour l'un, le P.C.F. pour l'autre, il convient donc de mesurer la portée des efforts de la gauche à de justes proportions : celles d'une entreprise qui marque pour le moment des moyens de son ambition.

J.-M. COLOMBANI

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU P.C.I. : nous poursuivons nos contacts avec ténacité.

Avant de quitter Strasbourg pour Rome, mardi matin, M. Enrico Berlinguer a répondu aux critiques qui lui ont été adressées par M. Marchais. Le secrétaire général du P.C.I. a notamment indiqué que les contacts de son parti avec les autres formations communistes et socialistes de la gauche européenne sont anciens.

Il a ajouté : « Nous sommes décidés à intensifier nos contacts dans la conviction que la compréhension et la recherche de toutes les convergences possibles parmi les forces de la gauche de toute orientation doivent être poursuivies avec ténacité en surmontant les anciennes et les nouvelles méfiances afin que le mouvement ouvrier européen puisse assumer sa fonction essentielle en faveur de la détente, contre la politique antipopulaire de la droite et pour ouvrir de nouvelles voies au développement démocratique. (...) Je ne comprends pas pourquoi ma rencontre avec François Mitterrand, qui entre dans le cadre de cette politique très bien connue par les camarades des autres partis communistes, et notamment par ceux du P.C.F., puisse être interprétée et présentée comme une initiative qui peut être dommagée au P.C.F. Je voudrais rappeler, entre autres, que la direction de notre parti, comme le groupe communiste à Strasbourg ont nettement condamné la campagne coloniale menée contre Georges Marchais et lui ont exprimé leur solidarité. » Quant aux discussions sur les prix agricoles, « le P.C.I. n'ignore pas les revendications des agriculteurs français et celles d'autres pays, mais le P.C.I. tient compte aussi des revendications des paysans italiens, et il s'efforce de parvenir à une solution susceptible de concilier les exigences diverses des différents pays et d'assurer un renouveau de l'agriculture communautaire. »

M. MARCHAIS : ni le lieu ni le moment.

M. Georges Marchais, interrogé lundi soir 24 mars au Havre, où il participe aux assises des élus du P.C.F., a déclaré : « Evidemment, sur le principe, je n'ai pas d'observations à faire. En revanche, nous pensons que le moment et le lieu sont plutôt mal choisis. » D'une part, comme l'a souligné la dernière session de notre comité central, notre parti et son secrétaire général sont victimes d'une conjuration politicienne à laquelle François Mitterrand prend une part directe aux côtés des forces réactionnaires, giscardiennes et chiraquiennes, leur objectif clairement formulé étant d'affaiblir le parti communiste français. Jusqu'à présent, il n'y a pas eu de succès. Tous leurs efforts portent maintenant sur les élections présidentielles, d'où leur acharnement contre le parti communiste et son candidat présumé. (...)

D'autre part, il est bien regrettable qu'Enrico Berlinguer et François Mitterrand aient choisi Strasbourg pour se rencontrer. En effet, il s'y tient actuellement une session extraordinaire de l'Assemblée des Communautés européennes, où une majorité réactionnaire et socialiste se prépare à porter un nouveau et très dur coup à la paysannerie et à l'agriculture française. »

Interrogé mardi 25 mars par TF 1, M. Marchais a ajouté : « Il existe entre le parti communiste italien et le parti socialiste français de très larges convergences. L'un et l'autre sont pour l'unité, l'un et l'autre sont pour l'élargissement de la Communauté économique européenne à la Grèce, au Portugal et à l'Espagne. L'un et l'autre sont pour doter la Communauté de droits supranationaux. François Mitterrand est allé chercher auprès d'Enrico Berlinguer une caution pour sa politique d'alliance avec la droite (...). Il prépare son ralliement à la droite, c'est-à-dire à une coalition giscardienne, chiraquienne et socialiste (...). François Mitterrand va marcher en fabriquant de compromis historiques. »

AIR INTER:
L'AVION POUR TOUS
AVEC LES
NOUVEAUX
TARIFS-SÉJOUR

A COMPTER DU 6 AVRIL 1980
TOUT LE MONDE PEUT
BÉNÉFICIER DE CES TARIFS.

PARIS - BORDEAUX et RETOUR

PARIS - TOULOUSE et RETOUR

PARIS - LYON et RETOUR

PARIS - MARSEILLE et RETOUR

PARIS - NICE et RETOUR

PARIS - CORSE et RETOUR

500^F

560^F

510^F

630^F

680^F

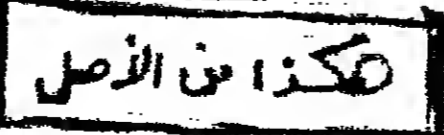
800^F

SEULES CONDITIONS :
• réserver et acheter un billet "aller-retour",
• voyager sur les vols bleus désignés,
• s'engager sur des dates fixes de voyage,
• celle du retour devant être comprise entre 7 et 35 jours.



AIR INTER
L'AVION MOINS CHER

Renseignements, réservation : AIR INTER PARIS
12, rue de Castiglione, 75001 Paris Tél. : (1) 639.25.25
et toutes Agences de voyages.



LE CONGRÈS DES SOCIÉTÉS D'ÉCONOMIE MIXTE À AVIGNON

Les élus et les aménageurs se plaignent de la « méfiance » de l'État

Réunis durant trois jours en congrès au Palais des papes d'Avignon, les représentants de trois cents sociétés d'économie mixte d'aménagement urbain et de construction (SEM) ont débattu de leur

avenir. Ayant défini elles-mêmes dans une charte les relations nouvelles qu'elles doivent établir avec l'État, les collectivités locales et l'État, les congressistes ont estimé dans une motion que

la réforme proposée par M. d'Ornano, ministre de l'environnement et du cadre de vie, reflétait une « méfiance totale » à l'égard des SEM et des élus qui les dirigent.

De notre envoyée spéciale

Avignon. — Est-ce la solennité de la salle du conclave, où les congressistes étaient installés face à face dans de modernes cathédrales, qui a déteint sur les débats ? Quand le ministre de l'environnement quitta la salle après avoir répondu au discours de M. Maurice Ligot, président de la Fédération des SEM et maire (P.R.) de Cholet, des voix s'élevèrent pour dénoncer cette « fuite ». Laissons plusieurs fonctionnaires préciser le lendemain le détail des mesures qu'il avait proposées. M. d'Ornano n'avait fait que « respecter scrupuleusement l'ordre du jour ». Ces « perturbations » furent le signe le plus visible de la diversité politique qui fait la particularité des SEM.

Sur le fond, les maires et les conseillers généraux attendent tous du gouvernement plus de moyens et plus de liberté d'action. Dans la forme, cette préoccupation commune s'est exprimée en termes très mesurés (l'assemblée « regrette avec force ») dans la déclaration rédigée par le conseil d'administration, où les élus sont nettement majoritaires par rapport aux techniciens et aux financiers et où les quatre grandes familles politiques sont représentées à égalité.

La reprise en main par les élus de la fédération, où dominaient les représentants des grands groupes financiers, et notamment de la Société centrale d'équipement du territoire, filiale de la Caisse des dépôts, date de 1978. Les élus avaient alors de prendre leur responsabilité, parfois d'une manière un peu brutale, en ayant à payer les dettes, garanties par les communes et les conseils généraux, de sociétés où ils n'avaient qu'une faible part à la gestion. Ces « faillites » un peu particulières, notamment de plusieurs sociétés interdépartementales en Ile-de-France, ont toutes éclaté au beau milieu de la crise immobilière, quand la croissance

rapide ne masquait plus les erreurs et quand les programmes de logements mal adaptés au marché ne se vendaient plus. Certaines sociétés d'aménagement ont été démolies, les immeubles ou achetés à des prix dérisoires, les autres ont été revendus à des constructeurs, ou elles-mêmes ont connu des difficultés et les communes ont souvent fait appel à l'État pour combler des déficits grandissants au rythme des agissements. Mais les pouvoirs publics ne se laissent pas entraîner sur cette pente, et M. d'Ornano a répété à Avignon qu'il n'était pas question de combler des « trous » et que d'éventuelles subventions devaient permettre uniquement des opérations positives (nouvel aménagement, espaces verts, programmes moins denses, etc.).

Tandis que certaines sociétés se débattaient dans ces imbroglios politico-financiers, la plupart cherchaient de nouvelles activités adaptées aux besoins actuels : aménagement en douceur des quartiers anciens, actions en faveur de l'emploi, économies d'énergie, rementement agricole, etc.

Mais les quelques scandales financiers de ces deux dernières années ont mis en évidence les perversions du système de l'économie mixte, qui semblent obséder aujourd'hui les pouvoirs publics et inspire à juste titre une plus grande rigueur en exigeant un meilleur contrôle par les collectivités locales. Le mécontentement des congressistes d'Avignon vient de ce qu'ils estiment que l'analyse gouvernementale est dépassée, que les SEM n'ont déjà plus les défauts qu'on leur reproche, qu'elles ne méritent pas cette défiance et qu'elles ont déjà fait toutes seules, selon M. Ligot, leur « agencement ».

La confiance de l'État

En réaffirmant la « confiance » faite par l'État au principe de l'économie mixte, M. d'Ornano a présenté une réforme « qui fait au total ». Si elle accepte les mesures proposées, les SEM pourront (vraie revendication) disposer librement de leur répartition avec les collectivités locales. L'effort de « rigueur » demandé par le ministre se traduit de diverses manières : fin de l'aménagement « en blanc » fait par un organisme qui ne connaît pas l'utilisation finale, création d'opérateurs fonciers concurrents des SEM, en amont, renforcement « théorique et pratique » de la tutelle des collectivités.

« C'est la commune qui décide et l'organisme qui exécute », a rappelé M. d'Ornano. C'est pour quoi des rendements réguliers devront être prévus, les bilans orientés et les déficits actualisés inscrits au budget de la commune. Celle-ci devra financer directement les équipements à sa charge, les crédits ouverts par la Caisse des dépôts devront être individualisés par commune, et le montant des intérêts connu au fur et à mesure. En cas de dépassement, de contrepartie, les SEM devront être contractés. C'est en somme la fin des chèques en blanc.

Pour éviter que la commune soit seule à payer les pots cassés, les collectivités devront participer au déficit éventuel à hauteur de leur engagement initial, ce qui pourrait sembler évident mais ne l'était pas jusqu'ici. On veut clarifier les responsabilités, ériger la commune « au centre » de l'opération, et la Caisse des dépôts elle-même doit être contrôlée par l'État.

Pour les SEM de construction qui peuvent, à égalité avec les sociétés anonymes, bénéficier des crédits publics, des précautions particulières seraient prises : afin d'assurer un leadership, une collectivité devrait avoir au moins 25 % des actions, de contrepartie, les SEM devront être contractés. C'est en somme la fin des chèques en blanc.

Après avoir longtemps laissé tourner ses mécanismes et même les avoir favorisés par le politique des grands aménagements, les pouvoirs publics s'attachent depuis deux ou trois ans à « assainir » la situation. Bien que sa responsabilité soit largement engagée, comme le reconnaît notamment le rapport de la mission Grégoire sur les SEM de construction, l'administration critique ouvertement le système et cherche à poser de nouveaux verrous. Une circulaire de 1977 interdit par exemple aux sociétés de réaliser elles-mêmes les études préalables qui jettent l'opportunité de l'aménagement qui leur sera confié.

En réaffirmant la « confiance » faite par l'État au principe de l'économie mixte, M. d'Ornano a présenté une réforme « qui fait au total ». Si elle accepte les mesures proposées, les SEM pourront (vraie revendication) disposer librement de leur répartition avec les collectivités locales. L'effort de « rigueur » demandé par le ministre se traduit de diverses manières : fin de l'aménagement « en blanc » fait par un organisme qui ne connaît pas l'utilisation finale, création d'opérateurs fonciers concurrents des SEM, en amont, renforcement « théorique et pratique » de la tutelle des collectivités.

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Les conseillers parisiens examinent les projets de Bercy et du bassin de l'Arsenal

Le Conseil de Paris a adopté, le 24 mars, le projet d'aménagement du bassin de l'Arsenal (« le Monde » du 15 janvier) et la convention confiant à la R.I.V.P. (Régie immobilière de la Ville de Paris) la réalisation du palais des sports de Bercy (« le Monde », daté 23-24 mars).

C'est M. Bernard Rocher (R.P.R.) adjoint au maire, qui a présenté aux édiles de la capitale la maquette du nouveau bassin de l'Arsenal dans le douzième arrondissement. En 1982, aux abords de la Bastille, les Parisiens trouveront donc un port de plaisance pouvant accueillir deux cents bateaux de 10 mètres, un jardin public de 9 000 mètres carrés sur la berge, le long du boulevard de la Bastille, et un parc de stationnement de 350 places. Le port de plaisance sera construit et exploité par une association régie par la loi 1901, réunissant la Ville et la chambre de commerce et d'industrie de Paris.

Au cours du débat qui a suivi l'exposé de M. Rocher, M. Pierre Le Morvan (P.S.), qui n'est pas opposé au projet, a demandé « que toute précaution soit prise pour éviter toute privatisation du domaine public de la Ville ».

M. André Voguet (P.C.) aurait

would « une forme plus contractuelle d'association avec la création, par exemple, d'une société d'économie mixte ». De son côté, M. Bernard Tielens (rad.), demandait « qu'une bonne rotation des bateaux oneros soit assurée ». Enfin, M. Paul Pernin (centriste), adjoint au maire, a souligné « que la Ville aide à la plantation des entreprises qui occupent les berges du canal ».

M. Pernin s'est inquiété aussi de savoir si une solution avait été trouvée pour atténuer les nuisances occasionnées par les motards qui envahissent tous les weekends la place de la Bastille. « Notamment le terrain qui surplombe le bassin de l'Arsenal, et où doit être implantée une partie du jardin ». Le préfet de police n'a répondu que « des mesures d'ordre technique tiennent à l'étude ».

Les élus ont ensuite ouvert le dossier de Bercy. M. Raymond Dohet (R.P.R.), adjoint au maire chargé des sports, a présenté le projet de convention entre la R.I.V.P. et la Ville. Ad cour du débat animé qui a suivi, les élus communistes ont demandé notamment un rapport de la décision. Ce dossier permettrait, selon eux, que soit présentée à l'assemblée un plan d'aménagement de l'ensemble des entreprises. Cette proposition a été repoussée. M. Georges Sarre, président du groupe socialiste, a vivement critiqué le dossier présenté, estimant qu'il ne donnait pas suffisamment de garanties, tant pour ce qui concerne le programme que pour son financement. « C'est l'avenir financier, a-t-il dit, et nous craignons que l'effort d'investissement accompli par la Ville et les contribuables justifierait l'exploitation du palais des sports sous la forme d'un service public et non pas dans un but commercial », M. Georges Mécum (centriste) a évalué le coût de l'opération à plus de 400 millions de francs. Selon lui, l'enveloppe, actuellement fixée à 240 millions de francs, ne comprend pas la construction des parkings ni celle des équipements sociaux.

Enfin, le Conseil de Paris a adopté un amendement à la convention déposée par M. Paul Pernin (centriste) et par M. Pierre Baz (R.P.R.), demandant que la R.I.V.P. soit pénalisée financièrement si elle ne respectait pas le calendrier qu'elle doit suivre pour la conduite des travaux. M. Pernin s'est vu d'autre part confirmer que le nouveau vélodrome inscrit dans le plan de la ville de 1977, dans le parc de verdure de 8 à 10 hectares, qui pourrait être utilisé par les associations sportives locales et qu'une activité vinicole serait maintenu dans le Petit-Bercy, situé au-delà de la rue de Dijon.

URBANISME

PAS DE NOUVEAUX HANGARS RENAULT DEVANT LA MANUFACTURE DE SÈVRES

Le tribunal administratif interdépartemental de Paris a annulé, lundi 24 mars, le permis de construire accordé en décembre 1978 à la régie Renault pour la construction de nouveaux bâtiments sur « l'île Monsieur » (devenue, en fait, une presqu'île), face à la manufacture de Sèvres (Hauts-de-Seine).

Le tribunal a fait droit au recours déposé par deux associations (Boulogne Environnement et Sèvres Environnement) qui affirmait que l'implantation de ce centre manufacturier définitivement le site classé (depuis 1942) de « l'île Monsieur ». Si la démolition de hangars vétustes, construite en 1919 — à titre provisoire — serait en effet une bonne chose, leur remplacement par des bâtiments en dur empêcherait, à jamais, l'ancienne « île Monsieur » de retrouver un espace boisé formant un tout avec le bois de Saint-Cloud et la Manufacture, également classés, soulignent les associations.

La régie Renault affirmait que son projet aurait permis de faire disparaître des bâtiments inséparables et décalant la nouvelle construction par rapport à l'environnement actuel des hangars, de ménager la perspective sur la Manufacture.

TRANSPORTS

ENVIRONNEMENT

La marée noire du « Tanio »

UN TRAVAIL DE « LONGUE HAÏNE » SELON LA PRÉFECTURE DE SAINT-BRIEUC

Dans les Côtes-du-Nord et dans le Finistère, le nettoyage de la marée noire du « Tanio », après une pause de vingt-quatre heures observée par les deux mille cinq cents militaires répartis dans trente-huit chantiers. La préfecture de Saint-Brieuc indique que le nettoyage des rochers à la lance serait un travail de « longue haïne ».

Par ailleurs, le mouvement de protestation, il faut le noter, a été organisé, le lundi 24 mars, par M. Pierre Jagoret, député, maire de Lannion (P.S.), à M. Raymond Barre, qui réclame « une action urgente des pouvoirs publics, indispensable pour mettre un terme au renouvellement de la pollution créée par les fuites de l'« Tanio », qui déversent les effets de l'« action du nettoyage ».

De son côté, M. Marc Lauriol, député des Yvelines (R.P.R.), souhaite que les sanctions en vigueur pour le délit de pollution involontaire de la mer par les hydrocarbures soient modifiées. Dans une proposition de loi, il rappelle que l'ancienne législation prévoyait que ce délit est sanctionné des mêmes peines que le délit de dégazage en mer. Il estime ces dispositions injustes et contraires aux principes généraux du droit français.

La recherche d'uranium en Alsace. — Une enquête publique sur un projet de recherche de gisements d'uranium en Alsace s'est terminée par un constat d'opposition de la part des populations intéressées. L'enquête, ouverte à la demande de la société COGEMA et de la compagnie Dong-Trien, concernait les abords du lac d'Alfred (Haut-Rhin) ainsi que le Val de Viltz (Bas-Rhin), la région à vocation touristique agricole et sylvoicole. Une première enquête avait été annulée pour vice de forme par le Conseil d'État. La décision définitive sur les permis de recherche ne serait pas être prise avant un an.

POINT DE VUE

Les pilotes et la sécurité aérienne

par MAX VENET (*)

Le renouvellement quasi total des flottes d'avions a réaction connues dans les prochaines années pose le problème crucial, pour les équipages qui utilisent ces avions, de l'insuffisance de leur outil de travail, eu égard à l'évolution de l'environnement dans lequel se déroulent ces vols.

C'est ainsi que, passant outre les avis des organisations professionnelles des pilotes de ligne et des mécaniciens navigants, et étant indubitablement d'une réglementation vieille de vingt-quatre ans, entières à la mise en service des avions à réaction, le ministère des transports vient d'autoriser une compagnie Boeing-737 avec seulement deux pilotes, sans mécanicien navigant, sans conditions inopposables avec la sécurité optimale des vols passagers qui voyagent en groupe, à bas prix, ou individuellement au tarif maximal.

Cette décision ministérielle — dont nos organisations professionnelles envisagent de contester la légalité auprès des tribunaux compétents — instaure d'emblée un climat conflictuel dans tout le transport aérien commercial français, au moment même où un consensus pouvait permettre à celui-ci de retrouver un rythme dynamique et compétitif, grâce à des bénéfices pour les compagnies, de commerce et de paix sociale toujours productive.

Par un référendum sans ambiguïté, les adhérents du Syndicat national des pilotes de ligne (S.N.P.L.) ont marqué leur ferme volonté de s'opposer par tous les moyens légaux à des pratiques irrationnelles et dangereuses entraînant, à terme, le transport aérien français dans le sillage catastrophique du transport maritime avec son lot de milliers de victimes, l'effondrement de pavillons de complaisance couvrant les pratiques les plus aberrantes.

Si l'Association des capitaines de navires avait eu son mot à dire quant à la conception de la coque du « Tanio » et autres Amoco-Cadiz, ainsi que de leur appareillage de bord et des systèmes de sécurité, on peut parier qu'un grand nombre de catastrophes maritimes auraient été évitées. Il existe pourtant des normes qui sont du ressort et de la responsabilité de l'administration maritime. Mais comme toutes les normes administratives, elles constituent seulement un plancher, c'est-à-dire le minimum exigible. On est bien loin de l'optimum que réclament tous les professionnels, surtout lorsque l'on connaît les moyens limités dont dispose l'administration pour vérifier que cette norme plancher est ou moins respectée.

Tout ceci est également valable dans le domaine de l'aviation civile, où l'administration est responsable de l'élaboration et du contrôle du respect d'un ensemble de normes minimales appelées certificat de navigabilité des aéronefs de transport

commercial. Ces normes minimales ne tiennent actuellement aucun compte de l'avis des professionnels navigants utilisant ces avions dans des contextes fort différents selon les compagnies, leur type d'exploitation (transport) et le domaine ou transport (régulier), l'étendue de leur réseau, la qualification des personnels de conduite et d'entretien, l'assistance technique et opérationnelle en escale, etc.

Sept cents pilotes de ligne et officiers mécaniciens navigants venus de tous les pays d'Europe, ainsi que des États-Unis, se sont réunis à Francfort le 11 décembre 1979, pour exprimer leur inquiétude devant un éventuel préjudice : dégradation et encombrement de l'espace aérien, desserte commerciale.

Si, après des années tragiques, le transport aérien commercial français peut aujourd'hui afficher, de manière toujours présente, hélas ! bien réelle, l'absence d'accidents dont il ne rougit plus, c'est à mettre au crédit de tous ceux qui, en vol ou au sol, ont su faire les efforts d'autodiscipline et de rigueur méthodologique qu'il s'imposait, et qui leur ont enseigné, à l'instar du bon marin qui salue les grains et aronde les caps, la modération et la prudence.

Cette leçon n'a, malheureusement,

d'équipements sous-équipés et dangereux (une liste noire s'allonge chaque année, basée sur des statistiques négligées, hélas ! bien réelles, mais non prises en compte par les administrations dites responsables), impact direct sur la sécurité des vols d'une concurrence sauvage venue d'outre-Atlantique, et conduisant à entasser dans des avions une clientèle épuisée par l'abaissement des tarifs sans en connaître le véritable contrepartie : réduction, au nom de la compétitivité, du nombre de membres d'équipage de conduite, des réserves de carburant, des budgets d'entretien, de l'assistance en escale (souvent sous-traitée à des tiers plus ou moins qualifiés, notamment dans l'exploitation « charter » desservant irrégulièrement certaines destinations touristiques saisonnières).

L'affaire Euratrac

Elle a été retenue par le ministre des transports chargé, entre autres innombrables tâches, de l'aviation civile, qu'il s'agit de cette amorce d'explosion d'accidents pour justifier l'octroi d'une autorisation d'exploitation avec seulement deux membres d'équipage à une petite compagnie française, Euratrac, qui vient d'acquiescer des Boeing-737 pour effectuer des vols charters sur tout le bassin méditerranéen. D'autres compagnies françaises utilisent le B-737, mais avec trois membres d'équipage (deux pilotes et un mécanicien navigant), et il est à craindre

que la bénédiction du ministre ne fasse le jeu de la concurrence et ne donne des idées à tous les autres, à l'abri de statistiques rassurantes, parole de ministre !

Quant à rechercher la responsabilité de ce dernier, lorsqu'elle est implicite dans un accident (voir collision de Nantes en 1979), chacun connaît la diligence des tribunaux administratifs à indemniser les ayants droit des victimes. Il est bien plus commode de rechercher la responsabilité de l'équipage, qu'il soit marin ou pilote de ligne, cela évite de remonter en amont, la chaîne des responsabilités. Une solution existe pourtant, qui permettrait, à coup sûr, de mettre la norme en harmonie avec les réalités concrètes et quotidiennes : c'est le concept de « certification opérationnelle » par lequel l'administration pourrait inclure l'avis des professionnels usagers du transport aérien, au lieu de se contenter de normes planchers basées sur des statistiques, ce qui relève de la roulette russe.

La fermeture des lignes omnibus. — Après l'annonce par la S.N.C.F. de sa décision de transférer sur route, le 1^{er} juin prochain, 489 kilomètres de lignes omnibus (Le Monde du 18 mars), l'Association nationale des voyageurs (ANVU) déplore « la même charrette de voies ferrées vouée aux orties ». A son avis, « la preuve est ainsi faite que la S.N.C.F. n'a ni pris de recul, ni trop élevé et qu'elle ne sait plus exploiter ».



سكس من الفصل

Le Monde

société

LES SUITES JUDICIAIRES D'UN CONFLIT DU TRAVAIL

Trois ouvriers d'Usinor-Mardayck remis en liberté

Dunkerque. — Un conflit du travail, un fait d'exception, mais plus encore un fait de société. Le 4 février, vingt et un salariés d'Usinor-Mardayck, dans le Nord, se mettent en grève. Grève-thrombose, grève-bouchon. Usinor-Mardayck, mille huit cents salariés environ, c'est, en quelque sorte, l'annexe ultra-moderne d'Usinor-Dunkerque, dix mille cinq cents salariés, la fièvre et le salut de la sidérurgie à l'heure informatique, une sorte d'Usinor dans Usinor. Usinor-Mardayck, où selon les sources syndicales les salariés sont, à compétence égale, inférieurs à ceux pratiqués à Usinor-Dunkerque, a aussi une vie sociale notablement plus agitée.

Le 4 février, donc, les ouvriers du « T.M. » entrent en grève. Les « T.M. » — transport et maintenance — vingt et un accablés et aiguillonnés-conducteurs de train, sont les ouvriers chargés des expéditions vers le port ou vers le réseau S.N.C.F. de 3 500 tonnes de tôle produites quotidiennement par l'usine. Leur revendication est simple : 200 F d'augmentation mensuelle pour tous et un changement de classification professionnelle. Leur grève sera dure. C'est que tous gagnent moins de 3 000 F par mois. C'est surtout qu'aucun n'a l'espoir d'être augmenté rapidement. En effet, la modernisation de la sidérurgie a abouti, pour eux, à une déqualification relative. On s'applique pour certains services une formule Usinor dite des « états de carrière ». En passant, en 1978,

De notre envoyé spécial

d'une grève appelée « feu continu » au système discontinu du travail par postes en 3 x 8, les salariés de ces services, d'Als y ont trouvé certains avantages, repos dominical par exemple, y ont laissé également une partie de leur salaire dans un système de compensation progressif. Ainsi, un salarié qui gagnait, dans l'ancien régime, 3 000 F par mois, voit, sous le nouveau, son salaire de base ramené à 2 500 F, plus une « compensation » de 400 F. Cette compensation est, en somme, une « dette » flottante de l'employeur envers l'employé. Toutes les luitures augmentations de salaire, collectives ou individuelles, seront, dans leur presque intégralité, retranchées de cette compensation jusqu'à rattrapage de la « dette ».

La grève durera trente-cinq jours. Les ouvriers du « T.M. » bloquent, avec des loco-tracteurs, les voies ferrées d'Usinor. La direction s'efforce de les débloquer. Soit, affirme un responsable C.G.T., en envoyant une nuit « un commando de cadres et d'agents de maîtrise », soit en exerçant « des pressions et des intimidations sur les grévistes ou sur leurs familles », soit en créant un service de transports parallèle, par camions et panaches. Soit, enfin, en négociant. Différentes propositions sont avancées : mutations, formations professionnelles et augmentation mensuelle : 50 F pour les exco-

cheurs, 70 F pour les conducteurs-aiguilleurs. Ce qui, selon les syndicats C.G.T. et C.F.O.T., et en fonction du système de compensation, correspond à des augmentations réelles de 11 F et 9 F par mois. La grève continuera jusqu'au lundi 10 mars. La direction ouvre des négociations simultanément avec l'ensemble du personnel pour une prime de rendement dite « supplément de rémunération Usinor (S.R.U.) », de façon peut-être à éviter l'effet de cascade qu'elle redoute, semble-t-il, plus que tout.

« Syndicalisme » et « banditisme »

Les vingt et un ouvriers du « T.M. » tiennent. Dans la nuit du lundi 10 au mardi 11 mars, des incidents se produisent dans l'usine. Un délégué C.G.T. au comité d'entreprise et un gréviste sont écroués par la direction d'avoir provoqué plusieurs incendies volontaires et d'avoir trépassé un agent de maîtrise, qui voulait arrêter les pompiers. Un autre gréviste, fait-on savoir, aurait même sorti un couteau. L'émotion est vive. Les cadres de la C.G.C. manifestent leur désaccord et diffilent sous une bandelette : « Syndicalisme oui, banditisme non ». La C.G.T., tout en contestant la gravité des violences, désapprouve « un acte qui ne peut être assimilé à une action syndicale » et le condamne « fermement », mais reproche aussi à la direction d'avoir recherché l'incident, multiplié les provocations et tout fait pour isoler les grévistes.

La direction porte plainte et engage une procédure de licenciement contre le délégué syndical et les deux autres salariés. Au comité d'entreprise, six délégués — quatre C.G.T., deux C.F.O.T. — votent contre ces licenciements. Le délégué C.G.C. vote pour. Le dossier sera donc transmis à l'inspection du travail qui tranchera.

Le lundi 17 mars, le délégué C.G.T. et les deux grévistes mis en cause sont convoqués par M. Jean-Marie Descamps, doyen des juges d'instruction au tribunal correctionnel de Dunkerque. Inculpés de coups et blessures volontaires et de tentatives d'incendie volontaire, les trois hommes sont arrêtés et, menottes aux mains, conduits en prison. Manifestations, le mercredi 19 et vendredi 21 mars, grèves surprises, mobilisation des syndicats, notamment de la C.G.T. qui parle de « provocations » et exige « la libération immédiate des camarades d'Usinor ». L'affaire va-t-elle recommencer ? Dans l'après-midi du lundi 24 mars, les trois hommes ont été remis en liberté.

PIERRE GEORGES.

Une M.J.C. de Nice est occupée par son personnel

De notre correspondant régional

Nice. — Afin de s'opposer à des licenciements que leur fait redouter la situation financière de l'établissement, les dix-huit salariés de la maison des jeunes et de la culture Gorbella, à Nice, ont déclenché, lundi 24 mars, une grève de quarante-huit heures avec occupation des locaux. Ce mouvement, le premier depuis la création de la M.J.C. nicolaise entre 1965 et 1971, fait suite à une suspension des activités de quatre jours décidée en novembre 1979 par le conseil d'administration par les quatre établissements de la ville (le Monde daté 2-3 décembre 1979). Depuis cette date, le conseil municipal voté une augmentation globale de ses subventions pour 1980 d'environ 10 % mais en les répartissant différemment. C'est ainsi que les sommes allouées aux deux plus petites M.J.C. (Fasfay et Borj-Foyat) ont été doublées tandis que celles revenant à Gorbella ont été diminuées de 33 % (de 427 500 F à 287 780 F).

Malgré la baisse d'effectifs de

l'établissement — de six mille à moins de cinq mille — en raison de la perte d'une partie du public de clients, le personnel de Gorbella estime qu'il n'est pas en surmombre. Il rappelle que la M.J.C. comprend un centre de loisirs ouvert plus de soixante-cinq heures par semaine, des services de restauration et d'hébergement fonctionnant toute l'année, un centre culturel avec théâtre, cinéma, musique, etc., et offre une soixantaine d'activités différentes. Les difficultés de la M.J.C. ont également provoqué la démission — prenant effet à fin juin — du directeur, M. Jacques Kusnetowski qui était en fonctions depuis 1971. Lors de la dernière séance du conseil municipal, le 6 mars, une émeute d'opposition, Mme Michèle Mairiague, avait dénoncé la « disproportion scandaleuse » existant entre les moyens mis à la disposition de l'Opéra de Nice (plus de 7 millions de francs de subvention) et ceux des M.J.C. (1845 000 F). — G. F.

Faits et jugements

L'accident de car dans les Alpes de Hautes-Provence : plaque de verglas ou freinage défectueux ?

(De notre correspondant.)

Digne. — Après le dramatique accident du Lanze, dont le bilan est de dix-sept morts, dans les Alpes-de-Haute-Provence, les enquêteurs tentent de définir les causes et les circonstances exactes de la catastrophe. « Le pont sur le ravin du Pas-de-la-Tour n'est pas spécialement plus dangereux que ceux pour la plupart aussi étroits — situés sur le C.D. 900 », a répondu, lundi 24 mars, un responsable de la direction départementale de l'équipement des Alpes-de-Haute-Provence à la question de savoir si l'enduit du drame constituait jusqu'à un point noir.

« Dimanche matin, a-t-il ajouté, plus d'une vingtaine de cars avaient emprunté le pont avant que ne se produise l'accident. Tous se dirigeaient vers Barcelonnette et sont passés sans encombre, malgré une plaque de givre dont la présence était effectivement constatée. » Le maire de Bayonne-Alpes, qui a présidé de cinq mètres le car, après l'avoir dépassé dans la descente, a trouvé le tronçon de route très glissant. Il a pu cependant affirmer qu'aucune pierre n'était tombée sur la chaussée, et mettre un terme à l'hypothèse de l'éventuelle chute d'un bloc de lause.

Le verglas n'a peut-être pas été l'unique cause de la catastrophe. Le pont enjambant le ravin est en effet situé au bas de la descente du col Saint-Jean, et les 10 kilomètres de route séparant ce lieu du sommet peuvent avoir affaibli le système de freinage.

J. C. P.

A Londres des voleurs s'emparent d'un camion transportant trois cent vingt et un lingots d'argent.

Londres. — Des malfaiteurs se sont emparés, le lundi 24 mars, d'un camion semi-remorque transportant trois cent vingt et un lingots d'argent, soit dix tonnes — estimés à quatre millions de livres (environ quarante millions de francs). Le vol s'est produit dans l'East End de la capitale britannique, à deux heures du matin. Six hommes armés de fusils à canon ont pris le camion blindé après avoir fait monter ses occupants dans un camping-car conduit sur place pour les besoins de l'opération. Le tracteur de la semi-remorque a été retrouvé dans la soirée du lundi 24 mars par les policiers de Scotland Yard chargés de l'enquête. Mais, ce mardi 25 mars, aucune piste n'avait encore été trouvée.

Le directeur de la firme qui transportait le métal précieux a indiqué que le chargement était destiné à la République démocratique allemande. La cargaison était assurée, a précisé le directeur. Ce hold-up est le plus important commis au cours de ces dernières années en Grande-Bretagne : le vol du train postal, en 1963, avait rapporté à ses auteurs 3 631 784 livres. — (A.F.P.)

● Colatrophe de Tenerife : indemnisation des victimes. Les avocats chargés du procès consentent à la collision survenue entre deux Boeing 747 sur l'aéroport de Santa Cruz de Tenerife aux Canaries en 1977 (981 morts, 57 blessés), ont annoncé à New-York qu'une somme de 75 millions de dollars au total sera versée aux victimes de cet accident et à leurs familles. Cette somme sera versée par la compagnie aérienne néerlandaise K.L.M. la compagnie américaine Pan Am, le gouvernement espagnol et la firme Boeing.

Expertises contradictoires après l'explosion de la rue Raynaud.

Les six experts, chargés par M. Alain Vernal, premier juge de l'instruction du tribunal de Paris de rechercher les responsabilités éventuelles des explosions qui avaient causé la mort de treize personnes, dans le quartier de Passy (seize ans après l'accident) le 17 février 1978, ne sont pas parvenus à se mettre d'accord au terme de leurs travaux (le Monde du 18 février 1978).

« Ils ont établi que les explosions de la rue Raynaud et de l'avenue Lamblaye sont dues à la rupture, à l'endroit d'une sonde, d'une canalisation de gaz de 77 centimètres de diamètre, après un affaissement de terrain sur une quinzaine de mètres. Quatre des six experts estiment que la sonde répondait aux normes d'imperméabilité exigées par la réglementation et qu'aucune faute pénale n'est imputable à quiconque. Deux autres experts mettent en cause les services techniques du Gaz de France. Le magistrat instructeur pourrait demander à d'autres experts de se prononcer.

● La cour d'appel de Grenoble a confirmé le jugement du tribunal correctionnel qui avait condamné à trois mois de prison avec sursis et 50 000 francs d'amende, pour proxénétisme, la directrice du Club Jackie, Mlle Jacqueline Milla. Cet établissement, qui servait de lieu de rencontre, comptait 95 % d'adhérents masculins et 5 % de jeunes femmes ; seules ces dernières étaient dispensées de payer la cotisation annuelle de 2 000 francs donnant droit à des rencontres illimitées (le Monde du 26 mai 1979). La cour a estimé que « sous une façade de club de rencontres le Club Jackie a servi d'intermédiaire à des femmes qui voulaient les rencontrer ». — (Cour-respondant.)

LE STATUT DES ÉTRANGERS EN FRANCE

Des coopérants s'inquiètent des expulsions d'Algériens

De notre correspondant

Alger. — Plusieurs associations groupant des coopérants français en Algérie ont réuni, récemment, sur l'initiative de l'association Rencontre et Développement (R.D.), une « commission anti-expulsion », à laquelle ont participé une centaine de personnes. Les organisateurs entendent attirer l'attention sur la fréquence, de plus en plus grande selon eux, des mesures d'expulsion prises par les autorités françaises à l'encontre des Maghrébins.

Rencontre et Développement a tiré d'une étude réalisée sur cent quarante-quatre dossiers quelques conclusions qui, bien que relatives, permettent d'établir dans le « flou artistique » entretenu à ce sujet par les autorités françaises, de mieux cerner le sujet. La grande majorité des expulsés recensés dans cette enquête, sont des jeunes (entre dix-huit et vingt-deux ans). Quarante pour cent d'entre eux sont nés en France, et 50 % au Maghreb. Le quart d'entre eux comptent parmi leurs proches parents un ou plusieurs Français. Le délai séculant, en moyenne, entre les faits invoqués pour l'expulsion et celle-ci est de vingt mois. Il s'est plutôt allongé ces derniers temps, ce qui paraît indiquer que la police recherche les auteurs de délits de plus en plus anciens pour les expulsés. On s'en rend compte désormais une vie régulière.

L'étude de Rencontre et Développement montre que le nombre officiel d'expulsions (11) y en a eu mille trois cents environ en 1979, pour les seuls ressortissants algériens (et très en dessous des chiffres réels. Ne sont comptabilisés, en effet, que les expulsions « avec escorte », laissant de l'application d'une réglementation régulièrement notifiée. Dans de nombreux cas, les policiers font pression pour qu'il y ait départ « volontaire ». Cette pratique, souvent couronnée de succès, conduit à multiplier par trois environ le nombre réel des expulsions.

Cette nationalité française n'est cependant pas admise par les autorités algériennes, qui n'acceptent de le laisser sortir du territoire que sur présentation d'un passeport algérien. Or il ne peut l'obtenir que si l'arrêté d'expulsion est annulé. Toutes les démarches faites en ce sens auprès du ministère français de l'Intérieur et de l'Élysée sont restées sans résultat.

DANIEL JUNQUA.

(1) 12, rue Edgar-Quinet, Alger.

Le soulagement de M. Belmaaziz

De notre correspondant

Montpellier. — Un travailleur algérien menacé d'expulsion ne pourrait être qu'un exemple parmi d'autres. Mais le comportement de ce travailleur, M. Abde Belmaaziz, trente-sept ans, domicilié à Sète depuis près de vingt ans, ne justifie en rien une telle décision, qui a soulevé une émotion réelle mais de courte durée, puisque l'arrêté d'expulsion a finalement été annulé.

Ce qui a frappé l'opinion est la malchance qui, à quelques années d'intervalle, s'est abattue sur M. Belmaaziz. En juillet 1975, après avoir quitté son travail de poseur de rails et retiré 9 000 F à la Caisse d'épargne pour aller voir les siens en Algérie, il regagnait son domicile en auto. Il est arrêté par deux hommes en civil, qui découvrent l'argent. Il les prend pour des égarés, il a peur. Ceux qui l'ont arrêté pensent être en présence de l'auteur d'un hold-up. L'un d'eux sort son revolver. M. Belmaaziz démarre en trombe. Le policier tire. L'ouvrier algérien est blessé à l'épaule. Il se réfugie dans un commissariat où il est rejoint peu après par ses deux

« égarés », en réalité deux policiers qui effectuent un contrôle de routine. M. Belmaaziz est poursuivi pour violences à agent. Après une semaine d'hospitalisation et un mois de prison préventive, il est relaxé, mais les deux policiers sont condamnés, le 11 mai 1977, à un mois d'emprisonnement avec sursis et 1 000 F d'amende par le tribunal correctionnel de Montpellier. L'année suivante, le cour d'appel de Montpellier annule la peine de prison et réduit l'amende de moitié.

Plus personne apparemment ne pense à cette péripétie. Mais au début de cette année, un arrêté d'expulsion est pris contre M. Belmaaziz. Il précise sans autre motivation : « N'est pas autorisé à résider en France ». L'avocat du travailleur tunisien, M. Jacques Martin, écrit au préfet, et des élus locaux interviennent. La décision qu'il finit par prendre le préfet permettra à M. Belmaaziz de continuer à travailler dans l'entreprise qui l'emploie, à Sète, depuis onze ans.

ROGER BÉCIAUX.

LE MRAP AFFIRME SON HOSTILITÉ A LA POLITIQUE FRANÇAISE D'IMMIGRATION

Environ sept cents personnes, parmi lesquelles figuraient un grand nombre de représentants de la centaine de comités locaux que compte aujourd'hui le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) et quelques membres d'organisations étrangères, venus en observation, se sont réunis en congrès à Paris les samedi 22 et dimanche 23 mars.

Si l'antisémitisme et le néo-nazisme figurent parmi les principaux sujets examinés au cours de ces deux journées, le dossier de l'immigration a fait l'objet d'une attention toute particulière. Les congressistes n'ont pas hésité à « réaffirmer leur hostilité à la législation gouvernementale visant à restreindre et réglementer l'entrée et le séjour des travailleurs et étudiants étrangers en France », se prononçant, dans leur résolution finale, pour l'organisation « d'importantes manifestations de solidarité Français-immigrés, à Paris comme en province ».

Le MRAP, cinquante ans, visant à restreindre le nombre des étrangers en France (le Monde du 31 octobre 1978), de la circulaire de M. Lionel Soler, secrétaire d'État auprès du ministre du travail, chargé des travailleurs immigrés, interdisant l'attribution de cartes de travail aux étrangers entrés en France avec un visa de tourisme (le Monde du 15 mars) et du projet de création d'un fichier informatique des étrangers (le Monde du 7 février).

Mettant en accusation l'attitude du gouvernement, M. Albert Lévy, secrétaire général du MRAP, a dénoncé les procédés employés par celui-ci : « Sur la base d'une sélection ethnique et politique, a-t-il notamment souligné, il s'agit surtout d'éliminer, d'une part, les étrangers de nationalités déterminées — les Maghrébins, les Africains noirs — et, d'autre part, ceux qui se distinguent par leur plus grande combativité, pour les remplacer par d'autres, plus « blancs » et plus malléables, menacés à leur tour d'un renvoi brutal après usage ». M. Lévy s'est aussi prononcé en faveur d'une action tendant à l'abolition de l'inspiration politique, raciste et anti-démocratique des organisations comme la GRECS (1) et ses formations annexes.

* M. R. A. P., 120, rue Saint-Devis, 75002 Paris, tél. 233-09-57.

(1) Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne.

ATTENTAT CONTRE UN CENTRE DE RÉSERVATION D'AIR FRANCE

Les inconnus ont saboté le terminal de réservation d'Air France « né » dans le parc international de Sophia-Antipolis à Valbonne (Alpes-Maritimes). Deux explosions ont eu lieu, lundi 24 mars, vers 2 heures et ont détruit partiellement le système informatique de réservation qui comprend six calculateurs. Le service a été perturbé pendant la matinée de lundi. Dans un communiqué, Air France précise que « le câble reliant son centre de Valbonne à la région parisienne a été endommagé ».

Jusqu'au 19 juin :

Offrez l'Irlande à votre voiture, sans dépenser un sou.

et celui de votre caravane est réduit de 40 %.

Si vous êtes deux ou trois passagers, le transport de votre voiture est réduit de moitié.

Deuxième avantage spécial : si vous partez au milieu de la semaine (lundi, mardi, mercredi, jeudi), en mai, juin et septembre, vous bénéficiez d'une réduction d'environ 20 % sur le tarif aller-retour.

Troisième avantage spécial : le Saint-Patrick et le Saint-Kilian étant des bateaux irlandais, l'Irlande commence à l'embarquement : bar garni à profusion, restaurants, boutiques hors taxes. Rappelez-vous : votre voiture vous fait faire des économies. Alors ?

* Jusqu'au 19 juin.

Irish Continental Line

Agent Général : Transports et Voyages : 8 rue Aubert 75441 Paris Cedex 09 - Tél. 266.90.90

Nom _____

Adresse _____

ÉDUCATION

Un projet d'avis au Conseil économique et social pour «réconcilier l'école et le travail manuel»

Priorités : améliorer l'enseignement primaire et former les maîtres

Le Conseil économique et social doit étudier, les 25 et 26 mars en assemblée plénière, un projet d'avis intitulé : « Comment réconcilier l'école et le travail manuel ». Sa rédaction est la suite d'une demande du premier ministre qui écrivait, le 29 mars 1979 : « L'avis du Conseil économique et social sera précieux pour mener à bien, avec l'assentiment général, une tâche aussi importante. » Pour préparer cette séance à laquelle partici-

ront MM. Christian Baudouin, ministre de l'éducation et Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail et de la participation, une étude a été confiée à la section des actions éducatives, sanitaires et sociales. Rapporteur de cette section, M. Antoine Lagarde, qui est d'autre part président de la Fédération de parents d'élèves de l'enseignement public, a présenté, lundi 26 mars, au cours d'une conférence de presse, les principaux avis de ce groupe de travail.

L'effort à accomplir pour offrir aux jeunes une formation professionnelle leur donnant les meilleures chances d'émancipation et d'insertion ultérieure dans le monde du travail doit porter aussi bien sur la formation de base commune à tous les élèves que sur la formation professionnelle proprement dite, a déclaré M. Lagarde. Il a insisté sur la nécessité d'un réexamen du système éducatif, en vue de la réévaluation des formations manuelles, en plus des campagnes de promotion. Il a précisé que la section avait repris les analyses appropriées du groupe de travail présidé par M. Gabriel Venturi, qui ont déjà, pour certaines, reçu un début d'application (les séquences éducatives en entreprise pour les élèves de l'enseignement professionnel et les stages pour les enseignants en formation).

30 % des élèves de sixième en état d'échec

Selon M. Lagarde, la réflexion et les propositions pour réconcilier l'école et le travail manuel ne doivent pas se contenter d'examiner seulement les problèmes de l'enseignement technique. Il faut, selon lui, étendre l'analyse à l'ensemble du système. « Il faut revenir en amont et particulièrement à l'enseignement élémentaire, à-t-il dit, lorsqu'on voit que 30 % des élèves qui entrent en 6^e sont déjà en état d'échec et bien souvent ont été, à cause de cela, orientés vers l'enseignement technique. »

DÉFENSE

Patronnée par la 11^e division parachutiste

LA 111^e DIVISION DE RÉSERVE EST CRÉE À TOULOUSE

(De notre correspondant régional.)

Toulouse. Le général Jacques Lemaire, commandant la 11^e division territoriale d'infanterie, vient d'annoncer la création d'une 111^e division de réserve (D.I.R.) dérivée de la 11^e D.P. Elle sera définitivement mise sur pied en septembre 1980 dans les régions Midi-Pyrénées, Aquitaine. Des manœuvres seront organisées à l'automne à la limite des deux régions. Certains des régiments ont déjà reçu leur drapeau.

Le nouveau système de mobilisation de l'armée de terre prévoit que, aux quinze divisions du temps de paix, s'ajoutent quatre-vingt divisions de réserve mises sur pied selon le principe de la dérivation : chaque régiment d'active de la division dérivante prépare, instruit et mobilise dans sa propre garnison un régiment de réserve de la division dérivée. En outre, chaque division de réserve est mise sur pied tous les cinq ans.

C'est au cours d'un exercice mettant en œuvre les états-majors de la 111^e D.I. et des régiments de réserve que le général Lemaire a annoncé la création de la 111^e D.P. à Toulouse, les titres de commandement par lesquels le président de la République a désigné les commandants du 11^e régiment de commandement et de soutien de Toulouse (dérivé du 14^e R.P.C.S.) ; du 10^e régiment de hussards de Tarbes (dérivé du 1^{er} R.H.P.) ; du 88^e régiment d'infanterie de Toulouse (jumelé au 9^e R.C.P.) ; du 34^e régiment d'infanterie de Mont-de-Marsan (dérivé du 6^e R.P.I.M.A.) ; du 18^e régiment d'infanterie de Pau (dérivé du 15^e R.C.P.).

A cette occasion, ont été également remis des titres de commandement à deux chefs de corps des régiments de réserve appartenant à la division militaire territoriale : le 18^e régiment d'infanterie et le 88^e régiment d'infanterie. — L. P.

STAGES LINGUISTIQUES EN ANGLETERRE

IOISE Oxford Intensive School of English
Member of the Federation of English Language Course Organisations (FELCO)

Pour un séjour vraiment profitable : Programme de cours individualisés, familles choisies, niveaux scolaires, universitaires, adultes : programme loisirs.

En contact : SERV. MO. 21, rue Théophraste Renaudot 75001 PARIS - T. 823.13.02
Ann. à tout moment - Cds. Techniques de Voyage - Voyages Vacances - L'Europe A 250

DANS LA PRESSE HEBDOMADAIRE

Agitations

Après une longue période de calme, c'est de nouveau l'agitation qui règne à l'université. De la maternelle à l'université, ces derniers jours ont été marqués par des grèves, des occupations, des initiatives diverses. Chacun s'agitote, chacun cherche à faire entendre sa voix. C'est un peu le chaos, mais c'est aussi la recherche d'un nouveau point d'équilibre.

Dans LE NOUVEAU OBSERVATEUR, Lucien Rouloux remarque l'aspect spectaculaire du syndicalisme enseignant : « Frotter, comme le fait le syndicat, les intérêts matériels et moraux des salariés de l'éducation est souvent considéré comme une preuve de corporatisme étroit. Vouloir rétablir dans la public l'estime de l'enseignant, c'est en fait rétablir un statut d'exception. »

Le même hebdomadaire publie une enquête sur les lycées et Jacques Julliard estime que « la maladie de l'enseignement est la souffrance de la somme qu'un cas particulier du syndrome des grands ensembles : autoritarisme, monotonie, déshumanisation ». En fin, et surtout, comment l'enseignement peut-il être un acte de résistance à la société moderne ? L'enfant à l'école, l'adulte à l'université, le vieillard à l'asile. La vieillesse, la mort, la sélection, la pire des menaces ! Le grand enseignement des jeunes n'est lui-même qu'un cas particulier : la ségrégation des humains par leur âge. Les formes modernes de la division de la société en classes, à tout le moins le reflet de la division capitaliste du travail. A bien des égards le collège et le lycée sont aujourd'hui des lieux produits en amont de l'usine : d'après la manière dont eux-mêmes ont appris, c'est l'avenir de la vieillesse qui se joue.

Pour Catherine Guigon, dans COURS DU JOUR - du soir PROGRAMMEUR ANALYSTE D'EXPLOITATION Niveau exigé : Baccalauréat Durée : 7 à 8 mois POPULTEUR D.O.S. INFORMATIQUE Niveau exigé : B.E.P.C. Sélection rigoureuse avec tests après 30 heures de cours

FAX

Ecole privée fondée en 1950 6, rue d'Amsterdam 75011 PARIS - T. 874-85-50 94, rue Saint-Lazare (P)

MANIFESTATIONS ET INCIDENTS DANS PLUSIEURS UNIVERSITÉS

Défense des étudiants étrangers... et de l'éducation physique

De nouvelles manifestations ont eu lieu lundi 24 mars dans plusieurs universités. A Nice, les étudiants en éducation physique, dont la grève a commencé il y a vingt jours, ont séquestré pendant plusieurs heures le président de l'université. Par solidarité avec eux, les étudiants en éducation physique de l'université Clermont-Ferrand II, en grève depuis une semaine, ont bloqué mardi matin les accès du campus universitaire des Cèzeaux.

A Grenoble, où quarante étudiants étrangers continuent depuis le vendredi 21 mars une grève de la faim pour réclamer l'annulation de la circulaire et des décrets qui modi-

fient les modalités d'inscription de ces étudiants, des manifestations ont eu lieu lundi 24. Un millier d'étudiants qui défilèrent dans le centre de la ville ont été dispersés par la police. Les manifestations qui s'étaient regroupées une heure plus tard devant le rectorat ont été poursuivies jusqu'au campus de Saint-Martin-d'Hères par les forces de police. Un conseiller municipal de Grenoble, M. Bernard Faure (P.S.), a été commotionné au cours d'une bousculade.

Au Mans, les étudiants réunis en assemblée générale ont voté lundi matin la grève pour protester contre la « circulaire Bonnet ».

A Nice : le président est séquestré pendant dix heures

Nice. — Au vingtième jour de la grève qu'ils ont déclenchée pour s'opposer à la suppression progressive de leur section, les étudiants en éducation physique de Nice ont séquestré pendant dix heures, du lundi 24 mars à 15 heures, le président du conseil de l'université, M. Marcel Azzaro. Le doyen de la faculté de droit et des sciences économiques, M. Robert Charvin, et le vice-doyen de la faculté des lettres, M. Jacques Martin, ont également été retenus pendant plusieurs heures, sans incident, à la suite d'une décision prise par le comité de coordination inter-facultés.

Cette action, venant après la reconduction de la grève votée à de larges majorités (droit, 75 %, sciences, 88 %) dans la journée de lundi, par les étudiants de l'ensemble des U.E.R. de l'université de Nice, traduit un net durcissement du mouvement. M. Azzaro, élu président de l'université de Nice, les modalités de cet enseignement peuvent être discutées dans le sens d'une meilleure gestion de la section et d'un aménagement du recrutement en fonction des besoins

De notre correspondant régional

valent se rencontrer ce mardi 25 mars sur le campus de Marseille-Luminy.

Une lueur d'espoir est cependant apparue dans le conflit après l'acceptation du ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs, M. Jean-Pierre Soisson, de recevoir dans les meilleurs délais M. Azzaro. Celui-ci a précisé qu'il se rendrait à Paris non comme porte-parole des étudiants en grève, mais en tant que représentant du conseil de l'université. « Je ne peux pas confirmer au ministre, nous a déclaré M. Azzaro, la décision unanime de mon conseil de maintenir l'enseignement de l'éducation physique à Nice. » Sans que l'une des parties capitule, a ajouté le président de l'université de Nice, les modalités de cet enseignement peuvent être discutées dans le sens d'une meilleure gestion de la section et d'un aménagement du recrutement en fonction des besoins

réels de la région. En dehors même de la préparation au professorat d'E.P.S., il existe incontestablement d'importantes débouchés, notamment dans les domaines des loisirs et du tourisme. Notre souci est surtout de veiller à la qualité des diplômés diplômés. M. Azzaro a souligné de tout état de cause la nécessité de trouver rapidement une solution à la situation actuelle, qui est « préjudiciable à l'ensemble de l'université ». Le président de l'université d'Aix-Marseille-II, M. Georges Serracière, de son côté, engagé des démarches auprès de M. Soisson pour appuyer la position des responsables universitaires locaux. M. Serracière a fait savoir en particulier au ministre que les installations de l'U.E.R.-E.P.S. de Marseille étaient tout juste suffisantes pour accueillir les promotions actuelles d'étudiants locaux et que, par conséquent, il ne serait pas possible de prendre en compte les inscriptions des candidats des départements des Alpes-Maritimes, du Var et de la Corse, reçues jusqu'ici par la section de Nice.

GUY PORTE.

Pour REVOLUTION, ce qui gêne le gouvernement, ce n'est pas la « chaos » vincennais, mais précisément cet ordre « autre » qui était en train de s'y installer : celui du débat ouvert, celui de la responsabilité.

Dans HERDO - T.C. - JEAN-GENAGNE - C.H.R.E.T.I.E.N., Jeanne Branstetter souligne :

« C'est vrai, Vincennes est en proie à des courants idéologiques et politiques, connus, connus de graves problèmes de fonctionnement, à été secouée par des tensions politiques, sans parler des affrontements de drogues menées en équilibre. Mais, sous prétexte de réprimer toutes ces difficultés, ne cherche-t-on pas d'abord à vider Vincennes des étudiants étrangers et de ses travailleurs ? A casser des méthodes originales, « actives » ? A empêcher la participation des étudiants — très intense ici — à la pédagogie et à la vie de l'université, à tous les échelons de la hiérarchie ? Vincennes connaît des « contestations », et c'est peut-être surtout cela qu'on ne pouvait lui pardonner. » « Dommage que certains aient toujours les verges pour se faire battre », regrette-t-elle.

RELIGION

JEAN-PAUL II AU SIÈGE DE L'UNESCO EN JUIN ?

L'éventualité d'un voyage en France au mois de juin de Jean-Paul II semble se confirmer (Le Monde du 4 mars). Mgr Angelo Felici, nonce apostolique à Paris, et Mgr Renzo Rana, observateur permanent du Saint-Siège à l'UNESCO, se rendraient incessamment au Val-de-Vie pour mettre au point les détails encore mal connus de ce déplacement.

Il semble que le pape veuille faire de son voyage en 1981 l'occasion du congrès eucharistique de Lourdes, un déplacement uniquement pastoral. C'est pourquoi, ainsi que la conférence épiscopale de France l'a invité, le pape se rendrait en France dans trois mois de l'été, pour y prononcer un discours à l'UNESCO. Il pourrait ensuite se rendre à Strasbourg, siège de l'Assemblée européenne. L'importance attachée par Jean-Paul II à la culture s'est déjà souvent manifestée depuis le début de son pontificat. Quant à l'Europe, c'est un thème favori en cette année du cinquantième anniversaire de l'anniversaire de saint Benoît.

Mardi 25 mars, en fin de matinée, le Vatican refusait toujours de confirmer le voyage du pape à Paris.

Le syndrome de Vincennes

Jacqueline Rémy, dans le 10^e hebdomadaire, évoque le « syndrome de Vincennes ». Elle note : « Vincennes n'est jamais parvenue à se donner, au fil des ans, un air convenable, c'est peut-être parce qu'elle est issue d'un mariage ambigu. Ni les Vincennais ni leurs détracteurs les plus acharnés ne participent à oublier que cette université expérimentale est à la fois le fils d'Edgar Faure et celle de mai 68. »

Dans ASPECTS DE LA FRANCE, royaliste, Marie-Françoise Tardier se demande si Mme Saunier-Seïte profitera de la crise à Vincennes pour nettoyer ces « services d'Anglais ». REVOLUTION estime que les « vrais ennemis » de Vincennes sont « politiques ». L'hebdomadaire du parti communiste souligne : « Vincennes, aujourd'hui, gêne le pouvoir. Pas parce que c'est un « haut lieu de la drogue ». Cette attitude a été convenue, incontestablement (...) Pas non plus parce que Paris-VIII est la « faculté des travailleurs ». Ici aussi il faut quand même un peu secouer les mythes : dans cette société, ce n'est pas parce qu'une faculté s'ouvre aux non-salariés que la classe ouvrière pourra ouvrir largement devant elle les portes du savoir. »

STAGES DE LANGUE

ESPAÑOL-INITIATION : 60 h, du 18 avril au 27 juin 1980.
ESPAÑOL-RECYCLAGE : 60 h, du 21 avril au 25 juin 1980.
ANGLAIS COMMERCIAL ET ÉCONOMIQUE : 60 h, du 18 avril au 22 juin 1980.
ANGLAIS DU MARKETING : 40 h, du 22 avril au 24 juin 1980.
RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS : UNIVERSITÉ DE PARIS-VIII, Formation Permanente, route de la Tourne, 75711 PARIS CEDEX 12 - Tél. : 374-92-26 ou 374-12-90, poste 388.

مكتبة من الأصل

SCIENCES ET TECHNIQUES

Les responsables français de la sûreté nucléaire tirent les leçons de l'accident américain

« L'APRÈS - THREE MILE ISLAND NE FAIT QUE COMMENCER »

par JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

« **U**n responsable américain a dit que l'accident de Harrisburg était l'accident le plus grave jamais survenu dans une centrale nucléaire. Même si l'on peut contester l'épithète « catastrophique » qui lui a été parfois donnée, on ne peut nier que Harrisburg remet en cause l'approche de la sûreté des réacteurs nucléaires. » Ces commentaires de M. Pierre Tanguy, directeur de l'Institut de protection et de sûreté nucléaire, gardent encore toute leur force. Le déroulement de l'accident, tel qu'il a eu lieu le 28 mars 1979 dans la tranchée nucléaire numéro deux de la centrale de Three-Mile-Island, n'avait pas été prévu, et les dégâts sur le cœur ont dépassé ce qui était « considéré antérieurement comme acceptable ». Aussi, ceux qui sont engagés dans un programme nucléaire civil réfléchissent-ils toujours au processus de l'accident, aux défaillances mécaniques initiales et, surtout aux erreurs humaines qui l'ont engendré. Dans l'immédiat, ils attendent avec impatience que l'on pénètre dans le réacteur

pour mesurer l'étendue des dégâts et préciser certains faits dont les conséquences sont encore mal comprises. Normalement, les opérations de décontamination des bâtiments auxiliaires auraient dû être engagées très rapidement, de manière à accéder, vers la fin de l'année 1979, à l'enceinte de confinement. Les gaz radioactifs résiduels qui y sont contenus (du krypton 85 pour l'essentiel) peuvent, sans aucun danger selon les experts, être progressivement relâchés dans l'atmosphère, faute de quoi l'ouverture du cœur ne peut être effectuée. Programmée en fait pour le milieu de 1980, cette opération connaît sans doute quelque retard du fait de difficultés administratives qui freinent les autorisations de rejet nécessaires. Ces incertitudes, quant aux dates, ne font l'affaire ni de l'exploitant ni des responsables de la Nuclear Regulatory Commission (N.R.C.), qui, comme beaucoup avec eux, considèrent qu'il n'est pas très sain de « laisser pourrir une telle installation ».

Voici presque un an, à la suite d'une série de défaillances mécaniques et d'une incroyable succession d'erreurs humaines, le réacteur numéro 2 de la centrale nucléaire de Three-Mile-Island, implantée à une quinzaine de kilomètres d'Harrisburg (Pennsylvanie), subissait des dégâts considérables. Après quelques heures d'intense émotion, l'équipe de conduite reprenait le contrôle du réacteur sérieusement endommagé par l'accident. Par mesure de précaution, l'autorisation de redémarrer le réacteur numéro 1, pourtant intact, n'était pas accordée. Aujourd'hui, T.M.I.-2 est pratiquement dans l'état où l'a laissé l'accident. Cette situation n'est pas particulièrement satisfaisante. Aussi attend-on que certaines

autorisations soient accordées pour pénétrer dans l'enceinte de confinement du réacteur, ouvrir la cuve et extraire les matières nucléaires du cœur qui s'est vraisemblablement partiellement effondré. Ce n'est qu'après ces opérations et l'analyse minutieuse du combustible nucléaire ainsi récupéré que l'on pourra retracer certaines séquences de l'accident et voir s'il est possible de remettre le réacteur en état. Toutes ces informations sont impatientement attendues par les industriels, les exploitants et les services de sûreté de tous les pays engagés dans un programme nucléaire civil. Car, une fois passée l'émotion soulevée au moment de l'accident, chacun se plaît à penser, avec un réalisme grinçant, que cet accident est en fin de compte bénéfique et

qu'on dispose là d'un précieux banc d'essai. Un banc d'essai coûteux dans le meilleur des cas — redémarrage de T.M.I.-1 en janvier 1981 et de T.M.I.-2 en janvier 1984. Il en coûtera 1 433 millions de dollars aux Américains. Un peu partout, et notamment en France où le rythme des mises en service de nouvelles tranches nucléaires atteint les six par an, on tire donc les leçons de T.M.I. Pour sa part, Electricité de France, en liaison avec les autorités de sûreté, a lancé près de deux cents actions portant sur des études d'intérêt général, sur des améliorations de matériel, et notamment sur tout ce qui concerne le comportement de l'homme en situation d'accident et sa relation avec la machine qu'il contrôle.

Babcock et Wilcox. Heureusement, le réacteur ne fonctionnait qu'à 9 % de sa puissance, mais, selon un ingénieur de la firme, le combustible du cœur aurait certainement souffert s'il avait fonctionné à puissance nominale. Aussi, la troisième étape (analyse et accident) du programme de formation des agents d'E.D.F. sur simulateur a-t-elle été accélérée pour que, dans chaque équipe de conduite d'une centrale nucléaire en fonctionnement ou en démarrage, soit présent au moins un agent qui ait reçu cet enseignement. A la fin de 1980, tout le monde devrait l'avoir reçu. D'autre part, E.D.F. étudie actuellement avec I.B.M. les moyens qui permettraient de rendre cet enseignement plus utile encore en installant dans chaque centrale des ordinateurs ou des terminaux aidant la personne à résoudre des cas simulés par l'ordinateur.

Une atmosphère humide

Le cœur du réacteur est en effet vraisemblablement effondré en partie, à la suite de la surchauffe dont il a été victime. Dans son rapport au président Carter, John Kemeny et son équipe estiment que 44 % à 63 % des gaines métalliques qui protègent le combustible (de l'uranium enrichi à 3 % environ) ont été plus ou moins endommagées au cours de l'accident. D'autre part, certains des équipements du cœur ont été soumis à des températures comprises entre 1 200 et 2 000 °C, et l'on n'exclut nullement qu'une partie des barres de contrôle du réacteur aient fondu. Fort heureusement, il est probable que la température de fusion du combustible (2 800 °C) n'a pas été atteinte, mais il s'en est fallu de trente à soixante minutes seulement, selon les conclusions du rapport Rogovin, rédigé à l'intention de la N.R.C., qu'une telle éventualité ne soit devenue réalité, ce qui aurait irrémédiablement donné lieu à un important relâchement de matière

radio-active dans le bâtiment principal de la centrale. Décontaminer rapidement, ouvrir la cuve du réacteur et extraire le combustible du cœur pour rendre la centrale totalement inoffensive sont donc les soucis majeurs de la N.R.C. qui s'inquiète du temps perdu. A trop attendre, ne risque-t-on pas en effet de se trouver dans l'impossibilité de remettre en état certains des matériels mécaniques — notamment des appareils de manutention — indispensables pour mener à bien ces opérations ? Or, depuis un an déjà, ces appareils baignent dans une atmosphère humide pour laquelle ils n'avaient été nullement conçus. En attendant, les équipes se préparent. Un spécialiste français de la décontamination s'apprête à se rendre pour six mois aux Etats-Unis, et des discussions sont en cours sous l'égide de l'O.C.D.E. pour organiser la distribution à des laboratoires spécialisés du monde entier des échantillons de matière nucléaire

L'ordre des urgences

Le même souci de pallier des carences, d'améliorer les dispositifs, anime également en France les autorités de sûreté, les industriels et Electricité de France, et l'on a coutume de dire que « l'après-T.M.I. ne fait que commencer ». Aux modifications immédiates réclamées dès avril 1979 sur les centrales françaises par les autorités de sûreté se sont ajoutées l'ensemble des recommandations transmises en août dernier à E.D.F. par le Service central de sûreté des installations nucléaires (S.C.S.I.N.). Celles-ci se sont traduites par une série de quarante-huit propositions quatre-vingt-six rubriques, qu'E.D.F. a transmises au S.C.S.I.N. en octobre 1979.

Toutes ces études et tous ces essais ne sont pas nécessairement nouveaux, mais l'on convient que « si T.M.I. n'a pas forcément modifié la façon de voir les choses, il a en revanche marqué l'ordre des urgences ». A telle ensei-

gne que certaines dispositions ont été immédiatement prises, comme, par exemple, l'installation d'un détecteur d'effluents de l'eau de refroidissement du réacteur pour savoir ce qui se passe dans le cœur. Certaines autres études ont été accélérées, voire déclenchées par l'accident d'Harrisburg. Quelques-unes se demandent même si l'on n'a pas, peut-être à l'instar des Américains, accordé trop d'attention aux accidents dits « de référence » et pas assez aux petites défaillances qui peuvent, avec le temps, donner lieu à des catastrophes. Une opinion que ne partage pas totalement les autorités de sûreté françaises.

De même se penche-t-on sur les modifications qu'il conviendrait d'apporter au fonctionnement de certains organes pour réduire les risques de défaillances qu'ils pourraient connaître, amonçant ainsi des séquences d'accident grave.

Des actions concrètes

Toutes ces réflexions, qui portent beaucoup plus sur la sûreté et l'exploitation que sur le système lui-même — les services de sûreté se plaçant d'ailleurs à rappeler qu'aucune défaillance des automatismes n'a été observée à Harrisburg — devraient s'achever à la fin de 1980. Deux d'entre elles, seulement, continueront en 1981, et, aujourd'hui, E.D.F. peut annoncer que trente-deux d'entre elles sont terminées et soumises aux autorités de sûreté. Certaines ont déjà suscité

des actions concrètes sur les centrales, comme la mise en service automatique des pilges à lode, l'étude de l'amélioration du circuit de refroidissement à l'arrêt du réacteur, les mesures de protection contre certains matériels qui peuvent être uoyés en cas d'accident, l'installation d'appareils de mesure de la température de sortie du cœur avec une gamme d'utilisation plus large. Mais, en plus de ces considérations techniques, « le vrai problème est celui de l'exploitation

Un temps suffisant

A ces différentes actions, s'ajoute celle qu'E.D.F. a lancée sur les relations que l'homme a avec la machine qu'il doit contrôler. Quelles séquences de sécurité doivent être automatisées pour que, lorsqu'un problème se pose, l'agent de conduite dispose d'un temps suffisant — une vingtaine de minutes — pour prendre connaissance du phénomène, établir un diagnostic et amener l'installation sur une position de repli sûr ? Dans ces conditions, quelles informations précises et en quantité limitée faut-il lui fournir pour l'aider dans sa réflexion ?

Ces mesures ne sont-elles pas perturbées par l'accident ? Sont-elles correctement disposées et clairement visibles en salle de commande ? Il ne fait pas de doute que les réponses à ces questions vont entraîner des modifications des pupitres de commande des centrales existantes et, pour les futurs réacteurs de 1 300 mégawatts, on réduira aux moyens d'améliorer encore cette information et cette aide au diagnostic pour les chefs de bloc.

La « Double hélice » d'ADN

Le modèle de Watson et Crick est remis en question. FAUDRA-T-IL un jour ranger au magasin des idées géniales, fructueuses, mais finalement fausses, le modèle de la « double hélice » proposé, en 1953, par Watson et Crick comme étant la structure de l'acide désoxyribonucléique (ADN) ? C'est loin d'être évident, et rien ne permet sérieusement de le penser. Mais il n'est pas exclu d'imaginer que, tout comme la mécanique newtonienne, le modèle de Watson et Crick n'est peut-être que partiellement juste. Deux séries d'expériences semblent en effet nuancer aujourd'hui que, dans certains cas, la double hélice tourne à gauche, et non pas à droite, comme l'ont montré, il y a vingt-six ans, les deux chercheurs qui ont reçu le prix Nobel en 1962. Selon Watson et Crick, la molécule d'ADN qui contient le code génétique se présente sous la forme d'une double hélice tournant à droite (voir le schéma page 18), les deux brins étant retenus ensemble par des ponts moléculaires formés chacun de deux bases azotées : ces ponts sont soit de la forme adénine-thymine (A-T), soit de la forme guanine-cytosine (G-C). Les deux brins sont ainsi complémentaires, la lecture du message que contient l'un d'eux — par exemple CCATACGGA — permettant de déterminer celui qui porte l'autre — dans ce cas GGATATGCC. C'est cette propriété qui permet, lors de la division cellulaire, au cours de laquelle les deux brins de la molécule se séparent, que soient reconstruits deux molécules d'ADN exactement semblables à la molécule originelle.

XAVIER WEEGER.
(Lire la suite page 18.)

EN TOUTE LOGIQUE

PUISSANCE 5

La surpopulation de calculatrices dans notre environnement relève de plus en plus le thème des nombres aux théoriciens et aux amateurs de divertissements. Profitez-en donc. Sauvez-vous démontrer une propriété qui semble aussi surprenante à ceux qui la voient pour la première fois qu'à ceux qui l'ont oubliée : la différence entre la puissance cinquième d'un nombre et ce nombre est divisible par 5 :

$$n^5 - n$$

SOLUTION DU PROBLEME N° 167

Voici, selon Amyril Ancien, les obstacles que rencontrerait un joueur de Loto entreprenant de remplir suffisamment de bulletins pour gagner à coup sûr. Le nombre de grilles à remplir est :

$$49 \times 49 \times 47 \times 46 \times 45 \times 44 \times 43 \times 42 \times 41 \times 40 \times 39 \times 38 \times 37 \times 36 \times 35 \times 34 \times 33 \times 32 \times 31 \times 30 \times 29 \times 28 \times 27 \times 26 \times 25 \times 24 \times 23 \times 22 \times 21 \times 20 \times 19 \times 18 \times 17 \times 16 \times 15 \times 14 \times 13 \times 12 \times 11 \times 10 \times 9 \times 8 \times 7 \times 6 \times 5 \times 4 \times 3 \times 2 \times 1 = 13\ 983\ 816$$

Il faut donc tracer six fois plus de croix, soit : 83 902 896 croix. Au crayon à bille, bleu ou noir, chaque croix ne peut être faite en moins d'une demi-seconde, soit :

$$41\ 951\ 448 \text{ secondes} = 1 \text{ an } 120 \text{ jours } 13 \text{ heures } 10 \text{ minutes } 48 \text{ secondes.}$$

Ce temps est incompatible avec le délai d'une semaine, mais, bien sûr, il est possible de se préparer à l'avance. En travaillant quarante heures par semaine, on obtient plus de cinq ans et sept mois. En outre, les grilles remplies représenteraient :

$$13\ 983\ 816 \times 6 = 1\ 747\ 877 \text{ bulletins}$$

puisque chacun en contient 6. Cela implique également plus de 8 tonnes de papier, représentant une pile de plus de 400 mètres de hauteur. Cela implique enfin d'acheter pour 13 983 816 francs de bulletins... sans compter l'échec des crayons à bille.

PIERRE BERLOQUIN.

Jacques Monod

l'homme et son œuvre

L'Homme :

- Hommage à Jacques Monod
- Les origines de la biologie moléculaire
- 32 personnalités qui ont collaboré avec Jacques Monod en présentant divers portraits.

L'Ouvre :

- Selected papers in molecular biology par Jacques Monod
- Une sélection d'articles de Jacques Monod en biologie moléculaire

EDITIONS ETUDES VIVANTES

19-31, rue de l'Ancienne Comédie - 75006 PARIS - Tél. : 325.54.32.

Le modèle de Watson et Crick est remis en question

FAUDRA-T-IL un jour ranger au magasin des idées géniales, fructueuses, mais finalement fausses, le modèle de la « double hélice » proposé, en 1953, par Watson et Crick comme étant la structure de l'acide désoxyribonucléique (ADN) ? C'est loin d'être évident, et rien ne permet sérieusement de le penser. Mais il n'est pas exclu d'imaginer que, tout comme la mécanique newtonienne, le modèle de Watson et Crick n'est peut-être que partiellement juste. Deux séries d'expériences semblent en effet nuancer aujourd'hui que, dans certains cas, la double hélice tourne à gauche, et non pas à droite, comme l'ont montré, il y a vingt-six ans, les deux chercheurs qui ont reçu le prix Nobel en 1962. Selon Watson et Crick, la molécule d'ADN qui contient le code génétique se présente sous la forme d'une double hélice tournant à droite (voir le schéma page 18), les deux brins étant retenus ensemble par des ponts moléculaires formés chacun de deux bases azotées : ces ponts sont soit de la forme adénine-thymine (A-T), soit de la forme guanine-cytosine (G-C). Les deux brins sont ainsi complémentaires, la lecture du message que contient l'un d'eux — par exemple CCATACGGA — permettant de déterminer celui qui porte l'autre — dans ce cas GGATATGCC. C'est cette propriété qui permet, lors de la division cellulaire, au cours de laquelle les deux brins de la molécule se séparent, que soient reconstruits deux molécules d'ADN exactement semblables à la molécule originelle.

XAVIER WEEGER.
(Lire la suite page 18.)

Grâce à des satellites américains et à des équipements franco-canadiens

La technique spatiale au secours des bateaux et avions en détresse

Souvent, il est arrivé, même dans un passé proche, que l'épave d'un avion ou d'un bateau, pour laquelle des opérations de secours avaient été déclenchées, ne soit découverte qu'après vingt-quatre heures ou même plusieurs jours de patientes recherches. Des événements récents témoignent de ces difficultés que les sauveteurs, faute d'informations suffisamment précises sur le lien exact du sinistre, rencontrent pour diriger leurs recherches.

Certes, il existe déjà des radiobalises de détresse fonctionnant sur les fréquences internationales 121,5 et 243 mégahertz : mais le manque d'homogénéité des règlements à l'échelle internationale dans ce

domaine ou parfois même leur absence font que les avions de tourisme ou de ligne, les navires marchands et les bateaux de plaisance ne sont pas nécessairement tenus d'en être dotés. A cette carence réglementaire s'ajoute le fait que les équipements actuels ne sont pas entièrement satisfaisants, car leur repérage, lors d'un sinistre, manque de précision.

C'est la raison pour laquelle les Etats-Unis, le Canada et la France ont imaginé de faire appel aux satellites et aux techniques spatiales (programme SARSAT) pour, d'une part, réduire les marges d'erreur de localisation des radiobalisees 121.5 et 243 MHz déjà commercialisées et d'autre part, développer et tester un

système expérimental français mieux adapté, fonctionnant sur 400 MHz (SARGOS) et permettant des repérages à quelques kilomètres près, au lieu de vingt à trente dans le cas précédent. Les premiers essais de SARGAS devraient commencer peu après le lancement, vers le milieu de 1982, d'un des trois satellites météorologiques américains TIROS-N/NOAA choisis pour ce programme. Le premier des équipements SARGOS devrait être transporté en juillet prochain au satellite pour y être installé au satellite. Si l'on veut satisfaction, il pourrait servir de point de départ à un réseau opérationnel de recherche et de sauvetage par satellite.

Toulouse, et le Canada se proposent de construire chacun une de ces stations, tandis que les Etats-Unis envisagent d'en réaliser trois : une pour l'armée de l'air américaine, une pour les Coast Guards et une pour la NASA.

Ainsi SARGOS permet-il de fonctionner selon deux modes : de façon instantanée en couvrant une zone de quelque 3 000 kilomètres de diamètre, ou de manière différée en assurant une couverture mondiale du globe, le délai de retransmission du message pouvant dans ce cas, avec un système de quatre satellites en orbite, aller de soixante à soixante-dix minutes, à la latitude de la France, à deux heures, deux heures trente, à celle de l'équateur.

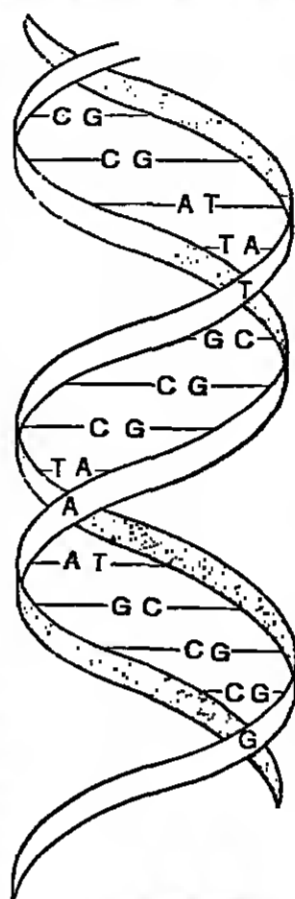
A ces avantages s'ajoute enfin le fait que ces puissances radio-actives (3 à 5 watts) émettent en même temps le leur signal de détresse un message spécifique court — 80 à 100 bits — dont le contenu reste à définir. Le système opérationnel verrait le jour dans les années à venir. Dans l'immédiat, on peut imaginer que le message contiendrait des indications sur la nationalité du bateau ou de l'avion en difficulté, sur son numéro d'identification, sur la nature des problèmes qui le concernent, sur le temps écoulé depuis l'accident, etc. Tous renseignements qui ne peuvent que faciliter la tâche des sauveteurs et éliminer les fausses alertes si fréquentes avec les systèmes actuels.

Un réseau opérationnel

Dans le cas où, pendant la phase de démonstration de quinze mois — elle pourrait être éventuellement prolongée, — le système SARGOS donnerait satisfaction, on pourrait envisager

lisation, on pourrait envisager la mise en place d'un système opérationnel de quatre à six satellites qui ne pourrait être, de l'avis des spécialistes, qu'international. A cet égard, l'intérêt marqué par la Norvège et le Japon pour la phase expérimentale du programme Sarsat est encourageante, tout comme les négociations engagées avec l'Union soviétique, qui a décidé de mettre en place son propre système de repérage (COSPAS) fonctionnant

J.F. A.



pourraient aussi bien s'expliquer par d'autres modèles de structure.

Plus récemment, c'est le principe même de l'enroulement permanent des deux brins l'un autour de l'autre, toujours dans le même sens (l'hélice tournant à droite), qui, dans certains cas, a paru devoir être remis en cause, en particulier par des expérimentations effectuées sur des molécules circulaires d'ADN telles que l'on peut en trouver dans certains virus. Et l'on trouve en effet l'un des deux « tours » de la chaîne d'ADN, on peut séparer les deux brins de la molécule. Après avoir refermé sur lui-même le brin qu'on a coupé, on peut, dans certaines conditions, constater que les deux brins circulaires qui se sont ainsi parés s'enroulent de nouveau l'un autour de l'autre, ainsi qu'il

peut le faire de deux bracelets élastiques. Comme, cette fois, chacun des deux brins est resté fermé sur lui-même, il est évident que, sur la nouvelle molécule torsadée que l'on obtient, doivent exister autant de tours à droite que de tours à gauche. Or cette forme d'ADN fabriquée artificiellement, que l'on a baptisée ADN-V, semble, à l'analyse, indiscernable de l'ADN « naturel » (ADN-B) qui, selon le modèle de Watson et Crick, ne comporte que des tours à droite...

Plus récemment encore, des chercheurs du Massachusetts Institute of Technology (M.I.T.) ont montré, à la fin de l'année dernière, qu'un fragment particulier de l'ADN d'un organisme « message » CGCGGC cristallise sous forme d'une double hélice, au diamètre légèrement plus petit que celui de l'hélice de Watson et Crick (18. angstroms au lieu de 20 (1)), et qui est capable de transporter un message hélico présente de nombreuses différences avec celle de Watson et Crick : en particulier, les bases semblent plus accessibles à l'environnement extérieur, et l'ossature de la molécule (des sucres et des phosphates) est dans une disposition beaucoup plus « saignée ». Cette forme d'ADN a été baptisée ADN-Z.

Un modèle approximatif

En fait, soulignent certains chercheurs, il y a longtemps que l'on sait que le modèle de Watson et Crick n'est qu'approximatif. Des équipes avaient même suggéré, il y a déjà quelques années, que l'ADN pouvait fort bien, dans certains cas, tourner à gauche, mais la force d'un modèle datant de plus d'un quart de siècle est telle qu'ils n'avaient pas été entendus jusqu'à ces derniers mois.

Le modèle de Watson et Crick restera probablement « assez généralement » valable, estime M. Henri Buc, qui dirige une unité de physico-chimie des macromolécules biologiques à l'Institut Pasteur. Mais il est certain que des recherches vont maintenant se développer pour essayer de déterminer dans quelles conditions la molécule d'ADN peut prendre ces configurations différentes de la configuration « normale », et à quel mécanisme il est possible de les associer. On peut par exemple penser (ce que nous ne pouvons pas confirmer, car déjà réalisées) que ces formes différentes de l'ADN pourraient correspondre à des séquences spéciales du code génétique que cette molécule contient. On pourrait expliquer ainsi comment les enzymes peuvent reconnaître, de l'extérieur, une « case » particulière de ce code génétique, indiquant par exemple le début du gène responsable de la synthèse d'une protéine.

XAVIER WEEGER.

(1) Un angström est le dix milliardième du mètre.

LIVRES

Les manipulations génétiques

Enfin une voix discordante ? De tous part, notent les auteurs de l'ouvrage collectif les *Manipulations génétiques*, on ne cesse de charger les louanges de la biologie moderne, et en particulier de l'ingénierie génétique. Pourtant, estiment-ils, et c'est la thèse centrale de leur livre, cette biologie est loin d'être sans risques. Il serait illusoire de penser que les manipulations génétiques résoudreont les grands problèmes de ce temps (comme celui de l'alimentation des hommes), qui sont avant tout de nature politique.

Le sujet est passionnant, et

les arguments des opposants eux manipulations génétiques méritent, évidemment, d'être entendus. Malheureusement, l'ouvrage pèche sur plusieurs points. Les développements sur la réalité des risques — comme c'est hélas souvent le cas pour ce type de débats très techniques — passent largement au-dessous de la ligne du bon sens. Surtout, la quatrième partie, intitulée *Le fond du problème*, est peu convaincante : les arguments et l'analyse paraissent un peu légers, et l'on peut se demander si le caractère collectif de l'ouvrage ne lui a finalement pas nu.

L'institution scientifique

Il n'est pas courant de voir des scientifiques mettre en avant les limites de leur discipline, comme les auteurs tentent de le faire dans deux chapitres (*Les limites de la biologie moléculaire* et *La signification des manipulations génétiques pour la recherche scientifique*). Cette partie, qui aurait pu ouvrir une voie de réflexion passionnante (ce thème valait à lui seul un ouvrage), laisse mattemment le lecteur sur sa faim.

Cet ouvrage n'en reste pas moins fort intéressant, en particulier dans ses parties historiques, ou dans certaines pages de reportage au sein de l'institution scientifique qui méritaient d'être écrites. Il faut souhaiter que soient publiés d'autres livres, plus convaincants. — X. W.

★ *Les Manipulations génétiques*, par Agata Mendel (ouvrage collectif). Editions du Seuil, coll. « Science ouverte », 332 p., 60 F environ.

★ Dictionnaire technique du pétrole, anglais-français, français-anglais. Editions Technip, 7, rue Ginoux, 75737 Paris Cedex 13

Les médecins

[illegible]

ODOUL
Garde-

16 Rue

مَكَز، مِنَ الْأَصْلِ

AU COLLOQUE DE CLAMART

L'hôpital à l'heure des choix

L'hôpital absorbe aujourd'hui la moitié des ressources de l'assurance-maladie. Cette donnée n'est nouvelle ni pour les médecins hospitaliers, ni pour les administrateurs, ni pour les malades. Qu'il faille s'interroger sur le bien-fondé de l'utilisation de telles masses financières apparaît, en conséquence, évident. Sans doute est-ce l'une des raisons qui ont poussé

les professeurs Jean-Pierre Etienne et Robert Flamant à organiser sur ce thème la quatrième Journée de santé publique, qui vient d'avoir lieu à l'hôpital Antoine-Béchère de Clamart (université Paris-Sud). « L'hôpital à l'heure des choix », tel en était l'intitulé : choix économique, choix social, et, en dernière analyse, choix politique.

L'hôpital public est l'un des tout premiers employeurs de France : avec un effectif de cinq cent trente mille personnes, il dépasse de loin la S.N.C.F. (deux cent soixante mille) ou la régie Renault (deux cent quarante mille). C'est en rappelant ces données que Mme Michèle Fardeau, professeur à l'université Paris VI, a situé la place de l'hôpital dans l'économie nationale. Aussi, les établissements hospitaliers, a-t-elle ajouté, contribuent-ils à la croissance, puisque, notamment, « ils jouent un rôle de correcteur des dysfonctionnements de notre système économique et social ».

L'hôpital achète : il a acquis, par exemple, en 1979, pour 8 milliards de francs de produits alimentaires, pharmaceutiques, industriels et de services externes. D'un autre côté, l'hôpital produit de plus en plus de soins : cette production, a noté Mme Fardeau, a été multipliée par cinq et demi entre 1960 et 1978. Ainsi, a ajouté dans le même sens Mme Simone Sandier (CREDOC), le volume des consultations externes dispensées par l'hôpital a-t-il été multiplié par quinze en treize ans. On conçoit que, dans de telles conditions, les effectifs hospitaliers aient été de leur côté multipliés par deux et demi en quinze ans.

Pourtant, une telle croissance a-t-elle été réellement maîtrisée par les pouvoirs publics ? Il ne le semble pas. En quinze ans, a indiqué M. Moreau (direction générale de la santé), cent soixante mille lits ont été ajoutés au parc hospitalier (dont cent vingt-cinq mille dans le secteur public). En fait, a-t-il ajouté, ce n'est pas tant le nombre de lits qui a augmenté, mais le nombre de lits déclarés, quelque quarante mille lits excédentaires. Certes, la carte sanitaire existe, « outil normatif » qui fixe, zone par zone, l'implantation des équipements en fonction des besoins. Encore faudrait-il qu'elle soit respectée, et M. Moreau a indiqué que, si le secteur hospitalier privé s'y pliait rigoureusement, il n'en allait pas de même pour le secteur public, puisque, sur la lancée de décisions anciennes, l'on a continué — et l'on continue — à ouvrir des lits et des équipements « dont on se demande comment ils vont servir ».

Le rôle inflationniste d'un tel suréquipement est évident. D'autant qu'un certain nombre de mécanismes internes de l'hôpital vont dans le même sens : on continue par exemple, a déclaré M. Gérard Vincent, directeur de l'hôpital-Dieu, à mesurer l'activité hospitalière en « journées » malgré le caractère périodique de cet instrument d'évaluation. De ces défauts — et de leur coût — bon nombre d'hospitaliers et d'administrateurs sont aujourd'hui conscients, comme en té-

moins l'attention qui est portée depuis plusieurs années à des méthodes d'évaluation expérimentales en Amérique du Nord, et dont le docteur Jean-François Lacroix (Paris) a rappelé le principe lors de la Journée de Clamart. Ainsi, les États-Unis ont-ils mis en place un système dit « P.S.R.O. » (Professional Standard Review Organization), rendu obligatoire depuis 1972. Le territoire américain a été divisé en zones comprenant chacune environ un million de personnes, à l'intérieur desquelles des médecins volontaires, et agréés par un conseil de praticiens travaillant dans la zone, contrôlent le bien-fondé des hospitalisations, préparent la sortie des malades, examinent un certain nombre de dossiers qu'ils comparent à une grille théorique d'activité optimale. Enfin, les médecins du P.S.R.O. établissent des profils d'activité moyenne, pour les praticiens, et des sobriétés de consommation médicale, pour chaque grand type de maladie. « La finalité initiale de ce système était économique, bien plus que médicale », en moyenne, le nombre de journées d'hospitalisation a baissé de 15 % par an et le bénéfice qui en résulte est évalué à quelque 5 millions de dollars.

Eviter les actes inutiles

Le Québec, quant à lui, a mis en vigueur un système de gratuité totale des soins, à l'aide d'un tiers-payant généralisé, ce qui a favorisé l'implantation d'un « comité d'inspection professionnelle », lieu du corps médical, lequel contrôle l'activité des médecins hospitaliers comme des praticiens de ville. « Le système », a estimé le docteur Lacroix, « n'est pas parfait, d'autant qu'il ne contrôle pas l'activité de rassemblement d'une masse de données épidémiologiques du plus haut intérêt ». Actuellement, le Québec semble seul dans ce cas dans le monde occidental — avoir maîtrisé la croissance de ses dépenses de santé, a conclu le docteur Lacroix : mais le Canada a brutalement stoppé la croissance de ses effectifs médicaux, ce qui est sans doute un autre élément d'explication.

Ces systèmes sont-ils « exportables » ailleurs et notamment utilisables en France ? D'ores et déjà, des expériences ont été menées en lieu — dans un esprit assez différent — comme l'a rappelé le professeur Pierre Denoix, à propos de l'Institut Gustave-Roussy de Villejuif, et comme l'a indiqué au cours de l'année 1979 à l'hôpital Henri-Mondor de Créteil (le Monde du 19 janvier). Le professeur Claude Béraud (Bordeaux) a présenté de son côté les résultats

d'une enquête effectuée dans son service, qui a permis de constater qu'un certain nombre d'hospitalisations et d'examen systématiques n'étaient pas justifiés, ce qui montre, a-t-il remarqué, une insuffisance de réflexion au moment même de la décision. « Nous sommes responsables, vis-à-vis de la collectivité, de nos actes médicaux ».

Dans le même sens, M. Jean-Marc Simon et le professeur Dominique Jolly, ancien et actuel directeur du Plan à l'Assistance publique de Paris, ont estimé qu'il semblait admis aujourd'hui en France qu'un contrôle portant sur la qualité des soins sur leur coût et sur l'opportunité d'un certain nombre de décisions médicales. « La collectivité qui finance », a dit M. Jolly, « demande de plus en plus de justifications ».

Si l'on s'interroge sur le développement extraordinaire de l'hôpital dans les années récentes, a conclu le professeur Etienne, c'est que l'on s'interroge sur un certain nombre de facteurs économiques et sociaux : pourquoi recourt-on plus à l'hôpital qu'on ne le faisait auparavant ? Parce qu'on y trouve la sécurité technique, une concentration inégalée d'effectifs de personnels compétents, parce que l'hôpital recueille une quantité de données pour compte d'une société d'abondance. Certes, l'hôpital doit contrôler lui-même, médecins en tête, ses propres activités et s'interroger sur leur bien-fondé, sur leur coût, sur leur utilité. Mais « l'hôpital s'est développé », a-t-il conclu, « car la société y trouve son compte ».

CLAIRE BRISSET.

L'usage abusif des rayons X

Les généralistes ou spécialistes autres que des radiologues, et donc qualifiés en radiologie, réalisent en France 54 % des actes radiologiques, dont 87 % des radioscopies. Ces praticiens n'ont malheureusement reçu qu'une formation très insuffisante en matière de radioprotection, et le matériel qu'ils utilisent est trop souvent vétuste.

L'émission de télévision qui a été consacrée à ce thème lundi 24 mars (« Question de temps », Antenne 2) a attiré notamment l'attention sur la disproportion existant entre le nombre abertant des installations de rayons X en France et les moyens de surveillance dont disposent les pouvoirs publics pour s'assurer de leur innocuité.

Contre la vogue des examens radiologiques systématiques

Une « catastrophe écologique »

De même que devraient être strictement interdits les appareils de radioscopie, qui constituent, irradiation incluse, une « catastrophe écologique ».

« La réglementation qui régit, en France, l'emploi des rayons X est indigne d'un pays évolué », ajoute-t-il, et l'on peut d'autant plus s'étonner de cette situation que l'irradiation médicale constitue, et de loin, la source la plus importante de rayonnements après ceux dus à la géologie terrestre.

L'innocuité et les risques de l'usage abusif des rayons X sont amplement démontrés. Une étude américaine récente en donne un exemple frappant. Les services d'obstétrique, de pneumologie et de radiologie de la Mayo Clinic (Rochester, États-Unis) ont étudié les cas de douze mille cent sept accouchements chez les femmes qui avaient subi une radiographie de routine lors de la première ou de la seconde visite prénatale, ou lors d'une quelconque alerte pathologique ultérieure. Chez quarante-huit d'entre elles, les radiographies ainsi pratiquées ont montré une anomalie.

Dans tous les cas, dont les doses

siens ont été vérifiées, l'examen clinique et l'interrogatoire auraient à eux seuls commandé la vérification radiographique.

Chez aucune des douze mille cent sept femmes observées, la radiographie thoracique de routine n'a fourni la moindre indication que n'aurait déjà décelée la clinique. Or le coût total de ces examens s'est élevé à 500 000 francs. C'est donc un véritable gaspillage financier qui vient s'ajouter au risque, si minime soit-il, que représente une irradiation inutile. Risque pour la mère, et risque plus important encore pour l'enfant à naître.

Le professeur Jean-Charles Sourin, actuel directeur général de la santé, avait suggéré en 1977 que soient créés un « permis d'irradier » pour les médecins ou dentistes, qui disposeraient d'installations de rayons X, et une « carte d'irradiation » pour les patients, où devraient être consignées toutes les interventions recourant aux rayons X. Ces suggestions judicieuses n'ont toujours pas connu d'applications concrètes (1).

Il serait plus que temps que des mesures énergiques soient enfin adoptées pour la protection des populations, afin que cesse le dangereux pavlovisme de ce qui a représenté l'une des plus importantes acquisitions de la médecine depuis un siècle.

Dr ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

(1) « Le Monde de la médecine » a consacré une page à ces problèmes les 18 août et 17 novembre 1976, et le 30 janvier 1980.

Les clés du succès

Ouvrez toutes grandes les portes de la réussite...



Vous le savez les calculateurs de poche sont autorisés aux examens. C'est pour vous l'assurance d'un précieux gain de temps et d'une meilleure efficacité.

Pour être encore plus brillant aux examens et aux concours, utilisez un calculateur Hewlett-Packard série E.

Un calculateur HP n'a rien de commun avec les petites machines que vous connaissez. Il est beaucoup plus efficace : en un clin d'œil, il effectue, entre autres, les quatre opérations, les fonctions trigonométriques, les exponentielles, les conversions d'unités d'angle et de coordonnées rectangulaires/polaires. Il est également équipé de plusieurs mémoires et vérifie de lui-même son bon fonctionnement !

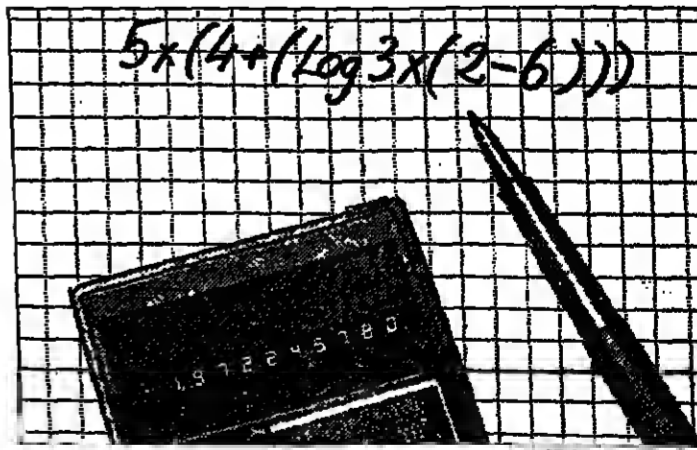
Il travaille selon la logique informatique, la notation polonaise inverse, qui simplifie et accélère les calculs. Une démonstration s'impose ! Comme les ordinateurs HP, les calculateurs HP sont fiables et particulièrement résistants.

Dans la série E, il existe trois calculateurs scientifiques dont un est programmable (de 295 F à 565 F* maximum).

N'hésitez plus, faites dès maintenant cet investissement ; votre calculateur HP série E vous permettra d'être plus sûr de vous, pendant

toute la durée de vos études et plus tard... dans votre vie professionnelle.

Venez vite chez votre distributeur HP et demandez-lui une démonstration des « clés du succès ». Pour connaître l'adresse des distributeurs HP, contactez Hewlett-Packard, BP n° 6-91401 Orsay Cedex Tél. : 907.78.25



Les médecins à tout faire...

Chaque médecin dispose, en droit, de la possibilité d'effectuer tous les types d'actes médicaux et chirurgicaux. Cette règle — celle de l'omnipotence du diplôme de docteur en médecine — est-elle encore applicable aujourd'hui, alors que les disciplines médicales se sont diversifiées, que les techniques sont de plus en plus complexes et que le rôle des « compétences » reconnues par la Faculté s'allonge constamment ? Telle est la question qu'a posée, lors de la Journée de Clamart, le professeur Jean-Charles Sourin, directeur général de la santé. « Est-ce bien raisonnable d'admettre que tout médecin, quelle que soit la formation qu'il a reçue — minimale ou du plus haut niveau — soit reconnu apte à couvrir un tel champ d'activité, sans limite ? ».

« Certes », a-t-il poursuivi, le code de déontologie médicale impose aux médecins de n'entreprendre que les soins qui sont du domaine « de sa compétence » ou de ses possibilités. Certes, il existe déjà certaines exigences techniques dans quelques disciplines. On ne peut d'ailleurs imaginer que seul un médecin ayant obtenu une qualification ad hoc puisse exécuter tel ou tel acte technique : ce morcellement de la médecine n'est pas souhaitable pour le malade qui serait bafoué de compétences partielles en compétences partielles. »

On peut, en revanche, concevoir que la Sécurité sociale rembourse différemment les actes en fonction de la qualification de celui qui les pratique. C'est cette voie qui, semble-t-il, a été retenue pour le moment l'adhésion du ministre.

Un autre problème, lié à celui qu'évoquait le professeur Sourin, est celui de l'incapacité du médecin, qu'elle soit due à une insuffisance professionnelle ou à un état pathologique. Ce sujet, qu'a traité, lors de la Journée de Clamart, le docteur Louis René, président de l'ordre départemental des médecins de Paris, mérite aussi attention, à un moment où les promotions de médecins grossissent chaque année les effectifs de praticiens. Actuellement, en cas d'infirmité ou d'état pathologique rendant dangereux l'exercice de la médecine, les conseils régionaux de l'ordre peuvent suspendre temporairement le droit d'exercer. Cette procédure est trop lourde, a estimé le docteur René, il serait utile de mettre au point un système permettant de déclencher l'incapacité sans établir pour autant une codification rigide et paralysante. Les États-Unis, par exemple, ont instauré en 1973 la « requalification » des chirurgiens. Peut-on envisager une reconduction périodique par les pairs ? Une formule reste à trouver.

ODOUL
Garde-meubles
208 10-30
16 Rue de l'Atlas - PARIS XIX



**HEWLETT
PACKARD**

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES
704.70.20 (signes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

NOUVEAUX SPECTACLES
Studio d'itty (872-37-43).
 20 h. 30 : Les deux sœurs.
 Electre.
Marie-Stuart (908-17-80).
 20 h. 30 : Les deux termites
 de Jeanne Poimareu.
Vitry (680-85-20). 20 h. 30 :
 Les deux de sapin.
Sarcouy (622-22-68). 21 h. :
 Les limites de la mer.
Conservatoire (246-12-61).
 20 h. 30 : Exil de mémoire.
Le Théâtre de la
(329-34-36). 20 h. : Conte
 d'enfer.
Ensemble Marais (271-10-19).
 20 h. 30 : Jacoby mime.
Marche-Pied (639-72-45).
 21 h. 30 : Jamais deux sans

Opéra (1742-57-30), 20 h. : Pojadas et
Mélissandre.
Salle Favart (236-12-20), 10 h. 30 :
le Peuple et le Roi.
Comédie - Française (236-10-20) :
20 h. 30 : les Femmes savantes.
Chaillet, Bouffier (172-81-15), 20 h. 30 :
la Dernière soirée Pier Paolo Pasolini.
Odéon (325-70-20), 20 h. 30 : la Foire
de Saint-Germain.
Petit Odéon (325-70-27), 18 h. 30 :
A cinquante ans elle découvrait
la mer.
Théâtre de la Ville (291-96-06), 20 h. 30 : le
Camp du Drap d'or.
Théâtre D. E. F. (197-96-06), 20 h. 30 :
Pelléas et Mélisande.
Théâtre de la Ville (287-54-42),
18 h. 30 : Academy of Saint Martin.
Théâtre de la Ville (287-54-42), 20 h. 30 :
L'Apprenti sorcier.
Carré Silvia Mouton (531-26-34),
20 h. : Môme.
Carré du Canal du Marais (279-66-65)
21 h. : les Totos-Lotus.

Aire libre (322-70-78), 21 h. 30 : D.
ré mi pas folle, 20 h. 30 : Amélie
Antoine (266-77-71), 20 h. 30 : Un
Artiste

Arts - Athlétisme (272-25 : On
20 h. 30 : Un silence à soi.

Aud. Albertot (272-25-23), 20 h. 45
L'Ourd
Ardelle
Atelier (606-49-34), 21 h. : Audience
Verlaineau

Ballets - Variétés (286-50-
20 h. 45 : Billecun, ou sime.

Carrefour de l'Espoir (633-49-85)
20 h. 30 : Les Dilemmes de l'
balance.

Cartoucherie Théâtre de l'Aquarium
Carnegie
Soleil (374-24-08), 20 h. : Maphist
(dernière)

Cinéma littéraire de Belgique
(271-26-18), 20 h. 45 : Une soirée
comme une autre.

Chapelle Salut - Rocher (286-45-
20 h. 30 : Soudain

Cité internationale (559-57-52), Gai-
rieux, 20 h. 30 : Le Songe d'une na-
ture et le Réveur, 20 h. 30 : Cot-
lard et Grugny.

Comédie des Champs-Hyémés
(271-26-18), 20 h. 30 : L'Amour
Dannou (281-69-14), 21 h. : l'Homme
à la Vette et la Vertu.

Kennedy-Hôtel (742-37-49), 21 h. :
Piège.

Forum des Halles, 20 h. 30 : Négu-
ration, 20 h. 30 : La Vieillesse
(297-53-17), 20 h. 30 : Le Vi-
de Wolfgang Boewert.

Galté - Compagnie (322-16-16),
20 h. 30 : Jérôme Brécourt ; 22 h.
Le Père Noël est une ordure.

Gymnase (268-78-79), 20 h. 30 :
Un malade

Hecchete (325-38-36), 20 h. 30 :
Canitriche chauve ; Le Léon.

Hotel de Ville (266-56-23), 21 h.
L'Epoque prudente.

La Bruyère (674-16-93), 20 h. : Un
malade

Lucevacris (544-57-34), Théâtre no-
19 h. : En sa compagnie d'A. Chead
20 h. 15 : Albert ; 20 h. 30 : An-
logie, 19 h. 45 : Albert ; 20 h. 30 :
Les Visages du Lallaï ; 20 h. 30 :
Mort d'un éléan de pro-

Musée de la Ville (266-56-23), 21 h. 30 :
Madeleine (285-07-99), 20 h. 30 :
Tovaritch.

Musée de l'Allemagne (589-53-
20 h. 30 : Hypérion.

An. Esc. Fin. (129-29-35) 19 h. 45 :
 Le Roi Indigène; 20 h. 45 :
 21 h. : Pinter and Co.; 22 h. 15 :
 la Revanche de Nana.
 Bistrot (123-33-30), 23 h. 15 :
 Bernard Dimey.
 Blazac (126-48-76), 23 h. 30 :
 Les Indes; 24 h. 15 : M. G. Cas-
 Rael, le Faïme; 22 h. 30 : C. G.
 a mon c... ma têt est malade.
 23 h. 15 : Les Indes; 24 h. 15 :
 à répasser; 22 h. 15 : 61. Et l'ad-
 reauz était cont.
 Bouché (126-48-72), 20 h. 30 :
 Chloé; 22 h. 15 : les Deux Sœurs;
 23 h. 15 : Complé-moi le soufflé...
 Café de la Paix (126-48-72), 21 h. :
 Caferlioni (278-46-42), 21 h. :
 Mol-
 lien chante Aragon; 21 h. 30 :
 Chantry.
 Café de Paris (278-53-51), 20 h. 30 :
 L'Avant et pour demain; 22 h. 30 :
 Quand reviendra le vent de nord.
 23 h. 15 : Les Indes; 24 h. 15 :
 Roma; 22 h. : Six points de sus-
 pension; 21 h. 30 : J.-F. Sambal.
 Café de Paris (278-53-51), 20 h. 30 :
 21 h. 30 : R. Bohringer; 21 h. 30 :
 21. Christian; 22 h. 45 : Esmezy.
 Café de Paris (278-53-51), 20 h. 30 :
 Ciro; 22 h. 15 : 45 : Douli.
 L'Eschador (1249-58-57), 21 h. 30 :
 Bobok; 22 h. 30 : M. Fanon.
 L'Eschador (1249-58-57), 21 h. 30 :
 J.-F. Réginal; 22 h. : Théophile.

Lucernaise, 19 h. : F. Penatier, T. Paullet (Lalo, Brahms, Rubin-stein).

Sablon-Château, 21 h. : Ensemble orchestral de Paris, dir. J.-P. Waller (Haydn, Velf, Tchaikovski).

Salon de la Ville, 21 h. : M. Donato, L. Leclerc, L. London (Thomae, Beethoven).

Salon de la Ville, 21 h. : M. Hallynck-Pulgerstorfer (Chopin, Couperin, Liszt) ; J. Lupianez (de la Folla, de Falla) ; M. Maiffrot (Albani, de Falla).

Eglise Saint-Julien-le-Pauvre, 21 h. : M. Hallynck-Pulgerstorfer (Bach, Haendel, Telemann, Couperin, Lortie).

Rantagel, 20 h. 30 : Daniel Cécile, L. Lüst, Schumann, Schubert, Wagner).

Cité internationale, 21 h. : M. Mercedino, J. L. Olivier Gref (Bocsetti, Wagner, Debussy, Schenbert, Brahms, Grieg).

Salon de la Ville, 21 h. : Hélène Bellanger, P. Beyer (Mozart, Schumann, Brahms).

Eglise de la Madeleine, 18 h. 30 : Chœurs et Ensemble instrumentale de la Madeleine (Delalande, Bach).

Kloster, 21 h. : M. Dornagen Kantorei, H. Max, sol. G. Boret (Bach, J. S. Bach, Frescobaldi, Kirnberger, Boret).

(Lire la suite page 22.)

**THEATRE
DES CHAMPS-
ELYSEES**

Mercredi
6 mars

20 heures

Centenaire de la mort
d'Offenbach

OFFENBACH

ROMANUS CRUSOE
P. Benoit, P. Delage,
J. Carlin, S. Nigardange,
M. Sénéchal, J.-C. Benoit,
M. Steyer, B. van der Meerick
Madrina de Radio France
et Chœur

NOUV. ORCH. PHILHARMONIQUE

Dir. Jean-Pierre Marty

**NOTRE-DAME
DE PARIS**
Samedi
17 HEURES
à 20 h. 20

Direction : Loris
MAAZEL
Sol. : Edda Moser
et
Tom Krause
CRÉATEURS DE RADIO FRANCE
BRAHMS
Ein deutsches Orchestern

**RADIO
FRANCE**
Auditorium
105
Samedi
29 mars
à 17 heures
(Entrée libre.)

Barreau - Scherchen
Gubaidulina - Salo
Ensemble instrumental de
Nouvel Orck. Philharmonique
Dir. Xavier DARASSE

**THEATRE
des CHAMPS-
ELYSEES**
Mercredi
2 avril
à 20 h. 30
Concert
télévisé
par TF 1

Direction
Emmanuel Krivine
Sol. J.-Ph. Collard
R. STRAUSS - SAINT SAENS
BRANKE

<p>THEATRE des CHAMPE- ELYSEES</p> <p>Mardi 25 mars</p> <p>à 20 h 30 (Vaincu.)</p>	<p>NIKITA MAGALOFF</p> <p>SCRIABINE, PROKOFIEV, RACHMANINOV, STRAVINSKY, CHOPIN</p>
<p>SALLE RAVEAU</p> <p>Mardi 25 mars à 18 h 30</p> <p>(Vaincu.)</p>	<p>1 HEURE AVEC... WITZ</p> <p>GARNIER (10 ans)</p> <p>Orch. de l'Opéra de Versailles</p> <p>Dir. : B. WAHL</p>

SALLE GAVEAU
Mercredi
26 mars
à 21 heures
(Valmalle.)

**KAZVOKI
FUJII**
MOZART, CHOPIN,
DEBUSSY, MESIAEN
Premier Grand Prix
Concours International

SALLE GAVEAU
Jeudi
27 mars
à 20 h 30
19 e

Kiesgen.) violon
Beethoven,
S. Yachida (1^{re} audition)

THEATRE
du OPERA-
COMIQUE

Mardi
1^{er} avril
à 20 heures
(P.E.)

Valmoute.)

Jane
RHODES
DUPARC
OFFENBACH

RECREDI

**IMAGES D'UN
UX ETHNOCIDE**

EMOTHE filme les indiens du CHIRI

PARIS **AU PALAIS**
5 MARS AU 19 AVRIL 1980 - 2

LE BALLET DU
THÉÂTRE NATIONAL
OPÉRA
DE PARIS
DES CYGNES

QUE DE P.I. TCHAIKOVSKI

AMIE ET MISE EN SCÈNE V. BOURMEISTER
DES PAH J. RAYET ET M. SCHNITZKE
D'APRÈS L. IVANOFF ET M. PETIPA
LES RESTOURS - COSTUMES M. ESCOFFIER
ÉCLAIRAGES R. APRUZZESE
AVEC LE CONCOURS DE
ESTRE DES CONCERTS LAMOUROUX
SOUS LA DIRECTION DE
L'ORCHESTRE - B. KESSELIAN - P. FLYNN

STYCLAGE **A.L.A.P.** ET **SPRACOS**

PLACES : 120-80-50 F



NOUVELLE SUPER-REVUE
"Allez Lido"

LIDO

20 h 30 DÎNER DANSTANT
1/2 Champ. dîner sugg. revue

255 F

22 h 30/0 h 30 LA REVUE

170 F

NORMANDIE, 105-01, CHAMPS-ÉLYSÉES



WATUZI

MOULIN ROUGE

Financière

20 h DÎNER CHAMP REVUE

255 F

22 h CHAMP REVUE
0 h 2: SPECTACLE

170 F

PLACE BLANCHE

THEATRE DE L'ŒUVRE CLAUDE PIEPLU
LOCATION 874.42.52 JEAN BOUISE
Prix LUGNE - POE CLAUDE RICH
1980

UN HABIT POUR L'HIVER
de CLAUDE RICH
Mise en scène de GEORGES WILSON
UN TRIOMPHE !
MATINÉE SUDENLANTAINE CAMERIE 19 H

CHAILLOT

LA PASSION SELON
Pier Paolo
Pasolini.

de René Kalfsky
Mise en scène : A. A. Janssens
Théâtre de l'Esprit Français
de Chailly

GEMIER (77.81.15)

THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES - Jeudi 27 mars, 20 h 30
récital de guitare
JULIAN BREAM
Location : Théâtre et Agences

EGLISE ST. ROCH
MERCREDI 2 AVRIL 18h30

jean-pierre wallez
j. chamonin - k. ciesinski
m. senéchal - p. meven - j. rath
les chanteurs de St. Eustache

BACH
PASSION SELON ST. MATTHIEU

**ENSEMBLE
ORCHESTRAL
DE PARIS**

Location
SALLE GAVEAU

MERCREDI

COSMOS 76, rue de Rennes
Tél. 544.28.80

Admission gratuite

Après "Esclave de l'amour"

CINQ SOIREE

Un film de
NIKITA MIKHALKOV

DES CONGRÈS

TÉL : 758.22.53

14 REPRÉSENTATIONS EXCEPTIONNELLES

DISTRIBUTION DES 13 PREMIÈRES REPRÉSENTATIONS

MARÉE 25 MARS (COMPLÈT) - VÉREDRE & AYER - 20H30
NOËLLA PONTOS - CYRIL ATANASSOFF - PATRICK DUPOND
MÉSCHERÉ 26 MARS - SAMEDI & AVRIL - 20H30
DOMINIQUE KHALFOUN - PETER SCHAUFFUS - PATRICE BART
NANON THIBON - MICHAËL DENARD - JACQUES NAMANT
SAMEDI 28 MARS 19H30
GISELAIRE THERIAUM - RUDOLF NOUREV - PATRICK DUPOND
SAMEDI 29 MARS 19H30
GISELAIRE THERIAUM - RUDOLF NOUREV - PATRICE BART
NOËLLA PONTOS - CYRIL ATANASSOFF - PATRICE BART
DÉMARCHE 30 MARS 19H
GISELAIRE THERIAUM - RUDOLF NOUREV - PATRICE BART
MÉSCHERÉ 31 AVRIL - 20H30
DOMINIQUE KHALFOUN - PETER SCHAUFFUS - JACQUES NAMANT
DÉMARCHE 1 AVRIL 19H30
NANON THIBON - MICHAËL DENARD - JACQUES NAMANT
DÉMARCHE 2 AVRIL 19H30
NOËLLA PONTOS - CYRIL ATANASSOFF - PATRICE BART
13 JUNE 7 H
DOMINIQUE KHALFOUN - PETER SCHAUFFUS - PATRICK DUPOND
ET LE CORPS DE BALLET DE L'OPÉRA

LOCATION AU PALAIS DES CONGRÈS (12H30 à 19H) - PAR TÉLÉPHONE AU 75.72.78.134 & 19H - 75.72.78.135

EIC 

direction
Pierre Boulez
jeudi 27 mars 20 h 30

A. Schönberg
avec
Pierre-Laurent Almard piano
Alain Neveux piano
David Wilson Johnson bar.
et le **Quatuor de PEIC**

vendredi 28 mars 20 h
J. Lenot - E. Carter.
A. Schönberg
avec
Rosanne Creffield mezzo
Alain Neveux piano
David Wilson-Johnson ba.
et le Quatuor de l'EIC
THEATRE DE LA VILLE
139 - 974 11 04

Musique
THEATRE
DE LA VILLE

une heure sous entracte 18 F50
du 25 au 29 mars.
**academy
of st-martin
in the fields**
octeur
en fa majeur
Schubert
2. place du Châtelet
161. 374.11.24.

CONCERT AU T.E.P.
HENRI TEXIER
« A CORDES ET A CRIS »
Invités :
Gordon Beck (piano),
Jean-Charles Capon (violoncelle),
Allan Heldsworth (guitare),
Didier Lockwood (violon),
Aide Romane (batterie).
T.E.P., 17, rue Malte-Brun.

C'est sur cette terre que j'ai appris à marcher, à jouer, à chasser, à vivre. C'est aussi sur cette terre que j'ai appris qu'il y avait des hommes avides de profits.

PORTE MAILLOT
DU

IEIA

MUSIQUE
CHORÉGRAPHIE
RÉGIE
2^e ACTRICE
DÉCOR
L'OS
A. I.
ORGANISME

RIS AU PALAIS
MARS AU 19 AVRIL 1980 - 2
LE BALLET DU
THÉÂTRE NATIONAL
OPERA

DE PARIS ET
DES CYGNES
MISE EN SCÈNE DE P.I. TCHAIKOWSKI

ET MISE EN SCÈNE V. BOARNESTEIN
PAUL J. RAVET ET M. SCHROEDER
"APRÈS L'OPÉRA ET M. PETRO
NISTOUR - COSTUMES M. ESCOFFIER
CLARINAGES S. APPREZZER
AVEC LE CONCORDS DE
TOUTES LES CHAMBRAS D'ORCHESTRE
SOUS LA DIRECTION DE
RENÉE - S. KESSEBAUM - P. FLYNN

OPÉRA-ALAP ET PRÉMIER
LUNDINO

PLACES : 770-00-00 F

LES CONGRES TEL : 758.22.53

REPRÉSENTATIONS EXCEPTIONNELLES

DISTRIBUTION DES 13 PREMIÈRES REPRÉSENTATIONS

MARS 25 MARS (COMPLÈT) - VENDREDI 4 AVRIL - 20H30
NOËLLA PONTOS - CYRIL ATANAROFF - PATRICK DUPOND
MERCREDI 26 MARS - SAMEDI 6 AVRIL - 20H30

DOMINIQUE KHALFOUN - PETER SCHAUFUSS - PATRICE BART
VENDREDI 26 MARS 20H30

MANON THIBON - MICHAËL DENARD - PATRICK DUPOND
SAMEDI 26 MARS 14H30

GHISLAINE THESSART - RUDOLF MOURVIEU - JACQUES NAMONT
SAMEDI 26 MARS 20H30

NOËLLA PONTOS - RUDOLF MOURVIEU - PATRICK DUPOND
DIMANCHE 30 MARS 10H

GHISLAINE THESSART - RUDOLF MOURVIEU - PATRICE BART
MERCREDI 29 AVRIL 20H30

DOMINIQUE KHALFOUN - PETER SCHAUFUSS - JACQUES NAMONT
MERCREDI 29 AVRIL 20H30

MANON THIBON - MICHAËL DENARD - JACQUES NAMONT
DIMANCHE 6 AVRIL 20H30

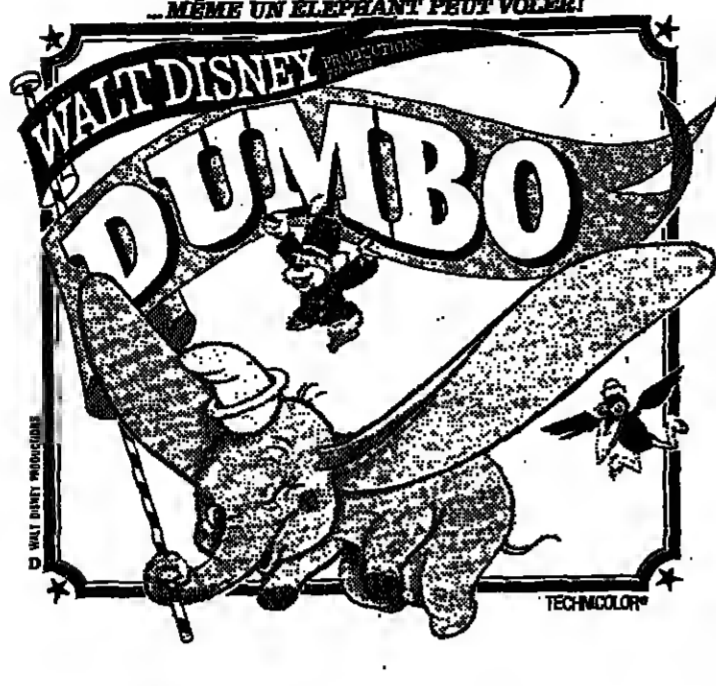
NOËLLA PONTOS - CYRIL ATANAROFF - PATRICE BART
LUNDI 7 AVRIL 20H

DOMINIQUE KHALFOUN - PETER SCHAUFUSS - PATRICK DUPOND
ET LE CORPS DE BALLET DE L'OPÉRA

LOCATION AU PALAIS DES CONGRES (10H00 à 19H) - PAR TELEPHONE AU 02 39 45 44 55

MERCREDI

GRAND REX 2800 places - UGC ERMITAGE - NAPOLEON
LA ROYALE DISNEY - MIRAMAR - MISTRAL
MAGIC CONVENTION - UGC GODELINS - UGC BANTON
VERSAILLES Cytos - LE PERREUX Palais de l'Art - ENGIEN Français
ST-GERMAIN C2L - PANTIN Carrefour - SARCLES Flammes - AULNAY Parfumer
ORSAY Uis - ARGENTEUIL Gamma - GRETEL Arzel - LA VARENNE Parfumer
EVRY Gosselin - ROSNY Arzel - LE RAINCY Casino - CORBELL Arzel



MERCREDI

AMBASSADE - NORMANDIE - FRANÇAIS - RICHELIEU - HOLLYWOOD
BOULEVARD - WEPLER - MONTMARNASSE PATHÉ - BIENVENUE
MONTMARNASSE - GAUMONT SUD - CONVENTION - FAUVETTE
U.G.C. ODEON - SAINT-GERMAIN STUDIO - SAINT-LAZARE PASQUIER
GAUMONT LES HALLES NATION - GAMBETTA - U.G.C. GARE
DE LYON - VICTOR-HUGO - 3 MURAT - STUDIO PARY 2
CYRANO Versailles - C2L Saint-Germain - CARREFOUR Pantin
ARIEL Rueff, BELLE-ÉPINE Thiais - ARTEL Rosny - MULTICINE Cham-
pigny - ARGENTEUIL - FRANÇAIS Enghien - VÉLIZY - ULIS Orsay
CLUB Colombes - CLUB Maisons-Affort - PARINORD Aulnay - FLANADES
Sarcelles - GAUMONT Evry - TRICYCLES Asnières - ARTEL Villeneuve
BUXY Bonsey



SPECTACLES

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits
aux moins de treize ans
(**) aux moins de dix-huit ans

La Cinéma-thèque

Chaillet (704-34-34), 18 h. : Filomena
Marturano, d'Enzo Filippini, 18 h. :
la Pacifica, de M. Jancsó, 30 h. :
Hommage à A. Lapointe : la Mort
d'un huchero, de G. Carle,
24 h. : The Party, de B. Edwards.
Beaubourg (278-35-57), relâché.

Les exclusivités

ALEXANDRIE POURQUOI ? (Égypte,
v.d.), 18 h. : 1970-1971, 1972-1973,
1974-1975, 1976-1977, 1978-1979,
1980-1981, 1982-1983, 1984-1985,
1986-1987, 1988-1989, 1990-1991,
1992-1993, 1994-1995, 1996-1997,
1998-1999, 2000-2001, 2002-2003,
2004-2005, 2006-2007, 2008-2009,
2010-2011, 2012-2013, 2014-2015,
2016-2017, 2018-2019, 2020-2021,
2022-2023, 2024-2025, 2026-2027,
2028-2029, 2030-2031, 2032-2033,
2034-2035, 2036-2037, 2038-2039,
2040-2041, 2042-2043, 2044-2045,
2046-2047, 2048-2049, 2050-2051,
2052-2053, 2054-2055, 2056-2057,
2058-2059, 2060-2061, 2062-2063,
2064-2065, 2066-2067, 2068-2069,
2070-2071, 2072-2073, 2074-2075,
2076-2077, 2078-2079, 2080-2081,
2082-2083, 2084-2085, 2086-2087,
2088-2089, 2090-2091, 2092-2093,
2094-2095, 2096-2097, 2098-2099,
2100-2101, 2102-2103, 2104-2105,
2106-2107, 2108-2109, 2110-2111,
2112-2113, 2114-2115, 2116-2117,
2118-2119, 2120-2121, 2122-2123,
2124-2125, 2126-2127, 2128-2129,
2130-2131, 2132-2133, 2134-2135,
2136-2137, 2138-2139, 2140-2141,
2142-2143, 2144-2145, 2146-2147,
2148-2149, 2150-2151, 2152-2153,
2154-2155, 2156-2157, 2158-2159,
2160-2161, 2162-2163, 2164-2165,
2166-2167, 2168-2169, 2170-2171,
2172-2173, 2174-2175, 2176-2177,
2178-2179, 2180-2181, 2182-2183,
2184-2185, 2186-2187, 2188-2189,
2190-2191, 2192-2193, 2194-2195,
2196-2197, 2198-2199, 2200-2201,
2202-2203, 2204-2205, 2206-2207,
2208-2209, 2210-2211, 2212-2213,
2214-2215, 2216-2217, 2218-2219,
2220-2221, 2222-2223, 2224-2225,
2226-2227, 2228-2229, 2230-2231,
2232-2233, 2234-2235, 2236-2237,
2238-2239, 2240-2241, 2242-2243,
2244-2245, 2246-2247, 2248-2249,
2250-2251, 2252-2253, 2254-2255,
2256-2257, 2258-2259, 2260-2261,
2262-2263, 2264-2265, 2266-2267,
2268-2269, 2270-2271, 2272-2273,
2274-2275, 2276-2277, 2278-2279,
2280-2281, 2282-2283, 2284-2285,
2286-2287, 2288-2289, 2290-2291,
2292-2293, 2294-2295, 2296-2297,
2298-2299, 2300-2301, 2302-2303,
2304-2305, 2306-2307, 2308-2309,
2310-2311, 2312-2313, 2314-2315,
2316-2317, 2318-2319, 2320-2321,
2322-2323, 2324-2325, 2326-2327,
2328-2329, 2330-2331, 2332-2333,
2334-2335, 2336-2337, 2338-2339,
2340-2341, 2342-2343, 2344-2345,
2346-2347, 2348-2349, 2350-2351,
2352-2353, 2354-2355, 2356-2357,
2358-2359, 2360-2361, 2362-2363,
2364-2365, 2366-2367, 2368-2369,
2370-2371, 2372-2373, 2374-2375,
2376-2377, 2378-2379, 2380-2381,
2382-2383, 2384-2385, 2386-2387,
2388-2389, 2390-2391, 2392-2393,
2394-2395, 2396-2397, 2398-2399,
2400-2401, 2402-2403, 2404-2405,
2406-2407, 2408-2409, 2410-2411,
2412-2413, 2414-2415, 2416-2417,
2418-2419, 2420-2421, 2422-2423,
2424-2425, 2426-2427, 2428-2429,
2430-2431, 2432-2433, 2434-2435,
2436-2437, 2438-2439, 2440-2441,
2442-2443, 2444-2445, 2446-2447,
2448-2449, 2450-2451, 2452-2453,
2454-2455, 2456-2457, 2458-2459,
2460-2461, 2462-2463, 2464-2465,
2466-2467, 2468-2469, 2470-2471,
2472-2473, 2474-2475, 2476-2477,
2478-2479, 2480-2481, 2482-2483,
2484-2485, 2486-2487, 2488-2489,
2490-2491, 2492-2493, 2494-2495,
2496-2497, 2498-2499, 2500-2501,
2502-2503, 2504-2505, 2506-2507,
2508-2509, 2510-2511, 2512-2513,
2514-2515, 2516-2517, 2518-2519,
2520-2521, 2522-2523, 2524-2525,
2526-2527, 2528-2529, 2530-2531,
2532-2533, 2534-2535, 2536-2537,
2538-2539, 2540-2541, 2542-2543,
2544-2545, 2546-2547, 2548-2549,
2550-2551, 2552-2553, 2554-2555,
2556-2557, 2558-2559, 2560-2561,
2562-2563, 2564-2565, 2566-2567,
2568-2569, 2570-2571, 2572-2573,
2574-2575, 2576-2577, 2578-2579,
2580-2581, 2582-2583, 2584-2585,
2586-2587, 2588-2589, 2590-2591,
2592-2593, 2594-2595, 2596-2597,
2598-2599, 2600-2601, 2602-2603,
2604-2605, 2606-2607, 2608-2609,
2610-2611, 2612-2613, 2614-2615,
2616-2617, 2618-2619, 2620-2621,
2622-2623, 2624-2625, 2626-2627,
2628-2629, 2630-2631, 2632-2633,
2634-2635, 2636-2637, 2638-2639,
2640-2641, 2642-2643, 2644-2645,
2646-2647, 2648-2649, 2650-2651,
2652-2653, 2654-2655, 2656-2657,
2658-2659, 2660-2661, 2662-2663,
2664-2665, 2666-2667, 2668-2669,
2670-2671, 2672-2673, 2674-2675,
2676-2677, 2678-2679, 2680-2681,
2682-2683, 2684-2685, 2686-2687,
2688-2689, 2690-2691, 2692-2693,
2694-2695, 2696-2697, 2698-2699,
2700-2701, 2702-2703, 2704-2705,
2706-2707, 2708-2709, 2710-2711,
2712-2713, 2714-2715, 2716-2717,
2718-2719, 2720-2721, 2722-2723,
2724-2725, 2726-2727, 2728-2729,
2730-2731, 2732-2733, 2734-2735,
2736-2737, 2738-2739, 2740-2741,
2742-2743, 2744-2745, 2746-2747,
2748-2749, 2750-2751, 2752-2753,
2754-2755, 2756-2757, 2758-2759,
2760-2761, 2762-2763, 2764-2765,
2766-2767, 2768-2769, 2770-2771,
2772-2773, 2774-2775, 2776-2777,
2778-2779, 2780-2781, 2782-2783,
2784-2785, 2786-2787, 2788-2789,
2790-2791, 2792-2793, 2794-2795,
2796-2797, 2798-2799, 2800-2801,
2802-2803, 2804-2805, 2806-2807,
2808-2809, 2810-2811, 2812-2813,
2814-2815, 2816-2817, 2818-2819,
2820-2821, 2822-2823, 2824-2825,
2826-2827, 2828-2829, 2830-2831,
2832-2833, 2834-2835, 2836-2837,
2838-2839, 2840-2841, 2842-2843,
2844-2845, 2846-2847, 2848-2849,
2850-2851, 2852-2853, 2854-2855,
2856-2857, 2858-2859, 2860-2861,
2862-2863, 2864-2865, 2866-2867,
2868-2869, 2870-2871, 2872-2873,
2874-2875, 2876-2877, 2878-2879,
2880-2881, 2882-2883, 2884-2885,
2886-2887, 2888-2889, 2890-2891,
2892-2893, 2894-2895, 2896-2897,
2898-2899, 2900-2901, 2902-2903,
2904-2905, 2906-2907, 2908-2909,
2910-2911, 2912-2913, 2914-2915,
2916-2917, 2918-2919, 2920-2921,
2922-2923, 2924-2925, 2926-2927,
2928-2929, 2930-2931, 2932-2933,
2934-2935, 2936-2937, 2938-2939,
2940-2941, 2942-2943, 2944-2945,
2946-2947, 2948-2949, 2950-2951,
2952-2953, 2954-2955, 2956-2957,
2958-2959, 2960-2961, 2962-2963,
2964-2965, 2966-2967, 2968-2969,
2970-2971, 2972-2973, 2974-2975,
2976-2977, 2978-2979, 2980-2981,
2982-2983, 2984-2985, 2986-2987,
2988-2989, 2990-2991, 2992-2993,
2994-2995, 2996-2997, 2998-2999,
3000-3001, 3002-3003, 3004-3005,
3006-3007, 3008-3009, 3010-3011,
3012-3013, 3014-3015, 3016-3017,
3018-3019, 3020-3021, 3022-3023,
3024-3025, 3026-3027, 3028-3029,
3030-3031, 3032-3033, 3034-3035,
3036-3037, 3038-3039, 3040-3041,
3042-3043, 3044-3045, 3046-3047,
3048-3049, 3050-3051, 3052-3053,
3054-3055, 3056-3057, 3058-3059,
3060-3061, 3062-3063, 3064-3065,
3066-3067, 3068-3069, 3070-3071,
3072-3073, 3074-3075, 3076-3077,
3078-3079, 3080-3081, 3082-3083,
3084-3085, 3086-3087, 3088-3089,
3090-3091, 3092-3093, 3094-3095,
3096-3097, 3098-3099, 3100-3101,
3102-3103, 3104-3105, 3106-3107,
3108-3109, 3110-3111, 3112-3113,
3114-3115, 3116-3117, 3118-3119,
3120-3121, 3122-3123, 3124-3125,
3126-3127, 3128-3129, 3130-3131,
3132-3133, 3134-3135, 3136-3137,
3138-3139, 3140-3141, 3142-3143,
3144-3145, 3146-3147, 3148-3149,
3150-3151, 3152-3153, 3154-3155,
3156-3157, 3158-3159, 3160-3161,
3162-3163, 3164-3165, 3166-3167,
3168-3169, 3170-3171, 3172-3173,
3174-3175, 3176-3177, 3178-3179,
3180-3181, 3182-3183, 3184-3185,
3186-3187, 3188-3189, 3190-3191,
3192-3193, 3194-3195, 3196-3197,
3198-3199, 3200-3201, 3202-3203,
3204-3205, 3206-3207, 3208-3209,
3210-3211, 3212-3213, 3214-3215,
3216-3217, 3218-3219, 3220-3221,
3222-3223, 3224-3225, 3226-3227,
3228-3229, 3230-3231, 3232-3233,
3234-3235, 3236-3237, 3238-3239,
3240-3241, 3242-3243, 3244-3245,
3246-3247, 3248-3249, 3250-3251,
3252-3253, 3254-3255, 3256-3257,
3258-3259, 3260-3261, 3262-3263,
3264-3265, 3266-3267, 3268-3269,
3270-3271, 3272-3273, 3274-3275,
3276-3277, 3278-3279, 3280-3281,
3282-3283, 3284-3285, 3286-3287,
3288-3289, 3290-3291, 3292-3293,
3294-3295, 3296-3297, 3298-3299,
3300-3301, 3302-3303, 3304-3305,
3306-3307, 3308-3309, 3310-3311,
3312-3313, 3314-3315, 3316-3317,
3318-3319, 3320-3321, 3322-3323,
3324-3325, 3326-3327, 3328-3329,
3330-3331, 3332-3333, 3334-3335,
3336-3337, 3338-3339, 3340-3341,
3342-3343, 3344-3345, 3346-3347,
3348-3349, 3350-3351, 3352-3353,
3354-3355, 3356-3357, 3358-3359,
3360-3361, 3362-3363, 3364-3365,
3366-3367, 3368-3369, 3370-3371,
3372-3373, 3374-3375, 3376-3377,
3378-3379, 3380-3381, 3382-3383,
3384-3385, 3386-3387, 3388-3389,
3390-3391, 3392-3393, 3394-3395,
3396-3397, 3398-3399, 3400-3401,
3402-3403, 3404-3405, 3406-3407,
3408-3409, 3410-3411, 3412-3413,
3414-3415, 3416-3417, 3418-3419,
3420-3421, 3422-3423, 3424-3425,
3426-3427, 3428-3429, 3430-3431,
3432-3433, 3434-3435, 3436-3437,
3438-3439, 3440-3441, 3442-3443,
3444-3445, 3446-3447, 3448-3449,
3450-3451, 3452-3453, 3454-3455,
3456-3457, 3458-3459, 3460-3461,
3462-3463, 3464-3465, 3466-3467,
3468-3469, 3470-3471, 3472-3473,
3474-3475, 3476-3477, 3478-3479,
3480-3481, 3482-3483, 3484-3485,
3486-3487, 3488-3489, 3490-3491,
3492-3493, 3494-3495, 3496-3497,
3498-3499, 3500-3501, 3502-3503,
3504-3505, 3506-3507, 3508-3509,
3510-3511, 3512-3513, 3514-3515,
3516-3517, 3518-3519, 3520-3521,
3522-3523, 3524-3525, 3526-3527,
3528-3529, 3530-3531, 3532-3533,
3534-3535, 3536-3537, 3538-3539,
3540-3541, 3542-3543, 3544-3545,
3546-3547, 3548-3549, 3550-3551,
3552-3553, 3554-3555, 3556-3557,
3558-3559, 3560-3561, 3562-3563,
3564-3565, 3566-3567, 3568-3569,
3570-3571, 3572-3573, 3574-3575,
3576-3577, 3578-3579, 3580-3581,
3582-3583, 3584-3585, 3586-3587,
3588-3589, 3590-3591, 3592-3593,
3594-3595, 3596-3597, 3598-3599,
3600-3601, 3602-3603, 3604-3605,
3606-3607, 3608-3609, 3610-3611,
3612-3613, 3614-3615, 3616-3617,
3618-3619, 3620-3621, 3622-3623,
3624-3625, 3626-3627, 3628-3629,
3630-3631, 3632-3633, 3634-3635,
3636-3637, 3638-3639, 3640-3641,
3642-3643, 3644-3645, 3646-3647,
3648-3649, 3650-3651, 3652-3653,
3654-3655, 3656-3657, 3658-3659,
3660-3661, 3662-3663, 3664-3665,
3666-3667, 3668-3669, 3670-3671,
3672-3673, 3674-3675, 3676-3677,
3678-3679, 3680-3681, 3682-3683,
3684-3685, 3686-3687, 3688-3689,
3690-3691, 3692-3693, 3694-3695,
3696-3697, 3698-3699, 3700-3701,
3702-3703, 3704-3705, 3706-3707,
3708-3709, 3710-3711, 3712-3713,
3714-3715, 3716-3717, 3718-3719,
3720-3721, 3722-3723, 3724-3725,
3726-3727, 3728-3729, 3730-3731,
3732-3733, 3734-3735, 3736-3737,
3738-3739, 3740-3741, 3742-3743,
3744-3745, 3746-3747, 3748-3749,
3750-3751, 3752-3753, 3754-3755,
3756-3757, 3758-3759, 3760-3761,
3762-3763, 3764-3765, 3766-3767,
3768-3769, 3770-3771, 3772-3773,
3774-3775, 3776-3777, 3778-3779,
3780-3781, 3782-3783, 3784-3785,
3786-3787, 3788-3789, 3790-3791,
3792-3793, 3794-3795, 3796-3797,
3798-3799, 3800-3801, 3802-3803,
3804-3805, 3806-3807, 3808-3809,
3810-3811, 3812-3813, 3814-3815,
3816-3817, 3818-3819, 3820-3821,
3822-3823, 3824-3825, 3826-3827,
3828-3829, 3830-3831, 3832-3833,
3834-3835, 3836-3837, 3838-3839,
3840-3841, 3842-3843, 3844-3845,
3846-3847, 3848-3849, 3850-3851,
3852-3853, 3854-3855, 3856-3857,
3858-3859, 3860-3861, 3862-3863,
3864-3865, 3866-3867, 3868-3869,
3870-3871, 3872-3873, 3874-3875,
3876-3877, 3878-3879, 3880-3881,
3882-3883, 3884-3885, 3886-3887,
3888-3889, 3890-3891, 3892-3893,
3894-3895, 3896-3897, 3898-3899,
3900-3901, 3902-3903, 3904-3905,
3906-3907, 3908-3909, 3910-3911,
3912-3913, 3914-3915, 3916-3917,
3918-3919, 3920-3921, 3922-3923,
3924-3925, 3926-3927, 3928-3929,
3930-3931, 3932-3933, 3934-3935,
3936-3937, 3938-3939, 3940-3941,
3942-3943,

	La ligne	La ligne T.E.
CHARGES D'EMPLOI	57,00	57,00
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,46
IMMOBILIER	39,00	45,86
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITALUX	105,00	123,48

ANNONCES CLASSEES

	La m/m. tel.	T.E.
ANNONCES ENCADREES		
OFFRES D'EMPLOI	33,00	39,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE



emploi international
(et départements d'Outre-Mer)

emploi international
(et départements d'Outre-Mer)

emploi international
(et départements d'Outre-Mer)

We are an International Engineering Company. We are looking for people experienced in the

OIL INDUSTRY

- senior cost controller (Ref. 01)
with contract management experience to lead a team on a \$ 500 Million job.
- resident engineers (Ref. 02)
- senior site engineers (Ref. 03)
- site engineers (Ref. 04)
- contract administrators (Ref. 05)
- cost controllers (Ref. 06)
- quantity surveyors (Ref. 07)

to supervise our projects carried out on-shore and offshore in EUROPE and the MIDDLE-EAST.

Please send full CV with date of availability under quoted reference to

OF/organisation et publicité
23, rue de Valenciennes, 75001 Paris

who will forward.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL
AFRIQUE FRANCOPHONE
recherche

PROJETEUR RESPONSABLE
BUREAU D'ETUDES TRAVAUX NEUFS

FORMATION :
Diplôme ENR, BTP/DUT ELECTROMECANICIEN.

- Expérience Bureau d'Etudes 5 à 10 ans chaudronnerie, charpente métallique, tuyauterie industrielle, plâtrerie, plâtrerie, suivi.
- Expérience montage chantier 5 à 10 ans, appareils chaudronnés, chaudières, tuyauterie industrielle.

Contrat expatrié garantissant avantages sociaux, logement, congés, voyages, etc.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo identité, références et prétentions à réf. 4102 à P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75001 PARIS Cedex 02, qui transmettra.

Ingenieurs construction
SOCOTEC Afrique Noire Francophone

Le Groupe SOCOTEC (2000 personnes en France et dans le monde) s'est acquis, par la compétence de ses collaborateurs et le sérieux de ses prestations, une très grande notoriété dans les milieux du Bâtiment et de l'Industrie. Dans le cadre de notre plan de développement en Afrique noire, nous sommes amenés à vous proposer plusieurs opportunités.

Ingenieurs diplômés en Génie Civil, vous avez acquis par une expérience professionnelle d'au moins 3 années, la maîtrise des disciplines de la construction. Après une période de formation à nos méthodes, vous aurez à assurer le suivi technique des affaires qui vous seront confiées dans le domaine des structures et des corps d'état secondaires (clois et couvert) des ouvrages de bâtiment. Vous bénéficierez d'une très large autonomie d'action qui favorisera votre développement de carrière. Il vous sera proposé un contrat à durée déterminée. Si cette offre vous intéresse, adressez votre candidature sous référence 80-10 à P. CANDES - SOCOTEC - Service Emploi et Formation - 3 avenue du Centre 78162 SAINT QUENTIN YVELINES CEDEX.

Société internationale recherche pour sucrerie à l'étranger

1 CHEF INSTRUMENTISTE
1 CHEF ELECTRICIEN
1 CHEF MECANICIEN

Expérience 10 ans. Disponible très rapide, 5 ans expér. entretien et exploitation à des postes similaires en sucrerie.

Salaire suivant compétences av. couverture sociale en France. Envoyer lettre man. et C.V. à T. 0190 AL, Régie-Presses, 25 bis, r. Réaumur, 75002 Paris

UN JEUNE INGENIEUR
DIPLOME

(I.E.N.S.A. Arts et Métiers ou équivalent), 4 ou 5 ans d'expérience, bilingue anglais, connaissances espagnole appréciée.

Après une période de 2 ans passée en Algérie où il sera responsable de la gestion administrative de la dépollution et des rapports avec les diverses administrations locales et les clients, il viendra au siège de la SM en France pour renforcer et développer la section prospectif à l'étranger principalement dans le domaine agro-industriel.

Position cadre (régime français), avantages matériels. Env. C.V. et prêt. à réf. 4.311 à P. LICHAU S.A. B.P. 220, 75001 PARIS Cedex 02, qui transmettra.

INTERNATIONAL COLLEGE
BEYRUTH (Liban)
recherche

JEUNES PROFESSEURS
(Licenciés Enseignement), Ecrire avec C.V. et références à Maurice DUBOIS, 17, rue Vauvray, 75015 Paris.

Société recherche

CADRE JURIDIQUE D'ENTREPRISE

Il sera chargé de superviser les contrats avec les clients du site Persique. Poste basé à l'étranger. Anglais courant obligatoire.

Envoyer C.V. et prétentions à : A.T.J., 2, rue Lord Byron, PARIS-9.



INNOVER CREER REALISER

Le pneu Michelin s'est imposé dans le monde entier par sa conception d'avant-garde, son originalité, sa qualité. Michelin est dans son domaine un leader; et c'est parce qu'il entend le rester et progresser encore, que 5000 personnes travaillent au Centre de Recherches, d'Etudes et d'Essais situé près de Clermont-Ferrand. Leur objectif: étudier les matériaux qui composent le pneu, concevoir les pneus qui équiperont demain des véhicules sur les cinq continents, créer les moyens qui permettent de procéder aux essais, d'assurer la fabrication ou le contrôle.

Des matériaux variés

Elastomères, fibres textiles, câbles métalliques... plus de 200 matériaux entrent dans la composition de certains pneumatiques. Ils sont étudiés par des Ingénieurs Chimistes, Physiciens, Physico-chimistes, Métallurgistes: les uns explorent de nouvelles voies de synthèse faisant appel à des procédés d'avant-garde, ou formulent de nouveaux mélanges; d'autres déterminent les relations entre les structures et les propriétés, ou met-

tent en œuvre tous les moyens d'investigation nécessaires pour élucider les mécanismes réactionnels.

L'ingénieur qui participe à l'élaboration du pneu, ou qui y participera demain, n'est pas nécessairement le spécialiste d'une science brillante. Il est celui qui porte en lui l'imagination créative indispensable. Ténace, apte à travailler en équipe, concret, il a la soif de découvrir et la volonté constante de progresser.

MICHELIN
Service du Personnel
Recrutement des Ingénieurs et Cadres
Clermont Ferrand

Le pneu: Un produit de haute technicité.

L'ingénieur chargé de concevoir les nouveaux pneus, n'est ni un théoricien, ni un expérimentateur. Il est l'un et l'autre à la fois. Il peut être cet Ingénieur Généraliste (X, ECP, MINES, ENSTA, AM, ENSI...) qui étudie des lois physiques régissant le comportement du pneumatique: répartition des contraintes, des pressions, des vibrations. Ou cet autre qui déduit des lois physiques une modélisation mathématique. Ou celui qui bâtit des plans d'essais et conduit ces essais sur véhicules ou machines de simulation de roulage: chaque jour, 850.000 km sont ainsi parcourus, qui permettent de mettre au point de nouveaux prototypes.

Créer les équipements

L'évolution constante du pneu impose l'évolution parallèle des moyens d'essais, de fabrication ou de contrôle. Les ingénieurs qui sont chargés de les concevoir doivent innover dans tous les domaines: mécanique, automatique, électronique, thermique. Innover pour améliorer la qualité du pneu: régularité de la fabrication dans les 51 Usines du monde, précision, et fiabilité des méthodes de contrôle. Innover pour accroître la sécurité, et diminuer la pénibilité du travail. Innover pour améliorer la productivité en développant les automatisés de process.

Schlumberger recherche de Jeunes
Ingénieurs dynamiques et ambitieux
pour une vie à l'étranger

Les ingénieurs Schlumberger réalisent des mesures géophysiques dans les sondages pétroliers. Ces mesures indispensables à la recherche du pétrole et du gaz, font appel à des techniques avancées.

Vous êtes: jeune ingénieur diplômé d'une grande école (Centrale, Arts & Métiers, Supélec...)
- dépourvu d'obligations militaires
- âgé de moins de 28 ans
- vous avez de bonnes notions d'anglais.

Nous vous proposons de participer activement à la détection, à l'évaluation et à la production des réservoirs naturels d'hydrocarbures. Pendant les 3 premiers mois vous recevrez, dans nos centres d'entraînement puis sur le terrain, une formation théorique et pratique intensive. Après cette formation initiale vous serez confiés à une équipe ainsi qu'une unité-laboratoire Schlumberger.

Nous vous intégrerons dans un plan de développement qui débouchera sur des postes offrant de larges initiatives et des responsabilités importantes.

Vous serez appelé à exercer votre activité de l'arctique norvégien aux jungles du Bornéo, des déserts arabes à la Mer du Nord. Nous préférons, au départ, des candidats célibataires. Après les 15 premiers mois, nous offrons aux ingénieurs mariés toutes les conditions nécessaires à une vie de famille.

Nous recherchons de jeunes ingénieurs ayant une forte personnalité, le goût d'une vie active et des contacts humains. Ils viendront s'insérer dans une Société pour qui les mots promotion interne, responsabilité, équipe, efficacité ont un sens et où la rémunération et les avantages sont importants. Au début les salaires se situent entre 8.000 et 15.000 FF par mois, selon l'affectation géographique.

Adressez demande de candidature, C.V. et photo à ST Schlumberger, Département Recrutement, 42, rue St-Dominique 75007 Paris.

Schlumberger

Benelux
recherche pour sa filiale du

BENELUX

UN CHARGE D'ETUDES

Pour son département

Marketing Planning

BASE A ST-CLOUD (92)

De formation supérieure commerciale (HEC, ESSEC, ou SUP. de CO).

Il assurera la responsabilité de la préparation et du suivi statistique et analytique des diverses activités de promotion et de lancement en Belgique et aux Pays-Bas.

Chargé du contrôle budgétaire des dépenses de marketing et de la préparation des plans de vente et de dépense, le titulaire de ce poste devra faire preuve d'un sens aigu de l'analyse statistique et de la rentabilité, lié à un esprit de rigueur et de précision.

Une très bonne connaissance parlée et écrite de l'anglais est indispensable, celle du néerlandais est souhaitable.

Ce poste implique de fréquents déplacements en Belgique et aux Pays-Bas, le candidat retenu aura acquis 1 à 2 années d'expérience dans un poste similaire et aura au minimum 25 ans.

Prière d'adresser C.V. détaillé et prétentions au Service du Personnel 318 Bureaux de la Colline 92215 SAINT-CLOUD.

INGENIEUR GRANDE ECOLE
CONSTRUCTION METALLIQUE

POUR ECOLE D'INGENIEURS EN ALGERIE

est recherché par un

ORGANISME FRANCAIS

Contrat de longue durée - Avantages sociaux équitables à position en France - logement assuré - Congés annuels en France.

Adressez C.V., photo et prétentions sous réf. 4741 à AXIAL Publicité, 91, Fbg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

Importante Société d'Engineering recherche pour chantier

MOYEN-ORIENT

1 INGENIEUR
POUR LABORATOIRE
D'ESSAIS GENIE CIVIL

- Contrôle éprouvettes béton, agrégats, ciment, etc...
- Langue anglaise indispensable.

Résidence et subsistance assurées.

Envoyer CV et prétentions à No 51.321 à Contessa Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

emploi international **emploi international**

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

DELOT & A
100 00 00

	La Région	La Région T.C.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	67,03
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,46
IMMOBILIER	39,00	45,86
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITALUX	105,00	128,48

ANNONCES CLASSEES

	La m/m tel.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	39,00	45,86
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,46
IMMOBILIER	39,00	45,86
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

LANGUEDOC

Je cherche un homme de 40 ans environ, de formation supérieure, pour en faire notre

Directeur du développement international

(SOCIÉTÉ LEADER DANS SA PROFESSION, C.A. CONSOLIDÉ 350 MILLIONS DE FRANCS. 7 ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS EN EUROPE)

Vous avez une grosse capacité de travail et êtes exigeant pour vous comme pour les autres. Vous parlez allemand et anglais pour le moins.

Vous êtes fonceur, mais vous avez toujours présentes à l'esprit les conséquences financières des actions que vous engagez.

Vous êtes pragmatique, vous savez analyser objectivement un marché, votre but est sa conquête et vous savez choisir les moyens pour y parvenir.

Vous coordonnerez l'Export et les filiales étrangères, ce qui signifie que vous ouvrez en charge la majorité du C.A. et du profit. Et que vous devrez les doubler d'ici à cinq ans.

Si vous vous sentez de taille à réussir, j'attends votre lettre manuscrite, votre photo, votre curriculum vitae détaillé, que vous adresserez avec la mention « personnelle » à

Jallatte

PIERRE JALLATTE,
JALLATTE S.A.,
30170 SAINT-HIPPOLYTE-DU-FORT.

Filiale française d'un important groupe anglais spécialisé dans la construction et l'exploitation d'entrepôts frigorifiques, nous venons d'acquiescer une société de fabrication de panneaux isolants thermiques. Cette unité, d'environ 20 personnes, réalise un C.A. de 7 millions de francs. Notre objectif est de tripler son C.A. sous 3 ans et de transformer cette société artisanale en entreprise industrielle. Pour cela nous avons décidé de doubler la capacité de production de l'usine et de mettre en place une nouvelle structure. Nous recherchons le cadre dont la mission sera de

Développer nos ventes

France - Europe env. 150 000 F

Basé à Lyon, vous êtes responsable de la mise au point de la politique commerciale et de l'élaboration du plan de lancement d'une gamme de produits additionnelle : panneaux isolants injectés. Compte tenu du développement rapide souhaité et de la structure de départ, vous vous engagez personnellement dans la détection de la clientèle (à dominante agricole et alimentaire) dans un contexte français et européen et vous prenez les contacts commerciaux. Vous organisez le suivi de l'après-vente. Enfin, comme membre du Directoire, vous participez aux prises de décision d'ordre général. Âgé d'environ 35 ans, vous êtes diplômé d'une école supérieure de commerce ou d'une école d'ingénieur (Bâtiment), vous possédez nécessairement une expérience vente-marketing d'un produit industriel dans un contexte européen. Vos déplacements à l'étranger nécessitent bien sûr la pratique de l'anglais et si possible de l'allemand. Pour un candidat de valeur, ce poste doit déboucher sur une fonction à haute responsabilité. J. Jallatte vous remercie de lui adresser votre candidature sous réf. B 6948, 1 rue de Berni 75008 Paris.



Bernard Julhiet
Psychom

Membre de Syntec



emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

Dans le cadre de la coopération technique française au

SENEGAL

Organisme public de contrôle des sociétés d'Etat

RECHERCHE

EXPERT COMPTABLE DIPLOME

- + Diplômé grande école de commerce
- + Expérience 5 ans minimum audit et si possible contrôle de gestion

pour

- direction et animation d'équipe de 10 réviseurs comptables sénégalais et français,
- Organisation, supervision et exploitation missions d'audit confiées à des cabinets spécialisés.
- contrat Ministère français de la Coopération - 2 ans - renouvelable, et possibilité contrat pour le conjoint (si fonctionnaire enseignant) ;
- rémunération FF 220.000 + logement, statut fiscal avantageux.

Poste à pourvoir en octobre 1980

Interview à prévoir en mai à Paris sur convocation
Adresser avant le 15 avril 1980, C.V. complet à
M. Durand BP 2238 Dakar (Sénégal)

SENEGAL

TANSA

importante société minière,
proximité DAKAR
recherche

animateur de formation électro-mécanicien

Il travaillera au sein d'une équipe de formation structurelle : son rôle consistera à concevoir des supports pédagogiques et à assurer les formations de formation à partir de besoins exprimés par le Service Entretien (400 personnes de diverses spécialités), avec la collaboration des agents de maîtrise en fonction. Le candidat aura le niveau BTS ELECTRO-MECHANIQUE et une bonne expérience de formation des adultes. De préférence, il aura tenu un poste d'agent de maîtrise d'entretien.

Nous offrons des conditions de séjour attractives : logement en villa dans cité bord de mer, 50 jours de congés par an, scolarisation des enfants jusqu'au bac, soins médicaux gratuits, retraite des cadres français, etc.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo sous référence 325 à
BAILLY CONSEIL
40, avenue Hoche 75008 PARIS

Important fabricant de pièces pour l'INDUSTRIE AUTOMOBILE recherche proximité STRASBOURG son

Directeur de Production

Directement rattaché à la Direction Générale, il vous sera confiée une mission d'animation, de coordination et de contrôle, conjointement exercée dans la responsabilité des départements : fabrication, méthodes, entretien, approvisionnements.

Votre expérience de près de dix ans, de préférence dans le secteur sous-traitants pour l'industrie automobile, vous aura familiarisé à la production en série, aux techniques du travail de la tôle, de la mécanique et de la soudure.

Ce poste implique la direction de près de 250 personnes et exige un homme de tempérament, soucieux d'efficacité, ayant le goût et le sens des relations humaines, d'un niveau de formation INGENIEUR ou BTS en fabrications mécaniques. Nous offrons une rémunération motivante, un poste stable et une fonction évolutive.

Pratique de l'allemand souhaitée. Merci d'envoyer sous REF. N° 3074 M. votre dossier complet de candidature à notre conseil qui vous garantira réponse et discrétion.

40, rue du Tivoli
67000 STRASBOURG

managing

NOVACEL PRODUITS ADHESIFS

recherche

CHEF DE PRODUITS Protection de surfaces

Formation : Ecole supérieure de commerce. Expérience : 2 à 3 ans dans la vente de produits industriels.

Il s'agit d'opérations internationales exigeant de fréquents déplacements en France et à l'étranger.

Il est demandé du goût pour les problèmes techniques et la capacité de travailler avec des équipes de production et de vente.

Bilingue anglais, allemand souhaité.

Résidence : ROUEN.

Adresser C.V. et photo à

PRICEL

Direction du Personnel
24, rue des Jeuneurs - 75002 PARIS.



SOGREAH Ingénieurs Conseils

SOCIÉTÉ GRENOBLAISE D'ETUDES ET D'APPLICATIONS HYDRAULIQUES

RECHERCHE

INGENIEURS DE QUALITE

capables d'assumer immédiatement ou à terme la responsabilité de grands projets d'aménagements dans les domaines suivants:

- HYDRAULIQUE Fluviale
- HYDRAULIQUE Maritime
- HYDRAULIQUE Agricole et Génie Rural
- INGENIERIE Forestière
- GENIE CIVIL des Grands Ouvrages
- EQUIPEMENTS Hydrauliques et Electromécaniques
- HYDRAULIQUE Urbaine
- MATHEMATIQUES et INFORMATIQUE.

Ces postes impliquent :

- des connaissances techniques étendues
- l'aptitude à animer et coordonner des équipes
- une bonne maîtrise de la langue anglaise
- une grande disponibilité pour des déplacements de longue ou courte durée à l'étranger
- des qualités commerciales et de négociateur.

PLUSIEURS CADRES COMMERCIAUX DE HAUT NIVEAU

répondant à ces mêmes critères
ayant de 10 à 15 années d'expérience
sensibilisés aux aspects de marketing des services.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. à SOGREAH - B.P. 172 X
38042 GRENOBLE CEDEX

groupe d'ingénierie



ANNECY

(Haute-Savoie)

La Société Nouvelle de Roulements, 4 000 pers. recherche :

UN RESPONSABLE DES PROJETS D'ORGANISATION

Chargé pour la Direction Commerciale de l'étude et la mise en place de systèmes de gestion de l'information. Poste à pourvoir à ANNECY, mais avec certaines interventions prévues dans les implantations commerciales françaises ou étrangères. Débutant ou ayant quelques années d'expérience. Larges possibilités d'évolution vers d'autres secteurs de la Société au bout de quelques années dans la fonction.

Formation : Grande Ecole Commerciale ou Scientifique.

Ecr. à SNR, Serv. Emplois des Cadres, réf. ORG. 1, r. des Usines, B.P. 17 - 74010 ANNECY, Cedex.



CROUZET

Volence Division Aéronautique et Systèmes recherche pour son Département Spécial Engins

UN INGENIEUR-MECANICIEN

Grandes Ecoles (A.M. - SUP AERO) pour étude, suivi de réalisation et qualification de mécanismes et matériaux spatiaux de haute précision et technicité.

- Une expérience de deux à trois ans est souhaitée.
- Une compétence particulière dans l'un des domaines suivants sera appréciée :
 - Asservissement ;
 - Calcul de structures allégées ;
 - Résistance aux vibrations.

Anglais indispensable. Adresser C.V., photo et prétentions à CROUZET, Service du Personnel B.P. 1 014, 26010 VALENCE sous la référence no 181.

directeur de production ingénieur grande école

Cette entreprise de 600 personnes (13000 tonnes/an - C.A. 230 M.F.) propose le poste de DIRECTEUR DE PRODUCTION de l'une de ses usines. Rattaché au Directeur Technique et ANIMATEUR de son personnel (400 personnes), le candidat assurera les tâches proprement dites de fabrication, ainsi que l'ordonnancement, la standardisation des méthodes, le contrôle des normes, la gestion des stocks, etc. La connaissance de l'industrie alimentaire (souhaitable), est moins nécessaire que l'expérience de la conduite d'une unité et que la force de caractère personnelle. Disposition assurée. Réponse sous 3 semaines aux candidats qui adresseront un dossier complet (C.V., etc., réf., photo et salaire actuel) sous no 745 au CEIP Conseil d'Entreprises.

BRETAGNE Grande salaison

INGENIEUR-ANALYSTE

Cette fonction nécessite des aptitudes en organisation, des compétences en méthodologie et des qualités de relation. Le poste conviendrait à un Analyste possédant une expérience en Informatique de Gestion (2 ans) et une formation niveau Bac + 4 (MAGE ou équivalent). Adresser pour examen confidentiel votre C.V. avec photo et prétentions sous réf. R2A à J. LAFARGE.

Conseil en Recrutement 10, rue Anber PARIS 9.

REPRODUCTION INTERDITE



Nous sommes un groupe d'équipement et de lions de France. Nous constituons la base. Nous avons des de Direction. Nous impliquons dans la jeune des fonctions.

Un directeur

Il sera chargé d'assurer la mise en place et le développement d'une grande entreprise de la région.

Un directeur

Il sera responsable de la vente, de la recherche du groupe et sera à la tête de la structure commerciale. Ce poste sera confié à une personne ayant une expérience de 10 ans.

sélé CEGOS

Abidjan, Côte d'Ivoire

MIC

recherche et de assistance technique

TECHNI

TRAITEMENT

NET

Recherche pour gérer tournée vers l'étranger du Sud) quelques jeu

DIPLOME ÉCOLES

GESTION COMPTA

de filiales

Une première expérience indispensable et cette bien marquées que

- Leur rigueur d'hommes d'affaires
- Leur sens de l'analyse
- Leur détermination de leur carrière.

Après une période d'essai, la carrière variée et en France et à l'étranger

Adresser votre CV 69, rue La Fayette La discrétion la pré

هكذا من الأصل



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Nous sommes un groupe performant et entreprenant dans le financement de l'automobile, du matériel d'équipement et du bateau, par crédit, leasing et crédit-bail : 85 agences en France, C.A. annuel 850 millions de francs, taux annuel d'expansion de 25 % et un effectif de 750 personnes motivées et engagées qui constitue la cause essentielle du développement.

Nous avons des projets ambitieux pour les années 1980 et pour les mener à bien, dans le cadre de l'équipe de Direction Générale que nous créons, nous recherchons deux cadres de haut niveau pour participer et s'impliquer dans la politique générale de l'entreprise et prendre en charge, à notre siège à Lille, l'une ou l'autre des fonctions nouvelles suivantes :

Un directeur général de l'exploitation

Il sera chargé d'animer et de diriger l'exploitation, organisée en quelques unités décentralisées et semi-autonomes, à mettre en place et couvrant les points de vente et les services administratifs y afférant. Ce poste sera confié à un diplômé d'une Grande Ecole d'ingénieurs ou de Commerce, 35 ans minimum, justifiant de plusieurs années d'expérience de la gestion et de l'animation d'un réseau d'importance similaire et capable de valoriser les hommes.

Réf. 6121/M

Un directeur général du développement

Il sera responsable, au plan du développement, de la stratégie et du pilotage des produits et marchés existants ou à venir, de la recherche et de la gestion des diversifications ; il sera également chargé de la « filière marketing ». Ce poste sera confié à un diplômé d'Etudes Supérieures, 30 ans minimum, pouvant justifier déjà de quelques années d'expérience lui permettant de créer avec succès cette nouvelle fonction.

Réf. 6122/M

**Séle
CEGOS**

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, sous référence choisie, à Fr. ROUSSEAU, Séle-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Düsseldorf, Lisbonne, Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Sao Paulo, Séville, Tunis.

Promodès

Le plus important grossiste en produits alimentaires d'Europe et l'un des premiers distributeurs de détail en France confie à ACLES la recherche de son

DIRECTEUR INFORMATIQUE

Dans le cadre d'une structure décentralisée des moyens informatiques, il aura pour mission essentielle de proposer auprès de la Direction Générale la politique et l'organisation du groupe dans le domaine du traitement de l'information.

Il devra prendre la mesure du parc informatique existant (moyens systèmes et minis) concevoir le plan informatique et en assurer la mise en œuvre.

De formation supérieure, il devra avoir acquis une expérience informatique de plusieurs années, avec des responsabilités de management, être un concepteur en même temps qu'un réalisateur.

Connaissance de l'anglais indispensable.

Mobilité géographique.

Ecrire avec C.V. manuscrit et prétentions sous Réf. 50 M à

ACLES 1 F 103

Cil Honeywell Bui

61-63, rue d'Avron, 75980 Paris Cedex

qui traitera confidentiellement les candidatures.

acles

Important Groupe Industriel spécialisé dans les équipements ÉLECTRONIQUES et ÉLECTROMÉCANIQUES recherche pour l'une de ses unités situées en

LORRAINE

chef du personnel

Agé au minimum de 38 ans, ayant une connaissance et une pratique approfondies de la FONCTION PERSONNEL acquises en milieu industriel et dans un établissement de production d'au moins 600 personnes. Dépendant hiérarchiquement du Directeur de l'Unité et fonctionnellement du Directeur des Relations Humaines, basé au siège à Paris, ce cadre aura la responsabilité de tous les aspects d'une FONCTION PERSONNEL étendue (recrutement, paie, formation, gestion du personnel, questions sociales, relations avec les partenaires sociaux, administration courante d'un centre de production).

Ce poste offre des possibilités d'évolution dans le Groupe et nécessite en conséquence des qualités personnelles et un potentiel important.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions, en précisant sur l'enveloppe la référence 700 M à :



Jean-Claude MAURICE
Conseil en gestion du personnel
397 ter, rue de Valenciennes - 75015 PARIS

MICHELIN

RECRUTE

pour ses services de :

- recherche et développement
- assistance technique à la fabrication

TECHNICIENS SUPÉRIEURS

en

TRAITEMENTS THERMIQUES

MÉTALLOGRAPHIE



Logement assuré.

Adresser candidature avec C.V. détaillé et photo à MICHELIN SP 33/7944 C 63040 CLERMONT-FERRAND CEDEX

MATRA

recherche pour son Centre de TOULOUSE :

INGENIEUR

ELECTRONICIEN

- Responsable de la gestion de la qualité sur des programmes spéciaux.
 - Expérience d'environ 5 ans dans l'industrie aéronautique ou spatiale acquise dans des services méthodes, fabrication ou contrôle.
 - Logique.
 - Déplacements fréquents (Europe).
- Ecrire avec C.V. et rémunération actuelle et photo en indiquant la référence CR 594

MATRA B.P. N° 1 - 38140 VELIZY

EFCIS

recherche pour ses équipes de support technique MEMOIRES DYNAMIQUES MEMOIRES STATISTIQUES MEMOIRES REPRO

1) INGENIEURS ELECTRONICIENS

ayant 2 à 3 ans d'expérience minimum et de bonnes connaissances en : — conception de circuits intégrés complexes — circuits électroniques, — logiques, — physique des semi-conducteurs — technologie MOS.

Pour assurer la responsabilité et le suivi technique d'une famille de circuits intégrés en production.

2) TECHNICIENS ELECTRONICIENS

Niveau BTS ou DUT ayant expérience dans le domaine des circuits intégrés.

Adresser lettre manuscrite et C.V. à EFCIS - BP 217 - 38019 GRENOBLE.

Société en pleine expansion dans le domaine des transports recherche

TECHNICIENS SUPÉRIEURS

D.U.T. ou équivalent

- Ils seront chargés de la conception et de la mise au point des systèmes de tests permettant le dépannage des équipements de commande et de régulation développés par la Société.
- Expérience en conception d'équipements électroniques et en microprocesseurs souhaitée.
- Lieu de travail LYON.

Adresser C.V. détaillé, photo à ARP COMMUNICATION sous réf. n° 80113 79 rue de Sèze 69451 Lyon Cedex 3 qui transmettra.

Groupe industriel français de premier rang mondial

Effectif : 120.000 — C.A. : 20 milliards
50 usines dans 13 pays étrangers
Présence commerciale sur 140 marchés

Recherche pour gérer son expansion constante et résolument tournée vers l'étranger (Asie, Afrique, Amérique du Nord et du Sud) quelques jeunes

DIPLOMÉS DE GRANDES ÉCOLES COMMERCIALES

intéressés par la

GESTION ADMINISTRATIVE COMPTABLE ET FINANCIÈRE

de filiales commerciales et industrielles

Une première expérience est souhaitable mais non indispensable et cette offre s'adresse à de jeunes personnalités bien marquées qui sont capables de démontrer :

- Leur rigueur d'hommes d'étude liée au pragmatisme des hommes d'action ;
- Leur sens de l'animation et leur goût du travail en équipe ;
- Leur détermination de passer à l'étranger une partie de leur carrière.

Après une période d'adaptation aux caractères propres à l'entreprise, la possibilité est offerte de développer une carrière variée et attrayante dans le Groupe, en France et à l'étranger.

Adresser votre candidature à INTERMEDIA n° 401 C 69, rue La Fayette - 75009 PARIS qui transmettra. La discrétion la plus absolue est assurée.

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE RECHERCHE

ATTACHÉ COMMERCIAL

MINIMUM 25 ANS

BUREAU AVIGNON

Démarche 3 départements

34 - 30 - 84

Connaissances bancaires et crédits

Habitudes contacts et démarches. Vitesse indispensable.

Envoyer C.V. et PHOTO

au n° 216 « Le Monde » Pub. 5, r. Italiens, 75427 Paris ced. 09

RECH. POUR LYON

ANIMATEURS

pour l'animation de la région lyonnaise

pour l'animation de la région lyonnaise

pour l'animation de la région lyonnaise

pour l'animation de la région lyonnaise

pour l'animation de la région lyonnaise

pour l'animation de la région lyonnaise

pour l'animation de la région lyonnaise

pour l'animation de la région lyonnaise

pour l'animation de la région lyonnaise

pour l'animation de la région lyonnaise

pour l'animation de la région lyonnaise

pour l'animation de la région lyonnaise

pour l'animation de la région lyonnaise

pour l'animation de la région lyonnaise

pour l'animation de la région lyonnaise

pour l'animation de la région lyonnaise

pour l'animation de la région lyonnaise

pour l'animation de la région lyonnaise

pour l'animation de la région lyonnaise

pour l'animation de la région lyonnaise

pour l'animation de la région lyonnaise

pour l'animation de la région lyonnaise

pour l'animation de la région lyonnaise

pour l'animation de la région lyonnaise

pour l'animation de la région lyonnaise

pour l'animation de la région lyonnaise

pour l'animation de la région lyonnaise

pour l'animation de la région lyonnaise

pour l'animation de la région lyonnaise

pour l'animation de la région lyonnaise

pour l'animation de la région lyonnaise

pour l'animation de la région lyonnaise

pour l'animation de la région lyonnaise

pour l'animation de la région lyonnaise

pour l'animation de la région lyonnaise

pour l'animation de la région lyonnaise

pour l'animation de la région lyonnaise

pour l'animation de la région lyonnaise

pour l'animation de la région lyonnaise

pour l'animation de la région lyonnaise

pour l'animation de la région lyonnaise

pour l'animation de la région lyonnaise

pour l'animation de la région lyonnaise

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	67,00
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	18,48
IMMOBILIER	39,00	45,86
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

ANNONCES CLASSEES

	Le m/m col.	TL
ANNONCES ENCADREES	33,00	38,80
OFFRES D'EMPLOI	8,00	9,40
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

IMPORTANT GROUPEMENT REGIONAL DE SOCIETES DE DISTRIBUTION (C.A. 140 Millions)
REGION CENTRE BOURGOGNE ET AUVERGNE

EQUIPEMENTS ELECTRIQUES, ROBINETTERIE, CHAUFFAGE, SANITAIRE...

recherche

futur directeur général d'une des sociétés

Il débutera dans des fonctions de Chef d'Agence où il aura la mission de gérer un chiffre d'affaires et d'animer une équipe (25-30 personnes).

Après 18 mois environ de formation, tout en conservant la stratégie commerciale, il prendra des responsabilités plus politiques et financières au sein du Groupe.

C'est un poste de confiance qui convient à un HEC, ESSEC ou similaire ayant quelques années d'expérience de préférence dans une société commerciale ou une PME.

Adresser C.V. et prétentions sous référence 20M 067

Centre de Psychologie Appliquée
69, rue de Meaux 75008 Paris
Partenaire pour la France de Consult-Eur

responsable des relations sociales Réf. JC 12

DIEPAL-JACQUEMAIRE, (500 MF de C.A., 1150 personnes) recherche le Responsable du Service Relations Sociales et Organisation-Formation-Information de son établissement de Bivry.

Cet établissement de 550 personnes comprend une usine moderne fonctionnant en 2x8, en 1^{er} rang en Europe de la production d'aliments pour bœufs, et un important centre de recherche et de développement. Rattaché au Directeur de l'établissement, ce responsable participe à l'élaboration de la politique sociale, contribue à son application en liaison avec la hiérarchie et en tenant compte des aspirations du personnel. Il gère les ressources humaines (étude des besoins et des postes, recrutement, mutations, qualifications) et la formation. Il recommande toutes améliorations pouvant être apportées en matière d'organisation, de productivité, de conditions de travail, de sécurité et de communication.

Nous souhaitons confier ce poste à un diplômé d'études supérieures (Universitaire, Ingénieur...) ayant acquis une expérience d'au moins 4 ans de la fonction personnelle. Une expérience de l'industrie serait appréciée.

évaluation d'investissements industriels Réf. JC 04

BSN-EMBALLAGE, N°1 en France de l'emballage en verre (bouteilles, pots, flacons), recherche pour la Direction Technique qui assiste ses 10 usines françaises, un Ingénieur Grande Ecole (Centrale, Mines, ENSCM) ayant acquis entre 2 et 4 ans d'expérience dans un poste opérationnel en usine et intéressé par une deuxième étape de carrière lui apportant une vision élargie des problèmes industriels.

Cet Ingénieur sera chargé d'assister et conseiller les usines dans leurs projets d'investissements relatifs à un secteur important de la production employant 40 % des effectifs et dont l'influence est déterminante sur la qualité des produits livrés. Il jouera un rôle moteur dans l'évaluation technique, financière, organisationnelle des investissements qui devront permettre d'améliorer encore la productivité, la qualité des produits, les conditions de travail du personnel.

Poste basé à Lyon. Déplacements de courte durée.

Ce poste ouvre de larges possibilités d'évolution en usine ou dans les services techniques.

Adresser votre candidature, avec C.V. détaillé, sous réf. correspondante, en précisant rémunérations actuelles et souhaitées à BSN-Gervais Danone, Service Recrutement Cadres - 7, rue de Téhéran - 75008 Paris.

bsn.gervais danone bsn.gervais danone • bsn

jeunes ingénieurs fabrication

Nous sommes un grand groupe industriel (C.A. 3 milliards). Nos unités de production sont situées dans le Nord de la France et à l'étranger. Nous recherchons

JEUNES INGENIEURS
AM - ICAM - IDN - ENSI
débutants ou avec 1 ou 2 années d'expérience

Ils seront appelés à prendre progressivement en charge l'organisation de la production, la direction d'ateliers puis d'ensembles de fabrication en France ou à l'étranger.

Ecrire avec C.V. détaillé sous référence 9990-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Castles Advertising
3, rue d'Anvers - 75001 Paris

Directeur d'Usine
220 000 F +
Sud-Ouest

PETIT ELECTRO-MENAGER HAUTE QUALITE INJECTION DE MATIERES PLASTIQUES.

Nous devons faire face à une augmentation très rapide de notre production. C'est pourquoi nous souhaitons confier à un véritable manager la Direction de notre usine qui réalise actuellement un chiffre d'affaires de 20 millions et occupe une centaine de personnes.

Seul un Ingénieur ayant déjà eu la responsabilité d'un effectif d'au moins 100 personnes et fait la preuve de son talent de gestionnaire dans l'organisation de petites, moyennes et même grandes séries, si possible dans le domaine électroménager, peut prendre en main nos fabrications avec toute l'autonomie souhaitable.

L'expérience de l'injection de matières plastiques serait un atout précieux.

Merci d'envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle à notre Département Industrie sous réf. 001124 M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06
MEMBRE DE SYNTHEC

Futur Directeur Commercial
Rhône-Alpes

PRET A PORTER 180 000 F

Notre entreprise avec un C.A. de 140 millions de francs fabrique et commercialise auprès des boutiques des articles de confection sous une marque connue du consommateur.

Notre développement est constant et régulier. La promotion de notre Directeur Commercial nous amène à rechercher son futur successeur.

Sa mission est de participer à la définition de la politique commerciale et d'en assurer l'application sur le terrain. Il sera chargé d'animer une équipe de représentants et un réseau de boutiques en propre ou en franchise.

Ce poste convient à un homme jeune, de formation supérieure ou équivalente, justifiant d'une expérience de chef de produit ou de direction des ventes acquise dans l'habillement.

Merci d'adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle au département Prêt-à-porter sous réf. 003165 M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06
MEMBRE DE SYNTHEC

ALSTHOM-ATLANTIQUE
Etablissement de BELFORT

recherche

Ingénieurs A.M., ENSI

dynamiques et ouverts au commandement

PLUSIEURS POSTES SONT OFFERTS dans chacun des Départements suivants :

1) **CHANTIERS FRANCE ET ETRANGER** : essais et exploitation, entretien d'équipements électro-mécaniques de grande puissance. Spécialités mécanique - électro-technique.

2) **ETUDES ET MISES EN SERVICE** d'équipements électriques industriels. Spécialité électro-technique avec électronique et automatisme.

3) **ETUDES GENERALES D'INDUSTRIALISATION** pour service Promotion. Spécialité électromécanique.

4) **TRAITEMENT DE L'INFORMATION** Analyse et programmes informatiques.

Bonne connaissance de l'anglais souhaitée. Possibilité de logement.

Adresser candidature avec C.V. au Service du Personnel ALSTHOM ATLANTIQUE - 90001 BELFORT.

JEUNE CADRE EXPORT
Pays de l'Est
80.000 F

Machines Agricoles - Ouest - HUARD UCF SCM (1.400 personnes) premier fabricant européen de matériel agricole destiné à la préparation du sol souhaite développer ses ventes à l'exportation (10 % du Chiffre d'Affaires) en intégrant un jeune cadre à son service export. La mission consistera à reprendre un certain nombre de contacts pris dans le Pays de l'Est pour les faire aboutir sur des ventes concrètes, et développer ainsi la pénétration de l'entreprise sur cette zone. Le poste, rattaché au responsable Export est à pourvoir au siège de Chartres, mais implique, bien sûr, des déplacements importants. Il s'adresse à un homme, âgé de 25 ans au moins, de formation supérieure (par exemple Agro + spécialisation en commerce international) maîtrisant parfaitement l'allemand et si possible une autre langue utilisable dans les pays de l'Est. Les perspectives d'évolution sont liées au développement de l'Export. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 80.000 francs sera liée à l'expérience acquise. Adresser CV et prétentions à G. MASSON - PS CONSEIL, 1, rue Duguesclin - 44000 NANTES - Tél. A/133M

PS Conseil

INGENIEURS et ANALYSTES PROGRAMMEURS
Vous avez une expérience acquise sur des applications :

- de GESTION : IBM: COBOL, PLI, CICS, DLI, CIHIB: COBOL 74, PROTEC, TDS, IDS, BURROUGHS: COBOL
- de TEMPS REEL : SOLAR: PL16, PDP 11/34, MINI 6, INTEL 8080, MOTOROLA.

La notoriété de notre Société, la qualité et la diversité de nos interventions vous permettront une évolution personnelle et professionnelle de tout premier plan.

Nos AGENCES DE PROVINCE recherchent 80 INFORMATIENS

Vous pouvez leur téléphoner directement pour un rendez-vous si vous êtes intéressé par un poste à :

LYON	(76) 44.82.01	ORLÉANS	(38) 53.86.50
LYON	(76) 60.90.03	NANTES	(40) 71.08.37
MARSEILLE	(91) 76.52.91	NOUAILLÉ	(20) 70.15.54
NANTES	(43) 32.33.28	ROUEN	(35) 88.27.88
MULHOUSE		TOULOUSE	(61) 42.71.57
		TOULOUSE	

Vous pouvez aussi, écrire ou téléphoner à PARIS à Christine JACQUEMINET - CAP SOGETI SYSTEMES, 92, Bd du Montparnasse 75014 - Tél. : 320.13.81.

CAP SOGETI SYSTEMES

IMPORTATEUR
MATÉRIEL CHIRURGICAL

recherche

DÉLÉGUÉ COMMERCIAL EXCLUSIF

Départements : 75 - 77 - 78 - 94 - 92 - 93 - 95

Il devra être :

- libre tout rapidement ;
- jeune, dynamique ;
- posséder bonne élocution, présentation organisation ;
- aimer les responsabilités ;
- voiture personnelle exigée.

Il sera responsable :

- de son secteur et de ses objectifs.

Nous offrons :

- Fixe + Commissions + Frais déplacements.

Scr. avec C.V., photo, à Havas Supporis Lyon 9666.

EQUIPEMENT AUTOMOBILE
Une société se trouvant dans le groupe de tête de cette branche en France recherche le

DIRECTEUR de son usine (500 personnes)

située en Haute Normandie (100 kms de Paris).

Pour faciliter son intégration, ce collaborateur sera placé, dans un premier temps, à la tête d'un département où il aura pour charge, entre autres, d'en former le responsable.

Sorti d'une grande école : Centrale (Paris ou Lyon), Arts et Métiers, IDN... il aura un âge supérieur à 35 ans.

Son expérience professionnelle lui aura permis d'être confronté aux problèmes d'une production de grande série en mécanique générale. Il aura exercé des responsabilités telles qu'il les auront entraîné à l'animation d'une équipe. Son aisance lui facilitera le contact à tous niveaux. La rémunération sera fonction de la valeur du candidat. La connaissance de l'Anglais courant est exigée.

Envoyer CV détaillé + prétentions sous référence DS (à inscrire sur l'enveloppe) au :

cog hébert conseil 231 rue Louis Blanc 76100 ROUEN
Discretion assurée.

Entreprise en pleine expansion recherche pour plusieurs de ses établissements situés dans la Région Ouest

DES DIPLOMÉS DUT gestion ou équivalent

85000 F annuel

Après quelques années d'expérience en gestion, au cours desquelles ils ont acquis une compétence en organisation, planification, prévisions etc..., ils souhaitent élargir leur carrière vers un poste peut-être un peu plus opérationnel comportant notamment l'encadrement d'une trentaine de personnes.

Si vous êtes intéressé, adresser CV sous N° 7630 à PARFRANCE Annonces 4, rue Robert Estienne 75008 Paris qui transmettra

directeur de notre division « distribution »

Nous fabriquons et distribuons en VPC des montres et des articles de bijouterie. Notre entreprise (850 salariés) située dans une ville universitaire du Centre-Est, est leader sur son marché et notre progression importante. Nous créons le poste de directeur de notre division « distribution ».

Sa mission : animer les services d'exploitation des commandes, de distribution et de relations avec les clients (200 salariés), améliorer l'efficacité et la qualité du service apporté.

Ce poste convient à un homme d'au moins 35 ans, ayant réussi dans l'animation d'une équipe importante et possédant les solides qualités d'un organisateur. La souplesse dont il fait preuve lui permet de s'adapter aux exigences commerciales de la VPC.

Notre consultant, R. BERLOU, vous remercie de lui écrire (réf. 562 LM).

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE DE LA REPUBLIQUE - 69001 LYON
PARIS - LILLE - BRUXELLES - GENÈVE - LONDRES

MEMBRE DE SYNTHEC

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

MATRI
recherche pour un...
prototypes du...
UN INGE
de formation mécanique...
(Général, A.M., CESTI, UVA...)
années d'expérience.

Il aura pour mission :

- Discuter l'interface entre...
- Faire part...
- Discuter des problèmes...
- Faire part...
- Discuter les aspects...
- Il devra faire preuve de...
- connaissances, développer et...

Adresser CV, rémunération...
Service de l'Ingénieur...
52 - 54 avenue Dauterive...

...sommes une ent...
groupes français et...
de l'informatique...

TECHNI...
...pour assurer le...
nouveau Depuis l'analyse...
noms. Ils devront av...
SH (M.S.), ingénieur...

INGENIE
Débutants ou avec...
à l'usine et à l'analyse...
traitement et d'inform...
avec une formation...
d'analyse.

ANALYS
Avec si possible...
pour programmer...
l'ensemble de ces...
NEUILLY SUR SEINE
Envoyer le...
10/11
54 avenue...

GESTION DU PERSONNEL
H.O.
(500 salariés)
2 années à l'usine...
part entière, nous dé...
les bases de la gestion...
(H ou F) le sol...
la loi...
documents...
au m...
don

BRETAGNE SUD

CROUZET
Division Adressé
rech

1) **INGENIEURS**
Diplômés Grandes Ecoles
Débutants à cinq an...
conception, mais au po...
embarras de haute se...
Domaines d'applications
- Traitement de l'él...
- Conversion d'energ...
La maîtrise de l'Angl...

2) **AGENTS ELECTRO**
(B.T.S.)
pour mise au point...
et de mo...
Adresser C.V., référen...
CROUZET, Service...
28010 VALENCE...
en précisant

هكذا من الأصل

	La ligne	La ligne T.S.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	67,03
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,46
IMMOBILIER	39,00	45,86
AUTOMOBILES	38,00	45,86
AGENDA	38,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

ANNONCES CLASSEES

	La m/m col.	T.S.
ANNONCES ENGAGEES	33,00	38,80
OFFRES D'EMPLOI	8,00	9,40
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	28,40
IMMOBILIER	25,00	28,40
AUTOMOBILES	25,00	28,40
AGENDA	25,00	28,40

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

chef de réseau 140.000 Frs +

Nous sommes l'un des tout premiers laboratoires pharmaceutiques européens. En France, notre important développement de ces dernières années nous conduit à restructurer nos différents réseaux de ventes médicales. Ainsi, nous créons aujourd'hui le poste de Responsable pour la branche hospitalière.

Il s'agit d'animer et de coordonner l'action promotionnelle d'une vingtaine de personnes. Vous leur apporterez un appui technique et humain tout en mettant en place des actions concrètes propres à développer notre implantation et notre image de marque.

Vous êtes médecin ou pharmacien ou diplômé d'une grande école de commerce et vous avez une expérience de 3 à 5 ans d'un poste opérationnel marketing ou commercial dans le domaine pharmaceutique ou un domaine connexe.

Bien sûr, vous êtes mobile, vous savez en effet concilier vie privée et engagements professionnels.

Enfin, les perspectives d'évolution sont largement ouvertes pour un candidat à fort potentiel.

Merci d'envoyer votre CV sous réf. 4502 à :

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE
28, av. de Messine
75008 PARIS

à qui nous avons confié cette recherche.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE DE NIVEAU INTERNATIONAL

Recherche

Ingénieur électricien

(réf. 800)

- Formation grande école
- 35 ans minimum
- Bonne expérience
- Apte à prendre des fonctions élevées au sein d'une Direction des Réalisations, incluant conception, études, gestion des marchés et chantiers
- Nombreux contacts avec clientèle

Ingénieur mécanicien

(réf. 801)

- Formation mécanicien
- 30 ans minimum
- Expérience en machine tournante

Ingénieur estimation/cost contrôle

(réf. 802)

- Formation Grande École
- 35 ans environ
- 5 ans d'expérience dans ce type d'activité
- Développement de carrière intéressant

Pour ces trois postes, l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre C.V. en précisant la référence du poste, à nos bureaux 64 rue la Boétie 75008 PARIS.

NOUS RECHERCHONS POUR LA FILIALE INFORMATIQUE DES SOCIÉTÉS CONTREAU PARIS 16^e

UN PROGRAMMEUR SYSTÈME

ASSEMBLEUR D.O.S./G.I.C.S. EXIGÉ

DES ANALYSTES PROGRAMMEURS

SI LE COBOL ET LE D.O.S. SONT EXIGÉS, L'ASSEMBLEUR SOUHAITE UNE FORMATION COMPLÉMENTAIRE EST ASSURÉE

L'ÉQUIPE est jeune et ambitieuse, en pleine extension. Elle doit être en place, dans le cadre d'une INFORMATIQUE DISTRIBUÉE, les APPLICATIONS TEMPS REEL et BASES DE DONNÉES

LE MATÉRIEL :
- I.B.M. 3600 ;
- D.O.S./V.S. ;
- G.I.C.S./V.S. ;
- Bases de données TOTAL.

Envoyer C.V. manuscrit détaillé, prêt et photo SOUS RÉFÉRENCE NO 1316 à :

Centre de Psychologie et d'Efficiences
17, rue des acacias, 75017 Paris

T.R.T.

Dans le cadre de l'extension de son activité fibres optiques recherche

INGÉNIEUR

pour l'étude de systèmes de transmission par fibres optiques.

- Connaissances en télécommunications indispensables.
- Expériences en optique et mécanique souhaitées.

Adresser C.V. prétentions et photo à T.R.T., 8, avenue Réaumur, 92350 LE PLESSIS-ROBINSON.

4, rue Massenet 75016 Paris

Écrire en précisant la référence - Discretion absolue

Directeur de filiale

réf. 503 AM

Directeur recherche développement

réf. 512 CM

Responsable export

réf. 512 CM

ECP, Mines, AM pour poste Responsable centre de profit

réf. 519 AM

Adjoint au responsable usine

réf. 516 AM

Ingénieur commercial export junior

réf. 518 AM

UN GROUPE FRANÇAIS DE PREMIER PLAN (production et ventes) leader sur son marché, recherche le Directeur d'une de ses filiales (plus de 500 personnes).

Poste de premier plan pour un candidat de formation supérieure, ayant de solides compétences en contrôle de gestion, de bonnes connaissances des circuits modernes de distribution et les qualités d'un chef d'entreprise. Après formation au sein du groupe, il dirigera une société autonome (production, commercial, gestion).

Poste ville Sud-Est.

UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE appareillage domestique grande série, de renommée internationale, recrute son Directeur Recherche Développement.

Il s'agit d'un poste de premier plan qui peut convenir à Ingénieur diplômé d'une grande école, ayant environ 10 ans d'expérience conception et développement d'appareils domestiques grande série. De solides connaissances en mécanique, dynamique des fluides, combustion, sont indispensables. Il dirigera une équipe de 40 personnes très qualifiées (de la conception au prototype et travaillera en étroite collaboration avec le marketing et la production. Rémunération motivante pour candidat ayant qualités marquées de créativité et réalisme industriel. Poste à Lyon.

PUISSANT GROUPE AGRO-INDUSTRIEL offre au sein de sa société mère un poste de Cadre Supérieur chargé de poursuivre sa politique de développement à l'exportation (30 % du CA).

Ce responsable du développement international, de formation supérieure (de préférence agronomique) devra disposer d'une solide expérience de négociation de marchés importants dans le secteur produits agricoles ou industriels. Ces fonctions impliquent des qualités d'animateur pour diriger une équipe de professionnels assurant les contacts commerciaux, l'assistance technique et les études de marchés, ainsi que des qualités de négociateur et de gestionnaire. Connaissance indispensable de l'allemand et de l'anglais.

Salaire 160.000 F. Poste : ville Centre France.

UN DES PREMIERS GROUPES INDUSTRIELS FRANÇAIS recherche un Responsable de Centre de Profit.

Poste intéressant et complet, permettant d'assumer des responsabilités sur le plan technique, production, gestion avec des contrats commerciaux importants. Ce poste conviendrait à un ingénieur grande école, ayant de bonnes connaissances en chaudronnerie et/ou mécanique, au moins 5 ans d'expérience industrielle et de solides qualités de gestionnaire et d'animateur.

Poste banlieue proche Est Paris.

UN IMPORTANT GROUPE AGRO-INDUSTRIEL FRANÇAIS, leader sur son marché, recherche l'Adjoint du Responsable de sa principale usine.

Il sera chargé d'organiser et d'animer un ensemble de production (dont l'effectif peut atteindre de façon saisonnière 400 personnes) et de gérer un budget important. Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé, ayant environ 3 ans d'expérience de la production et des qualités d'organisation et d'animation. Réelles perspectives d'avenir au sein du groupe.

Poste à Clermont-Ferrand.

UN GROUPE INDUSTRIEL DE PREMIER PLAN recherche un candidat de formation supérieure pour lui confier la prospection et la commercialisation de biens d'équipement industriels.

Une ouverture sur la technique, une forte motivation pour la vente ainsi qu'une connaissance parfaite de l'allemand sont nécessaires. Expérience non indispensable.

Poste évolutif pour candidat de valeur. Poste à Paris.

etap

4, rue Massenet 75016 Paris

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE PREMIER PLAN PARIS 8^e

recherche son futur

RESPONSABLE COMMERCIAL REGION EST (NANCY)

Diplômé E.S.C. ou équivalent

Son installation locale se fera après une période de formation en siège parisien.

Ce poste nécessite un sens aigu des négociations et le goût des contacts à haut niveau.

Origine régionale souhaitée.

Adresser C.V. + photo à n° 36.857 PA 872, 37, rue Général-Foy, 75008 PARIS.

Jeune Société de Conseil (30 pers.) en forte expansion, recherche pour sa clientèle composée de très grandes entreprises

ingénieurs grandes écoles

DEBUTANTS ou ayant un à deux ans d'expérience de la gestion ou de l'informatique.

Salaire fixe motivant, plus un intéressement personnel au résultat de chaque mission.

Appeler entre 10h et 12h, Madame HERVET au 742.21.11 ou adresser CV plus prétentions

CARRIÈRES SERVICES
4, rue de la Paix - 75002 PARIS

Groupes E.S.C.
Candidat enregistré

RESPONSABLE BUREAU D'ETUDES

La Société est l'un des plus importants réalisateurs (Etude - Fabrication - Montage) d'installations complètes de maintenance.

Elle recherche le Chef du Bureau d'Etudes Exécution composé de 20 personnes. Ce poste s'adresse à un Ingénieur Mécanicien diplômé AM, ICAM, INSA, 40 ans environ, ayant au moins 5 ans de direction et gestion de B.E. Une bonne connaissance de la maintenance mécanique serait très appréciée. Anglais souhaité. Lieu de travail : banlieue Sud. Rémunération 150.000 F.-.

Envoyer CV détaillé (réf. 302-10 M. 22, rue St. Augustin 75002 PARIS. Documentation envoyée aux candidats pré-sélectionnés.

France Adres

JEUNES INGÉNIEURS MEME DÉBUTANTS

1) ÉLECTRONICIEN :

(formation Ecole Supérieure d'Electronique) pour études d'instruments et de systèmes faisant appel à techniques analogiques et numériques, à l'opto-électronique et à la micro-informatique.

2) MÉCANICIEN :

(Ad ou équivalent) pour définition des produits depuis la participation à la conception jusqu'au lancement en petite et moyenne série.

Adresser C.V. dét. à SOPELEM, 125, boulevard Darvot, 79020 PARIS.

CENTI

est une des Sociétés de CONSEIL et SERVICES en INFORMATIQUE les plus anciennes et les mieux établies dans la profession. Elle réunit une importante équipe d'informaticiens dont les compétences sont appréciées par une CLIENTÈLE DE PREMIER ORDRE, parmi laquelle se trouvent les principaux constructeurs. Ses clients sont exigeants, parce qu'ils sont les meilleurs dans leur domaine d'activité. C'est pour cela qu'ils nous ont appelés CENTI pour les aider à améliorer le fonctionnement de leurs activités informatiques.

Nous recherchons

- Pour assurer les contacts avec les décideurs au niveau Direction et Chef de projet ;
- Pour adapter les machines à nos clients en France et à l'étranger ;
- Pour répondre aux appels d'offre ;
- Pour rédiger les études et propositions

INGÉNIEUR COMMERCIAL

- Formation Grande École de préférence ;
- Expérience informatique acquise dans les services commerciaux d'un grand constructeur ou d'une S.C.I. bien gérée ;
- Goût du travail en équipe ;
- Bonne présentation et goût des contacts humains ;
- Qualités d'expression écrite et orale ;
- Nationalité française ;
- Connaissance de la langue anglaise souhaitable mais non indispensable.

Le poste s'adresse à un candidat entreprenant désirant faire carrière dans une Société indépendante, dynamique et en expansion.

Adresser-nous votre C.V. avec photo à CENTI, 128, rue de Rennes, 75006 Paris, tél. 222-25-21.

Importante Entreprise Industrielle Française 5000 personnes - 20 usines recherche

adjoint au directeur de la formation

Diplômé d'études supérieures, il a une solide pratique de la psychopédagogie des adultes en milieu industriel et conçoit la formation en entreprise comme un investissement.

Organisateur, homme de terrain et de contacts, en relation avec la hiérarchie des usines et des services.

- Il participe en tant que conseil à la détection des besoins.
- Il conçoit, met en œuvre, assure le suivi d'actions collectives et anime personnellement certaines actions dans sa spécialité.

Perspectives réelles de développement de carrière en formation ou dans la fonction personnel.

Lieu de travail : région parisienne.

Adresser dossier de candidature complet, sous le référence 754 81.

SVP RESSOURCES HUMAINES
7, rue de Logelbach - 75017 PARIS.

CHARGÉ SPÉCIAL INFORMATIQUE DES COURSES DE RECRUTEMENT

CHARGÉ SPÉCIAL INFORMATIQUE DES COURSES DE RECRUTEMENT

responsable logistique

Nous sommes le Service Formation d'un important groupe financier.

Le cadre que nous recherchons sera chargé de tous les aspects pratiques concernant l'organisation de nos stages : planification des formations, suivi de l'évaluation de la documentation, négociations avec les hôtels, etc.

Ses qualités : le sens de l'organisation, un bon contact humain, de la diplomatie et une bonne formation générale.

Une expérience de quelques années dans un poste similaire sera un atout.

Adresser votre dossier de candidature (CV et photo) sous référence 6345 à :

Organisation et publicité

2, rue de la Paix - 75002 PARIS

BANQUE POPULAIRE DE VERSAILLES

recherche pour sa

Direction des engagements

UN TECHNICO-COMMERCIAL

(CLASSE V ou VI)

Il devra avoir une expérience bancaire de 5 à 10 ans dans les domaines suivants :

- opérations de commerce extérieur ;
- financement des entreprises ;
- activités commerciales.

mais aussi avoir l'habitude des contacts humains et être un bon gestionnaire.

Adr. curriculum vitae, photo et prétentions, à la D.S.P., 2, esplanade du Grand-Séclé 78000 VERSAILLES.

FEROD

SECTEUR DE L'INDUSTRIE AUTOMOBILE

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

1980

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.E.
DEMANDES D'EMPLOI	57,00	67,03
IMMOBILIER	14,00	16,48
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENGAGEES	La ligne	La ligne T.E.
OFFRES D'EMPLOI	33,00	38,80
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	8,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

FERODO

N° 3 EUROPEEN DE L'EQUIPEMENT AUTOMOBILE recherche pour

— Division Verto (embrayages) Usine d'Amiens (80)

INGENIEUR FABRICATION FONDERIE

ayant 3 à 5 ans d'expérience de la production (fonderie appréciée), obligatoirement diplômé grande école d'ingénieurs mécanique — métallurgie (A. & M., E.C.L., E.N.S.E.E.G.,...). Au sein de la fonderie électrique très automatisée de l'usine, il sera responsable de la fabrication en grande série des plateaux d'embrayages en fonte. Il dirigera un effectif de 50 personnes et assurera également la gestion et l'organisation de la production (850 — 1000 tonnes/mois; environ 600.000 pièces/mois). Réf. 33822/A

INGENIEUR ORDONNANCEMENT DEBUTANT

obligatoirement diplômé grande école d'ingénieurs mécanique (Centrale, A. & M., I.N.S.A., Lyon,...). Après formation il sera chargé, en liaison avec les services commerciaux, de déterminer les programmes de production des embrayages et assurer la gestion des moyens de fabrication, des modifications de ces moyens et des démarrages de produits nouveaux. Réf. 33822/B

— Division Ferodo (garnitures de friction) Usine de Condé-sur-Noireau (14)

INGENIEUR D'ETUDES D'INSTALLATIONS

diplômé grande école d'ingénieurs mécanique (A. & M., I.N.S.A., I.D.N., E.N.S.M., Nantes,...) ayant 2 à 3 ans d'expérience similaire. Sous l'autorité du chef d'une des lignes de produits de l'usine, il sera chargé, à la tête d'une équipe de techniciens, de concevoir, de mettre en place et d'améliorer les moyens de production en grande série de nos produits de friction afin d'obtenir les meilleures conditions techniques, humaines et économiques de fabrication. De bonnes connaissances en automatisme, sont nécessaires. Anglais ou allemand apprécié. Réf. 33822/C

— Division Sofica (radiateurs et climatiseurs automobiles) Direction et Centre de Recherches thermiques (78 La Verrière)

INGENIEUR GESTION DEBUTANT

obligatoirement diplômé grande école d'ingénieurs + formation complémentaire type I.A.E. Au sein du Service contrôlant la gestion de la Division, il sera chargé, dans un premier temps, d'études variées, qui lui permettront de se former à différents domaines de la gestion en vue d'assumer progressivement les responsabilités opérationnelles de sa fonction. Réf. 33822/D

INGENIEUR RECHERCHE APPLIQUEE

debutant, diplômé grande école d'ingénieurs mécanique-thermique (E.C.P., E.N.S.M.A., I.N.S.A.,...). Au sein du département responsable de l'évolution technique de nos équipements de chauffage et de climatisation automobile, il sera chargé d'études et de recherches appliquées portant sur la conception de nouveaux produits et sur l'amélioration de produits existants en liaison avec les services commerciaux et les usines de la Division. Anglais ou allemand exigé. Réf. 33822/E

LARGES POSSIBILITES D'EVOLUTION DE CARRIERE DANS LE GROUPE

Adresser CV, prétentions et photographie (avec la référence du poste) GROUPE FERODO - Service Recrutement 43, rue Bayen — 75017 PARIS

EUROPEAN HEADQUARTERS INTERNATIONAL COMPANY

Located in SAINT CLOUD has a vacancy for the position of **Reporting & Accounting ASSISTANT**

DUTIES INCLUDE:
Assisting the Division Controller in:
— consolidation and analysis of financial data from European Companies
— local accounting
— usage of time-sharing terminal.
PROFILE:
— preferably English mother-tongue
— chartered accountant or basic accounting and financial experience
— ability to work with figures
— experience in working with Data Processing system.
We offer a job with responsibility in a young dynamic international team (18 persons).
Salary: 90.000 F.
Apply to Mrs. Roussoulier 602.16.56
GRACE INDUSTRIAL CHEMICALS INC.
158, Bureau de la Colline
92213 Saint Cloud Cedex

4, rue Massenet 75016 Paris

Ecrire en précisant la référence - Discrétion absolue

Directeur société diffusion banque de données

référence CN 508 AM

Directeur administratif et financier

référence 80 622 AM

Responsable exportation Europe Allemagne

référence 68 511 CM

HEC, ESSEC... adjoint chef des services financiers

référence NY 515 AM

Cadre commercial responsable centrales d'achats

référence 8M 507 AM

D'IMPORTANTES ORGANISATIONS PLAN NATIONAL, dans le souci de mettre à la disposition des entreprises une documentation juridique entièrement actualisée, recherchent le Directeur de la société créée à cet effet. Cette société aura pour vocation de promouvoir la diffusion et de gérer le système de consultation d'une Banque de données juridiques et sociales créée et entretenue par des juristes de haut niveau. Le titulaire du poste, de formation supérieure, devra disposer de solides compétences en informatique et d'une culture juridique. Il aura une solide expérience professionnelle impliquant négociations commerciales à un niveau élevé. Il dirigera avec une large autonomie ce centre de profit en assurant les responsabilités marketing et négociations - participation aux grandes options de fonctionnement et gestion financière. Rémunération: 200.000 F + Poste à Paris.

MANUEL CANOVAS TISSUS D'AMEUBLEMENT - PAPIERS PEINTS - MOQUETTE - JUNGLE DE MAISON HAUTE GAMME, recherche son Directeur Administratif et Financier. Membre du Comité de Direction, il sera particulièrement chargé de l'organisation administrative, du contrôle de gestion, de la comptabilité et des finances. Ce poste conviendrait à un candidat, ayant une bonne formation générale et une solide expérience en organisation, gestion et informatique, capable de poursuivre la mise en place de procédures adaptées à l'expansion de la société. Rémunération: 160.000 F + Poste à Boulogne (92).

SOCIETE FRANCAISE EN FORTE EXPANSION souhaite transférer le développement de son exportation (actuellement 30 % de son CA). Elle offre dans le cadre de sa Direction Exportation un poste de Responsable de Zone Europe et plus particulièrement Allemagne. Ce cadre de formation supérieure commerciale ou technique devra disposer d'une expérience de 5 ans environ de vente à l'exportation de préférence dans biens d'équipement de grande diffusion. Perspectives d'avenir intéressantes dans un groupe dynamique et performant pour candidat ayant de réelles qualités de vendeur et connaissant allemand et si possible anglais. Poste: banlieue proche Sud Paris - voyages fréquents.

UN DES PREMIERS GROUPES INDUSTRIELS FRANÇAIS recherche pour une très importante filiale l'Adjoint du Chef des Services Financiers. Il le secondera sur l'ensemble de ses responsabilités et s'occupera particulièrement:
• de la gestion, de la trésorerie;
• de l'établissement des dossiers de crédit France et exportation;
• de la gestion de filiales;
• du suivi des investissements.
Ce poste conviendrait à un HEC, ESSEC ou école équivalente, ayant 3 à 4 ans d'expérience financière acquise de préférence dans une banque et disposant de bonnes connaissances des opérations internationales. Larges possibilités d'évolution de carrière impliquant mobilité au sein du groupe. Connaissances de l'anglais indispensables. Poste: grande ville Sud Ouest.

PUISSANT GROUPE EUROPEEN en forte croissance, produits de grande diffusion, marque renommée offre au sein d'une direction commerciale active et performante, un poste de Responsable du bureau de Paris et des centrales d'achats. Ce jeune Cadre Commercial de formation école supérieure de commerce devra disposer d'une première expérience de 5 ans environ dans la distribution et avoir assuré des contacts avec les grandes centrales d'achats (branche non alimentaire de préférence). Poste évolutif et réelles perspectives de progression pour candidat disposant d'un réel dynamisme commercial et des aptitudes marquées pour la vente. Rémunération: 120.000 F. Lieu de travail: Paris.

Charles of the Ritz

Parfums YVES SAINT LAURENT

CHERCHER POUR SON USINE (500 Personnes) située dans L'OISE (proximité COMPIEGNE) la fonction de

Chef du Service comptabilité/gestion

Il sera chargé de:
— Optimiser la gestion des actifs (immobilisations, stocks)
— coordonner l'élaboration des budgets de dépenses
— participer à la constitution des états financiers mensuels et à leur analyse
— contribuer au développement des systèmes et procédures.
Préférence sera donnée à candidat:
— de formation supérieure ESSEC - ESC ou équivalent, complétée par de bonnes connaissances de méthodes anglo-saxonnes de gestion et de l'informatique
— pouvant justifier d'une expérience réussie de plusieurs années à un poste similaire acquis dans une unité de production
— pouvant démontrer un bon sens réel de la communication et la volonté de s'intégrer à une équipe jeune.
Adresser C.V., photo et prétentions à No 60028 Service Recrutement - 26/34, Bd du Parc 92521 NEUILLY SUR SEINE.

Laboratoire pharmaceutique français recherche

PHARMACIEN responsable de production

pour systématiser les contrôles, les méthodes et les pratiques de fabrication existantes d'une usine en plein développement; pour développer les informations nécessaires à la construction d'une nouvelle usine d'environ 5 000 m² dont il prendra ensuite la direction.

La prise de responsabilité étant progressive, nous acceptons les candidats n'ayant que peu d'expérience à condition qu'ils soient diplômés de pharmacie industrielle et qu'ils aient une première expérience au sein d'une unité de production.

Pour des renseignements plus complets, se présenter jeudi 27 mars, à partir de 14 h. 30, au 7145 SAINT-JACQUES, 77, bd St-Jacques, Paris-13^e, ou téléphoner au 889-88-88. demander Nicole MAURY, DIEPHARM FRANCE.

INGENIEURS-INFORMATIENS

pour développement logiciel en télécommunications:
— Commutateurs téléphoniques
— commutateurs de données par paquets
— Adaptateurs de protocoles.
Expérience temps réel souhaitée.
Ecrire ou téléphoner pour R.V.: LA BOURSIOIERE - Bât. J.-R.N. 186 92350 La Plaine Robinson - Tél. 632.18.91

FERODO

recherche pour ses activités

— COMPOSANTS POUR LE BATIMENT 193 Saint-Denis

CHEF DU PERSONNEL

Pour les nombreux établissements (Paris et province) de cette branche industrielle en développement, il sera responsable tant au niveau politique que pour la gestion opérationnelle, de l'ensemble des aspects de la fonction personnel (formation, rémunération et classification, hygiène et sécurité, relations syndicales, administration,...). Le candidat retenu, de formation supérieure (Grande Ecole, Université) aura 5 à 10 ans d'expérience de la gestion des ressources humaines acquise de préférence dans le secteur industriel. Courts déplacements en province. Réf. 33800/A

— EQUIPEMENTS MENAGERS (SOCIETE FARI)

• SIEGE SOCIAL (LYON)

INGENIEUR GESTION

Responsable pour l'ensemble de la Société (1800 personnes - 3 établissements) de la gestion de la production et de l'organisation. Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé ayant environ 5 ans d'expérience de la gestion industrielle. Réf. 33800/B

• FONDERIE OARC-LES-GRAY (71)

RESPONSABLE D'USINE

Il dirigera cet établissement de production de 120 personnes et assurera avec une large autonomie l'ensemble des fonctions (techniques, humaines, fabrication,...). Cet ingénieur diplômé aura environ 10 ans d'expérience en production. Des connaissances en fonderie seraient appréciées. Réf. 33800/C

— EQUIPEMENTS AUTOMOBILES DIRECTION DE L'ORGANISATION (93 Saint-Ouen)

INGENIEUR ORGANISATION

Ayant une expérience de 2 à 5 ans de préférence en production, diplômé Grande Ecole d'ingénieurs (E.C.P., A. & M.,...). En collaboration avec les unités opérationnelles, il conduira des actions d'organisation industrielle depuis le diagnostic jusqu'à la réalisation. En fonction des missions qui lui seront confiées, il pourra avoir à animer des équipes. Déplacements fréquents France et étranger. Réf. 33800/D

LARGES POSSIBILITES D'EVOLUTION DE CARRIERE

Adresser CV, prétentions et photographie (avec la référence du poste) GROUPE FERODO - Service Recrutement 43, rue Bayen — 75017 PARIS



LEADER EUROPEEN DE L'IMPRIMERIE DE GESTION recherche

UN ASSISTANT CONTROLE BUDGETAIRE

Intégré au sein de l'équipe chargée de la gestion budgétaire, il participera à l'élaboration des budgets, à leur révision et à l'analyse des écarts, à l'amélioration et la mise en œuvre des procédures, et jouera un rôle de conseil auprès des responsables de centres de coût.

Des déplacements en province sont à prévoir. Le candidat recherché sera débutant ou avec un an d'expérience et aura de bonnes connaissances de l'anglais.

Développement intéressant pour un candidat de valeur au sein du groupe.

Adr. C.V., photo et prêt à MOORE PARAGON. Développement de l'encadrement 22/24, rue de Sèvres, 92100 BOULOGNE.

IMPORTANT ETABLISSEMENT BANCAIRE FRANÇAIS

recherche pour son DEPARTEMENT FINANCIER, un

fondé de pouvoirs sous-directeur à vocation internationale

La personne choisie sera un spécialiste du Marché Boursier de Paris, animé d'un esprit commercial prononcé et capable d'assurer des contacts à un niveau élevé. La fonction nécessitera de nombreux déplacements sur les places financières européennes.

Une très bonne connaissance de l'anglais est indispensable, celle d'autres langues européennes, et en particulier de l'allemand, très souhaitable. Adresser C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions sous référence 8525-4 à S.P. 704.08 - 75561 Paris Cedex 08.

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

IMPTE SOCIÉTÉ D'ÉLECTRONIQUE
siège près gare NORD et EST, recherche

- 1) **INGÉNIEURS LOGICIEL**
« MICROPROCESSEURS »
Débutants ou 2 à 5 ans d'expérience.
Formation ESIS - INSA - ENISA ou équivalent.
- 2) **INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN**
Quelques années d'expérience, connaissant bien le domaine de la logique câblée.
Pour son laboratoire de TELECOMMUNICATIONS
- 3) **A.T.E. Niveau V2 ou V3**
5 ans d'expérience indispensable en techniques analogiques et numériques.
Nombres déplacements en France et étranger.
Missions :
- Relations avec clients - études de chantiers - mesures sur sites - dépannage et maintenance.
Formation complémentaire assurée par Société.
- 4) **A.T.E. Niveau V2 ou V3**
Ayant expérience circuits RF - circuits logiques et si possible microprocesseurs.
- 5) **A.T.E. Niveau IV**
Ayant BTS ou DUT

Envoyer photo, CV, et lettre de motivation à :
S.E.C.R.E.
114, rue du Puy-St-Martin, 75003 PARIS Cedex 10.



POUR SES ACTIVITÉS TELESUPERVISION ET COMMUNICATION MATRA RECRUTE

DES INGÉNIEURS INFORMATIQUES TEMPS RÉEL

Leur mission est la conception et le développement de logiciel temps réel sur mini-calculateurs.
Ces postes nécessitent une formation Grande Ecole (E.S.E., I.M.A.G., I.N.S.A. de Lyon...) et 2 à 4 ans d'expérience similaire.
Réf. 003171 M

**DES ANALYSTES PROGRAMMEURS
ET DES INGÉNIEURS INFORMATIQUES DÉBUTANTS**

Ils participeront au développement et à l'intégration de sous-ensembles de logiciel temps réel sur mini-calculateurs.
Une première expérience dans ce domaine est appréciée.
Réf. 003172 M

Pour l'ensemble de ces postes, l'ANALYSE EST INDISPENSABLE.

Lieu de travail : VELIZY.

Des déplacements à l'étranger de courte et moyenne durée sont à prévoir.

Merci d'envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle à notre Département Informatique sous la référence choisie (à mentionner sur l'enveloppe).

BERNARD KRIEF CONSULTANTS

1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06

MEMBRE DESYNTEC



**SOCIÉTÉ ANONYME
DE TELECOMMUNICATIONS**

41, rue Cantagrel

75013 PARIS

recherche pour

**INFORMATIQUE
DE GESTION**

**INGÉNIEUR-
CHEF DE PROJET**

Diplômé Grandes Ecoles.
Expérience minimum 10 ans.
Matériel IBM - DOS - CICS - DL1.

Envoyer C.V. à l'adresse ci-dessus.

VOUS ÊTES JEUNE ?

ENFIN... PAS TROP !

**VOUS AVEZ DÉJÀ UNE
EXPERIENCE DE LA VENTE ?**

DISONS... D'ORDINATEURS !

**VOUS ÊTES SATISFAIT
DE VOTRE JOB ACTUEL ?**

**VOUS TRAVAILLEZ À
LA COMMISSION ?**

**SOCIÉTÉ D'ÉDITION DOCUMENTAIRE ET
DE VENTE PAR CORRESPONDANCE**
(300 personnes - Paris 6^e)

disposant de nombreux minis et d'outils spécialisés de photocomposition crée le poste de

**responsable des
systèmes d'information**

Chargé de mettre en place le plan informatique, il définira les interfaces logicielles et câblées entre les systèmes de la société et ceux de ses Clients, mettra en route les nouveaux systèmes et assurera la formation du personnel des divisions d'exploitation.

Ce poste conviendrait à un DES informaticien à orientation système, ayant une expérience de projets réussis chez un constructeur ou un gros utilisateur de minis sur des O.S. temps réel.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 1210 M - à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

AUDITEUR INTERNE

Nous recherchons pour le compte de notre client, une importante société industrielle filiale d'un groupe américain et cotée en bourse, un responsable du service audit interne. Le candidat à fort potentiel, devra être capable d'acquiescer à court terme une connaissance approfondie de l'entreprise afin qu'il puisse accéder rapidement à d'autres fonctions. Sa responsabilité portera aussi bien sur le siège (situé en banlieue Ouest) que sur les usines et filiales de la société française.

Nous demandons une formation supérieure type grande école ainsi qu'une expérience d'environ quatre ans acquise en cabinet ou dans une multinationale anglo-saxonne.

Une bonne connaissance de la langue anglaise est indispensable.

Veuillez envoyer votre C.V. en indiquant votre salaire actuel et vos prétentions à : CONTESSÉ Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra, sous le n° 51.168.

Jean-Pierre Martichoux & Associés
Conseillers de Direction

Nous avons pour vocation d'assister les entreprises dans leurs problèmes de gestion et de développement. Nos interventions se situent au niveau des Directions Générales, le plus souvent de grandes sociétés ; elles se caractérisent par des relations confidentielles et de longue durée avec nos clients, elles exigent une forte implication personnelle de nos consultants dans les recommandations et leur mise en œuvre.

Pour renforcer notre équipe, nous recherchons un

consultant de haut niveau

Nous voulons nous assurer la collaboration d'une personnalité qui, après une formation supérieure (Grande Ecole et si possible MBA), s'est déjà affirmée professionnellement par une expérience de cinq ans environ acquise de préférence en entreprise et souhaite maintenant s'exprimer pleinement en participant à l'expansion d'une équipe active et performante.

Les dossiers de candidatures seront traités confidentiellement.

Jean-Pierre Martichoux & Associés
36 rue Jacob 75279 PARIS CEDEX 6

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ
SECTEUR DE POINTE**
(9000 personnes - 6 milliards C.A. - 40 filiales)
recherche pour son Siège Social
SERVICE CONTRÔLE DES FILIALES

**DEUX DIPLOMES
DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR**

un cadre comptable confirmé

Pour participer à la gestion comptable des filiales du groupe et plus particulièrement aux problèmes de consolidation.

FORMATION : Ecole Supérieure de Commerce + DECS

EXPERIENCE :
- 2 à 3 ans en cabinet ou entreprise indispensables
- Pratique de la consolidation appréciée.

un cadre débutant

Pour prendre en charge différentes tâches administratives et financières. Intéressant la gestion des filiales du Groupe sous forme de missions ponctuelles d'assistance.

Il devra être disponible pour des déplacements en France et à l'étranger.

FORMATION : Ecole Supérieure de Commerce ou Maîtrise de Sciences Économiques.

Implantation du Siège Social : BANLIEUE SUD DE PARIS.

Possibilités d'évolution de carrière dans la Société ou ses filiales françaises ou étrangères.

Envoyer C.V. + photo sous No 50577 : CONTESSÉ PUBLICITÉ, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

BRED, chef de projet confirmé

Grande banque de dépôts bien connue, notre département informatique installé à Créteil (94) dispose d'un 3031 et d'un 158/MVS gérant un important réseau.

Nous sommes structurés par groupe d'études et avons en chantier de gros développements informatiques (bases de données, terminaux financiers...).

Vous êtes ingénieur ou universitaire et votre expérience a été acquise, en cinq ans et plus, auprès d'entreprises du secteur tertiaire, banques de préférence. Vous avez conduit des projets de bonne taille mettant en œuvre des techniques DB/DC et/ou pris goût à l'informatique répartie. Venez mettre à profit cette expérience chez nous.

Notre consultant, J. THILY, vous remercie de lui écrire (réf. 3782 LM) à « Carrières de l'Informatique ».

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec

Filiale Française
d'un Groupe Industriel demandant recherche

**ingénieur
technico-commercial**

possédant une première expérience de la vente de COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES ou PIÈCES DE MÉCANIQUE DE PRÉCISION.

Il sera chargé de visiter des industriels français afin de promouvoir nos produits et d'assurer la gestion commerciale et les relations avec les usagers en Allemagne. Connaissance de l'ALLEMAND nécessaire.

Réelle opportunité de carrière pour tout candidat de valeur.

Envoyer C.V., photo et prétentions en précisant la référence 581 au :

Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
397 ter, rue de Valenciennes - 75015 PARIS

**LE NOUVEAU
ECONOMISTE**

recherche un

directeur du marketing (HF)

Son rôle, extrêmement varié, passera à avoir une position de conseil en Marketing auprès des Chefs de Publicité, du Directeur de la Diffusion ou des Responsables de Produits.

À leur demande, il élaborera (ou fait élaborer) les outils de promotion nécessaires à la vente de l'espace publicitaire du journal et/ou des magazines, études d'audience, plaquettes d'information, audio-visuel. Il analysera les informations qualitatives et quantitatives concernant l'hebdomadaire.

Ce poste, à la fois de contact et de réflexion, conviendrait à un Cadre de formation supérieure, spécialiste de la communication, ayant une première expérience du Marketing acquise dans une Agence de Publicité, un support ou dans une grande entreprise.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 1204 M - à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

**SOCIÉTÉ D'ÉTUDE ET
DE DÉVELOPPEMENT DE MATÉRIELS
DE HAUTE TECHNICITÉ**
NUCLÉAIRE - ESPACE - AUTOMATISME
Banlieue SUD-EST, recherche

CHEF TECHNIQUE GRAND PROJET

- Formation Grande Ecole (X - ECP - Télécom - ESE - ENSI - SupAéro)
- expérience du développement de matériels associant l'électronique, l'optique et la mécanique
- qualités d'animateur et de gestionnaire.

Adresser C.V. manuscrit et photo au Service du Personnel
1, avenue Descartes - 94450 LIMEIL BREVANNES

SODERN

CHEF TECHNIQUE GRAND PROJET

- Formation Grande Ecole (X - ECP - Télécom - ESE - ENSI - SupAéro)
- expérience du développement de matériels associant l'électronique, l'optique et la mécanique
- qualités d'animateur et de gestionnaire.

Adresser C.V. manuscrit et photo au Service du Personnel
1, avenue Descartes - 94450 LIMEIL BREVANNES

200 000
INDUSTRIEL ET COMMERCE
exploitation de...
C.A. 2 milliards de...
recherche...
**directeur
du service
informatique**

PERSONNEL
55, rue de Lille 75002 PARIS

L'AMBIANCE
C'EST MON...
COMME PAR...

**Cadre junior
Droit Public**

**Informaticien
plus qu'un...**

Filiale Informatique de la...
de formation MIAGE et...
**analystes
de formation MIAGE**

programmeur
Possédant le DUT ou une 1^{re} année de 2^e année...
Pour ces postes une connaissance pratique du COBOL sera...
Lieu de travail : ARCY-SEUR-MAULDE
Des affectations seront...
Adresser C.V. détaillé...
au Service du Personnel

مكتبة من الأصل

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

200 000 F
IMPORTANT GROUPE
INDUSTRIEL ET COMMERCIAL
(distribution produits énergétiques,
exploitation de chauffage,
et matériaux habitat)
CA 2 milliards de francs)
recherche son
directeur
du service
informatique

De formation supérieure, ayant acquis, une
bonne expérience de la gestion, il est gé-
néraliste de l'informatique. Il anime une
équipe de 25 spécialistes performants, et
assume la responsabilité de la prise en
charge et du suivi de la gestion de la
Direction Informatique.

Le développement et les ambitions de ce
groupe justifient le recrutement d'un profes-
sionnel de haut niveau.

Adresser lettre manuscrite, photo, CV
et prétentions sous référence 03.594,
à l'attention de M. Henry LANG.

PERSONNEL CONSEIL
86, rue de Lille 75007 PARIS

Jeunes diplômés grandes écoles
(X, E.C.P., E.S.E., MINES, H.E.C.)

Filiale commune de **CREDIT LYONNAIS** et **TYMSHARE (USA)**
vous propose à Paris le poste
d'INGENIEUR CONSULTANT.

Vous participerez à la conception, la réalisation et l'évolution d'applications informatiques dans
les domaines les plus avancés du management des grandes entreprises.

Vous acquerrerez rapidement :

- une formation pratique aux techniques de gestion (simulation financière,
contrôle de production, gestion du personnel, étude marketing...) et à leurs
solutions informatiques les plus évoluées ;
- l'expérience de contacts à haut niveau au sein des plus importantes entre-
prises nationales et internationales ;
- de réelles responsabilités ;
- les premières notions de techniques commerciales.

Nous disposons d'un réseau mondial comprenant plus de 50 gros systèmes interconnectés. Nous
utilisons une gamme complète de langages des plus classiques aux plus sophistiqués.

Ce poste requiert :

- un caractère actif et ouvert aux contacts ;
- la faculté de s'adapter à la nouveauté et à la diversité ;
- la pratique d'un langage informatique ;
- la connaissance de l'anglais.

Il s'adresse à des candidats débutants ou ayant une première expérience.
Rejoindre notre société, c'est participer à la croissance d'un groupe leader dans son domaine
sur le plan mondial et assurer sa propre carrière.

Nous vous remercions d'adresser vos C.V. et photo à Mlle SABOUREAU sous réf. 152 à
CEGI-TYMSHARE, 106, Bureaux de la Colline, 92210 ST-CLOUD - Tél. 602.70.12.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ MULTINATIONALE
recherche
pour son Agence Française

1) UN CHEF D'AGENCE

MISSION :
Réalisation des objectifs définis.
Application de la politique commerciale sur
le secteur de l'Agence.
Encadrement et dynamisation de la force de
vente.
Gestion de l'organisation d'une unité de
20 personnes.

PROFIL :
Homme de terrain et de réflexion ayant le
sens de l'organisation et des responsabilités.
Une connaissance de la grande distribution
serait un atout apprécié.
Une expérience d'un secteur proche de l'auto-
mobile serait souhaitée.

2) UN DÉLÉGUÉ COMMERCIAL

Formation commerciale, produits de qualité.
Salaires comprenant un fixe substantiel + une
prime d'incitation.

Adresser curriculum vitae avec photo et prêt. à :
T. S. (à l'attention de M. Paul CHANVARD),
101, av. du Général-Leclerc - 94000 CHARENTAY.



ingénieurs commerciaux

Faites quelque chose : préparez votre avenir professionnel dès
aujourd'hui, en examinant l'opportunité Digital.

Sous tous les angles : la formation, le style de travail, le montant et la
forme de la rémunération, l'évolution des responsabilités.

Quant à la qualité des produits et à la place de Digital en informatique
interactive, vous êtes déjà au courant.

Adresser votre offre de collaboration ou votre demande d'information
sous réf. M 43 à la Direction du Personnel, DIGITAL EQUIPMENT FRANCE,
18, rue Saarinen, Silic 225 - 94528 RUNGIS Cédex.

adjoint
au directeur
de la formation

responsable
logistique

Cadre juridique
Droit Public

env. 150 000 F

Direction rattachée au directeur administratif et financier, vous vous
occupez du droit des sociétés pour la maintenance et au stockage de produits
pétroliers et de produits chimiques.

Adresser lettre manuscrite, photo, CV et prétentions sous référence 03.594,
à l'attention de M. Henry LANG.

Bernard Julhiet
Psycrom

Informatique de gestion :
plus qu'un chef de projet

Implantés à Paris, nous sommes une très importante Société d'étude et de réalisation
d'unités informatiques des années 14 500 personnes, 15 milliards de CA).

Nous recherchons pour notre Direction Informatique, le Responsable des applications
d'ingénierie : à la tête d'une équipe de 15 personnes - comprenant notamment
plusieurs chefs de projets - il devra assurer l'étude et la réalisation de
différents systèmes de gestion des approvisionnements, des documents techniques,
du planning des affaires, etc... Ingénieur ou universitaire, le candidat recherché
devra parfaitement maîtriser les problèmes de bases de données et de traitement
de données.

Il devra justifier en outre, d'une expérience récente dans l'encadrement de
projets informatiques et la négociation à haut niveau avec les utilisateurs.

Nous remercions les candidats intéressés d'adresser leur dossier de candidature
sous réf. 2455 M à nos bureaux 64 rue la Boétie 75008 PARIS qui transmettra.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions
sous réf. 022 à JCAR, 1 rue Babeuf, 75006 Paris.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions
sous réf. 022 à JCAR, 1 rue Babeuf, 75006 Paris.

analystes

de formation MIAE et ayant quelques années d'expérience

analystes programmeurs

de formation MIAE débutants ou OUI avec 3 à 4 ans d'expérience.

programmeurs confirmés

possèdent le DUT ou une formation équivalente (de type AFPA), et
sont âgés de 2 à 3 ans d'expérience.

Pour ces postes une connaissance des gros systèmes IBM/CIH8 et la
pratique du COBOL sont demandées.

Lieu de travail : ARCUEIL ou PARIS MONTYPARASSE.

Des affectations seront possibles en 81/82 à Bordeaux.

Adresser C.V. détaillé, lettre manuscrite, photo et prétentions
au Service du Personnel - CAM - 4, rue Berthollet - B.P. 15
94114 ARCUEIL CEDEX

IMPTE SOCIÉTÉ AÉRONAUTIQUE
(proche banlieue Sud de Paris)
Spécialisée dans les études,
et la fabrication de prototypes, rech. le

**RESPONSABLE DE L'ENTRETIEN
GÉNÉRAL DE L'ÉTABLISSEMENT**

(CIVILIS 7 ANNUUEL ET +)

Le candidat, âgé de 30 ans minimum, sera de
formation Ingénieur Arts et Métiers ou ancien
technicien marine ou équivalent.

QUALITÉS REQUISES :

- capacité de commandement du personnel
(effectif global : 150 personnes) ;
- dynamisme ;
- sens de l'initiative et du concret ;
- sens des responsabilités et de la disponibilité
à tous moments ;
- expérience acquise de plusieurs années dans la
fonction.

LE CANDIDAT DEVRA PRENDRE EN CHARGE :

- les études d'installations ;
- les travaux neufs et de gros entretiens ;
- la maintenance des bâtiments et installations
(électricité, mécanique, chauffage, climatisation,
plomberie) ;
- les télécommunications ;
- la reprographie ;
- les transports ;
- les consignes de sécurité inhérentes à la fonc-
tion.

Env. C.V. + ph. - le n° SL491 à CONTEXTE Publ.,
20, avenue de l'Opéra, PARIS-1^{er}, qui transmettra.

**RESPONSABLE
COMMERCIAL(E)**

profil : jeune femme de préférence, de 30 ans environ,
chasseuse professionnelle. Elle doit avoir un compen-
sant vendeur, une grande facilité d'expression, une
bonne culture.

Missions : prospecter les sociétés de la PME à la multi-
nationale, pour vendre les services de notre agence.

Une expérience de la vente en entreprises serait très
appréciée.

Rémunération : fixe + intéressement.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions
sous réf. 022 à JCAR, 1 rue Babeuf, 75006 Paris.

Ingénieurs Électroniciens

Ayant et possible expérience dans étude et réalisa-
tion de réseaux de télécommunication.

Ces postes nécessitent :

- des connaissances générales mais solides en
électronique ;
- un esprit pratique adapté aux méthodes de
travail, bien-être et T.P. ;
- une disponibilité autorisant des déplacements
brèves mais fréquents dans toute la France.

Adresser C.V., photo et prétentions sous n° SL42,
CONTEXTE Publicité, 20, av. Opéra, PARIS (1^{er}).

**Le chef comptable
de notre expansion**

1980 : année importante pour nous. Nous démarrons la fabrication en France de
nos produits, importés jusqu'ici en totalité d'autres unités du groupe Rockwool ;
pour nous rapprocher des utilisateurs, car le transport pèse lourd sur nos prix de
revient. Le marché favorable des produits d'isolation nous laisse bien augurer de
la poursuite de notre expansion.

Dans une société en rapide évolution comme la nôtre, la comptabilité ne peut
pas être à la traîne. Il nous faut un chef comptable capable de suivre le mouve-
ment - au besoin de le précéder - et d'entraîner avec lui son équipe de six colla-
borateurs. Une responsabilité à votre taille. Au cours de vos dix années d'expe-
rience, vous avez déjà exercé une telle fonction dans une plus petite entreprise
et, dans un autre groupe multinationnel, vous avez acquis, avec une très bonne
pratique de la langue anglaise, le maniement du système des reportings mensuels.

Nous avons demandé aux consultants de SIRCA d'étudier votre candidature.

Faites leur part sous référence 802375 M de votre désir de venir nous rejoindre
(à Paris), de vos prétentions et de votre délai de disponibilité.

Sirca
11, avenue Delcassé - 75008 PARIS

Une importante société de services recherche
pour son service du recrutement à Paris

Psychologue

Titulaire d'une maîtrise, diplômé d'un Institut ou de
l'école des psychologues praticiens.

Une première expérience dans le domaine du recru-
tement serait appréciée, mais n'est pas obligatoire.

Envoyer CV, détaillé, sous réf. 78760 M, à
HAVAS CONTACT - 156, boulevard Haussmann,
75008 PARIS, qui transmettra.

**ETABLISSEMENT FINANCIER
(PARIS 17^e) recherche**

GERANT OBLIGATAIRE

Il assure la gestion des portefeuilles obligataires existants (clients institu-
tionnels), contribuera à l'élaboration de la politique de gestion pour l'ensemble
des portefeuilles et participera à l'effort commercial nécessaire au recrutement
de nouveaux clients.

Une expérience minimum de 2 années de gestion obligatoire est demandée.

- Direction assurée -
Envoyer lettre manuscrite et CV sous référence 30 RH à

ORION
35 rue du Rocher 75008 Paris
qui transmettra

OFFRES D'EMPLOI
DEMANDES D'EMPLOI
IMMOBILIER
AUTOMOBILES
AGENDA
PROP. COMM. CAPITALUX

La ligne
87,00
14,00
39,00
39,00
39,00
105,00

La ligne T.C.
87,03
16,46
45,86
45,86
45,86
123,48

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES
OFFRES D'EMPLOI
DEMANDES D'EMPLOI
IMMOBILIER
AUTOMOBILES
AGENDA

Le m/m od.
93,00
8,00
25,00
25,00
25,00

T.C.
98,90
9,40
29,40
29,40
29,40

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

steria
créée:
70 postes
● chefs de projet
● ingénieurs
informaticiens
● analystes
programmeurs



LE GROUPE FRANÇAIS D'INGENIERIE INFORMATIQUE
de 1000 personnes.
actif dans 30 pays
40% d'expansion annuelle

vous propose des carrières en:
réseaux. micro-informatique.
télématique. bases de données.
téléphonie. automatisme.
logiciel de base.

ECRIVEZ A **steria** 147 RUE DE COURCELLES 75017 PARIS

Abidjan Anvers Berne Bordeaux Bruxelles Genève Luxembourg Lyon Marseille Nantes Paris Toulouse Zurich

ANSWARE
Société de Services et Conseils en
Informatique de tout premier plan
THOMSON-CSF INFORMATIQUE
recherche dans le cadre de son expansion
4 technico-commerciaux
(Ingénieurs Informaticiens - 3 à 5 ans d'expérience en tant que Chef de
Projet - expérience technico-commerciale appréciée. (Réf. YV7)
3 ingénieurs commerciaux
(ayant expérience antérieure de commercial dans une SSSI ou un Cons-
tructeur). (Réf. YV8)
POUR SA DIVISION GESTION
10 chefs de projets
15 analystes-programmeurs
5 ingénieurs débutants
(ayant une base Informatique). (Réf. YV9)
POUR SA DIVISION CONSEIL ORGANISATION
ingénieurs grandes écoles
minimum 2 ans d'expérience pour des missions de haut niveau :
• élaboration de schémas directeurs d'informatisation et de plans
Informatiques,
• conduite d'études d'opportunité,
• intervention sur des processus administratifs et industriels. (Réf. YV10)
POUR SA DIVISION MINI-INFORMATIQUE
ingénieurs informaticiens
• ayant 2 à 3 ans d'expérience sur mini-ordinateurs de type MITRA,
SOLAR, POP, MODCOMP,
• et connaissant si possible des procédures X 25 et les réseaux MAXNET
ou DECNET ou/et connaissant les microprocesseurs et l'Assembleur.
(Réf. YV11)
Rémunération motivante,
Avantages sociaux,
Possibilités d'absence pour les congés 30,
Et surtout de réelles opportunités de carrières.
Envoyer votre C.V. détaillé, photo, prétentions et détail de disponibilité en
précisant bien la référence du poste correspondant à
ANSWARE 135, rue de la Pompe - 75116 Paris.

serete
IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE
recherche
INFORMATICIEN
RESPONSABLE DE MAINTENANCE
DES PROGRAMMES DE GESTION
SUR IBM 4 341
MISSION :
• Responsabilité des programmes existants
(400) et de leurs modifications ulté-
rieures, à la demande des services
utilisateurs.
• Contrôle de la documentation des pro-
grammes lors de leur établissement par
les études.
PROFIL REQUIS :
• Expérience professionnelle confirmée
d'au moins 5 ans (analyse-programma-
tion cobol).
• Intérêt marqué pour la maintenance.
• Autorité de compétence.
• Méthode, jugement.
Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo + prêt.
sous référence 016 à :
ETCHEVERRY S.A.
26, rue de Belfort, 92089 COURBEVOIE.
Discrétion assurée.

chef de produit

MATÉRIEL T.P.
Région Parisienne
La filiale française d'une société internationale réputée
et performante recherche un CHEF de PRODUIT.
Intégré dans une équipe jeune et dynamique, il contri-
buera à la définition de la stratégie de la société en
proposant, en fonction du marché, les développements
de produits et d'équipements.
Agé de 30 ans environ, le candidat doit être ingénieur
mécanicien et avoir une première expérience du
secteur, acquise en Bureau d'Etudes et/ou dans une
fonction Technico-commerciale.
Anglais indispensable. Perspectives d'évolution inté-
ressantes. Salaire motivant.
Adresser C.V. + lettre manuscrite sous réf. 2724/A à :

OF organisation et publicité
7, rue de la République 92000 NANTERRE

TRAPIL

est le spécialiste français des transports pétroliers par pipeline.
La gestion et le contrôle des installations par minis et
micro-ordinateurs sont conçus et réalisés par la division
Automatique (Paris) qui souhaite accueillir, pour moderniser ses deux
plus importants réseaux :

deux jeunes ingénieurs

un électronicien (réf. 3783 LM)

Il a une formation Sup' Elec., Grenoble... et a acquis une première
expérience, même courte, de la mise en œuvre de micros de la famille
des 8080, il a pour mission de réaliser des cartes spécifiques puis de
développer des ensembles complets.

un informaticien (réf. 3784 LM)

Il a une formation grande école, a suivi une option informatique orientée
système ou maths appliquées et a un début d'expérience professionnelle.
Il participe au développement d'outils d'aide à la décision et/ou à
l'optimisation de l'exploitation à l'aide de minis.
Notre consultant, J. THILLY, vous remercie de lui écrire sous la référence
correspondante, à « Carrières de l'Informatique ».

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec

IMPORTATEUR D'AUTOMOBILES
(N.E. de PARIS)
recherche

RESPONSABLE D'EXPLOITATION

(IBM 3031 et 4341 - 100 terminaux)

Collaborateur direct du Directeur de l'Informatique il sera chargé :
- de la sécurité de l'ensemble des traitements batch et temps réel ;
- de la direction et de l'animation des équipes : pupitreurs, saisies de
données et contrôle (25 personnes) ;
- d'être l'interlocuteur auprès des utilisateurs.

Pour ce poste, nous souhaitons un candidat de formation supérieure,
ayant déjà exercé une responsabilité analogue sur des matériels utili-
sant le temps réel et les bases de données.

Les personnes intéressées voudront bien adresser leur dossier sous
la référence N° 1020/M à

Jean PORRACCHIA

CARRIERES INFORMATIQUES
conseil en recrutement
10, rue Saint-Hippolyte 75001 PARIS
(CSWCE) COMPAGNIE GENERALE INFORMATIQUE
DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

مكتبة من الأصل

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Ingenieur à l'exportation

Votre formation d'ingénieur électro-mécanicien et vos goûts personnels vous ont conduit à cette forme de vente qui privilégie l'assistance technique sur tous les grands chantiers européens de chaudronnerie lourde (nucléaire, pétrochimie, off-shore, etc.). La négociation commerciale vient ensuite. Toute seule ou presque...

C'est ainsi que depuis 1973 nous avons multiplié par six notre CA en équipements pour le traitement thermique des soudures sur chantiers (préchauffage, post-chauffage, traitement thermique). Nous entendons donc poursuivre de cette façon notre pénétration en Europe de l'Ouest et de l'Est, même si le développement de cette ligne de produits nous conduit à mettre en place des agents et à participer directement à des actions de promotion technique : expositions internationales, démonstrations, coopération avec les sociétés sœurs, filiales du même groupe américain. Indépendamment des contacts sur le terrain, avec les utilisateurs.

Nous devrions nous entendre, si après une première expérience d'atelier ou de chantier de chaudronnerie vous avez toutes les caractéristiques de l'ingénieur d'exportation d'avenir : compétence, aptitudes à vous familiariser avec de nouvelles techniques, disponibilité pour voyager, pratique de l'anglais et si possible de l'allemand, conduite d'études, rédaction de devis ou de propositions. Ecrire à SIRCA sous référence 804 378 M.

Sirca
11, avenue Delcassé - 75008 PARIS
MEMBRE DE SINTET



ingénieur études appareils d'éclairage

Leader sur le marché Européen, nous sommes la filiale d'un groupe français de dimension internationale spécialisée dans l'éclairage. Notre marché est celui des appareils destinés à l'équipement des bureaux, magasins et de la maison.

(C.A. 100 Millions)

Nous sommes implantés en Sologne. Nous pratiquons une politique délibérée d'innovation et notre R.E. travaille en liaison étroite avec le Marketing, les designers, le service Achats, le Bureau de Méthodes.

Dans ce cadre nous souhaitons engager un Responsable de Projet dont le rôle sera d'assurer le développement de nouveaux produits à partir du cahier des charges.

Ce poste conviendrait à un jeune ingénieur Mécanique ou Electricité ayant déjà prouvé ses qualités de méthode et de créativité au cours d'une première expérience professionnelle.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 1908 M - à rassembler sur l'ensemble - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

Chef de Projet Export

Importante société du Groupe C.G.E., nous comptons parmi les grands de la péri-informatique et certains de nos produits (guichets bancaires, mini-ordinateurs, terminaux intelligents), figurent au premier rang sur le marché européen.

Un plan de croissance ambitieux (CA + 43 % en 1979), nous conduit à développer nos activités à l'exportation (déjà près de 20 % du CA). Nous recherchons, en particulier, un CHEF DE PROJET pour assister nos filiales en SUISSE et en ALLEMAGNE.

Dans le cadre d'une large délégation de pouvoirs, il se verra confier la responsabilité technique complète des affaires : depuis la définition en avant-vente des systèmes à réaliser, jusqu'au démarrage réussi des projets, en passant par la coordination des différents services de la société.

Ce poste conviendrait à un ingénieur informaticien parlant couramment l'allemand et ayant une expérience confirmée dans les domaines suivants :
- logiciels de mini et micro-ordinateurs,
- procédures de télécommunication,
- systèmes transactionnels.

La rémunération et les perspectives de carrière sont largement ouvertes pour un candidat de valeur.

Lieu de travail prévu à MASSY (91).

Déplacements fréquents et de courte durée à l'étranger.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre, C.V., photo et prétentions) sous référence 24 M à

transac

Alfred PRIMARO
Recherche et Développement des Cadres
91680 BRUYÈRES-LE-CHÂTEL

Où l'on assure.
Il sera répondu à toutes les candidatures.



recherche pour son département
organisation et informatique
(60 personnes), quartier Etoile

Organisateur Bancaire

dont la mission sera d'assurer la mise en place de nouvelles procédures dans les agences et de participer à l'implantation de techniciens dans le cadre d'une décentralisation.

FORMATION :

- de type I.T.B.
- une bonne expérience de l'exploitation est indispensable.

Adresser C.V., lettre manuscrite, photo et prêt.
au Service Personnel
C.C.C.C. - 18, bis avenue Hoche 75008 Paris

débutants et diplômés

C'est à de jeunes diplômés ESC ou équivalent que notre multinationale américaine souhaite confier 3 postes de vente secteur grande clientèle.

Il s'agit, après formation bien sûr, de commercialiser des biens d'équipement dans les grosses entreprises publiques ou privées en établissant des contacts au niveau des décideurs principaux. Vous développerez en fait notre implantation en négociant des marchés importants avec l'aide d'un encadrement solide.

C'est un poste où il faut s'imposer rapidement, être autonome, prendre des décisions par soi-même. Certes, vous ne serez pas seul dans les batailles, nous vous apporterons outre la connaissance de nos produits et de nos techniques, un ensemble de moyens, images de marque, ambiance de travail dynamique et même qui devrait parfaitement bien convenir pour une première expérience, sans oublier un salaire important et méritant dès votre intégration dans notre société. Vous pourrez évoluer ensuite, vous êtes en effet un homme ou une femme à fort potentiel.

Merci d'envoyer votre C.V. sous référence 4508 à Michel Garnier,

INTERNATIONAL
BUSINESS DRIVE

28, av. de Messine
75008 PARIS

à qui nous avons confié cette recherche.

(C.C.C.C.)

Centre C.C.C.C. MARQUE DÉPOSÉE

Centre C.C.C.C. MARQUE DÉPOSÉE

Centre C.C.C.C. MARQUE DÉPOSÉE

Centre C.C.C.C. MARQUE DÉPOSÉE

Centre C.C.C.C. MARQUE DÉPOSÉE

Centre C.C.C.C. MARQUE DÉPOSÉE

Centre C.C.C.C. MARQUE DÉPOSÉE

Centre C.C.C.C. MARQUE DÉPOSÉE

Centre C.C.C.C. MARQUE DÉPOSÉE

Centre C.C.C.C. MARQUE DÉPOSÉE

Centre C.C.C.C. MARQUE DÉPOSÉE

Centre C.C.C.C. MARQUE DÉPOSÉE

Centre C.C.C.C. MARQUE DÉPOSÉE

Centre C.C.C.C. MARQUE DÉPOSÉE

Centre C.C.C.C. MARQUE DÉPOSÉE

Centre C.C.C.C. MARQUE DÉPOSÉE

Centre C.C.C.C. MARQUE DÉPOSÉE

Centre C.C.C.C. MARQUE DÉPOSÉE

Centre C.C.C.C. MARQUE DÉPOSÉE

Centre C.C.C.C. MARQUE DÉPOSÉE

Centre C.C.C.C. MARQUE DÉPOSÉE

Centre C.C.C.C. MARQUE DÉPOSÉE

Centre C.C.C.C. MARQUE DÉPOSÉE

Centre C.C.C.C. MARQUE DÉPOSÉE

Centre C.C.C.C. MARQUE DÉPOSÉE

Centre C.C.C.C. MARQUE DÉPOSÉE

Centre C.C.C.C. MARQUE DÉPOSÉE

Centre C.C.C.C. MARQUE DÉPOSÉE

Centre C.C.C.C. MARQUE DÉPOSÉE

Centre C.C.C.C. MARQUE DÉPOSÉE

Centre C.C.C.C. MARQUE DÉPOSÉE

Centre C.C.C.C. MARQUE DÉPOSÉE

Centre C.C.C.C. MARQUE DÉPOSÉE

Centre C.C.C.C. MARQUE DÉPOSÉE

Centre C.C.C.C. MARQUE DÉPOSÉE

Centre C.C.C.C. MARQUE DÉPOSÉE

Centre C.C.C.C. MARQUE DÉPOSÉE

Centre C.C.C.C. MARQUE DÉPOSÉE

Centre C.C.C.C. MARQUE DÉPOSÉE

Centre C.C.C.C. MARQUE DÉPOSÉE

Centre C.C.C.C. MARQUE DÉPOSÉE

Centre C.C.C.C. MARQUE DÉPOSÉE

Centre C.C.C.C. MARQUE DÉPOSÉE

Centre C.C.C.C. MARQUE DÉPOSÉE

Centre C.C.C.C. MARQUE DÉPOSÉE

Centre C.C.C.C. MARQUE DÉPOSÉE

Centre C.C.C.C. MARQUE DÉPOSÉE

Centre C.C.C.C. MARQUE DÉPOSÉE

Centre C.C.C.C. MARQUE DÉPOSÉE

Centre C.C.C.C. MARQUE DÉPOSÉE

	La ligne	La ligne T.E.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	57,00
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	14,00
IMMOBILIER	39,00	45,86
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

ANNONCES CLASSEES

	Le m/m est.	T.E.
ANNONCES ENCADEES	33,00	38,80
OFFRES D'EMPLOI	6,00	8,40
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

THOMSON-CSF
INGENIEURS D'ETUDES
(ENSAE - ENST - ESE - ENSTA - ENSI...)
LA DIVISION AVIONIQUE
recherche des

Electroniciens débutants

pour leur confier, au sein de ses équipes techniques des travaux de

CONCEPTION ET REALISATION de
PROTOTYPES d'EQUIPEMENTS AEROSPATIAUX

A/ PLUSIEURS postes sont offerts dans des secteurs variés de technologies aérospatiales où dominent :

- systèmes digitaux - traitement du signal
- électronique analogique - circuits vidéo
- électronique de puissance
- MICRO-ONDES - antennes et circuits à large bande.

B/ ENSEMBLES RADARS conception de systèmes, coordination technique de haut niveau, suivi de projets complexes : première expérience appréciée mais non indispensable pour personnalités de valeur ayant une solide formation initiale, comportant des bases en techniques radars.

Envoyer C.V. et photo en précisant les centres d'intérêt techniques au Service du Personnel, Division Avionique 68, Av. Pierre Brossollet 92240 Malakoff.

De la conception à la mise en place...

La filiale française d'un grand groupe international (biens d'équipement) recherche pour sa Direction Administrative un

Program-Manager

Dans le cadre d'investissements informatiques importants, sa mission sera de concevoir et de maîtriser l'évolution des systèmes de la fonction administrative.

Maître d'œuvre des projets, il en sera l'ultime responsable et sera personnellement comptable de la réalisation des objectifs qu'il aura lui-même fixés.

Diplômé d'une grande école scientifique ou commerciale et maîtrisant parfaitement la langue anglaise, il a acquis une expérience confirmée soit en tant qu'Ingénieur Conseil en Cabinet, soit au sein d'un département Organisation-Informatique d'une grande entreprise.

Notre Conseil vous remercie de lui faire parvenir un dossier comportant lettre manuscrite, CV détaillé et rémunération actuelle sous réf. 7 080 M

Yves KERNEVEZ
CONSEIL EN RECRUTEMENT
15, avenue Victor Hugo - 75116 PARIS

Société de Documentation recherche pour

AGENTS TECHNIQUES ELECTRONIQUES EXPERIMENTES
pour rédaction de notices techniques.
Tél. pour RV au 644-63-22 (Poste 210)

Société d'Ingénierie Filiale groupe important proche banlieue Ouest recherche

POUR :

- Responsabilité exploitation de petits systèmes.
- Maintenance d'applications existantes.
- Relations avec des sociétés de traitement à l'écran.
- Analyse et développement d'applications nouvelles.

ANALYSTE PROGRAMMEUR

- DUT minimum.
- Expérience 2 ans indispensables.
- Préférence à candidat ayant travaillé sur mainframe.

Rémunération selon expérience et capacités.
Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et présent. sous la réf. 620, à :
S.I. Bouvier, Bouvier-Nouvelle 75012 Paris Cedex 02

THOMSON-CSF
ACTIVITES SPATIALES

INGENIEURS ELECTRONICIENS diplômes

Débuteurs ou expérimentés

POUR PROJETS ET ETUDES
de systèmes et de matériel spatial embarqué

Expériences dans les domaines :

- Antennes
- Hyperfréquences
- Techniques digitales
- Télécommunications

Anglais et/ou Allemand

Adresser C.V., photo, rémunération souhaitée à :

Département ESPACE-SATELLITES,
Boite Postale 51 - 92380 MUREUX-LA-FORET.

TRINDEL

TRINDEL
INSTALLATIONS ELECTRIQUES, AUTOMATISMES ET INFORMATIQUES INDUSTRIELLES

recherche pour deux de ses établissements décentralisés

2 responsables personnel

rattachés au Directeur de l'Etablissement, ils auront la responsabilité globale de la fonction personnel (administration, paie, information, formation, recrutement, relations avec les syndicats, C.E. etc.)

Ce poste implique une formation supérieure, une expérience d'une dizaine d'années dans le secteur du Bâtiment et des Travaux Publics est exigée.

● Un poste est à pourvoir à SAINT-QUEN - 93 (Etablissement de 1100 personnes) réf. 180/16

● Un poste est à pourvoir aux MILLES - 13 (Etablissement de 600 personnes) réf. 180/17

Envoyer lettre de candidatures avec C.V., photo et PRESENTATIONS sous référence du poste à :
Société TRINDEL, 17, rue de la Liberté, 75003 PARIS Cedex 03.

Produits - Conseils, Cosmétologie ou Produits Grande Consommation...

Plus que la nature des produits dont vous avez assuré le développement ou la commercialisation ce qui nous paraît important pour assumer la fonction de

Chef de Produits

d'est avoir acquis une expérience dans un poste identique ou dans la vente directe sur le terrain de produits grand public vendus en PHARMACIE : produits cosmétiques, produits de beauté, dentifrices...

Nous sommes les Laboratoires SEARLE filiale d'un grand groupe pharmaceutique international. Nous créons une nouvelle gamme de produits cosmétiques dont vous aurez à définir la politique marketing.

Votre connaissance de la langue anglaise, votre sens du contact, votre enthousiasme et la qualité de vos produits seront vos meilleurs atouts pour réussir dans ce poste.

Notre conseil traite en toute confidentialité votre dossier de candidature comportant lettre manuscrite, CV et présentations sous référence 3980 EX à :

Yves KERNEVEZ
CONSEIL EN RECRUTEMENT
15, avenue Victor Hugo - 75116 PARIS

SOCIÉTÉ RÉGION PARISIENNE
recherche

INGENIEUR COMMERCIAL

pour développer son activité dans le domaine des automatismes industriels à base d'électronique, micro-processeurs et/ou mini-ordinateurs (conception, installation, mesure, contrôle de processus, contrôle de fabrication...).

Bonnes connaissances du milieu industriel et expérience commerciale souhaitées.

Le candidat sera assisté par le bureau d'études et sera rattaché directement à la direction générale. Déplacement de courte durée à prévoir.

Ad. C.V. à HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann, 75008 PARIS, sous la référence 34.552.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE

recherche pour

LE SERVICE JURIDIQUE DE SON SIÈGE SOCIAL SITUÉ A PARIS

UN JEUNE CADRE

Maîtrise + D.E.A. droit privé ou Droit des affaires ayant et possible une expérience d'un ou deux ans.

Ad. lettre manuscrite, C.V., photo et présentations à n° 51.338, CONTEXTE Publicité, 20, av. Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01.

Banque filiale d'un important Etablissement financier Quartier MONTMARTRE, recherche

ASSISTANT JURIDIQUE ET ADMINISTRATIF

Suivi du contentieux, participation aux consultations juridiques et à la vie sociale de la banque (Conseils d'Administration, Assemblées Générales...) Licence en Droit.

Adresser C.V., photo, salaire, prétentions et numéro de téléphone si possible à n° 51.859, Contesse Publ., 20, avenue de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01 q. 12.

Un important Centre de Recherche Pharmaceutique, situé en banlieue Ouest, recherche

UN ANALYSTE PROGRAMMEUR SYSTEME

pour prendre en charge les logiciels et applications existants et concevoir ou développer de nouvelles applications à orientation scientifique et de gestion de bases de données.

Une expérience de 3 à 5 ans est indispensable.

La connaissance du système ECLIPSE C 330 (DATA GENERAL) et des langages COBOL, BASIC, IDA et FORTRAN serait appréciée.

Adresser C.V. sous n° 47813 Havas Contact, 156, bd Haussmann - 75008 PARIS.

PETROCONSULT recherche

ANALYSE PROGRAMMEUR
3 à 4 ans d'expérience langage FORTRAN, ECR ou télex, 41, rue Vby, 92021 NEUILLY 758-12-49

Organisme Public recrute

OPÉRATEUR TERMINAL IBM
Anglais lu obligatoire. Connaiss. générale informatique. Env. C.V. et photo à REGIE-PRESSÉ, sous la réf. 7 0993 M, 65 bis, r. Roumieu, 75002 Paris

BANQUE INTERNATIONALE
PLACEMENTS recherche

REDACTEUR (TRICE)

- Niveau B.P.
- Min. 5 ans d'expérience dans l'édition de crédits en gén. et des crédits à l'exportation en particulier.

Ad. lettre manuscrite, C.V., photo et présentations à REGIE-PRESSÉ, 65 bis, r. Roumieu, 75002 Paris

Impprimerie Offset, Asnières Recherche d'urgence :

CHEF DE FABRIQUE
pour suivi client et relation technique atelier.

homme aimant chiffres et ayant imprimérie édition.

Avant. Soit. situ. d'avant pour hommes ambitieux et courageux.

Ecrire avec C.V., photo à :

SIRA
M. Pierre Richard, 4, rue Louis-Armand 75009 PARIS

URGENT - FEMME AIDE-COMPTABLE
dactylo expérimentée sachant toutes comptabilités auxiliaires, ayant travaillé dans des entreprises commerciales. Séries références exigées.

Ecr. Publi. n° 528, 31, Pg Saint-Hippolyte, 75008 Paris, qui transmettra.

Demande une personne pour tenir comptabilité à monsieur âgé de pavillon. Reses et coucher. Téléphonez au 525-56-91

Pour faire face à son développement continu et rapide, importante société de

PROMOTION IMMOBILIERE recherche

Responsables de programmes

possédant une solide expérience de cette fonction.

Adresser curriculum vitae détaillé et prétentions à n° 11317 - CDFAP 40, rue de Chabrol 75010 Paris qui transmettra. Discretion totale assurée.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE GESTION IMMOBILIÈRE
Quartier Opéra, C.A. 300 millions de francs recherche

CADRE(S) DE GESTION LOCATIVE

Après une période de formation, ils assumeront progressivement des responsabilités globales de gestion d'un domaine locatif diversifié.

Les candidats retenus devront avoir :

- Une formation supérieure (de type maîtrise en droit/sciences éco.) ou une formation bac avec plusieurs années d'expérience de l'activité de gestion d'immeubles ;
- Une personnalité dynamique avec d'excellentes aptitudes à l'encadrement et à la négociation et de réelles qualités de « gestionnaire ».

Adresser curriculum vitae détaillé + présentations sous le numéro 7.843, « Le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 Paris - Cedex 09

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et présent. sous la réf. 620, à :
S.I. Bouvier, Bouvier-Nouvelle 75012 Paris Cedex 02

GROUPES DROUOT

Scientifiques généralistes débutants : une approche originale de l'entreprise

(Ingénieurs et Universitaires)

Premier objectif pour un jeune scientifique : faire connaissance avec l'entreprise. En avoir à la fois une approche globale et précise est difficile : la plupart des jeunes diplômés se spécialisent rapidement dans un secteur d'activité.

C'est en cela que la fonction que nous proposons est originale. En effet, par leur évolution technique et technologique rapides, les entreprises sont amenées à reconsidérer constamment les risques et problèmes de sécurité. Qui mieux qu'un scientifique peut en faire l'évaluation ? Ces études réalisées, vous devrez gérer et organiser les dossiers sinistres à caractère technique. Une formation complémentaire aux Risques d'entreprise, au Droit de l'Assurance, à la Prévention et à la Sécurité vous sera bien évidemment - dispensée au préalable. Vous serez par ailleurs amené à vous déplacer souvent en région parisienne pour rencontrer nos clients, agences et experts judiciaires et techniques.

Un dernier mot enfin sur notre groupe : nous sommes dans les dix plus grands de l'assurance, commercialement orientés vers le marché des entreprises, et connaissons depuis 3 ans le plus fort taux d'expansion de la profession. De nombreuses possibilités de carrière sont ouvertes au sein du groupe.

Lieu de travail : Rueil Malmaison, (10 minutes de la Défense).

Adresser votre CV accompagné d'une photo à J.-P. BURTH-Services Recrutement - Groupe Drouot - 1, place Victorien Sardou - 75161 - MARLY LE ROI

Important groupe de sociétés recherche pour son siège social Paris 15e

chargé d'études rattaché au responsable du personnel

Il lui sera confié un certain nombre d'études spécifiques concernant le personnel du siège ou des différentes sociétés. Il devra de plus en plus se familiariser avec les différents aspects de la fonction personnel.

Ce poste s'adresse à un jeune collaborateur, 24 ans minimum, formation minimum IUT ENOIS, ayant acquis une première expérience professionnelle ou fait des stages importants.

Position cadre à moyen terme. Horaires flexibles. Rémunération d'entreprise.

Envoyez votre lettre sous référence 7718, à :

INTERCARRIÈRES
5, rue du Helder 75009 Paris

Pour créer puis développer une nouvelle branche d'activités dans le domaine de la

TÉLÉMATIQUE

(Banque d'information, Systèmes documentaires, Réseaux) un groupe français (plus de 1300 personnes) du secteur de la communication recherche son

RESPONSABLE MARKETING

Il aura en charge la définition de la politique et la conception des produits de ce nouveau secteur d'activité.

Toutes les candidatures seront étudiées dans la plus stricte confidentialité. Ecrivez, sous réf. M.500, à Marie-Christine SORHAITS.

I.M.H.
17, rue Monigny, 75002 Paris

STE COMMERCIALE

FILIALE récente en FRANCE d'un Groupe international de VENTE DIRECTE rech. pour Banlieue SUD PARIS

MANAGER INFORMATIQUE 2 X IBM 34

A partir de programmes U.S. qu'il saura compléter et adapter, RESPONSABLE DU BON FONCTIONNEMENT ET DE LA BONNE ADAPTATION DE L'EQUIPEMENT INFORMATIQUE AUX BESOINS PROGRESSIFS DE LA SOCIÉTÉ en croissance exceptionnellement rapide (tenant vers 100 millions de F. sous un an)

INDISPENSABLE

- JEUNE (tout état-major a moins de 40 ans)
- ANGLAIS COURANT - EXPERIENCE 3 ans minimum
- comme Chef d'opérations ou programmeur (RPG II et/ou COBOL) AVOIR DÉJÀ ÉTÉ RESPONSABLE D'UN SERVICE INFORMATIQUE autonome
- Connaître l'IBM 34.

DISCRETION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. détaillé, rémunération et photo ss. réf. 4303

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

SECTION INTROITE offres d'emploi

THOMSON-CSF

ACTIVITÉS SPATIALES

INGENIEURS

MECANICIENS

GROUPES INDUSTRIELS

LA CONSIGNE 1,5 M

JEUNE ADJ. FINANCIER

SC sélection conseil

98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

FILIALE THOMSON

Cadre tech. commerce

FORMATION ELECTRONIQUE

Ingénieur d'affaires

Important entreprise de travaux

chimie minérale, chimie et offshore

Ingénieur d'affaires

pour leur confier la réalisation

de la réalisation de projets

de la réalisation de projets

de la réalisation de projets

de la réalisation de projets

de la réalisation de projets

de la réalisation de projets

de la réalisation de projets

de la réalisation de projets

de la réalisation de projets

de la réalisation de projets

de la réalisation de projets

de la réalisation de projets

de la réalisation de projets

de la réalisation de projets

de la réalisation de projets

de la réalisation de projets

de la réalisation de projets

de la réalisation de projets

de la réalisation de projets

de la réalisation de projets

de la réalisation de projets

de la réalisation de projets

de la réalisation de projets

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

THOMSON-CSF
ACTIVITÉS SPATIALES
INGÉNIEURS
MÉCANICIENS diplômés
Compétents dans les domaines suivants :
• Structures mécaniques matérielles spatiales
• Calculs mécaniques et thermiques à l'aide de moyens informatiques
• Établissement des spécifications d'équipement
• Lancement et suivi de sous-traitances et d'essais.
Anglais
Adressez C.V., photo, rémunération souhaitée à :
Service du Personnel
Département ESPACE-SATELLITES
Boîte postale 51 - 92080 MEUDON-LA-FORET.

GRUPE INDUSTRIEL
C.A. CONSOLIDE 1,5 MILLIARD F
Au sein de la Direction Financière et Juridique le Chef du Service JURIDIQUE de ce Groupe leader de la Construction recherche au Siège (GRANDE BANLIEUE OUEST PARIS - 78)
JEUNE ADJOINT FINANCIER
chargé, pour la Holding et ses filiales, de préparer des DOSSIERS DE FINANCEMENT L. et MT, D'ANALYSES FINANCIÈRES et SECTORIELLES, de BUDGETS PRÉVISIONNELS, d'analyses plus ponctuelles (export, aides de l'État...).

JEUNE ADJOINT FINANCIER
chargé, pour la Holding et ses filiales, de préparer des DOSSIERS DE FINANCEMENT L. et MT, D'ANALYSES FINANCIÈRES et SECTORIELLES, de BUDGETS PRÉVISIONNELS, d'analyses plus ponctuelles (export, aides de l'État...).

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS 75017 PARIS

FILIALE THOMSON CSF
Cadre technico commercial
FORMATION ELECTRONIQUE
2 ou 3 ans d'expérience commerciale
Sera chargé de commercialiser, dans le domaine de l'INSTRUMENTATION, des équipements destinés aux clients universitaires et industriels en France.
Anglais indispensable.
Poste basé en proche banlieue sud
Adressez lettre manuscrite, CV et photo sous référence 24 45 M à nos bureaux 64, rue la Boétie 75008 PARIS.

Importante entreprise de travaux spécialisée dans la réalisation clés-en-main d'ensembles industriels, particulièrement dans les domaines chimie minérale, pétrole, pétrochimie et offshore recherche
ingénieurs d'affaires
pour leur confier la recherche et la négociation de marchés : étude des appels d'offre, mise en forme des propositions et la gestion des projets.
Une expérience de 4 à 5 ans dans ces domaines sera appréciée. Anglais indispensable.
La société est implantée près de La Défense.
Adressez CV et photo en indiquant les préférences à MEDIA SYSTEM 104 rue Réaumur 75002 Paris, sous réf. 7768, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE VENTE PAR CORRESPONDANCE
(Banlieue Sud)
dans le secteur des loisirs
d'un groupe Multinationale
recherche
JEUNE DIPLOMÉ
de l'enseignement commercial
pour son service de publicité
Il participera :
- à l'organisation,
- au suivi des campagnes,
- aux travaux d'analyse quantitative.
Il est nécessaire d'avoir un goût prononcé pour les chiffres, un sens aigu de l'organisation ainsi qu'un esprit d'initiative.
Des possibilités certaines d'évolution dans la société ou le groupe existent pour un candidat de valeur.
Envoyer lettre manuscrite et C.V. avec références au
Chef du Personnel
Société DIAL
1, Boulevard François-Arago
91320 WISSOUS - CEDEX

JEUNES CADRES COMPTABLES HF
Nous sommes à la recherche d'un des leaders dans l'industrie du bâtiment
Nous recherchons de JEUNES COMPTABLES, titulaires d'un DECS, d'un BTS ou d'un DUT, désireux d'acquiescer au sein des services comptabilité générale et gestion, une expérience polyvalente qui leur permettra d'assurer au sein du groupe par la suite des responsabilités importantes en France ou à l'étranger.
Ils seront basés durant les 2 premières années au siège social de la société en Banlieue Sud-Ouest.
Envoyer C.V. et prétentions sous réf. 88905 M à BLEU Publicité 41, Avenue du Château 94300 VINCENNES

RECOUVREMENT - CONTENTIEUX
Nous recherchons pour notre SERVICE CONTENTIEUX
rédauteur expérimenté
Le candidat devra avoir :
• Une solide formation en droit,
• Une expérience de 5 ans minimum dans le recouvrement amiable et contentieux de créances commerciales.
A terme, la responsabilité du service pourra lui être confiée.
Lieu de travail : PARIS.
Adressez lettre manuscrite C.V. et photo, sous référence 6370 à :
Q7 organisation et publicité
21 RUE MARCO 75001 PARIS/OUTRANSMETTRA

ingénieur technico-commercial
Leader français dans le domaine du PESAGE-AUTOMATISME INDUSTRIEL
nous recherchons un Cadre Commercial de haut niveau. De formation ingénieur ou équivalente, il devra justifier d'une expérience de plusieurs années de vente de biens d'équipement industriels avec automatisations.
Homme de contact et d'initiative, dynamique, il pourra hier l'évolution de sa carrière à une Société et à un marché en expansion.
Lieu de travail : Paris-Nord.
Adressez C.V., photo et lettre manuscrite sous la référence 35.107C/274 à ADEQUATION Conseil en Recrutement, 62/64 avenue Emile Zola - 75015 Paris.

Bureau d'Etudes Francis Lefebvre
NEUILLY/SABLONS
recherche
JEUNE JURISTE
Pour succéder un chef de service consultant en Droit du Travail et Droit Social.
Pour ce poste d'avenir, une formation de haut niveau, quelques années d'expérience ainsi que la connaissance de l'anglais sont nécessaires.
Envoyer curriculum vitae et lettre manuscrite à :
2, rue de Téhéran (référence 7.700),
B.E.O. 75008 PARIS.

INGENIEURS industrie électronique
Nous sommes le Leader Mondial du test automatique appliqué aux industries électroniques et mécaniques. Notre progression rapide de plus de 30% nous amène à rechercher des Ingénieurs de haut niveau pour renforcer notre équipe. Votre formation d'ingénieur, votre maîtrise de l'anglais, ainsi qu'une bonne connaissance des composants électroniques, des microprocesseurs vous permettront d'acquiescer à un poste de vente à haut niveau bénéficiant d'une rémunération motivante comprenant un intéressement aux résultats et une voiture de fonction. Ecrivez avec C.V. à :
Monsieur AURUS
GenRad 96 rue Orfila 75020 PARIS

Recherche pour
Centre d'études important
à SAINT-REMY-LES-CHEVREUSE
JEUNE INGÉNIEUR GRANDES ÉCOLES
pour études et recherches dans différents domaines (physique appliquée, mécanique, vibration, dynamique des structures...) intégrant le génie civil. Une expérience d'un à trois ans dans un poste similaire serait appréciée.
Envoyer en joignant curriculum vitae à C.E.S.T.P., 12, rue Brandan, 93757 PARIS Cedex 13.

Filiale américaine et siège européen installée dans la BANLIEUE OUEST DE PARIS recherche
Responsable Informatique (IBM 34)
C'est un homme jeune justifiant d'une expérience informatique réussie et d'une bonne formation.
Ses responsabilités consisteront à assurer :
- la bonne marche du service informatique, l'assistance aux services utilisateurs et plus particulièrement aux filiales européennes, la coordination des besoins informatiques au niveau des directions de départements.
La connaissance de l'anglais est indispensable.
Si vous pensez correspondre à ce profil, merci d'envoyer C.V., photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence 4 101 M à :
MEDIA BA
8, bd des Italiens, 75002 Paris
(Réponse et discrétion assurées)

Société d'ingénierie, filiale d'un important groupe français situé Banlieue Sud de Paris, recherche
INGÉNIEUR CHAUFFAGE
Position III A
Pour animer une équipe de plusieurs personnes exerçant dans les domaines suivants :
- Réponse aux appels d'offres (pour propositions techniques des études),
- chiffrage des équipements,
- et en phase production;
- analyse de la valeur.
Le candidat devra posséder des connaissances tant sur le plan électronique que sur le plan mécanique et avoir exercé plusieurs années dans la fonction.
Adr. C.V. manuscrite et prétentions à n° 68.744, CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, q. 12.

cadres de gérance
GESTION IMMOBILIERE
Société d'importance nationale recherche pour son département de la gestion immobilière (secteur locatif) des CADRES DE GÉRANCE. Les candidats devront avoir une formation supérieure de type juridique-économique, posséder la possibilité des connaissances en organisation et en informatique, justifier d'une expérience d'un ou deux ans, avoir une bonne pratique de la langue anglaise. Ils seront susceptibles de recevoir une affectation, aussi bien à Paris qu'en banlieue parisienne.
Adressez lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous référence 6378 à :
Q7 organisation et publicité
21 RUE MARCO 75001 PARIS/OUTRANSMETTRA

IMPORTANTE SOCIÉTÉ PÉTROLIÈRE
recherche pour
SERVICE TECHNIQUE EN RAFFINERIE
UN INGÉNIEUR PROJETS (ENGINEERING)
avec expérience du suivi de projets importants. Formation Arts et Métiers ou équivalent. EN.S.P.M. souhaitée. Anglais indispensable.
Envoyer C.V., photo et prétentions à n° 51.735, CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

Société d'ingénierie, filiale d'un important groupe français situé Banlieue Sud de Paris, recherche
CHEF DE SERVICE ACHATS
Position III
FORMATION GRANDES ÉCOLES ÉLECTRONIQUES
Pour assurer l'encadrement d'un Service Achats lié à une production petites et moyennes séries mécaniques et électroniques.
Connaissances exigées :
- langue anglaise courante;
- plusieurs années dans la fonction.
Adr. C.V. man. et prét. à la n° 68.744 à CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

JEUNE DÉLÉGUÉ TECHNICO-CL
ayant une formation technique et exp. de la vente aux revendeurs et transactionnaires.
SECTEUR PARIS + PROVINCE.
FLEX + TOUTS FRAIS SUR JUSTIFICATION.
Adressez votre dossier au n° 307 LAM, GABRIEL MARCU, 154, boulevard Malesherbes - 75017 PARIS.

LA FONCIÈRE
Cie d'assurances recherche pour son service informatique à PARIS :
INGÉNIEURS
connaissant le COBOL. Ils recevront une formation complémentaire à l'analyse et au système.
Ecrire à M. VALIN, 48, rue N.-D.-des-Victoires, 75002 PARIS CEDEX 02.
Cie D'ASSURANCES recherche pour sa direction sinistres
JEUNE CHARGÉ D'ÉTUDES
niveau supérieur mathématiques pour études statistiques et relations avec le service informatique. Perspectives d'avenir intéressantes. Envoyer C.V. avec photo à : M. DESSAIN-GERINET, Directeur des Sinistres, Cie LE CONTINENT, 62, rue de Richelieu, Paris-2^e.
URGENT pour CLAMART
Rédacteurs
en MÉCANIQUE EXPERIMENTALE pour notices et manuels techniques, susceptibles de diriger un groupe de travail.
Tél. pour R.V. 44-45-22 M. PAPIN.
IMPORTANTE SOCIÉTÉ TRAVAIL TEMPORAIRE activité internationale recherche pour PARIS
TECHNICO-COMMERCIAL
CHIEF DÉPARTEMENT
HAUT SALAIRE, et PROMOTION RAPIDE (direction, agence si capable). Ecr. av. C.V., photo et prét. 4748 5644, à RUSH PUBLICITE 84, rue d'Hauteville 75018 PARIS, qui transmettra.
ORGANISME DE RECHERCHES pour le recrutement de :
AGENTS TECHNIQUES
débutants ou moins de 2 ans d'expérience, Formation :
D.I.T., R.T.S. mécanique ou électronique, bonnes notions d'anglais. Activité définie avec les candidats : Etudes, essais, enquêtes sur les accidents de véhicules, en relation étroite avec grands constructeurs. Possibilité d'évolution.
Lieu de travail : proche banlieue Ouest.
Adr. C.V. et lettre manuscrite à n° 45.020 M, REGIE-PRESSE, 15 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.
ORGANISME DE RECHERCHES offre contrat pour :
INGÉNIEUR FORMATION E.C.L. ou ÉQUIVALENT
débutant ou moins de 2 ans d'expérience, anglais lu et écrit demandé.
Domaine d'activité :
- Sécurité auto, en relation étroite avec les constructeurs.
- Etudes des chocs véhicules.
Lieu de travail : proche banlieue Ouest.
Possibilité d'évolution.
Adr. C.V. et lettre manuscrite, 45 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE
AS DU PHO européen. Ecrire avec C.V. à ADEQUATION Conseil en Recrutement, 62/64 avenue Emile Zola - 75015 PARIS qui transmettra.
COLLABORATRICE
(anglais, espagnol indisp.) pour assurer secrétariat export. Ecrire sous référence 1.610 à MEDIA P.A., 9, bd des Italiens, 75002 PARIS qui transmettra.
INGÉNIEUR ÉLECTRONIQUEN
(anglais indispensable). Ecrire, sous référence 1.620 à MEDIA P.A., 9, bd des Italiens, 75002 PARIS qui transmettra.
CHEF COMPTABLE
place stable, expérience minimum 5 ans pour groupe de petites sociétés. Lieu de travail : la Défense-Courbevoie. Ecr. lettre et C.V. manuscrite à Consortium des Chiffres et Titres, 1, rue Beaurepaire, Paris-10^e.
Le Service de Prévention recherche pour le compte de Ceryp
EDUCATEUR
de ANIMATEUR animé exp. pvt. 3 à 4 ans après diplôme. Conv. collective 66. Soutirmer, 92000 PONTAISE.
Pour diriger une équipe commerciale de 5 à 6 personnes, l'entreprise 1 COLLABORATEUR avec sans expérience. L'immobilier ayant une connaissance des affaires et de la négociation à tous niveaux. Stage de formation rémunéré. Adressez C.V. et photo à ACB, 27, allée de la Tour, 92050 VILLENNEMBLE.

ENQUÊTES PROFESSIONNELLES
VACANTAIRES
MILIEU INDUSTRIEL
Ecr. SUMS, BP 2, 96200 CACHAN
secrétaires
ORGANISME PARA-PUBLIC DE CONSEILS AUX PETITES et MOYENNES ENTREPRISES recherche
SECRÉTAIRE DE DIRECTION
PROFIL :
- expérience professionnelle de plusieurs années ;
- Formation BTS exigée ;
- maîtrise de l'ANGLAIS ;
- Bonne rédactrice.
FONCTION :
- Secrétaire de la Direction comportant 03 missions :
- contact à des très hauts niveaux ;
- Organisation de manifestations nationales et éventuellement internationales ;
- Suivi des problèmes d'entretien interne.
POSTE A POURVOIR TRES RAPIDEMENT.
Adressez C.V. et photo et prét. à Mlle RECH, 37, avenue d'ENNA 75016 PARIS
GRUPE DE PRESSE
recrute
SECRÉTAIRE DE DIRECTION
excellente steno-dactyle, excellente référent, horaires se terminant à 19 heures.
Ecrire à : S.G.P., 13, avenue de l'Opéra - 75001 PARIS

représentation offres
REPRESENTANTS EN MARKETING EXPORTATION-IMPORTATION
Société Allemande de Marketing, recherche dans tous les départements des représentants qualifiés. Rémunération à la commission (23 000 F. environ minimum par mois après formation - 3 mois env.). Connaissance de la langue allemande souhaitable mais pas obligatoire. Si vous êtes un représentant expérimenté, veuillez adresser votre candidature à RAYAS CONTRACT, 108, bd Haussmann, 75008 Paris. Référence 63088.

représentation offres
REPRESENTANTS EN MARKETING EXPORTATION-IMPORTATION
Société Allemande de Marketing, recherche dans tous les départements des représentants qualifiés. Rémunération à la commission (23 000 F. environ minimum par mois après formation - 3 mois env.). Connaissance de la langue allemande souhaitable mais pas obligatoire. Si vous êtes un représentant expérimenté, veuillez adresser votre candidature à RAYAS CONTRACT, 108, bd Haussmann, 75008 Paris. Référence 63088.

ANNONCES ENGAGÉES	Le m/m. col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	83,00	38,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

1

هكذا من الأصل

INFORMATIONS «SERVICES»

LA MODE

Les rendez-vous de la porte de Versailles

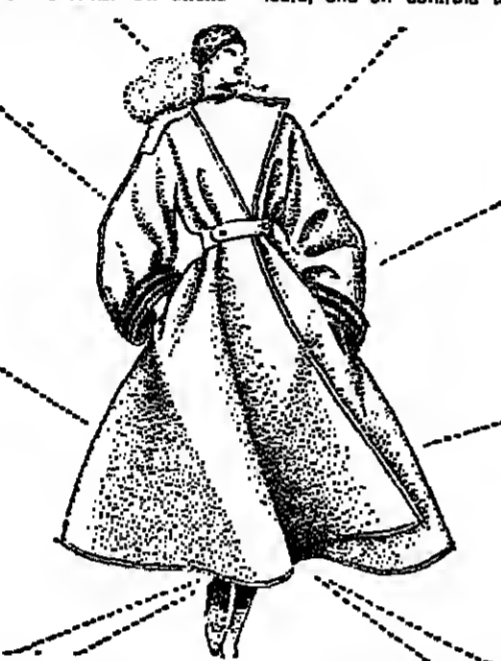
Du 29 mars au 2 avril, les salons d'exposition de la porte de Versailles, à Paris, seront le lieu de rendez-vous de tous ceux qui s'intéressent à la mode... des mois prochains. Trois manifestations sont prévues : la Salon du prêt-à-porter, la présentation des nouveaux tissus de l'été 1981, le Salon International des Industries de la fourrure. A cette occasion, et pour la plupart à la porte de Versailles, couturiers et créateurs présenteront leurs nouveaux modèles de prêt-à-porter.

Dans ce salon du prêt-à-porter, une innovation doit être notée : l'arrivée des jeunes fabricants des Hautes Assemblées pour une action commerciale collective et qui, pour la première fois, trouvent une occasion de se faire connaître. Il s'agit, notamment, de Chipp, Bon, Colours, Nivola, Jape, Kuger, Nair d'ivoire, Pluck, Poles, Suzykio, Vie Bo, etc.

Cela dit, les tendances de la mode d'automne annoncent des lignes épurées, assez structurées. Les recherches de couleurs et de matières permettront de coordonner et de superposer les divers éléments. On attend

corps en redingotes et comme les visons ou les marmottes en pelisses. Ces dernières se retrouvent chez les fabricants et les couturiers, grâce aux nouvelles techniques qui en facilitent l'entretien.

Mme Grès, la grande couturière, « descend » dans la rue avec son premier prêt-à-porter, où on retrouve toutes les caractéristiques de son style, célèbre et indémodable depuis 1954. Ses coupes, ses aplombs, ses étoffes, ses mélanges de couleurs s'affirment avec autant de force que quand elle drape ses modèles en haute couture. D'ailleurs, elle en contrôle tous les



* Croquis de MARCO.

GRES : manteau « boutique » en drap de laine double face de Mores, bourgeois ont à l'envers rayé en fanal de roses, coupé entièrement en biais, à empiècement en pointe, grandes manches surbaissées, taille marquée, jupe ample. Porté avec une jupe droite rayée, un chemisier à col évasé et un boléo tricoté.

toujours une préférence pour les pelisses pieuses. Les mannequins et les vestes, seront coupés en mélanges de fibres à dominances naturelles, épaissies et moelleuses comme des couvertures, en pastels irisés et poudrés, tons de tweeds irlandais à pointes vives et des masses de marron.

Deuxième événement de cette semaine prochaine : au cours de ce qu'ils appellent une « première vision », cent quatre-vingts fabricants français proposent aux visiteurs étrangers et aux confecteurs de tous pays les tissus de l'été 1981. C'est là une riposte de nos industries textiles, aux initiatives du même ordre qu'ont su déjà prendre les fabricants italiens ou allemands.

La gamme des coloris d'été 1981 se caractérise par la recherche de tons neutres : sables plus ou moins ensablés pour tenues de sport, un nouveau kaki, ainsi que des beiges et des ocres doux. Les couleurs paraissent comme passées au soleil.

Le SIF (Salon International des Industries de la fourrure) présentera, de son côté, des silhouettes droites, mais épaissies en douceur, avec une préférence pour les fourrures plates. Le Swakara et l'astreken « Boukhara » sont travaillés près du

détail dans son nouveau studio, de la conception aux livraisons des lacorniers. Le résultat se révèle raffiné, intelligent et subtil pour la femme active qui voyage. Trois couleurs : bleu pétrole, vert mousse et rouge bourgeois s'harmonisent au gré des jupes, blouses, tricotés, vestes, manteaux et penchos ou capes, tout autant que les robes de crêpe et du soir, à l'élégance très personnelle.

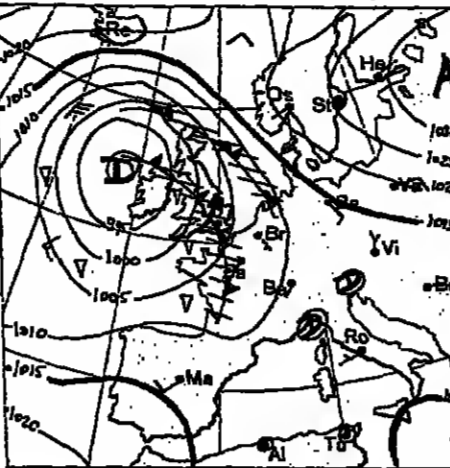
Les prix oscillent entre 770 F pour la blouse de soie damassée ou imprimée et 4 000 F la manteau le plus élaboré. On les trouvera à partir de septembre, 1, rue de la Paix, et dans une boutique avenue Montaigne ou boulevard Saint-Honoré. Ainsi pourra-t-elle développer de front ses parfums et ses autres activités qui, dans le contexte international actuel, ne peuvent s'envisager l'un sans l'autre.

C'est pour les mêmes raisons que Révilion complète la gamme de fourrures, signées Jean-Pierre Avizou, d'une collection de prêt-à-porter créée par Robert Nellesen, tandis que Balenciaga entre, à son tour, dans la ronde des exportateurs de tricot et de fourrures, au-delà des boléros robes que nous connaissons déjà.

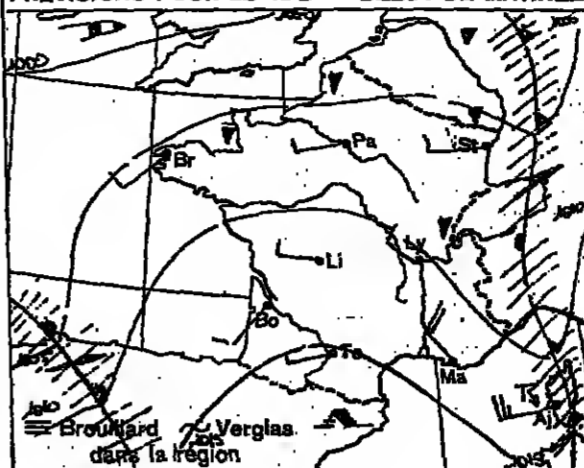
NATHALIE MONT-SERVAN.

MÉTÉOROLOGIE

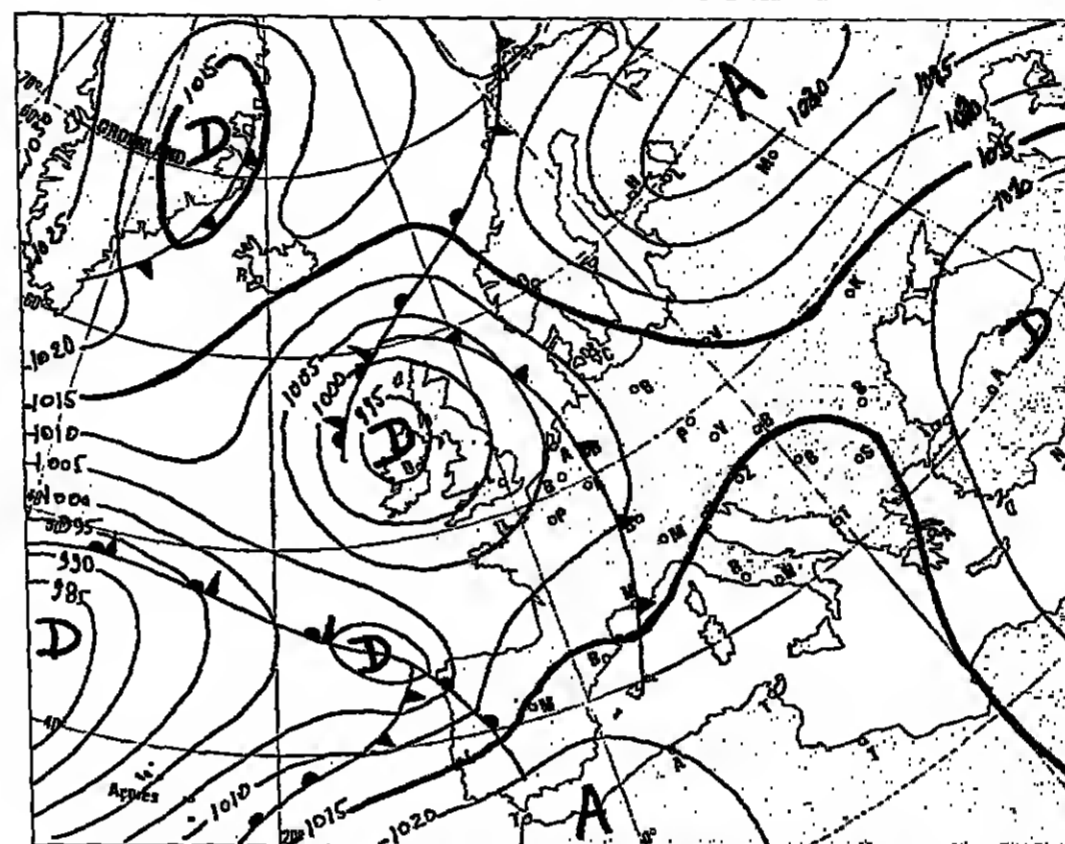
SITUATION LE 25 MARS A 0 H G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 26 MARS 00 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 26 MARS A 0 HEURE (G.M.T.)



Lignes d'égalité hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1/10 de mm)
Zone de pluie ou neige Averse Orages Brouillard Verges
Flèche indiquant la direction d'où vient le vent Force du vent : 5 noeuds 10 noeuds 50 noeuds
Sens de la marche des fronts : Front chaud Front froid Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le mardi 25 mars à 8 heures et le mercredi 26 mars à 24 heures :

Les basses pressions océaniques malécroûtes la France sous l'influence d'un courant perturbé de secteur sud-ouest. Mercredi 26 mars, l'ensemble du pays, le ciel sera variable avec alternances d'averses et de nuages. Ceux-ci donneront des pluies passagères ou des averses qui seront parfois accompagnées d'orages, en particulier sur la Corse. Ces nuages deviendront plus abondants l'après-midi sur les régions voisines de l'Atlantique, où des pluies plus durables débuteront, tandis que les vents se rafraîchiront. De violents orages sont à craindre sur le golfe de Gascogne. Les températures minimales seront en hausse dans la moitié est de la France, et légère baisse dans la moitié ouest. Les températures maximales subiront peu de changements.

Le mardi 25 mars, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au

niveau de la mer était, à Paris, de 1 004,7 millibars, soit 753,6 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 24 mars ; le second : minimum de la nuit du 24 au 25) : Ajaccio, 14 et 2 degrés ; Biarritz, 18 et 7 ; Bordeaux, 18 et 8 ; Bourges, 12 et 1 ; Brétel, 10 et 5 ; Caen, 14 et 4 ; Charbourg, 12 et 4 ; Clermont-Ferrand, 14 et 3 ; Dijon, 12 et 1 ; Grenoble, 12 et 1 ; Lille, 12 et 1 ; Lyon, 13 et 1 ; Marseille, 13 et 1 ; Nancy, 12 et 2 ; Nantes, 14 et 4 ; Nice, 18 et 7 ; Paris-Le Bourget, 12 et 1 ; Pau, 18 et 8 ; Perpignan, 17 et 6 ; Rennes, 14 et 4 ; Strasbourg, 12 et 1 ; Tours, 14 et 7 ; Toulouse, 17 et 5 ; Pointe-à-Pitre, 30 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 19 et 8 degrés ; Amsterdam, 12 et 2 ; Athènes, 19 et 11 ; Berlin, 4 et 1 ; Bonn, 12 et 3 ; Bruxelles, 12 et 2 ; Le Caire, 31 et 18 ; Les Canaries, 22 et 18 ; Casablanca, 8 et 2 ; Genève, 11 et 0 ; Lisbonne, 18 et 10 ; Londres, 12 et 4 ; Madrid,

15 et 5 ; Moscou, 0 et -2 ; Nairobi, 29 et 18 ; New-York, 11 et 5 ; Palma-de-Majorca, 18 et 1 ; Rome, 18 et 8 ; Stockholm, 2 et -11 ; Téhéran, 20 et 11.

LE TEMPS JUSQU'À DIMANCHE

Jeudi 27 mars. Temps doux, couvert et pluvieux. Apparition d'écoulements l'après-midi dans l'Ouest. Les vents seront assez forts et forts sur le littoral atlantique.

Vendredi 28 mars. Réchauffement de pluie et de neige au-dessus de 300 mètres sur les Alpes, le Jura, les Vosges et les Ardennes le matin. Rapide généralisation d'un temps variable avec ondées l'après-midi. Les vents d'ouest seront assez forts à forts et méditerranéens.

Samedi 29 mars. Beaucoup de nuages sur le Nord-Est le matin, puis ciel variable sur toute la France avec des averses de pluie. Température de saison sans gelées nocturnes. Les vents seront modérés à assez forts de secteur ouest dominant.

Dimanche 30 mars. Arrivée dans l'ouest de nouvelles pluies liées à une perturbation d'origine océanique. Ces pluies devraient affecter l'ensemble du territoire dans la journée.

(Documents établis avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PARIS EN VISITES

MERCREDI 26 MARS

« Un maître de l'art nouveau : M. A. 14 h. 30, entrée exposition Grand Palais, Mme Bacheller (entrées limitées).
« Exposition des Pêches à Montmartre », 15 h. 17, rue Saint-Vincent, Mme Bacheller.
« Notre-Dame », 15 h. 17, rue Saint-Vincent, Mme Bacheller.
« Hôtel de Sully », 15 h. 17, rue Saint-Vincent, Mme Bacheller.
« L'équipe » de Louis XIV, 15 h. 30, 62, rue Saint-Antoine, Mme Bonquet des Chaux.
« La Conclergerie », 14 h. 30, 1, quai de l'Horloge (Approche de la Seine).

« Chez un souffleur de verre », 15 h. 50, rue de Turenne (Connaisance d'él et d'ailleurs).
« Evocation de monsieur de Balzac en sa maison », 15 h. 47, rue Raynouard (Mme Ferrand), entrées limitées.
« Fanny », 15 h. 2, rue du Commandant Schloessing (Mme Fieuriot).
« Exposition Dall », 15 h. 15, Centre Beaumont (Tourisme culturel).
« Les Halles », 15 h. 15, métro République-Mercure (Le Vieux-Paris).

CONFÉRENCES

12 h. 15, paroisse Saint-Augustin, M. Jean Bourdarias : « Les funérailles du Vieux Paris », 15 h. 17, rue Saint-Vincent, Mme Bacheller.
15 h. 17, 21, rue Notre-Dame-des-Victoires, Mme Claude Talhaut : « Milan et Paris : les Visconti et les Sforza ».
17 h. 30, mairie annexe du premier arrondissement, 4, place du Louvre, Mme Geneviève Viollet-le-Duc : « Viollet-le-Duc sous le Second Empire » (Académie du Second Empire).
17 h. 30, 6, rue Ferrus, M. Christophe Raboud : « L'œuvre architecturale : analyse économique » (Institut français des relations internationales).
18 h. 30, Sorbonne, grand amphithéâtre, 47, rue des Ecoles, M. Maurice Bernard : « Télématique et modes » (Mouvement universel de la responsabilité scientifique).
18 h. 30, 107, rue de Rivoli, M. Philippe Contamine : « La croisée de l'âge de croisée à la fin du Moyen Âge ».
18 h. 30, rue Madame : « La République turque » (Arcueil).
18 h. 30, rue des Ecoles, M. Pierre de Monthion : « L'expérience chilienne et l'avenir de l'Amérique latine » (Librairie-Centre des Altéris).
18 h. 30, amphithéâtre Bacheller, Sorbonne, 1, rue Victor-Cousin, M. Daniel Béguin : « Symbolisme et tradition templière ».

20 h. 45, temple de Pentemont, 108, rue de Grenelle, professeur André Dumas : « Théologie et biologie ».
20 h. 30, amphithéâtre de l'Annexe, 16, rue de la Sorbonne, M. Irène Wojnar : « Les arts, espoir de l'éducation » (Centre d'études polonaises).
20 h. 30, Donus Medici, 60, boulevard de Latour-Maubourg, M. Yves Dénal : « Exposé et séance de psychanalyse : psychomatique : relation esprit-corps » (Psycho-Société).
20 h. 30, Institut néerlandais, 121, rue de Lille, M. A.-M. Donner : « Le monarque aux Pays-Bas ».

La neige toujours exceptionnelle le ski fantastique, la vraie détente, c'est VAL D'ISERE
Office de Tourisme
Tél. : (79) 06.10.83

BREF

ANTIQUITÉS

SALON A MARSEILLE. — Au troisième Salon des antiquaires et de la brocante de Marseille (jumelé à la Foire de printemps), le quartier est en hausse, mais les prix aussi, notamment pour les meubles provinciaux. La panoplie dix-huitième siècle dépasse 15 000 F, le buffet à glissants 40 000 F et les commodes à sculptures ajourées plafonnant à plus de 70 000 F. L'authenticité des beaux meubles est garantie par des experts. Parmi les meubles de marqueterie, on note un retour au Napoléon III la plus fleur. Côté brocante, pétrole, buffets, émaillures, s'échelonnant de 5 000 F à 10 000 F. Ce Salon, ouvert jusqu'au 31 mars au parc Chanot (9 h. 30 - 18 h. 30) attend plus de deux cent mille visiteurs. F. G.

CHASSE

PERMIS : AVANT LE 1^{ER} AVRIL. — La préfecture de police rappelle aux Parisiens désireux de se présenter aux épreuves de la prochaine saison de l'examen du permis de chasser qu'ils doivent le samedi 10 mai qu'ils doivent s'inscrire avant le mardi 1^{er} avril. Les demandes d'inscription sont reçues à la préfecture de police. Les personnes intéressées doivent se munir d'une fiche d'état civil, d'une enveloppe affranchie, ainsi que d'un timbre fiscal de 30 F.

CIRCULATION

PLUS DE VOITURES ANCIENNES PLACE DE LA CONCORDE. Le préfet de police vient d'interdire le rassemblement de voitures anciennes qui est organisé le premier vendredi de chaque mois sur le parc de stationnement de la place de la Concorde. Dans un communiqué, la préfecture de police indique que ce rassemblement nocturne « est l'occasion de tractations commerciales et perturbe la circulation sur la place ».

VIE QUOTIDIENNE

CHIENS PLUS PROPRES

La mairie de Paris va organiser une campagne d'information et de sensibilisation des Parisiens sur la propreté des chiens. On va compter 500 000 dans la capitale. Do 15 avril au 1^{er} juillet, puis du 15 septembre au 15 décembre, des films, des affiches, une brochure, inciteront les propriétaires des chiens à mieux observer les règles élémentaires d'hygiène. Pour les responsables de la propreté de la capitale, il n'est toujours pas question de taxer la possession d'un chien.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel des 24 et 25 mars 1980 : DES DÉCRETS

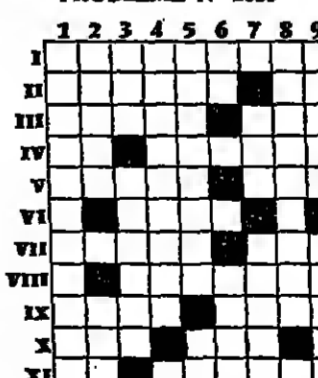
• Modifiant le décret du 17 mars 1970 relatif à l'exercice des poursuites en matière d'impôts directs ;
• Portant code des devoirs professionnels des architectes ;
• Relatif au port du titre de titulaire du diplôme d'architecte et à l'honorariat pris pour l'application de la loi du 3 janvier 1977 sur l'architecture.

UN ARRÊTÉ

• Portant fixation du prix de vente en France continentale de certaines catégories de tabacs fabriqués.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2636



un froid quand il s'en va ; Peut être comprimé ; XI. Abréviation pour un grand ; Leur poids ne cesse jamais d'augmenter.

VERTICALEMENT

1. Capables de nous empoisonner. — 2. Signe qu'on attend quand on doit monter ; Ne laisse pas. — 3. Evoque l'enfer quand il est gros ; Jeune, c'est un bleu. — 4. Exigent de bonnes chevilles. — 5. Protégeaient des jambes de guerriers ; Son jour est férié. — 6. Pronom ; Sec pour une punition. — 7. Sait tout faire de ses doigts ; N'est dévoré que lorsqu'on le trouve bon. — 8. Endroit où l'on peut aller rechercher son briquet. — 9. Qui ne lâcheront donc pas ; Un héros pour Wagner.

Solution du problème n° 2635

Horizontalement

I. Inadéquat. — II. Namur. — III. Net ; Feine. — IV. Aversé ; de terre ; Dans l'alternative. — V. Comme une dame dans un vieux compartiment ; Va toujours avec mesure. — VI. Bons pour les rangers ; Parmi ceux qui nous ont apporté la lumière. — VII. Grand quand on a beaucoup reçu ; Unus quand on ne peut pas aller paître. — VIII. Succès à certain Charles. — IX. Pour s'en servir il faut la mouture ; Chemins. — X. Réalisme ses aspirations. — XI. L'humanité entière ; Marque l'accompagnement. — XII. Il y a

Verticalement

1. Innavigable. — 2. Evidage. — 3. Antécédents. — 4. Da ; Ré ; Nus. — 5. Empennage. — 6. Question ; A ; 7. Uri ; Brm ; Ase. — 8. Ne ; Esige. — 9. Tueurs ; Ores. GUY BROUTY.

VENTES

SOIXANTE-TREIZE ŒUVRES D'ART VENDUES AU PROFIT DE LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME

Une vente aux enchères d'œuvres d'art contemporain au bénéfice de la Fédération internationale des droits de l'homme aura lieu le 26 mars, à 21 heures, à l'hôtel des ventes de MM. Guy Loundmer et Hervé Poullart, 75, rue du Faubourg-Saint-Honoré.

Les gains obtenus permettront de développer les missions de juristes et d'experts dans les États où les droits de l'homme sont en péril, sans considération pour leur orientation politique ou leur dépendance vis-à-vis de telle ou telle puissance, souligne dans un appel M. François Jacob, prix Nobel.

La vente aura lieu sans frais grâce à l'exonération accordée par le ministre du budget. Exposition publique, mardi 25 mars, jusqu'à 19 heures ; mercredi 26 mars, de 11 heures à 19 heures.

Soixante-treize toiles, sculptures, gouaches, dessins, lithos, objets, offerts par des artistes de tous bords, de tous âges, de toutes tendances artistiques (Adam, Allaud, Cane, Debré, Degottier, Gélgen, Hajdu, Labisse, Raynaud, Saint-Phalle, Tapias, Miro, Villat, Zao Wou Ki, Zermert...), seront dispersés.

(1) F.I.D.H., 27, rue Jean-Polant, 75014 Paris.

Le Monde

économie

AFFAIRES

POINT DE VUE

Le pays du gant qu'on laisse mourir

par PIERRE GOTH (*)

Nous sommes submergés par un flot incessant de gants étrangers. En 1979, les importations de gants ont atteint le chiffre effarant de dix millions de paires (contre seulement quelques centaines de milliers naguère). La contrepartie est nette : dix mille employés de la ganterie ont été obligés de quitter, faute de travail, le centre de Millieu. Et l'on constate la même déperdition à Saint-Jean, Grenoble, Saint-Martin-Valmeroux.

Au dernier Salon des sports d'hiver, qui vient de se terminer à Grenoble, sur près de cinquante stands d'exposition de gants, on pouvait compter, à peine, huit authentiques fabricants de gants français. Constatation lamentable : les épiciers des gants de neige sont devenus, en partie, les maîtres du marché, et cela, disons-le, par la faute des pouvoirs publics.

A y regarder de plus près, on constate, en effet, que certaines firmes et négociants s'enrichissent sur notre dos. Un exemple : les gants de ski achetés à l'étranger à un prix dérisoire, sont revendus en France avec une très large marge bénéficiaire à un prix suicidaire pour un fabricant français. Actuellement, des milliers d'exemplaires d'un gant de même origine, aux couleurs chatoyantes, portent leur nom ou leur sigle, et sont sur le marché à des tarifs promotionnels.

Un vaste marché perdu

Nous accueillons une concurrence loyale, qui oblige à faire assaut de créativité et d'intelligence, et nous estimons qu'elle est indispensable pour le tonus de la profession. Par contre, nous réprovoquons, de toutes nos forces, cette forme de colonisation moderne qui consiste à utiliser à vil prix les travailleurs du tiers-monde.

Les importations ne sont pas seules responsables. Il faut bien re-

connaitre que la ganterie étant avant tout une industrie de main-d'œuvre, les charges sociales accumulées sur les prix de revient ont redoutablement handicapé. Un handicap qui ne peut s'alléger du fait qu'il n'a pas été possible d'adapter une forme quelconque de mécanisation.

Il faut également convenir que notre profession se rasant non seulement de cette désespérance qui gangrène tout le pays, mais, plus particulièrement, d'un regrettable engourdissement collectif — et cela en dépit de certaines initiatives louables. Faut-il, par exemple, laisser peu à peu quasiment disparaître une redoutable, perçue sur les échecs de peaux, destinée à promouvoir une publicité aujourd'hui indispensable ? La ganterie française diffuse une revue de qualité que nous serions incapables de financer. Bien sûr, vu le ralentissement des fabrications, les commandes collectives apparaissent désormais bien dérisoires.

La mode « rétro » va-t-elle émaner le retour du port du gant ? On en ressent déjà les prémices. Mais croire qu'il ne reste plus désormais qu'à se laisser porter par ce nouveau courant favorable serait une grave erreur. Ce serait ignorer le danger qui émane déjà, insidieusement, installé à nos portes. D'innombrables firmes étrangères, avec des moyens financiers considérables, possédant des usines de plusieurs milliers de personnes, en Orient ou ailleurs, commencent à nous proposer cette ganterie « traditionnelle ». Les Etats-Unis et d'autres pays, seraient déjà investis.

Grâce à une politique laxiste, nous avons déjà quasiment perdu le très vaste marché des gants de ski, qui, à l'heure des loisirs, pourrait alimenter, par milliers de paires, nos vallées. Sous peu, ce sera, définitivement, le tour du gant traditionnel. Seul pourra subsister le gant de luxe, mais il s'agit là d'un créneau assez limité,

fragile, temporaire, qui ne bénéficie plus de l'apport des grandes séries classiques ou fantaisie qui seules, peuvent faire tourner un atelier et éponger les nombreux frels que requiert un travail de créativité.

Le dernier terrreau humain

Dans cette trop longue attente de décisions de la part du gouvernement, la seule issue pour la profession serait de s'employer à consolider ce qu'il reste de ses essences vitales et vermineuses par l'adoption d'un style nouveau qui, dépassant les individualismes, s'efforcerait de rechercher tout ce qui peut unir et rendre solidaire. Il faudrait se forger une dynamique nouvelle, une dynamique non seulement de défense, mais, surtout, de recherche. Il n'est plus possible de se sauver seul. Les pouvoirs publics, lassés du désarroi de notre région, ne seraient-ils pas alors tentés par une collaboration d'autant plus efficace qu'ils pourraient y puiser, alors, un certain nombre de suggestions utiles ?

On parle aujourd'hui, de toutes parts, de revitaliser les métiers manuels. Mais aucun de nos énarques n'a encore vu notre traditionnelle métier du gant, où le main et l'œil dialoguent avec un si noble métier : le gant. Non, personne ne nous a encore aperçus, et nous sommes depuis des siècles L. toujours agrippés au même sol, maintenant, pour combien de temps, le dernier terrreau humain.

Pourtant, quel métier merveilleux que celui de gantier ! Si l'apport science et sérénité dans les foyers, combien devrât-il par contre requérir d'habileté et de goût pour la réalisation de ce chef-d'œuvre que constitue une paire de gants. Oui, toutes ces mains délicates de

femmes avaient pour les habiller des artistes de choix qui peuplaient notre région et qui, par manque de travail, s'en vont, écumés et meurtris, frapper aux portes de l'usine géante où meurt l'homme qu'ils étaient devenus.

En outre, la ganterie dispose sur place d'un atout majeur : la possibilité de trouver le plus bel et le plus bon monde, pour les matières premières de qualité. Nos peausniers du Millavois restent les meilleurs magiciens du moment dans l'art de traiter l'agneau et le pécari, le doudou, etc. En avance sur leur temps, par les secrets de fabrication qu'ils détiennent, ils sont à leur tour menacés pour les mêmes raisons que les gantiers. Ce miracle permanent de la peau, réalisé sur place, ne serait-ce pas pour la ganterie sa vraie chance de survie ?

Car, dans notre région, si Larzac et Causses peuvent vivre de leurs troupeaux, grâce principalement au roquetier — et pourvu que nos terres soient réservées au monde rural —, par contre, nos vallées ont besoin pour résister à la désertification, de métiers d'appoint qui doivent être diffusés à partir de leur axe principal : Millieu-Sainte-Affrique. Le tourisme et le plaisir n'est pas la panacée universelle dont on nous rebâtit les oreilles. Sans nul doute, il est un excellent appoint qui convient de développer et maîtriser à la fois.

Cependant, si l'on veut vraiment, une fois pour toutes, que la vie demeure dans nos vallées des gorges et du Sud-Aveyron, il leur faut également aider au renouvellement de certaines activités agricoles et élever que le réajustement quelques mains clairvoyantes, — mais en plus y développer à nouveau ces métiers de choix qui peuvent contribuer à fixer les populations.

Seulement la ganterie et sauver aussi le travail de la peau : n'est-ce pas le salut recherché de tout un pays qui veut vivre ?

ÉTRANGER

En Italie

La production industrielle continue d'augmenter

De notre correspondant

Rome. — L'industrie italienne continue à « tirer » l'activité économique, dépassant les prévisions pessimistes qui avaient été faites. En janvier, la production industrielle a augmenté de 0,8 % par rapport au mois précédent, et de 7,9 % par rapport à janvier 1979. La plupart des secteurs sont concernés par cette hausse, qui est surtout due dans les industries mécaniques (+ 15,9 % en un an) et chimiques (+ 13,9 %). Des résultats plus modestes ont été obtenus par le textile (+ 7,5 %).

Les industriels ont beaucoup investi au cours des derniers mois, mais cela a encore été insuffisant pour répondre à la demande. On s'attend pour les prochains mois à une demande soutenue, surtout en provenance du marché intérieur. Quelques signes d'essoufflement sont notés du côté des importations : continuant à vendre des produits peu sophistiqués, l'Italie est finalement concurrencée par d'autres pays. C'est vrai notamment dans le secteur des importations de produits de luxe, où l'Italie n'arrive plus à calmer les inquiétudes. Nombre de patrons dans ce secteur, gênés par la hausse des coûts de production, se plaignent de la stabilité de la lire et considèrent que leur seule chance de salut serait une dévaluation.

Le textile était encore l'an dernier — avec les industries mécaniques — l'un des rares domaines où les exportations dépassaient les importations. Car si les Italiens ont beaucoup vendu en 1979 à leurs clients étrangers (+ 8,9 % en volume), ils ont acheté davantage (+ 16,5 %). D'où un fort déficit de la balance commerciale : 4 725 milliards de lires (soit 23,6 milliards de francs français) douze fois et demi plus qu'en 1978.

Cette détérioration des comptes extérieurs n'a pas empêché la production industrielle d'enregistrer en 1979 une hausse moyenne de 6,5 %, tandis que le produit national brut augmentait de 4,5 %. Progression d'autant plus remarquable que le nombre d'heures de travail perdus en raison des grèves (178 millions) était trois fois plus important qu'en 1978. Un bilan complet de l'année économique sera donné par le gouvernement avant le 31 mars prochain, dans son traditionnel « rapport sur la situation économique du pays ». Anticipant le contenu de ce texte, le *Corriere della Sera* chiffre ainsi les points noirs de l'économie en 1979 : une hausse des prix de détail de 10,6 % ; un déficit public de 33 500 milliards de lires (1 717,5 milliards de francs) et 1 640 000 demandeurs d'emploi, soit 120 000 de plus que l'année précédente. — R. S.

Le Japon est d'accord pour creuser un second canal de Panama

De notre correspondante

Tokyo. — Creuser un second canal de Panama parallèle au premier : l'idée n'est pas japonaise, mais le Japon nippou l'a fait sien. Le projet paraît devoir avoir de fortes chances de se réaliser. M. Ohira, premier ministre, doit annoncer officiellement au président panaméen, M. Aristide Royo, en visite à Tokyo, la décision du Japon de participer aux études préliminaires.

Le second canal de Panama (1), « un rêve de vieux jours », disait-il y a pas si longtemps, un diplomate japonais en retraite qui a son franc-parler, et a le projet de M. Nagano, président de la chambre de commerce du Japon.

En vertu des traités signés entre Panama et les Etats-Unis en octobre, la canal actuel, achevé en 1914, deviendra panaméen en l'an 2000. Mais, à cette époque, son utilité sera réduite, car les navires de fort tonnage ne pourront l'emprunter. Le gouvernement panaméen a donc proposé la construction d'un nouveau canal, avec l'aide financière et technique des Etats-Unis et du Japon.

Ce sont les Japonais qui paraissent les plus enthousiastes : en janvier une importante mission de banques et d'industriels s'est rendue à Panama et aux Etats-Unis. On estime en effet que près de la moitié du trafic sur le canal de Panama est nippon et, à Tokyo, on ne voit que des avantages à la possibilité pour des navires de 500 000 tonnes de « contourner » la langue de terre de l'Amérique centrale en évitant le passage par le cap Horn.

Un nouveau canal rendrait moins coûteux le pétrole en provenance d'Alaska et permettrait d'accéder plus facilement aux gisements de pétrole du Venezuela — deux pays producteurs d'hydrocarbures — et qu'en Brésil qui fournit notamment du mine-

ral de fer. Mais c'est aussi l'expansion des exportations nippones en Amérique latine qui est en jeu.

Le nouveau canal aurait une longueur de 95 kilomètres et serait situé à une vingtaine de kilomètres de l'actuelle voie d'eau. Coût de la construction : 85 milliards de dollars, mais près de 20 milliards si l'on compte les dépenses annexes. Enthousiastes, les Japonais n'ont pas moins prudence, étant donné les sommes à engager. Ils discutent, on le voit, avec les Etats-Unis.

PHILIPPE PONS.

(1) Le canal de Panama, dont la construction a débuté en 1914, a été achevé en janvier dernier, et a en 1977 un trafic de 197 millions de tonnes et quatre-vingt mille sept cent trente-cinq passages de navires. Des statistiques aux navires de 85 000 tonnes au maximum. Le rythme de trafic a été de quarante-deux passages par jour en 1978 ; en 1979, ce chiffre pourrait atteindre quarante-cinq passages par jour.

LE ZIMBABWE ADHÉRERA-T-IL A LA CONVENTION DE LOMÉ ?

(De notre correspondant.)

Bruxelles. — M. Cheysson, le commissaire chargé de la politique de coopération, se rendra à Salisbury à l'invitation du gouvernement de M. Mugabe, les 31 mars et 1^{er} avril, deux jours avant la proclamation officielle de l'indépendance. Il s'agit d'un déplacement qui sera abordé, au cours de cette visite, le problème de l'éventuelle adhésion du Zimbabwe à la convention de Lomé. D'ores et déjà, des relations spéciales ont été établies entre le Communauté et le Zimbabwe, qui prendra le nom de Zimbabwe.

Remous dans le commerce du livre

- Création d'une Union des libraires de France favorable au prix unique.
- Opposition de la Fédération française des syndicats des libraires à la pratique des prix d'appel.

« Le lundi 24 mars a été, à Paris, la journée des libraires. En effet, le matin s'est tenu, à la salle des Horticulteurs, rue de Grenelle, l'assemblée constitutive de l'Union des libraires de France, hostile à la libération du prix du livre, tandis que, dans le même temps, se déroulait, à l'hôtel P.L.M.-Saint-Jacques, l'assemblée générale annuelle de la Fédération française des syndicats de libraires, acquiescente, à l'adite libération. Il y a désormais deux organisations de libraires qui défendent des politiques diamétralement opposées.

Selon le président fraîchement élu de l'Union des libraires de France (U.L.F.), M. C. Gardet, c'est l'« esprit autoritaire » du bureau de la F.F.S.L. qui a conduit des libraires à la rupture et à regrouper dans son association. La Fédération, a-t-il dit, ne tient pas compte des options de ses syndiqués. Son bureau a lancé « le bruit du prix net », aux conséquences désastreuses, sans que les libraires en fussent informés, ce qui a pu faire croire à M. Monory, ministre de l'économie, que les professionnels étaient unanimes. Or l'enquête des *Nouvelles Littéraires* (le Monde du 21 mars), précède d'autres sondages, a montré que 91,6 % des libraires étaient opposés au « prix net », au nom du nouveau système.

Il a été déposé de la représentativité de son organisation, qui a réuni huit cent seize adhérents dont un tiers sont membres aussi de la F.F.S.L. en une quinzaine de jours. La F.F.S.L. revendique, de son côté, neuf cent vingt-trois adhésions. M. Gardet a fait état aussi de l'appui de l'association des libraires européens.

Il a indiqué que l'Union, dans un esprit d'« ouverture et sans sectarisme », mènerait une « action politique et strictement professionnelle » auprès des parlementaires et du gouvernement pour obtenir « l'abrogation du prix net et l'obtention du prix unique ». L'Union des libraires se propose encore d'instaurer une collaboration avec les écrivains, les éditeurs et aussi avec la F.F.S.L. une fois la question du prix net résolue.

Dans l'après-midi, M. Bernard Brunet, président de la Fédération française des syndicats des libraires, a déclaré accueillir la création de l'Union des libraires « avec tristesse, puisque des responsables de la « dissidence » sont aussi des

responsables de la Fédération ». Après avoir évoqué « les inconvénients de la démission », il a estimé que les libraires dissidents n'avaient « aucune chance de voir aboutir leur programme, qui va à l'encontre de la politique économique actuelle ». Mais il n'a pas repoussé l'éventualité d'une rencontre entre les deux organisations de libraires.

Grâce à une répétition qu'il fallait « laisser mettre en place le système » et que sa Fédération attendait « toujours les propositions des éditeurs pour attribuer le « prix unique » par des remises spécifiques. Il a cité ce sujet le groupe *Échec* qui, après une initiative qui avait soulevé l'ire des libraires, a fait des « propositions constructives » en facilitant la constitution de stocks selon la spécialisation et les chiffres d'affaires des vendeurs.

« Conséquences dangereuses pour le livre »

La Fédération a adopté, d'autre part, une motion qui reprend en partie — les arguments des opposants à la libération des prix du livre. Constatant, en effet, « les méfaits sur la distribution de qualité de certains de quelques produits servant de prix d'appel, excessivement bas et souvent à prix coûtant dans les grandes surfaces non spécialisées (...), elle demande à l'administration (...) de faire en sorte que cessent ces pratiques aux conséquences très dangereuses pour le livre et la création littéraire ».

Elle insiste « vigoureusement » auprès des éditeurs, pour que l'annonce dans les catalogues de prix dits « en magasin » ne constitue pas une façon déguisée de réajustement d'un prix conseillé (par l'éditeur), en abaissant de surcroît à court-circuiter les libraires, distributeurs de leurs produits, par une véritable pratique d'appel à vente directe. Ce point viserait les éditeurs qui publient les prix pratiqués dans les librairies leur appartenant, pour informer public et vendeurs.

B. A.

(1) Voici la composition du bureau de l'Union des libraires de France (président : M. C. Gardet, président : M. A. Deren et M. L. Cêtre, J. Courty, M. Patin, vice-présidents ; M. Strawinski, secrétaire général ; M. J. Lachère, secrétaire adjoint ; M. J. Bouleau, trésorier ; M. J. Touzin et B. Oberbank, conseillers).

Le procès intenté par une banque belge à Chrysler risque de compromettre son redressement

En intentant un procès au constructeur américain d'automobiles Chrysler pour le recouvrement d'un prêt de 10 millions de dollars, la banque belge de Bruxelles-Lambert ne rembourse à l'échéance, la banque belge Bruxelles-Lambert plonge dans l'embarras les dirigeants de la société de Detroit. Aux prises avec de graves difficultés financières, Chrysler a obtenu au début de janvier 1980 une aide du gouvernement fédéral sous la forme d'une garantie de la puissance publique pour des emprunts de 1,5 milliard de dollars au total. Mais cette garantie, la plus importante accordée par le gouvernement des Etats-Unis à une firme privée, ne sera acquiescée que si Chrysler réunit, de son côté, près de 2 milliards de dollars, en prêt le 1^{er} avril 1980 au plus tard.

Tout en négociant pour réunir ces concours supplémentaires eu-

près des banques, les dirigeants de Chrysler s'efforcent de faire patienter les deux cent cinquante établissements bancaires qui ont déjà prêtés environ 1,5 milliard de dollars à la firme automobile. Jusqu'à présent, ils y sont parvenus, mais ils ne peuvent pas rembourser et le paiement des intérêts, de la part de Chrysler, est en retard. La banque belge, qui pourrait être suivie de beaucoup d'autres, risque de compromettre la mise en place du plan de redressement préliminaire de Chrysler. « C'est l'année des crises », a déclaré l'un des dirigeants de Chrysler, d'autant que le trésor des Etats-Unis, en repoussant avec insistance l'échéance de l'année prochaine, semble vouloir exercer une pression sur les banques américaines pour les obliger à augmenter leur concours au groupe automobile, la menace d'une enquête parlementaire ayant même été agitée.

Faits et chiffres

Affaires

● La production mondiale d'automobiles a atteint 41,9 millions en 1979, contre 42,5 millions en 1978, indique la revue américaine *World's Automobiles Report*. Cette baisse est essentiellement due aux trois pays d'Amérique du Nord : Etats-Unis, Canada et Mexique, dont la production (13,6 millions de véhicules) a baissé de 10 %, alors que celle des dix-neuf autres pays producteurs a progressé de 3,3 %, passant de 27,4 millions à 28,3 millions de véhicules. Selon cette revue, la production japonaise d'automobiles devrait dépasser, en 1980, celle des Etats-Unis.

● Cinq mille trois cents ouvriers de l'usine British Leyland de Cowley (ouest de Londres) ont repris le travail le lundi 24 mars, après un mois de chômage technique. Ces ouvriers, employés sur les chaînes d'assemblage des Austin Princess et Maxi, avaient été mis au chômage technique en raison des stocks excessifs. Un petit nombre d'employés de l'usine sont encore en chômage, mais on s'attend qu'ils reprendront le travail d'ici une semaine. — (A.F.P.)

Épargne

● Un éventuel relèvement du taux d'intérêt des livrets de caisse d'épargne ne fait l'objet d'aucune décision prochaine du gouvernement, indique un communiqué

publié par l'Élysée. A l'issue de l'entretien que M. Giscard d'Estaing a eu, le lundi 24 mars, avec M. André Bergeron.


Etranger

CHINE

● La Chine ou F.M.I. ? — Des discussions sur l'éventualité de l'adhésion de la Chine au Fonds monétaire international (F.M.I.) ont eu lieu à la Banque mondiale et à la Banque chinoise de Pékin, avec l'arrivée dans la capitale chinoise d'une mission du F.M.I. Pour adhérer à la Banque mondiale, il faut, au préalable, être membre du Fonds. On estime que la mission actuellement en Chine prépare celle du président de la Banque mondiale, M. Robert McNamara, attendu à Pékin le 10 mai. — (A.F.P.)

Social

● Reprise du travail sur le chantier de la centrale nucléaire de Cruas, en Ardèche. — Après trente-deux jours de grève, les ouvriers de l'entreprise de travaux publics C.B.C. se sont penchés en faveur de la reprise du travail le 25 mars, sur le chantier de la centrale nucléaire de Cruas (Ardèche). La grève avait été déclenchée pour appuyer des revendications portant sur des augmentations de salaires, l'obtention d'un treizième mois et de diverses primes. Les ouvriers ont obtenu des augmentations de salaires et des primes, ainsi qu'une progression des rémunérations.




le diamant, placement refuge...

les meilleurs économistes mondiaux en témoignent !

- valeur record • anonyme et facilement négociable
- valeur internationale • ne nécessite aucune gestion
- avantages fiscaux

Nos diamants et pierres de couleur sont vendus avec certificat d'authenticité délivré par des laboratoires d'expertise internationaux. Nos services pour la revente sont assurés par contrat.



LES GEMMES
PRÉSENTATION S.A.
10, rue de la République
75735 PARIS Cedex 13, Tél. 508.91.03

Veuillez m'indiquer, sans engagement, sur : LM

☐ l'investissement diamant ☐ les pierres de couleur

nom _____ prénom _____

si _____ rue _____ ville _____

code postal _____

هكذا من الأصل

SOCIAL

L'AMÉNAGEMENT DE LA DURÉE DU TRAVAIL

M. Giraudet accepte que sa mission soit prolongée jusqu'à la fin avril

M. Giraudet, président d'Air France, chargé en janvier, par le gouvernement, d'examiner, d'ici à la fin de mars, les moyens de relancer les négociations sur la durée du travail, se déclare prêt à poursuivre sa mission jusqu'à la fin avril, afin d'essayer de lever les derniers obstacles à la reprise des discussions.

« Vous avez dit rapport ? » Depuis plusieurs semaines, les rumeurs se sont multipliées sur le contenu du rapport que M. Giraudet, président d'Air France, doit remettre au gouvernement sur la réduction et l'aménagement de la durée du travail. En fait, c'est beaucoup moins un rapport qu'une mission que doit remplir M. Giraudet, comme le premier ministre le lui avait demandé début janvier après l'échec des négociations entre les syndicats et la C.N.P.F. Il s'agit, selon les vœux du gouvernement, de déterminer les moyens de relancer les discussions, en proposant non seulement des solutions techniques, mais aussi les moyens d'y parvenir par le voie contractuelle ou (si) législative.

Or, selon le patronat et certains syndicats que M. Giraudet a rencontrés, ce dernier, s'il déposait ses conclusions, n'écarterait rien de la situation. M. Bergeron va même plus loin : « Si M. Giraudet terminait aujourd'hui sa mission, il n'y aurait pas de relance des négociations, en raison des pressions et oppositions patronales. » En fait, c'est un véritable jeu de cache-cache social mais aussi politique qui est en train de se développer.

Lorsque, le 8 janvier, les syndicats et la C.N.P.F. se séparèrent, les positions demeuraient très éloignées. Les premiers réclamaient une réduction effective de la durée du travail, le cinquième semaine de congés payés sans condition et une diminution contrôlée des heures supplémentaires. La C.N.P.F., d'autre part, un tout autre projet : oui à la cinquième semaine, mais si les salariés font preuve d'une certaine durée de présence (232 jours) ; oui à la réduction programmée des heures supplémentaires (384 au maximum actuellement, 150 en 1982), mais si le chef d'entreprise reste seul maître de la répartition de cette « enveloppe » et s'il peut aménager les horaires à l'année et non plus à la semaine, ce qui suppose le vote d'une loi modifiant la réglementation datant de 1936.

Les échéances politiques

Au cours de ses entretiens avec les syndicats et le patronat, M. Giraudet tente de présenter un compromis « raisonnable » : la cinquième semaine de congé serait accordée sans condition et l'« enveloppe » des heures supplémentaires serait ramenée à 140 heures, deux mesures appréciées des syndicats ; quant au patronat, il se verrait promouvoir l'aménagement annuel de la durée du travail et le droit de gérer le contingent d'heures supplémentaires. Mais, comme l'affirment les organisations consultées et l'entourage de M. Giraudet, il ne s'agit pas encore de conclusions, mais simplement de bêtises d'essai.

Or, eu dire des uns et des autres, la C.N.P.F. renâcle. « La cinquième semaine sans condition ne nous fait pas plaisir, laisse-t-on entendre en

Un colloque du Grand-Orient de France

« IL FAUT RÉPARTIR L'EMPLOI ENTRE UN PLUS GRAND NOMBRE D'INDIVIDUS »

estime M. Roger Leray

M. Roger Leray, grand maître du Grand-Orient de France, s'exprimant, le 22 mars, à la fin du colloque sur le travail et l'emploi organisé par son obédience, a notamment déclaré : « Confondre le travail et l'emploi, c'est assurer la primauté de l'économie sur les besoins fondamentaux de l'homme. C'est assujettir celui-ci aux systèmes. »

M. Leray a ensuite souligné que le surdéveloppement technologique engendre une réduction de l'emploi et tend à imposer l'idée d'un chômage structurel au moment même où la disponibilité de l'emploi est considérablement accrue par le désir de libération et de promotion de la femme et la volonté des peuples du tiers-monde, qui exigent aussi le droit à la vie et à la dignité.

Les progrès de la productivité, estime-t-il, doivent permettre « la réduction importante de l'emploi et la redistribution de celui-ci entre un plus grand nombre d'individus. (...) Distinction étant faite de l'emploi — qui a pour fonction la rémunération — et du travail, qui doit être une fonction de mieux vivre, il faut sans doute admettre que l'économie de profit n'est pas porteuse d'espérance, mais d'assujettissement. »

Après l'entretien que M. André Bergeron a eu lundi avec le président de la République, le dirigeant de F.O., qui a annoncé un prochain relèvement du taux d'intérêt des livrets de Caisse d'épargne, avait indiqué que, à sa demande, M. Giscard d'Estaing avait envisagé favorablement un délai supplémentaire pour la mission de M. Giraudet.

siège du patronat. Nous sommes en période d'hypar-compétitivité et le problème d'une plus grande utilisation des machines est très important. Si l'on supprime toute référence à la « présence » des salariés, il faut trouver des compensations. » Et d'ajouter : « cette affaire n'est pas mûre. Il faut prendre du temps. La mission Giraudet n'est qu'une étape. » A F.O., comme à la C.G.T., on rétorque : « La C.N.P.F., pour le moment, ne veut pas d'un accord. Tout se traite en fonction des élections présidentielles. »

Les aspects politiques ont pris, en effet, une importance déterminante. Le C.N.P.F., qui n'est pas du tout prêt à convaincre ses troupes de la nécessité d'un grand accord national, estime que, pour des raisons électorales, le gouvernement décidera, un jour ou l'autre, de légiférer. Dès lors, il semble marquer une préférence pour cette solution, d'autant plus qu'il a plus d'influence dans les couloirs parlementaires

qu'entour du tapis vert. Et si négociation il doit y avoir, autant faire traîner les choses, pour que l'accord et la loi n'interviennent qu'au moment où l'application le plus tard possible.

Les syndicats, divisés sur les objectifs, souhaitent aller plus vite, mais n'entendant pas renouer le dialogue pour déboucher à nouveau sur un échec. Avec des arrière-pensées différentes, chacun semble au moins d'accord pour offrir à M. Giraudet un deuxième tour de piste.

Conscient de toutes ces difficultés, le chargé de mission, qui attache beaucoup plus d'importance à la relance des négociations qu'au contenu d'un rapport, est prêt à poursuivre sa recherche-concertation. Un nouveau délai est donc prévu. M. Giraudet remettra ses conclusions au ministre du travail au cours de la deuxième quinzaine d'avril. Il est urgent d'attendre... JEAN-PIERRE DUMONT.

Dans les Vosges

DES SALARIÉS DU TEXTILE ACCEPTENT DE GAGNER MOINS PAR CRAINTE DU CHOMAGE

(De notre correspondant.)

Epinal. — Le personnel de Lin-vosges (textile) de Gérardmer (Vosges) a, par 178 voix contre 85, approuvé lundi 24 mars un plan de redressement fondé sur une réduction du temps de travail à trente-deux heures avec perte correspondante de salaire.

Cette mesure, proposée à la place de licenciements pendant une durée de six mois, entraîne la reprise de vingt-huit personnes qui avaient déjà reçu leur lettre de licenciement et accorde la possibilité de différer vingt-six licenciements par utilisation de stages de formation.

La perte de salaire correspondante à la réduction de l'horaire pourrait ne pas dépasser 186 F par mois, pour autant que le ministère du travail accepte l'indemnisation à 70 % des heures chômées.

Amendes pour quatre syndicats de l'arsenal de Cherbourg. — Quatre responsables syndicaux (C.G.T., C.F.D.T., F.O. et C.F.T.C.) de l'arsenal de Cherbourg ont été condamnés, mardi 18 mars, à 300 F d'amende par le tribunal correctionnel de cette ville pour le blocage de deux trains en gare de Cherbourg les 28 et 29 juin 1978, lors du long conflit national des arsenaux.

L'exceptionnel licenciement d'un cheminot handicapé physique

Depuis maintenant six mois, M. Jean-Luc Durand est en chômage. La raison ? Inaptitude. Engagé à l'essai en juin 1978 par la S.N.C.F. après une visite médicale d'embauche au cours de laquelle rien d'anormal n'est constaté, M. Jean-Luc Durand est licencié effectivement en septembre 1979. Entre-temps, l'employé de la S.N.C.F. a subi une longue maladie — une sclérose en plaques — et l'usure de son retour dans l'entreprise nationale, les visites médicales successives concluent à l'inaptitude. C'est le règlement, observe-t-on à la S.N.C.F., qui décide le licenciement.

La décision de licenciement consécutive à cette inaptitude est en tous points conforme à nos dispositions réglementaires qui prévoient que certaines affections constituent des causes générales d'inaptitude à tous les emplois de la S.N.C.F., explique la direction. Et d'ajouter : « La garantie de stabilité, découlant du statut auquel est soumis le personnel de la S.N.C.F., doit trouver une contrepartie dans la rigueur plus grande dont l'entreprise doit preuve au moment de l'embauche. »

M. Durand, qui, depuis, a reçu l'appui de nombreux parlementaires, s'étonne que de nouveaux arguments soient donnés par la direction : elle fait état mainte-

nant d'attitude non satisfaisante durant sa période d'essai. Mais, surtout, il réclame réparation et réinsertion à la S.N.C.F. N'y a-t-il pas dans cette grande entreprise des places spécifiques pour certains handicapés ? La S.N.C.F. n'est-elle pas astreinte à la loi, supérieure au règlement ?

Le licencié-handicapé note, en effet, que la loi d'orientation des handicapés de 1975 est en ce point plus claire. L'article 38 prévoit : « L'obligation d'emploi des handicapés s'applique aux administrations de l'Etat et des collectivités locales, ainsi qu'à leurs établissements publics, quel que soit leur caractère, aux entreprises nationales, etc. Pour permettre la réalisation effective de cette obligation, les conditions d'aptitude imposées pour les emplois dans les diverses administrations seront révisées. »

Jusqu'à l'intervention de cette loi, aucun licenciement pour inaptitude physique ne pourra frapper une personne handicapée employée depuis plus de six mois dans une administration ou une entreprise publique ou nationale.

Aucun ? M. Jean-Luc Durand, qui a porté l'affaire devant les prud'hommes, ne comprend pas qu'il y ait des exceptions.

Six questions-clés qu'il faut absolument poser sur l'assistance informatique, avant d'acquiescer votre prochain ordinateur...

... Et les réponses que vous obtiendrez, si c'est à HP que vous les posez.

- 1** Vais-je être dépendant d'un horaire d'intervention stricte, alors que mon entreprise « tourne » avec deux équipes au moins ? Ou bien, vais-je devoir payer un service « temps complet » même si je n'en ai pas besoin ?
HP: Non. Avec HP, c'est vous qui décidez du degré d'assistance qui vous est nécessaire. Notre contrat de base prévoit 5 jours d'assistance par semaine, de 8 h 30 à 17 h 30. Mais ce contrat peut être personnalisé, la gamme de nos prestations s'étalonnant de 5 à 7 jours par semaine, 24 h sur 24.
- 2** Si mon entreprise ne « tourne » avec deux ou trois équipes que pendant quelques semaines par an, suis-je obligé de prendre, en plus de mon contrat de maintenance, une option pour assistance en dehors des heures ouvrables ?
HP: Non. Tout client ayant un contrat standard peut bénéficier d'une intervention en dehors des heures ouvrables. Pour cette prestation, effectuée en dehors de la période d'assistance prévue, il ne lui sera compté qu'un forfait de déplacement, le coût des pièces et du temps de travail étant compris dans le contrat standard.
- 3** En matière de logiciel, vais-je pouvoir bénéficier de l'assistance qui m'est nécessaire ?
HP: Oui. Notre assistance standard à la clientèle prévoit, entre autres, la consultation par téléphone, l'intervention technique sur place et la fourniture des mises à jour du logiciel et des notices. Si vous disposez de ressources logicielles internes, vous pouvez ne souscrire qu'un contrat de suivi logiciel ou de distribution de documentation. Ou bien choisir de faire appel à nos services de consultation pour la formation des techniciens et la conception des applications.
- 4** N'aurai-je la visite des techniciens qu'en cas de panne ?
HP: Non. Notre contrat et notre assistance en clientèle accordent autant d'importance à la prévention des incidents qu'à leur solution. Nous apportons donc les plus grands soins à la préparation du lieu d'installation, à l'installation elle-même, ainsi qu'à la formation et à l'entretien préventif. Enfin, vous recevrez régulièrement la visite de l'ingénieur-analyste et du technicien de maintenance responsables de votre système.
- 5** Mon contrat précisera-t-il les services qui me seront fournis, ainsi que leur coût ?
HP: Oui. Notre contrat d'assistance énumère en détail tout ce à quoi vous avez droit et ce que cela vous coûte. Quel que soit le contrat choisi, vous bénéficiez de la même couverture pendant la période de garantie, sans aucun supplément. Nous vous assurons également l'installation gratuite de tout nouveau matériel, sous réserve que vous l'incluez dans votre contrat de maintenance.
- 6** Le technicien se mettra-t-il en route dès mon appel téléphonique et restera-t-il jusqu'à ce que tout soit rentré dans l'ordre ?
HP: Oui. Dans la plupart des secteurs, votre technicien HP sera chez vous dans les quatre heures (si vous avez souscrit le contrat standard). Et comme nous disposons localement des pièces disponibles, il sera en mesure de remettre votre ordinateur en état de marche. Quant à nos techniciens, ils n'ont pas l'œil sur la montre ! S'il faut rester au-delà des heures prévues par le contrat pour que votre ordinateur fonctionne à nouveau, ils resteront. Cela fait partie intégrante du contrat standard, sans supplément de prix.



hp HEWLETT PACKARD

Coupons à envoyer à: Hewlett-Packard France - BP 70-91401 Orsay Cedex - Tél.: 90778.25.

Pour en savoir plus sur les services d'assistance proposés, je désire recevoir votre brochure 5953-3302 sur le service après-vente HP.

Nom: _____ Titre: _____

Entreprise: _____

Adresse: _____

Téléphone: _____

le diamant, placement refuge.

ÉNERGIE

MONNAIES

L'ÉNERGIE SOLAIRE EN FRANCE

La Sofretes supprime le quart de ses emplois

La Sofretes-MENGIN, l'une des sociétés françaises spécialisées dans l'exploitation de l'énergie solaire, va licencier le quart de son personnel. Les Sofretes, qui avait de graves difficultés financières, a pu se faire pardonner ses pertes (11 millions de francs en 1979) par le fait qu'elle a été rachetée par le C.S.A. (Commissariat à l'énergie atomique) en 1978.

Après la publication, dans le monde, d'un article consacré à la situation de la société Sofretes, nous avons reçu de M. Henry Durand, président du Commissariat à l'énergie atomique, la lettre suivante :

Une lettre du président du Commissariat

Après la publication, dans le monde, d'un article consacré à la situation de la société Sofretes, nous avons reçu de M. Henry Durand, président du Commissariat à l'énergie atomique, la lettre suivante :

Après la publication, dans le monde, d'un article consacré à la situation de la société Sofretes, nous avons reçu de M. Henry Durand, président du Commissariat à l'énergie atomique, la lettre suivante :

Les producteurs de charbon de la Communauté réclament un plan européen de relance

Le Comité d'étude des producteurs de charbon d'Europe occidentale (CEPECO), qui regroupe les producteurs de charbon charbonniers européens, a réuni le 24 mars à Bruxelles le « lastisme des autorités communautaires » en ce qui concerne les objectifs de la politique charbonnière des Neuf, définie en 1974 et dont les mesures pratiques n'ont toujours pas été arrêtées.

d'ici à l'an 2000 (304 millions de tonnes en 1980 et 600 millions d'ici à la fin du siècle). Parallèlement la production communautaire devra augmenter et passer de 239 millions de tonnes actuellement à près de 300 millions de tonnes.

FERMETÉ DU FRANC ET DE LA LIVRE STERLING DANS UN MARCHÉ DOMINÉ PAR L'AVANCE DU DOLLAR

C'est tout particulièrement au détriment du deutschemark que le dollar consolide son avance. Le devise américaine étant cotée, mardi en fin de semaine, 1,8850 DM à Francfort et 4,3950 francs à Paris, ce qui faisait ressortir un cours de 2,32 francs pour 1 DM.

Quant à l'or, le cours a été fixé par appellation à 648 dollars l'once de 31,103 grammes (contre 625 dollars lundi matin et 588,25 lundi après-midi).

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas + haut	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.
\$ E.-U.	4,3950 4,4010	- 120 - 120	- 230 - 230	- 1035 - 990
\$ can.	2,6330 2,6345	- 20 - 40	- 50 - 20	- 200 - 140
Xen (100s)	1,7655 1,7655	- 40 - 15	- 60 - 30	- 120 - 60
DM	2,3155 2,3190	+ 90 + 110	+ 170 + 205	+ 440 + 525
Florio	2,1190 2,1215	+ 60 + 75	+ 110 + 135	+ 235 + 305
F.S. (100s)	24,5125 24,5210	+ 410 + 410	+ 420 + 420	+ 2510 + 2510
F.S. (1 000s)	2,4570 2,4570	+ 180 + 210	+ 305 + 335	+ 790 + 870
L. (1 000s)	4,9800 4,9840	- 185 - 160	- 430 - 380	- 1395 - 1245
S.	9,5310 9,5370	- 435 - 350	- 735 - 640	- 2830 - 2800

TAUX DES EURO-MONNAIES

DM	8	8 1/2	8 5/16	8 11/16	8 11/16	8 1/16	8 5/8	18
\$ E.-U.	14 1/2	14 7/8	15 1/16	15 1/8	15 1/8	15 1/8	15 1/8	15 1/8
Florio	4 1/2	4 1/4	4 3/8	4 3/4	4 3/4	4 3/4	4 3/4	4 3/4
F.S. (100s)	14 3/4	14 3/4	14 3/4	14 3/4	14 3/4	14 3/4	14 3/4	14 3/4
F.S. (1 000s)	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
S.	17	17 1/4	17 1/4	17 1/4	17 1/4	17 1/4	17 1/4	17 1/4
Fr. franc.	12 5/8	12 5/8	12 5/8	12 5/8	12 5/8	12 5/8	12 5/8	12 5/8

Le Koweït modifie les clauses de ses contrats pétroliers. Le Koweït a imposé aux compagnies pétrolières une clause qui lui laisse « la liberté totale » de modifier ses prix et les quantités de brut vendues, selon la situation du marché.

Découverte d'huile par Elf-Aquitaine dans le Sud-Ouest. Le forage Vio Bilh-5, implanté sur le permis de Lumbey (Pyrénées-Atlantiques), détenu à 100 % par Elf-Aquitaine, a permis d'obtenir une production d'huile anhydride, précise la société pétrolière dans un communiqué publié le 18 mars.

Le Venezuela réduit sa production de pétrole. Le Venezuela va réduire à nouveau sa production pétrolière de 200 000 barils par jour, pour la ramener à quelque 2 millions de barils à l'heure.

L'Arabie Saoudite maintiendra son niveau de production pétrolière au second trimestre, soit 9,5 millions de barils par jour, a indiqué le 25 mars, à Londres, Cheik Yamani, ministre saoudien du pétrole.

Jouez Nixdorf.

En Soliste ou en Symphonie.

En musique, le soliste est celui qui joue magistralement d'un instrument, et l'orchestre, la somme de toutes les individualités et de tous les instruments.

En informatique, c'est la même chose. Ou bien vous traitez dans votre entreprise toutes vos données avec votre propre ordinateur ou bien vous faites partie d'un groupe d'entreprises ayant des besoins de traitement spécifique tout en étant relié à une maison mère dotée d'un central informatique puissant.

Les grandes entreprises jouent en symphonie pour réaliser la parfaite harmonie de leur réseau.

Nixdorf propose tous les instruments pour qu'elles puissent interpréter leur partition. C'est le concept Nixdorf de l'informatique distribuée.

En soliste, chaque P.M.E. dispose des instruments de base pour exécuter son morceau. Des instruments de haute technicité, fiables et sur mesure. C'est le concept Nixdorf de l'informatique répartie.

En soliste ou en symphonie, pour les grandes entreprises comme pour les P.M.E., Nixdorf donne le "la" en matière d'informatique distribuée et répartie.

Souvenez-vous en lors de votre prochain choix. Appelez le 747.12.70 au 7-13 bd de Courbevoie, 92200 Neuilly.

Nixdorf. La maîtrise en informatique répartie et distribuée.

NIXDORF
COMPUTER

PUK ET THOMSON S'ASSOCIENT POUR DÉVELOPPER UNE FILIÈRE PHOTOVOLTAÏQUE

Fechiney-Ugine-Kuhlmann et Thomson-C.S.F. ont annoncé, le 24 mars, qu'elles avaient décidé de coopérer dans le domaine de l'énergie photovoltaïque (conversion directe de l'énergie solaire en électricité).

Dans la première phase, Thomson envisage de dépenser de 3 à 5 millions de francs, et Fechiney une dizaine de millions.

Les deux sociétés estiment en effet être complémentaires, PUK ayant déjà une certaine expérience dans la fabrication du silicium (notamment métallurgique) et dans sa mise en forme, tandis que Thomson est à même de fabriquer des photopiles et des systèmes photovoltaïques.

La C.F.D.T. réclame un programme d'urgence. Parce qu'elle estime que de miser « essentiellement sur une carte : l'électricité nucléaire » pour répondre aux difficultés énergétiques de la France n'est pas « satisfaisant », la C.F.D.T. a proposé, le 25 mars, un « programme d'urgence » financé par l'argent qui devrait être consacré à la construction de cinq réacteurs nucléaires (20 milliards de francs).

L'accord signé laisse à chacun des deux groupes la liberté de contracter les avances jugées nécessaires et ne comporte donc pas d'exclusivité (ce qui permet à Thomson de poursuivre son association dans le même secteur avec Solar Power, la filiale solaire d'Exxon). De plus, à la fin de chacune des étapes prévues par l'accord (recherche des filières, développement des meilleurs procédés, industrialisation), les deux sociétés peuvent renoncer à poursuivre leur association.

Une plus forte utilisation du charbon, qui contribuerait pour 25 % à la production d'électricité, a une part plus importante demandée au gaz ; la réalisation d'un programme d'équipement solaire dans les locaux publics, qui assureraient les bases de développement des énergies nouvelles dans le secteur résidentiel et tertiaire ; un important effort d'isolation des logements (notamment R.L.M.) ; l'utilisation de la géothermie, la biomasse et la priorité donnée aux transports économiques en énergie (S.N.C.F., voies d'eau), notamment, selon la C.F.D.T., « de limiter le programme nucléaire et d'éviter de passer à l'énergie du plutonium tout en réduisant les importations pétrolières ».

CONTRE LE VANDALISME
Paris Protection

2280 francs

IMMIGRÉS AGRICULTURE

PLUS D'UN MILLIER D'IMMIGRÉS TURCS ONT DEMANDÉ LUNDI LA RÉGULARISATION DE LEUR SITUATION.

Par groupes d'une cinquantaine, les ouvriers turcs « sans papiers » de la confection parisienne ont commencé lundi 24 mars, après un boycottage total de trois jours, à rentrer à l'Office national d'immigration (O.N.I.) les formulaires de régularisation proposés par M. Stollé, secrétaire d'État auprès du ministre du travail. Dans la matinée, plus d'un millier d'entre eux s'étaient présentés au guichet ouvert à cet effet, pour demander la régularisation de leur situation. Les responsables C.F.D.T., qui ont soutenu le mouvement revendicatif lancé par les ouvriers turcs clandestins du Sentier (le Monde du 16 février), estiment que le gouvernement a fait des concessions : M. Stollé, ont-ils noté, a pris l'engagement de leur régularisation au contrat de travail de ne plus se référer au mois de juillet 1978 comme seuil de cette régularisation, de ne pas opposer la situation de l'emploi dans la région parisienne comme motif de refus et d'interdire toute sanction aux conditions requises pour le logement des immigrés.

[On observe, avec la C.F.D.T., que les mesures humanitaires prises en faveur des ouvriers clandestins de la confection coïncident avec l'ouverture du Salon du prêt-à-porter (29 mars-2 avril), période généralement marquée par une activité intense dans les ateliers.]

● A Clermont-Ferrand, une centaine de membres d'un comité de soutien aux travailleurs turcs ont occupé, lundi soir 24 mars, pendant deux heures, la direction départementale du travail et de la main-d'œuvre du Puy-de-Dôme et ont « retenu » le directeur de ces services et son adjoint. Ils entendaient obtenir une réponse sur la régularisation des travailleurs turcs clandestins qui font, depuis le 5 mars, une grève de la faim dans les locaux du centre pastoral diocésain de Clermont-Ferrand.

MATIÈRES PREMIÈRES

LES PRINCIPAUX PRODUCTEURS DE CACAO SE CONCERTENT EN CÔTE-D'IVOIRE

Le premier sommet des dix principaux producteurs de cacao, réunis au sein de l'Alliance internationale du cacao (I.C.A.), a débuté lundi 24 mars, à Yamassoukro, en Côte-d'Ivoire. Cette conférence, qui regroupe les présidents de la Côte-d'Ivoire, du Cameroun, du Gabon, du Ghana, du Nigeria, du Togo, et des délégués de Sao-Tomé, Trinidad-et-Tobago, de l'Équateur et du Brésil, devait avoir lieu à la fin de ce mois. Elle a été avancée d'une semaine afin de permettre aux pays producteurs de présenter un front unifié lors de la réunion des 26 et 27 mars, à Londres, entre ces pays et les consommateurs.

Trois points étaient à l'ordre du jour à Yamassoukro : 1) création d'un fonds de soutien aux producteurs, doté de 10 millions de dollars à terme ; 2) mise en place d'un mécanisme de stockage qui permettrait d'agir sur les cours et d'en réguler les fluctuations ; 3) création d'une véritable structure commerciale des pays de l'Alliance pour mieux contrôler le marché.

Les prix du cacao, fixés sur des marchés libres en fonction d'opérations parfois purement spéculatives effectuées par des grandes maisons de commerce, sont tombés de 190 cents le livre en décembre 1978 à 140 cents un an plus tard. De telles fluctuations sont évidemment de nature à perturber sérieusement les finances des pays producteurs. Ainsi, depuis la mi-octobre, la Côte-d'Ivoire (deuxième producteur du monde derrière le Brésil en 1978) a-t-elle décidé de stocker son cacao plutôt que de le vendre à bas prix. « Il n'y aura pas de nouvel ordre économique mondial fondé sur la justice tant que les pays producteurs ne seront dominés par l'esprit de spéculation », a déclaré M. Kouphoué-Boligny.

(Publié)

PLACEMENT DIAMANT OÙ S'INFORMER ?

Le Centre d'Information Union de Diamantaires, 17 rue St-Florentin, 75008 Paris - Tél. : (1) 261.37.12, est ouvert au public du lundi au vendredi inclus de 10 h à 19 h et le samedi de 10 h à 17 h.

135 à 139 rue de Haras Paris 75008

Près de la Gare Montparnasse Tél. 544-38-66

vous proposent aussi les

pianos RAMEAU

héritier de la tradition française

A L'ASSEMBLÉE EUROPÉENNE

Vifs incidents entre députés britanniques et français au sujet de la fixation des prix agricoles

De notre envoyé spécial

Strasbourg (Communautés européennes). — Le débat qui a débuté, lundi soir 24 mars, sur les prix agricoles et les mesures à prendre afin de stabiliser les productions excédentaires — surtout lait — a confirmé à quel point l'Assemblée européenne était divisée.

Mardi, tandis que des milliers de paysans commencent à marcher sur le Parlement européen, le ton du débat est devenu très violent et des incidents ont opposé des députés français et britanniques.

Avec des nuances, une partie des parlementaires sont favorables à la politique de rigueur préconisée par la Commission, ainsi que par la commission du budget du Parlement de Strasbourg. Il s'agit des conservateurs britanniques et de la majorité du groupe socialiste (sauf les Français), et bien que ce soit moins clair, des communistes italiens. Les autres groupes politiques, notamment qu'un relèvement des prix nettement supérieur à ce que propose la Commission européenne (2,4 % en moyenne) est nécessaire, si l'on veut éviter une nouvelle chute du revenu des agriculteurs.

L'idée de proposer, à titre de compromis, un d'augmentation moyenne minimale des prix communs de 5 % a été suggérée par M. Tolman (démocrate chrétien, Pays-Bas) et M. Bangemann, le président du groupe libéral (R.F.A.). M. Delaite (groupe libéral, France), le rapporteur de la commission de l'agriculture de l'Assemblée (laquelle propose un relèvement des prix communs de 7,9 %), a indiqué qu'il s'y rallierait.

Il reste à savoir si une telle formule médiane peut rassembler une majorité. Sont susceptibles de voter contre ceux qui sont favorables à une politique de prix très prudente, mais aussi les groupes tels les démocrates européens de progrès (où siègent les parlementaires R.P.R.) et les communistes français, qui estiment que les 7,9 % proposés par la commission de l'agriculture constituent un strict minimum. Dans ces conditions, on ne peut pas exclure que cette session se termine mardi 25 mars, après la bataille des amendements et le vote, par une absence d'avis de l'Assemblée.

M. Gundlach, vice-président de la commission chargée des affaires agricoles, a déclaré, à l'Assemblée de faire preuve de cohérence. Il a rappelé qu'elle avait rejeté le budget de la Commission pour 1980, parce que le conseil des ministres n'avait pas tenu compte de sa volonté de voir réduire les dépenses de soutien agricoles. Va-t-elle alors se rallier à la proposition de la commission de l'agriculture de proposer de relever les prix communs de 7,9 %, ce qui signifierait un surcroît de dépenses de 1,2 milliard d'unités de compte (7 milliards de francs) auquel viendrait encore s'ajouter 600 à 700 millions d'unités de compte (entre 3,5 et 4 milliards de francs) dans le cas où ne serait pas retenue l'idée d'un super-prélèvement laitier ?

« Relever les prix de 7,9 % se traduit par une décision coupée de toute réalité », a estimé M. Gundlach, qui a répété, cependant, qu'il pourrait voter moins rigoureuses ses propositions de prix, si le conseil des ministres approuvait son programme de stabilisation des productions excédentaires.

M. Arndt (R.F.A.) a ensuite parlé au nom de la majorité du groupe socialiste. Il est acquis toutefois que les socialistes français se distingueront de cette majorité, qui est favorable à des ajustements de prix limités. « Nous devons rester conséquents », a expliqué M. Arndt, et ne pas oublier que, le 7 novembre, puis le 13 décembre 1979, le Parlement a réclamé une diminution des dépenses de soutien des marchés.

M. Tolman (Pays-Bas), qui parlait au nom du parti populaire européen (c'est-à-dire des démocrates chrétiens), a quant à lui insisté sur la nécessité d'enrayer la dégradation du revenu des agriculteurs. « L'adaptation des prix doit atteindre au moins 5 % », souligne-t-il. Il a accepté l'idée d'un relèvement de la taxe

de coresponsabilité latérale, mais à condition d'introduire également une taxe sur les matières grasses végétales.

Pour M. Curry (conservateur, Royaume-Uni) « Il faut que nous assumions la responsabilité de nos actes, nous ne pouvons pas nous déconsidérer si nous nous maintenons à la fois aux décisions prises à la fin de l'année passée ». Il rappelle que son groupe est favorable au « gel » des prix des productions excédentaires. Au nom du groupe libéral M. Bangemann (R.F.A.) a soumis deux propositions à ses collègues : les prix communs devront en moyenne être relevés de 7,9 %, en cas de super-prélèvement laitier.

Mme Barbarella, porte-parole du P.C.I., a estimé que le plus important serait de hâter une réforme des structures agricoles. Dans l'attente, elle a proposé un amendement nécessaire de limiter l'augmentation des dépenses engagées pour le soutien des marchés. Pour sa part, M. Euchen (D.E.P., France) rappelle l'obligation faite par le traité d'assurer un revenu convenable aux agriculteurs. « Les considérations budgétaires ne peuvent primer tout », une augmentation de 7,9 %, c'est le minimum de survie pour beaucoup d'exploitants. « Trouver un compromis, mais aussi les groupes tels les démocrates européens de progrès (où siègent les parlementaires R.P.R.) et les communistes français, qui estiment que les 7,9 % proposés par la commission de l'agriculture constituent un strict minimum.

Dans ces conditions, on ne peut pas exclure que cette session se termine mardi 25 mars, après la bataille des amendements et le vote, par une absence d'avis de l'Assemblée.

M. Gundlach, vice-président de la commission chargée des affaires agricoles, a déclaré, à l'Assemblée de faire preuve de cohérence. Il a rappelé qu'elle avait rejeté le budget de la Commission pour 1980, parce que le conseil des ministres n'avait pas tenu compte de sa volonté de voir réduire les dépenses de soutien agricoles. Va-t-elle alors se rallier à la proposition de la commission de l'agriculture de proposer de relever les prix communs de 7,9 %, ce qui signifierait un surcroît de dépenses de 1,2 milliard d'unités de compte (7 milliards de francs) auquel viendrait encore s'ajouter 600 à 700 millions d'unités de compte (entre 3,5 et 4 milliards de francs) dans le cas où ne serait pas retenue l'idée d'un super-prélèvement laitier ?

« Relever les prix de 7,9 % se traduit par une décision coupée de toute réalité », a estimé M. Gundlach, qui a répété, cependant, qu'il pourrait voter moins rigoureuses ses propositions de prix, si le conseil des ministres approuvait son programme de stabilisation des productions excédentaires.

M. Arndt (R.F.A.) a ensuite parlé au nom de la majorité du groupe socialiste. Il est acquis toutefois que les socialistes français se distingueront de cette majorité, qui est favorable à des ajustements de prix limités. « Nous devons rester conséquents », a expliqué M. Arndt, et ne pas oublier que, le 7 novembre, puis le 13 décembre 1979, le Parlement a réclamé une diminution des dépenses de soutien des marchés.

M. Tolman (Pays-Bas), qui parlait au nom du parti populaire européen (c'est-à-dire des démocrates chrétiens), a quant à lui insisté sur la nécessité d'enrayer la dégradation du revenu des agriculteurs. « L'adaptation des prix doit atteindre au moins 5 % », souligne-t-il. Il a accepté l'idée d'un relèvement de la taxe

de coresponsabilité latérale, mais à condition d'introduire également une taxe sur les matières grasses végétales.

Pour M. Curry (conservateur, Royaume-Uni) « Il faut que nous assumions la responsabilité de nos actes, nous ne pouvons pas nous déconsidérer si nous nous maintenons à la fois aux décisions prises à la fin de l'année passée ». Il rappelle que son groupe est favorable au « gel » des prix des productions excédentaires. Au nom du groupe libéral M. Bangemann (R.F.A.) a soumis deux propositions à ses collègues : les prix communs devront en moyenne être relevés de 7,9 %, en cas de super-prélèvement laitier.

Mme Barbarella, porte-parole du P.C.I., a estimé que le plus important serait de hâter une réforme des structures agricoles. Dans l'attente, elle a proposé un amendement nécessaire de limiter l'augmentation des dépenses engagées pour le soutien des marchés. Pour sa part, M. Euchen (D.E.P., France) rappelle l'obligation faite par le traité d'assurer un revenu convenable aux agriculteurs. « Les considérations budgétaires ne peuvent primer tout », une augmentation de 7,9 %, c'est le minimum de survie pour beaucoup d'exploitants. « Trouver un compromis, mais aussi les groupes tels les démocrates européens de progrès (où siègent les parlementaires R.P.R.) et les communistes français, qui estiment que les 7,9 % proposés par la commission de l'agriculture constituent un strict minimum.

Dans ces conditions, on ne peut pas exclure que cette session se termine mardi 25 mars, après la bataille des amendements et le vote, par une absence d'avis de l'Assemblée.

M. Gundlach, vice-président de la commission chargée des affaires agricoles, a déclaré, à l'Assemblée de faire preuve de cohérence. Il a rappelé qu'elle avait rejeté le budget de la Commission pour 1980, parce que le conseil des ministres n'avait pas tenu compte de sa volonté de voir réduire les dépenses de soutien agricoles. Va-t-elle alors se rallier à la proposition de la commission de l'agriculture de proposer de relever les prix communs de 7,9 %, ce qui signifierait un surcroît de dépenses de 1,2 milliard d'unités de compte (7 milliards de francs) auquel viendrait encore s'ajouter 600 à 700 millions d'unités de compte (entre 3,5 et 4 milliards de francs) dans le cas où ne serait pas retenue l'idée d'un super-prélèvement laitier ?

« Relever les prix de 7,9 % se traduit par une décision coupée de toute réalité », a estimé M. Gundlach, qui a répété, cependant, qu'il pourrait voter moins rigoureuses ses propositions de prix, si le conseil des ministres approuvait son programme de stabilisation des productions excédentaires.

M. Arndt (R.F.A.) a ensuite parlé au nom de la majorité du groupe socialiste. Il est acquis toutefois que les socialistes français se distingueront de cette majorité, qui est favorable à des ajustements de prix limités. « Nous devons rester conséquents », a expliqué M. Arndt, et ne pas oublier que, le 7 novembre, puis le 13 décembre 1979, le Parlement a réclamé une diminution des dépenses de soutien des marchés.

M. Tolman (Pays-Bas), qui parlait au nom du parti populaire européen (c'est-à-dire des démocrates chrétiens), a quant à lui insisté sur la nécessité d'enrayer la dégradation du revenu des agriculteurs. « L'adaptation des prix doit atteindre au moins 5 % », souligne-t-il. Il a accepté l'idée d'un relèvement de la taxe

de coresponsabilité latérale, mais à condition d'introduire également une taxe sur les matières grasses végétales.

Pour M. Curry (conservateur, Royaume-Uni) « Il faut que nous assumions la responsabilité de nos actes, nous ne pouvons pas nous déconsidérer si nous nous maintenons à la fois aux décisions prises à la fin de l'année passée ». Il rappelle que son groupe est favorable au « gel » des prix des productions excédentaires. Au nom du groupe libéral M. Bangemann (R.F.A.) a soumis deux propositions à ses collègues : les prix communs devront en moyenne être relevés de 7,9 %, en cas de super-prélèvement laitier.

Mme Barbarella, porte-parole du P.C.I., a estimé que le plus important serait de hâter une réforme des structures agricoles. Dans l'attente, elle a proposé un amendement nécessaire de limiter l'augmentation des dépenses engagées pour le soutien des marchés. Pour sa part, M. Euchen (D.E.P., France) rappelle l'obligation faite par le traité d'assurer un revenu convenable aux agriculteurs. « Les considérations budgétaires ne peuvent primer tout », une augmentation de 7,9 %, c'est le minimum de survie pour beaucoup d'exploitants. « Trouver un compromis, mais aussi les groupes tels les démocrates européens de progrès (où siègent les parlementaires R.P.R.) et les communistes français, qui estiment que les 7,9 % proposés par la commission de l'agriculture constituent un strict minimum.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

bil investissement

Le conseil d'administration de Bil-Investissement, réuni sous la présidence de M. Maurice Contier, le 20 mars 1980, a approuvé les comptes de l'exercice 1979 et les termes de son rapport à l'assemblée générale ordinaire, qui sera convoquée pour le 22 mai 1980.

Le bénéfice s'élève à près de 81 millions de francs, dont 40 millions de francs — soit 16,43 F par action — ont été obtenus du patrimoine en pleine propriété et 41 millions de francs — soit 16,84 F par action —

proviennent de l'activité financière de crédit-bail.

Après un prélèvement de près de 15 % sur ce bénéfice, tant au titre de la réserve légale que du report à nouveau, le conseil a décidé de proposer à l'assemblée de distribuer 28,50 F à chacune des 3.534.917 actions constituant le capital social, capital qui s'est accru en fin d'exercice de 8 %, environ, de fait de la transformation en actions d'obligations convertibles.

Les principales données de l'exercice sont les suivantes :

	en millions de francs	1978	1979
Engagements nets sur opérations de pleine propriété	99	100	
Engagements nets sur opérations de crédit-bail	127	204	
Produits de locations en pleine propriété	42	53	
Produits de locations en crédit-bail	147	166	

Tout en restant présent sur le marché du crédit-bail, Bil-Investissement s'est efforcé de saisir les opportunités qui se présentent à elle pour accroître son patrimoine

de location simple, et ainsi de mieux préparer ses fonds propres contre l'érosion monétaire et se mettre en mesure de poursuivre sa politique d'investissement régulier de son dividende.



BANQUE ROTHSCHILD

Réuni le 24 mars 1980, sous la présidence de M. Ellis de Rothschild, le conseil de surveillance a pris connaissance des comptes de l'exercice 1979 et du rapport annuel du directeur.

Après 13.800 000 F d'amortissements et 27.300 000 F de provisions nettes constituées, le bénéfice net de l'exercice s'élève à 17.400 000 F, contre 10.206 000 F en 1978.

Le conseil a décidé de proposer à la prochaine assemblée générale la répartition d'un dividende net de 11 F par action, en légère hausse sur le précédent (10,50 F).

La distribution, représentant 22.900 000 F, sera couverte par le bénéfice net de l'exercice et par un prélèvement de 5.330 000 F sur le report à nouveau, qui s'élève au 31 décembre 1979 à 10.576 000 F.

Pendant l'année 1979, le volume des financements d'investissement réalisés a atteint 375 millions de francs, c'est-à-dire un chiffre presque double de celui de l'année précédente ; depuis cinq ans, le taux moyen de progression de ce volume s'établit à près de 20 % l'an.

Ces financements ont concerné deux cents entreprises régionales, et portent ainsi plus de mille le nombre des entreprises entre lesquelles existe, en ce qui concerne les prêts à long ou à moyen terme, le fonds de garantie commun de la S.D.R.

En matière de fonds propres, la S.D.R. a réalisé en 1979 dix-huit opérations de souscription en capital, en obligations convertibles ou en prêts participatifs pour un total de 10 millions de francs ; son portefeuille atteint maintenant 40 mil-

UNION POUR L'HABITATION

Le conseil d'administration s'est réuni, le 20 mars, pour prendre connaissance des résultats de l'exercice 1979 et arrêter les comptes.

L'exploitation du patrimoine de la société est demeurée satisfaisante. L'an passé, le coefficient d'occupation de l'ensemble des locaux, tant commerciaux que d'habitation, atteignant 98 %.

Les recettes locatives s'élevaient à 37.591.347 F, contre 37.608.036 F en 1978. Cette stabilité s'explique par l'absence de demande satisfaisante de l'ensemble des locaux, tant commerciaux que d'habitation, atteignant 98 %.

Par contre, les produits financiers sont passés de 1.635.000 F à 3.833.000 F.

Le bénéfice d'exploitation s'établit à 30.840.000 F, en hausse de 5 %.

Il permet au conseil de proposer à l'assemblée générale des actionnaires la distribution d'un dividende de 15 F contre 14,25 F au titre de l'exercice précédent.

Compte tenu de 25.578.000 F de plus-values sur cessions d'appartements, le bénéfice de l'exercice, qui n'a pas beaucoup de signification, s'élève à 47.188.000 F et se trouve presque identique à celui de 1978.

EUROBAIL (SICOMI)

An cours de l'exercice 1979, les engagements totaux de la société sont passés de 235.728 000 F à 255.989 000 F, réparties pour 60 % en crédit-bail et 40 % en location simple.

Le chiffre d'affaires hors taxes s'est élevé à 50.127.338 F, contre 33.539.784 F en 1978, et le bénéfice net à 14.743.759 F, contre 13.717.447 F.

Le conseil d'administration, au cours de sa réunion du 21 mars, a décidé de proposer à la prochaine assemblée générale convoquée pour approbation des comptes 1979 la distribution d'un dividende de 14 F, contre 13 F pour l'exercice précédent.

Après déduction de 170.187 F de la réserve légale, cette distribution laisserait un report à nouveau de 2.018.540, identique au précédent.

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL DU NORD ET DU PAS-DE-CALAIS

Pendant l'année 1979, le volume des financements d'investissement réalisés a atteint 375 millions de francs, c'est-à-dire un chiffre presque double de celui de l'année précédente ; depuis cinq ans, le taux moyen de progression de ce volume s'établit à près de 20 % l'an.

Ces financements ont concerné deux cents entreprises régionales, et portent ainsi plus de mille le nombre des entreprises entre lesquelles existe, en ce qui concerne les prêts à long ou à moyen terme, le fonds de garantie commun de la S.D.R.

En matière de fonds propres, la S.D.R. a réalisé en 1979 dix-huit opérations de souscription en capital, en obligations convertibles ou en prêts participatifs pour un total de 10 millions de francs ; son portefeuille atteint maintenant 40 mil-

lions de francs ; il est réparti en soixante-dix lignes dont le montant unitaire varie entre 100 000 F et 2 500 000 F par entreprise ; son rendement global, compte tenu des plus et moins values de cession, s'établit à près de 8 % l'an ; depuis vingt ans, quarante lignes de portefeuille, acquises pour 10 millions de francs, ont été vendues en dégageant une plus-value globale de 2 millions de francs. Il reste cependant une plus-value latente d'environ 3 millions de francs dans le portefeuille actuel.

En 1979, la S.D.R. a lancé deux nouvelles formes de financement : les prêts participatifs, créés par une loi de juillet 1978, qui ont été la première société privée à avoir utilisé parce qu'ils lui apparaissent comme un intéressant produit intermédiaire entre l'actif et l'obligation ; d'autre part, aux termes d'une

convention conclue avec le ministère de l'économie, la S.D.R. a commencé l'étude et la mise en place de prêts spéciaux pour le compte de l'Etat.

Le bénéfice net de l'exercice 1979 se monte à 4.455.000 F ; il est en accroissement de 25 % sur celui de l'année précédente. Depuis cinq ans le taux moyen de progression du bénéfice s'établit, comme celui du volume des financements, à 20 % l'an.

Il sera proposé à la prochaine assemblée générale un dividende de 12 F net plus 3,75 F d'impôt fiscal contre 11 F et 4,07 F l'année précédente. Ce dividende s'appliquera à un capital augmenté fin 1978 de 5 % par attribution gratuite d'actions et de 20 % par souscription d'actions nouvelles. D'un exercice sur l'autre, la masse globale distribuée est ainsi en accroissement de 34 %.

TAUX ACTUARIEL BRUT

Durée 12 ans.

Faites un bon placement, souscrivez

EMPRUNT CNT

CAISSE NATIONALE DES TELECOMMUNICATIONS

Banques - P.T.T. - Comptables du Trésor - Crédit agricole.

LES MA

PARIS

et des actions

LE 26 MARS 1980	1979	1978
1. C.A. 1979	1.000	1.000
2. C.A. 1978	1.000	1.000
3. C.A. 1977	1.000	1.000
4. C.A. 1976	1.000	1.000
5. C.A. 1975	1.000	1.000
6. C.A. 1974	1.000	1.000
7. C.A. 1973	1.000	1.000
8. C.A. 1972	1.000	1.000
9. C.A. 1971	1.000	1.000
10. C.A. 1970	1.000	1.000

LE 26 MARS 1980	1979	1978
1. C.A. 1979	1.000	1.000
2. C.A. 1978	1.000	1.000
3. C.A. 1977	1.000	1.000
4. C.A. 1976	1.000	1.000
5. C.A. 1975	1.000	1.000
6. C.A. 1974	1.000	1.000
7. C.A. 1973	1.000	1.000
8. C.A. 1972	1.000	1.000
9. C.A. 1971	1.000	1.000
10. C.A. 1970	1.000	1.000

LE 26 MARS 1980	1979	1978
1. C.A. 1979	1.000	1.000
2. C.A. 1978	1.000	1.000
3. C.A. 1977	1.000	1.000
4. C.A. 1976	1.000	1.000
5. C.A. 1975	1.000	1.000
6. C.A. 1974	1.000	1.000
7. C.A. 1973	1.000	1.000
8. C.A. 1972	1.000	1.000
9. C.A. 1971	1.000	1.000
10. C.A. 1970	1.000	1.000

1979		1978
1. C.A. 1979	1.000	1.000
2. C.A. 1978	1.000	1.000
3. C.A. 1977	1.000	1.000
4. C.A. 1976	1.000	1.000
5. C.A. 1975	1.000	1.000
6. C.A. 1974	1.000	1.000
7. C.A. 1973	1.000	1.000
8. C.A. 1972	1.000	1.000
9. C.A. 1971	1.000	1.000
10. C.A. 1970	1.000	1.000
11. C.A. 1969	1.000	1.000
12. C.A. 1968	1.000	1.000
13. C.A. 1967	1.000	1.000
14. C.A. 1966	1.000	1.000
15. C.A. 1965	1.000	1.000
16. C.A. 1964	1.000	1.000
17. C.A. 1963	1.000	1.000
18. C.A. 1962	1.000	1.000
19. C.A. 1961	1.000	1.000
20. C.A. 1960	1.000	1.000
21. C.A. 1959	1.000	1.000
22. C.A. 1958	1.000	1.000
23. C.A. 1957	1.000	1.000
24. C.A. 1956	1.000	1.000
25. C.A. 1955	1.000	1.000
26. C.A. 1954	1.000	1.000
27. C.A. 1953	1.000	1.000
28. C.A. 1952	1.000	1.000
29. C.A. 1951	1.000	1.000
30. C.A. 1950	1.000	1.000
31. C.A. 1949	1.000	1.000
32. C.A. 1948	1.000	1.000
33. C.A. 1947	1.000	1.000
34. C.A. 1946	1.000	1.000
35. C.A. 1945	1.000	1.000
36. C.A. 1944	1.000	1.000
37. C.A. 1943	1.000	1.000
38. C.A. 1942	1.000	1.000
39. C.A. 1941	1.000	1.000
40. C.A. 1940	1.000	1.000
41. C.A. 1939	1.000	1.000
42. C.A. 1938	1.000	1.000
43. C.A. 1937	1.000	1.000
44. C.A. 1936	1.000	1.000
45. C.A. 1935	1.000	1.000
46. C.A. 1934	1.000	1.000
47. C.A. 1933	1.000	1.000
48. C.A. 1932	1.000	1.000
49. C.A. 1931	1.000	1.000
50. C.A. 1930	1.000	1.000
51. C.A. 1929	1.000	1.000
52. C.A. 1928	1.000	1.000
53. C.A. 1927	1.000	1.000
54. C.A. 1926	1.000	1.000
55. C.A. 1925	1.000	1.000
56. C.A. 1924	1.000	1.000
57. C.A. 1923	1.000	1.000
58. C.A. 1922	1.000	1.000
59. C.A. 1921	1.000	1.000
60. C.A. 1920	1.000	1.000
61. C.A. 1919	1.000	1.000
62. C.A. 1918	1.000	1.000
63. C.A. 1917	1.000	1.000
64. C.A. 1916	1.000	1.000
65. C.A. 1915	1.000	1.000
66. C.A. 1914	1.000	1.000
67. C.A. 1913	1.000	1.000
68. C.A. 1912	1.000	1.000
69. C.A. 1911	1.000	1.000
70. C.A. 1910	1.000	1.000
71. C.A. 1909	1.000	1.000
72. C.A. 1908	1.000	1.000
73. C.A. 1907	1.000	1.000
74. C.A. 1906	1.000	1.000
75. C.A. 1905	1.000	1.000
76. C.A. 1904	1.000	1.000
77. C.A. 1903	1.000	1.000
78. C.A. 1902	1.000	1.000
79. C.A. 1901	1.000	1.000
80. C.A. 1900	1.000	1.000
81. C.A. 1899	1.000	1.000
82. C.A. 1898	1.000	1.000
83. C.A. 1897	1.000	1.000
84. C.A. 1896	1.000	1.000
85. C.A. 1895	1.000	1.000
86. C.A. 1894	1.000	1.000
87. C.A. 1893	1.000	1.000
88. C.A. 1892	1.000	1.000
89. C.A. 1891	1.000	1.000
90. C.A. 1890	1.000	1.000
91. C.A. 1889	1.000	1.000
92. C.A. 1888	1.000	1.000
93. C.A. 1887	1.000	1.000
94. C.A. 1886	1.000	1.000
95. C.A. 1885	1.000	1.000
96. C.A. 1884	1.000	1.000
97. C.A. 1883	1.000	1.000
98. C.A. 1882	1.000	1.000
99. C.A. 1881	1.000	1.000
100. C.A. 1880	1.000	1.000
101. C.A. 1879	1.000	1.000
102. C.A. 1878	1.000	1.000
103. C.A. 1877	1.000	1.000
104. C.A. 1876	1.000	1.000
105. C.A. 1875	1.000	1.000
106. C.A. 1874	1.000	1.000
107. C.A. 1873	1.000	1.000
108. C.A. 1872	1.000	1.000
109. C.A. 1871	1.000	1.000
110. C.A. 1870	1.000	1.000
111. C.A. 1869	1.000	1.000
112. C.A. 1868	1.000	1.000
113. C.A. 1867	1.000	1.000
114. C.A. 1866	1.000	1.000
115. C.A. 1865	1.000	1.000
116. C.A. 1864	1.000	1.000
117. C.A. 1863	1.000	1.000
118. C.A. 1862	1.000	1.000
119. C.A. 1861	1.000	1.000
120. C.A. 1860	1.000	1.000
121. C.A. 1859	1.000	1.000
122. C.A. 1858	1.000	1.000
123. C.A. 1857	1.000	1.000
124. C.A. 1856	1.000	1.000
125. C.A. 1855	1.000	1.000
126. C.A. 1854	1.000	1.000
127. C.A. 1853	1.000	1.000
128. C.A. 1852	1.000	1.000
129. C.A. 1851	1.000	1.000
130. C.A. 1850	1.000	1.000
131. C.A. 1849	1.000	1.000
132. C.A. 1848	1.000	1.000
133. C.A. 1847	1.000	1.000
134. C.A. 1846	1.000	1.000
135. C.A. 1845	1.000	1.000
136. C.A. 1844	1.000	1.000
137. C.A. 1843	1.000	1.000
138. C.A. 1842	1.000	1.000
139. C.A. 1841	1.000	1.000
140. C.A. 1840	1.000	1.000
141. C.A. 1839	1.000	1.000
142. C.A. 1838	1.000	1.000
143. C.A. 1837	1.000	1.000
144. C.A. 1836	1.000	1.000
145. C.A. 1835	1.000	1.000
146. C.A. 1834	1.000	1.000
147. C.A. 1833	1.000	1.000
148. C.A. 1832	1.000	1.000
149. C.A. 1831	1.000	1.000
150. C.A. 1830	1.000	1.000
151. C.A. 1829	1.000	1.000
152. C.A. 1828	1.000	1.000
153. C.A. 1827	1.000	1.000
154. C.A. 1826	1.000	1.000
155. C.A. 1825	1.000	1.000
156. C.A. 1824	1.000	1.000
157. C.A. 1823	1.000	1.000
158. C.A. 1822	1.000	1.000
159. C.A. 1821	1.000	1.000
160. C.A. 1820	1.000	1.000
161. C.A. 1819	1.000	1.000
162. C.A. 1818	1.000	1.000
163. C.A. 1817	1.000	1.000
164. C.A. 1816	1.000	1.000
165. C.A. 1815	1.000	1.000
166. C.A. 1814	1.000	1.000
167. C.A. 1813	1.000	1.000
168. C.A. 1812	1.000	1.000
169. C.A. 1811	1.000	1.000
170. C.A. 1810	1.000	1.000
171. C.A. 1809	1.000	1.000
172. C.A. 1808	1.000	1.000
173. C.A. 1807	1.000	1.000
174. C.A. 1806	1.000	1.000
175. C.A. 1805	1.000	1.000
176. C.A. 1804	1.000	1.000
177. C.A. 1803	1.000	1.000
178. C.A. 1802	1.000	1.000
179. C.A. 1801	1.000	1.000
180. C.A. 1800	1.000	1.000
181. C.A. 1799	1.000	1.000
182. C.A. 1798	1.000	1.000
183. C.A. 1797	1.000	1.000
184. C.A. 1796	1.000	1.000
185. C.A. 1795	1.000	1.000
186. C.A. 1794	1.000	1.000
187. C.A. 1793	1.000	1.000
188. C.A. 1792	1.000	1.000
189. C.A. 1791	1.000	1.000
190. C.A. 1790	1.000	1.000
191. C.A. 1789	1.000	1.000
192. C.A. 1788	1.000	1.000
193. C.A. 1787	1.000	1.000
194. C.A. 1786	1.000	1.000
195. C.A. 1785	1.000	1.000
196. C.A. 1784	1.000	1.000
197. C.A. 1783	1.000	1.000
198. C.A. 1782	1.000	1.000
199. C.A. 1781	1.000	1.000
200. C.A. 1780	1.000	1.000
201. C.A. 1779	1.000	1.000
202. C.A. 1778	1.000	1.000
203. C.A. 1777	1.000	1.000
204. C.A. 1776	1.000	1.000
205. C.A. 1775	1.000	1.000
206. C.A. 1774	1.000	1.000
207. C.A. 1773	1.000	1.000
208. C.A. 1772	1.000	1.000
209. C.A. 1771	1.000	1.000
210. C.A. 1770	1.000	1.000
211. C.A. 1769	1.000	1.000
212. C.A. 1768	1.000	1.000
213. C.A. 1767	1.000	1.000
214. C.A. 1766	1.000	1.000
215. C.A. 1765	1.000	1.000
216. C.A. 1764	1.000	1.000
217. C.A. 1763	1.000	1.000
218. C.A. 1762	1.000	1.000
219. C.A. 1761	1.000	1.000
220. C.A. 1760	1.000	1.000
221. C.A. 1759	1.000	1.000
222. C.A. 1758	1.000	1.000
223. C.A. 1757	1.000	1.000
224. C.A. 1756	1.000	1.000
225. C.A. 1755	1.000	1.000
226. C.A. 1754	1.000	1.000
227. C.A. 1753	1.000	1.000
228. C.A. 1752	1.000	1.000
229. C.A. 1751	1.000	1.000
230. C.A. 1750	1.000	1.000
231. C.A. 1749	1.000	1.000
232. C.A. 1748	1.000	1.000
233. C.A. 1747	1.000	1.000
234. C.A. 1746	1.000	1.000
235. C.A. 1745	1.000	1.000
236. C.A. 1744	1.000	1.000
237. C.A. 1743	1.000	1.000
238. C.A. 1742	1.000	1.000
239. C.A. 1741	1.000	1.000
240. C.A. 1740	1.000	1.000
241. C.A. 1739	1.000	1.000
242. C.A. 1738	1.000	1.000
243. C.A. 1737	1.000	1.000
244. C.A. 1736	1.000	1.000
245. C.A. 1735	1.000	1.000
246. C.A. 1734	1.000	1.000
247. C.A. 1733	1.000	1.000
248. C.A. 1732	1.000	1.000
249. C.A. 1731	1.000	1.000
250. C.A. 1730	1.000	1.000
251. C.A. 1729	1.000	1.000
252. C.A. 1728	1.000	1.000
253. C.A. 1727	1.000	1.000
254. C.A. 1726	1.000	1.000
255. C.A. 1725	1.000	1.000
256. C.A. 1724	1.000	1.000
257. C.A. 1723	1.000	1.000
258. C.A. 1722	1.000	1.000
259. C.A. 1721	1.000	1.000
260. C.A. 1720	1.000	1.000
261. C.A. 1719	1.000	1.000
262. C.A. 1718	1.000	1.000
263. C.A. 1717	1.000	1.000
264. C.A. 1716	1.000	1.000
265. C.A. 1715	1.000	1.000
266. C.A. 1714	1.000	1.000
267. C.A. 1713	1.000	1.000
268. C.A. 1712	1.000	1.000
269. C.A. 1711	1.000	1.000
270. C.A. 1710	1.000	1.000
271. C.A. 1709	1.000	1.000
272. C.A. 1708	1.000	1.000
273. C.A. 1707	1.000	1.000
274. C.A. 1706	1.000	1.000
275. C.A. 1705	1.000	1.000
276. C.A. 1704	1.000	1.000
277. C.A. 1703	1.000	1.000
278. C.A. 1702	1.000	1.000
279. C.A. 1701	1.000	1.000
280. C.A. 1700	1.000	1.000
281. C.A. 1699	1.000	1.000
282. C.A. 1698	1.000	1.000
283. C.A. 1697	1.000	1.000
284. C.A. 1696	1.000	1.000
285. C.A. 1695	1.000	1.000
286. C.A. 1694	1.000	1.000
287. C.A. 1693	1.000	1.000
288. C.A. 1692	1.000	1.000
289. C.A. 1691	1.000	1.000
290. C.A. 1690	1.000	1.000
291. C.A. 1689	1.000	1.000
292. C.A. 1688	1.000	1.000
293. C.A. 1687	1.000	1.000
294. C.A. 1686	1.000	1.000
295. C.A. 1685	1.000	1.000
296. C.A. 1684	1.000	1.000
297. C.A. 1683	1.000	1.000
298. C.A. 1682	1.000	1.000
299. C.A. 1681	1.000	1.000
300. C.A. 1680	1.000	1.000
301. C.A. 1679	1.000	1.000
302. C.A. 1678	1.000	1.000
303. C.A. 1677	1.000	1.000
304. C.A. 1676	1.000	1.000

...ERS DES SOCIÉTÉS

مركز المصارف

LES MARCHÉS FINANCIERS

LE MONDE — Mercredi 26 mars 1980 — Page 45

PARIS 25 MARS

Repli de l'or et des actions

Après leur redressement de la veille, les actions françaises se sont orientées à la baisse mardi à la Bourse de Paris et l'indicateur instantané a terminé autour de -1 %.

Comme elles avaient pris la tête du mouvement de hausse précédent, les valeurs pétrolières ont subi de lourds déboites de 25 mars. Les certificats de la Française des Pétroles et d'Elf-Aquitaine ont perdu 4 et 3 %, mais les replets d'Esso (-5 %), Prénal, Saunier-Dual (-5 %), Kall, Mumm et Skis Rossignol (-4 %) ne sont pas non plus passés inaperçus.

De fait, hormis les établissements bancaires relativement bien tenus, tous les compartiments de la cote ont dû payer leur tribut à la baisse et, sur le seul marché à terme, plus de 150 replets (contre 30 hausses) ont été relevés.

Aux valeurs étrangères, la tendance est identique, les pétroles internationaux et repliant nettement, tandis que les mines d'or enregistreraient une lourde chute générale.

Il est vrai que les cours du métal jaune ont également reculé à la baisse et le lingot coté à Paris a cédé 820 F à 77 880 F tandis que le napoléon perdait 15 F à 665 F.

Sur le marché des changes, le dollar s'est encore raffermi à 4,29 3/4 francs (contre 4,29 1/2) et le deutschemark a poursuivi son mouvement de baisse à 2,32 francs contre 2,3250 francs la veille.

La chute de Wall Street (voir ci-contre), elle-même liée à la peur d'une récession économique provoquée et accompagnée par la hausse persistante des taux d'intérêt, constitue les principaux facteurs du recul des actions. A noter cependant que l'activité reste faible au point d'intermède.

Taux du marché monétaire
Effets privés 13 ... %

LONDRES

Dans un marché calme à la veille de la présentation du budget britannique le Stock Exchange accentue son repli récent. British Petroleum et Shell reculent. Les industriels perdent les gains d'hier. Les banques, les mines d'or se maintiennent à la limite.

Or (ouverture) 548 pence contre 558 25

VALEURS	CLOTURE	COURS
24 3	25 3	
Banque	117	118
British Petroleum	332	332
Shell	332	332
Esso	332	332
Imperial Chemical	332	332
Prénal	332	332
Kall	332	332
Mumm	332	332
Skis Rossignol	332	332
Western	332	332
Esso	332	332
Imperial Chemical	332	332
Prénal	332	332
Kall	332	332
Mumm	332	332
Skis Rossignol	332	332
Western	332	332
Esso	332	332
Imperial Chemical	332	332
Prénal	332	332
Kall	332	332
Mumm	332	332
Skis Rossignol	332	332
Western	332	332
Esso	332	332
Imperial Chemical	332	332
Prénal	332	332
Kall	332	332
Mumm	332	332
Skis Rossignol	332	332
Western	332	332
Esso	332	332
Imperial Chemical	332	332
Prénal	332	332
Kall	332	332
Mumm	332	332
Skis Rossignol	332	332
Western	332	332
Esso	332	332
Imperial Chemical	332	332
Prénal	332	332
Kall	332	332
Mumm	332	332
Skis Rossignol	332	332
Western	332	332
Esso	332	332
Imperial Chemical	332	332
Prénal	332	332
Kall	332	332
Mumm	332	332
Skis Rossignol	332	332
Western	332	332
Esso	332	332
Imperial Chemical	332	332
Prénal	332	332
Kall	332	332
Mumm	332	332
Skis Rossignol	332	332
Western	332	332
Esso	332	332
Imperial Chemical	332	332
Prénal	332	332
Kall	332	332
Mumm	332	332
Skis Rossignol	332	332
Western	332	332
Esso	332	332
Imperial Chemical	332	332
Prénal	332	332
Kall	332	332
Mumm	332	332
Skis Rossignol	332	332
Western	332	332
Esso	332	332
Imperial Chemical	332	332
Prénal	332	332
Kall	332	332
Mumm	332	332
Skis Rossignol	332	332
Western	332	332
Esso	332	332
Imperial Chemical	332	332
Prénal	332	332
Kall	332	332
Mumm	332	332
Skis Rossignol	332	332
Western	332	332
Esso	332	332
Imperial Chemical	332	332
Prénal	332	332
Kall	332	332
Mumm	332	332
Skis Rossignol	332	332
Western	332	332
Esso	332	332
Imperial Chemical	332	332
Prénal	332	332
Kall	332	332
Mumm	332	332
Skis Rossignol	332	332
Western	332	332
Esso	332	332
Imperial Chemical	332	332
Prénal	332	332
Kall	332	332
Mumm	332	332
Skis Rossignol	332	332
Western	332	332
Esso	332	332
Imperial Chemical	332	332
Prénal	332	332
Kall	332	332
Mumm	332	332
Skis Rossignol	332	332
Western	332	332
Esso	332	332
Imperial Chemical	332	332
Prénal	332	332
Kall	332	332
Mumm	332	332
Skis Rossignol	332	332
Western	332	332
Esso	332	332
Imperial Chemical	332	332
Prénal	332	332
Kall	332	332
Mumm	332	332
Skis Rossignol	332	332
Western	332	332
Esso	332	332
Imperial Chemical	332	332
Prénal	332	332
Kall	332	332
Mumm	332	332
Skis Rossignol	332	332
Western	332	332
Esso	332	332
Imperial Chemical	332	332
Prénal	332	332
Kall	332	332
Mumm	332	332
Skis Rossignol	332	332
Western	332	332
Esso	332	332
Imperial Chemical	332	332
Prénal	332	332
Kall	332	332
Mumm	332	332
Skis Rossignol	332	332
Western	332	332
Esso	332	332
Imperial Chemical	332	332
Prénal	332	332
Kall	332	332
Mumm	332	332
Skis Rossignol	332	332
Western	332	332
Esso	332	332
Imperial Chemical	332	332
Prénal	332	332
Kall	332	332
Mumm	332	332
Skis Rossignol	332	332
Western	332	332
Esso	332	332
Imperial Chemical	332	332
Prénal	332	332
Kall	332	332
Mumm	332	332
Skis Rossignol	332	332
Western	332	332
Esso	332	332
Imperial Chemical	332	332
Prénal	332	332
Kall	332	332
Mumm	332	332
Skis Rossignol	332	332
Western	332	332
Esso	332	332
Imperial Chemical	332	332
Prénal	332	332
Kall	332	332
Mumm	332	332
Skis Rossignol	332	332
Western	332	332
Esso	332	332
Imperial Chemical	332	332
Prénal	332	332
Kall	332	332
Mumm	332	332
Skis Rossignol	332	332
Western	332	332
Esso	332	332
Imperial Chemical	332	332
Prénal	332	332
Kall	332	332
Mumm	332	332
Skis Rossignol	332	332
Western	332	332
Esso	332	332
Imperial Chemical	332	332
Prénal	332	332
Kall	332	332
Mumm	332	332
Skis Rossignol	332	332
Western	332	332
Esso	332	332
Imperial Chemical	332	332
Prénal	332	332
Kall	332	332
Mumm	332	332
Skis Rossignol	332	332
Western	332	332
Esso	332	332
Imperial Chemical	332	332
Prénal	332	332
Kall	332	332
Mumm	332	332
Skis Rossignol	332	332
Western	332	332
Esso	332	332
Imperial Chemical	332	332
Prénal	332	332
Kall	332	332
Mumm	332	332
Skis Rossignol	332	332
Western	332	332
Esso	332	332
Imperial Chemical	332	332
Prénal	332	332
Kall	332	332
Mumm	332	332
Skis Rossignol	332	332
Western	332	332
Esso	332	332
Imperial Chemical	332	332
Prénal	332	332
Kall	332	332
Mumm	332	332
Skis Rossignol	332	332
Western	332	332
Esso	332	332
Imperial Chemical	332	332
Prénal	332	332
Kall	332	332
Mumm	332	332
Skis Rossignol	332	332
Western	332	332
Esso	332	332
Imperial Chemical	332	332
Prénal	332	332
Kall	332	332
Mumm	332	332
Skis Rossignol	332	332
Western	332	332
Esso	332	332
Imperial Chemical	332	332
Prénal	332	332
Kall	332	332
Mumm	332	332
Skis Rossignol	332	332
Western	332	332
Esso	332	332
Imperial Chemical	332	332
Prénal	332	332
Kall	332	332
Mumm	332	332
Skis Rossignol	332	332
Western	332	332
Esso	332	332
Imperial Chemical	332	332
Prénal	332	332
Kall	332	332
Mumm	332	332
Skis Rossignol	332	332
Western	332	332
Esso	332	332
Imperial Chemical	332	332
Prénal	332	332
Kall	332	332
Mumm	332	332
Skis Rossignol	332	332
Western	332	332
Esso	332	332
Imperial Chemical	332	332
Prénal	332	332
Kall	332	332
Mumm	332	332
Skis Rossignol	332	332
Western	332	332
Esso	332	332
Imperial Chemical	332	332
Prénal	332	332
Kall	332	332
Mumm	332	332
Skis Rossignol	332	332
Western	332	332
Esso	332	332
Imperial Chemical	332	332
Prénal	332	332
Kall	332	332
Mumm	332	332
Skis Rossignol	332	332
Western	332	332
Esso	332	332
Imperial Chemical	332	332
Prénal	332	332
Kall	332	332
Mumm	332	332
Skis Rossignol	332	332
Western	332	332
Esso	332	332
Imperial Chemical	332	332
Prénal	332	332
Kall	332	332
Mumm	332	332
Skis Rossignol	332	332
Western	332	332
Esso	332	332
Imperial Chemical	332	332
Prénal	332	332
Kall	332	332
Mumm	332	332
Skis Rossignol	332	332
Western	332	332
Esso	332	332
Imperial Chemical	332	332
Prénal	332	332
Kall	332	332
Mumm	332	332
Skis Rossignol	332	332
Western	332	332
Esso	332	332
Imperial Chemical	332	332
Prénal	332	332
Kall	332	332
Mumm	332	332
Skis Rossignol	332	332
Western	332	332
Esso	332	332
Imperial Chemical	332	332
Prénal	332	332
Kall	332	332
Mumm	332	332
Skis Rossignol	332	332
Western	332	332
Esso	332	332
Imperial Chemical	332	332
Prénal	332	332
Kall	332	332
Mumm	332	332
Skis Rossignol	332	332
Western	332	332
Esso	332	332
Imperial Chemical	332	332
Prénal	332	332
Kall	332	332
Mumm	332	332
Skis Rossignol	332	332
Western	332	332
Esso	332	332
Imperial Chemical	332	332
Prénal	332	332
Kall	332	332
Mumm	332	332
Skis Rossignol	332	332
Western	332	332
Esso	332	332
Imperial Chemical	332	332
Prénal	332	332
Kall	332	332
Mumm	332	332
Skis Rossignol	332	332
Western	332	332
Esso	332	332
Imperial Chemical	332	332
Prénal	332	332
Kall	332	332
Mumm	332	332
Skis Rossignol	332	332
Western	332	332
Esso	332	332
Imperial Chemical	332	332
Prénal	332	332
Kall	332	332
Mumm	332	332
Skis Rossignol	332	332
Western	332	332
Esso	332	332
Imperial Chemical	332	332
Prénal	332	332
Kall	332	332
Mumm	332	332
Skis Rossignol	332	332
Western	332	332
Esso	332	332
Imperial Chemical	332	332
Prénal	332	332
Kall	332	332
Mumm	332	332
Skis Rossignol	332	332
Western	332	332
Esso	332	332
Imperial Chemical	332	332
Prénal	332	332
Kall	332	332
Mumm	332	332
Skis Rossignol	332	332
Western	332	332
Esso	332	332
Imperial Chemical	332	332
Prénal	332	332
Kall	332	332

IDÉES

ÉTRANGER

PROCHE-ORIENT :

POLITIQUE

SOCIÉTÉ

LE MONDE

6 nucléaire tirent la

CULTURE

INFORMATI

ECONOMICS

—

•



100-443887-100

